

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
LOIS OUVRIÈRES ET L'AGRICULTURE

LES OUVRIERS AGRICOLES
PRUD'HOMMES AGRICOLES. — ACCIDENTS DU TRAVAIL
REPOS HEBDOMADAIRE. — RETRAITES OUVRIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 6 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

François AUCLAIR

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. TRUCHY, professeur.

*Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
 HITIER, professeur.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL
22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.
L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
LOIS OUVRIÈRES ET L'AGRICULTURE

LES OUVRIERS AGRICOLES
PRUD'HOMMES AGRICOLES. — ACCIDENTS DU TRAVAIL
REPOS HEBDOMADAIRE. — RETRAITES OUVRIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 6 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

François AUCLAIR

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { *MM. SOUCHON, professeur.*
HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL
22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.
L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES LOIS OUVRIÈRES ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

Il semble, quand on parcourt la législation ouvrière, que le législateur ait oublié les ouvriers de l'agriculture. Est-ce parti pris? Est-ce parce que les ouvriers des villes, plus remuants, plus agissants, ont davantage attiré son attention? Est-ce plutôt parce que le législateur a rencontré dans l'agriculture une situation économique tellement différente de celle de l'industrie qu'il a hésité à appliquer les mêmes règles législatives pour l'une et l'autre?

Et de fait nous ne trouvons qu'exceptionnellement des mesures qui s'appliquent également aux ouvriers de l'industrie et à ceux de l'agriculture; le plus souvent, les ouvriers agricoles ont été exclus des mesures de faveur et de protection prises à l'égard de leurs camarades de l'industrie.

Y a-t-il à cette différence de traitement entre les ouvriers agricoles et industriels des causes générales?

L'intervention du législateur dans les questions ouvrière-

res a été rendue nécessaire et est devenue possible grâce aux modifications survenues dans le travail industriel. La Révolution de 1789 a fait disparaître en même temps que l'ancien régime tout un système de prescriptions qui réglementaient jusque dans les moindres détails le travail de l'ouvrier. L'institution des corporations, bien qu'ayant des inconvénients pour l'ouvrier, avait aussi de bons côtés en ce qu'elle établissait des règles d'embauchage, de paiement des salaires, de congés, de juridictions qui sauvegardaient les intérêts de l'ouvrier.

Cet ouvrier, sous le régime nouveau, est et doit rester isolé, il va donc être à la merci de la révolution qui va se produire dans l'industrie et il en sera la première victime.

Le phénomène le plus saillant de l'évolution industrielle au xix^e siècle est la concentration des entreprises et l'accroissement de la concurrence, qui ont, entre autres choses, modifié complètement la situation de l'élément ouvrier.

Pendant que diminue le nombre des exploitations, celui des ouvriers va sans cesse en augmentant.

L'industrie, d'un autre côté, s'organise, en vue de la concurrence, de façon à produire le plus possible au meilleur marché possible ; pour cela, elle diminue les frais généraux et cherche à faire produire le maximum au travail. L'ouvrier n'est plus dans l'usine qu'un automate, asservi à la volonté du patron, qui lui demande un travail considérable en échange d'un salaire qu'il tend à rendre le plus minime ; qui entasse les ouvriers dans le plus petit espace possible pour rendre plus efficace la surveillance et pour mieux utiliser la force motrice de ses machines.

Cette accumulation d'ouvriers rendait nécessaire et possible l'intervention du législateur.

L'ouvrier d'industrie se trouve, pour exécuter son travail, dans des conditions très désavantageuses. Le manque d'air, l'excès de travail, les accidents risquaient d'avoir une influence néfaste sur l'avenir de la race tout entière. La concurrence amenait l'entrepreneur à rechercher le travail des femmes et des enfants qui coûtait moins cher et qui souvent est aussi productif que celui de l'homme. Le législateur a été amené alors à intervenir pour protéger l'ouvrier, le garantir des accidents, améliorer les conditions d'hygiène du travail, réglementer la durée et les conditions du travail des femmes et des enfants, et lui garantir la sécurité dans ses vieux jours.

Dans l'agriculture la situation est différente, on ne rencontre pas la réunion d'un grand nombre d'ouvriers dans un même endroit, cette réunion est impossible par la nature même de la culture qui veut que l'effort de l'ouvrier s'applique à un vaste espace de terrain.

L'ouvrier est le plus souvent, sinon isolé, du moins en compagnie de peu nombreux travailleurs, il vit en plein air, loin des microbes. Toute intervention du législateur paraissait inutile, ou tout au moins peu possible. Comment, en effet, réglementer un travail aussi varié que celui des champs ? L'ouvrier change plusieurs fois de travail le même jour ; la variété est l'essence même du travail agricole. De plus, le nombre considérable des exploitations, le peu d'ouvriers qu'elles employaient rendaient la surveillance illusoire.

Le travail agricole, en outre, n'a pas changé, ou si peu ;

ce qu'il était il y a cinquante ans, il l'est encore, et nous sommes loin de l'industrialisation de l'agriculture qu'on annonce depuis si longtemps. Les découvertes de la science n'ont pas, comme dans l'industrie, révolutionné les modes de production. L'agriculture s'est approprié ces découvertes et les a utilisées, sans modifier ses modes de production : il en est résulté une amélioration dans la production, non une révolution.

Les produits de l'agriculture ne sont pas modifiables selon la volonté de l'homme ; il n'est pas possible, du moins jusqu'à présent, d'avoir de fruits sans avoir auparavant eu des fleurs et des bourgeons ; très peu de plantes produisent deux fois la même année. Le travail agricole est à longue haleine ; il est tout fait de patience et de prévisions, tantôt continu et de tous les instants, tantôt, au contraire, à longue échéance.

Aussi le législateur s'est-il montré très embarrassé quand il s'est agi de faire participer l'agriculture aux lois réglementant le travail, et comme il était moins pressé par les circonstances et qu'il craignait moins les colères des agriculteurs, il a laissé la question en suspens pour eux et s'est surtout occupé des ouvriers de l'industrie.

Cette exclusion des ouvriers agricoles de la législation ouvrière est presque générale : toute la législation des prud'hommes a été faite en dehors d'eux, celle sur le travail des femmes et des enfants ne s'occupe pas de l'agriculture. La loi sur la responsabilité des accidents du travail ne s'applique que dans un seul cas aux ouvriers ruraux. Le repos hebdomadaire n'a pas non plus été fait pour eux. La loi actuellement en discussion sur le

payement des salaires exclut expressément les ouvriers agricoles.

Ils sont également exclus des lois réglementant le travail des femmes et des enfants et de celles sur l'hygiène et la protection des travailleurs.

Il y a cependant certains points communs aux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, pour les syndicats, les coalitions, l'arbitrage, la protection du salaire. Mais, n'y aurait-il pas lieu d'augmenter le nombre de ces points communs et d'assimiler davantage les ouvriers agricoles aux ouvriers industriels ? Un grand nombre de propositions de lois en ce sens ont été déposées devant les Chambres, quelques-unes paraissent devoir aboutir.

C'est ce mouvement législatif que nous nous proposons d'étudier spécialement en ce qui concerne la législation sur les prud'hommes, sur les accidents du travail, le repos hebdomadaire et les retraites ouvrières, et nous nous efforcerons de montrer que pour certains de ces points il y a intérêt à augmenter l'assimilation des ouvriers agricoles aux ouvriers industriels.

Notre travail comprendra six chapitres : nous étudierons d'abord les ouvriers agricoles, ensuite dans un même chapitre, les points communs à l'agriculture et l'industrie dans la législation ouvrière et certaines différences qu'il ne nous paraît pas urgent de faire disparaître, puis la juridiction des prud'hommes, les accidents du travail, le repos hebdomadaire et enfin les retraites ouvrières.

CHAPITRE PREMIER

Les ouvriers agricoles

SECTION I.— *Nécessité et difficulté de définir l'ouvrier agricole.*

Avant d'étudier quelles sont les lois ouvrières qui pourraient ou devraient s'appliquer à l'agriculture, il est de toute nécessité de chercher à qui elles pourraient s'appliquer. Ce n'est pas du premier coup que nous pourrions y arriver, car nulle part comme ici, ni dans l'industrie, ni dans le commerce, on ne trouve pareille pénétration des différentes classes sociales. Il est très souvent impossible, dans cette forme la plus grande et la plus respectable de notre travail national, de distinguer entre le travailleur, le propriétaire, le fermier, le métayer ; beaucoup sont tout cela à la fois. Nombreux sont les exemples de ce mélange de situation sociale, le même individu est à la fois propriétaire et journalier, qui un jour cultive sa propre terre et le lendemain celle de son voisin.

Il n'est pas rare non plus de voir un changement de situation se produire chez un individu, non plus par un retour alternatif d'un état ou d'un autre, un jour patron, le lendemain ouvrier, mais par une ascension lente d'un état à un autre, par une suite d'étapes successives qui en

agriculture mènent du salariat à la propriété. Un fils de métayer, fermier ou domestique, va chercher du travail dans une exploitation voisine de celle des parents quand celle-ci est insuffisante pour l'occuper ; il devient domestique, au bout de quelques années il se marie, et avec sa femme il entreprend de cultiver un petit bien, il devient métayer ou fermier et souvent, s'il est travailleur et économe, il achètera un petit champ, qu'il augmentera au fur et à mesure que croîtront ses économies jusqu'au jour où il aura assez de terrain pour s'occuper sans aller chez autrui ; de domestique, le voilà devenu propriétaire.

On conçoit dès lors la difficulté qui se présente quand il faut reconnaître qui doit être considéré comme ouvrier agricole, qui ne doit pas l'être.

Nous nous baserons pour faire cette distinction sur le salaire. Celui-ci en effet est la base de toute la législation ouvrière et c'est en sa faveur que toutes ces lois ont été conçues, c'est pour le protéger davantage que de nombreuses propositions sont déposées tous les jours.

On peut facilement diviser la population d'un pays en deux parties : d'un côté, celle qui vit de son salaire, et de l'autre celle qui tire ses moyens d'existence d'une autre source. Les lois ouvrières ont été conçues et faites pour la première partie de la population, pour celle qui vit de son salaire, ou de celui du chef de la famille. Le développement de la grande industrie, des mines, du commerce, et surtout les conséquences de la concurrence entre industries, ont obligé le législateur à protéger davantage ceux dont le travail est le seul mode de subsistance.

Il a fallu lutter contre l'avisement des salaires, con-

tre le travail trop prolongé qui était un danger pour l'avenir de la race, garantir les accidents et procurer une juste indemnité à ceux qui en sont victimes, et assurer aux travailleurs le pain de leurs vieux jours quand ils n'auront pas été assez prévoyants pour se l'assurer eux-mêmes, et prendre bien d'autres mesures qui toutes ont pour but d'assurer la protection du salarié. Il est donc bien évident que pour parler des lois ouvrières dans l'agriculture, il est nécessaire avant tout de déterminer quels sont les salariés agricoles.

SECTION II. — *Classification des exploitations agricoles d'après les rapports du propriétaire avec le sol.*

Beaucoup de classifications des exploitations agricoles ont été proposées, parmi elles nous en prendrons une qui nous permettra de découvrir les salariés de l'agriculture. C'est celle qui classe les exploitations rurales d'après les rapports du propriétaire avec son fonds, d'après les intermédiaires qu'il emploie pour le mettre en valeur.

Une première série d'exploitations se présente tout de suite, c'est celle des exploitations que le propriétaire cultive lui-même avec le seul concours de sa famille, sans aucun étranger, ou seulement dans des cas tout à fait accidentels, comme dans la maladie. Cette première catégorie d'exploitations reste totalement en dehors de notre travail, nous n'y trouvons aucun salarié, les lois ouvrières n'auront sur elle aucune influence directe.

Cette partie pourtant de l'agriculture française est très

intéressante, elle occupe une grande place dans notre économie nationale, bien qu'elle soit en décroissance. En effet, si nous nous référons à la statistique agricole de 1882, nous trouvons que la culture faite directement par le propriétaire occupait 72, 91 % de la population agricole. Cette proportion a légèrement baissé en 1892 (1) car nous trouvons :

Culture directe . . .	3.387.245	personnes	soit	70, 67 %
Fermage.	1.061.401	—	—	22, 15 %
Métayage	344.168	—	—	7, 18 %

Si au lieu de considérer la population, nous considérons la superficie cultivée, nous voyons que celle-ci est plus considérable pour la culture directe que pour les autres modes de culture; plus de la moitié du territoire cultivé l'est en régie directe, exactement 59, 77 % suivant la statistique agricole du ministère de l'Agriculture de 1892 (2).

1. *Statistique agricole décennale de 1892*, p. 369.

2. *Statistique agricole de 1892*, p. 370.

	Superficie en terres cultivées	Superficie moyenne par mode d'expl.	Superficie propor- tionnelle des modes d'expl.
	<i>Hectares</i>	<i>Hectares</i>	<i>P. 100 hect.</i>
Culture faite par proprié- taire (ou culture di- recte)	18.324.400	5.41	52.78
Culture faite par fermier (fermage).	12.628.800	11.89	36.57
Culture faite par mé- tayers (métayage) . .	3.767.000	10.95	10.65
Totaux et moyenne.	34.720.200	7.07	100.00

On voit par ce tableau quelle place considérable ce mode de culture occupe en France, et le législateur ne doit pas s'en désintéresser; mais c'est surtout par un système d'encouragements et de protection douanière qu'il peut venir en aide aux petits exploitants.

En général, le paysan redoute la loi; il aime à être libre et à faire ce qui lui plaît; toute intervention dans ses affaires lui est désagréable. Il suffit, pour se convaincre de cette méfiance, de voir le peu d'empressement qu'il met à entrer dans les mutuelles, à user du crédit agricole, à créer des coopératives, tout autant de moyens pour lui de diminuer ses charges et d'augmenter ses produits.

C'est par l'éducation et une propagande bien comprise qu'on arrivera dans les campagnes à vaincre cette méfiance naturelle du paysan. Il faut lui montrer les bienfaits d'une intervention, dont il verra les résultats immé-

diats ; c'est une éducation à faire ; il faut lui faciliter la vente des produits, améliorer les voies de communications et surtout arrêter le flot croissant des impôts.

A côté de cette première classe d'exploitations, nous en trouvons une autre qui en est tout à fait proche parente, c'est celle des propriétaires cultivant eux-mêmes avec le secours d'un ou plusieurs ouvriers et domestiques. Ici apparaît la main-d'œuvre salariée, il pourra y avoir la place pour une intervention des lois ouvrières.

Une troisième classe est celle où le propriétaire ne travaille plus directement la terre. Cette classe est fort considérable bien qu'inférieure aux précédentes. Le nombre des propriétaires dans ce cas est de 1.405.569 d'après la *statistique de 1892*, sur 4.792.814 propriétaires ruraux, c'est donc encore une forte proportion, 29,33 % (1). Leurs terres sont cultivées de plusieurs façons, et chacune d'elles domine dans des régions différentes. Dans certains pays le fermage domine ; dans d'autres, c'est le métayage ou encore la régie, avec, à la tête de l'exploitation, un directeur qui ici prend le nom de régisseur, et qui, à certaines époques de l'année, rend ses comptes à son patron. Ce dernier mode d'exploitation se combine souvent avec d'autres modes, par exemple avec le fermage. Le fermier loue tout le domaine, et il l'exploite lui-même en régie. Il l'exploite aussi souvent, par métayers ; le fermier devient un entrepreneur de culture, c'est ce qu'on appelle dans certaines régions un fermier général ; il est souvent mal vu des exploitants et dans beaucoup de pays, les ouvriers et métayers en réclament la suppression.

1. *Statistique agricole de 1892*, p. 374.

C'est dans cette catégorie d'exploitations agricoles que nous trouvons le plus de cultivateurs qui travaillent le sol d'autrui ; aucune portion de territoire n'est leur propriété. D'après la statistique de 1892, ils représentent 49 % (1) de la population agricole.

Le tableau suivant que nous empruntons à la statistique de 1872 montre la proportion des cultivateurs travaillant pour leur compte ou pour celui d'autrui ou alternativement pour eux et pour autrui.

Propriétaires cultivant exclusive- ment leurs terres avec leur famille ou avec l'aide d'autrui	2.199.220	33 2 %.
Propriétaires cultivant leurs terres et travaillant en outre pour autrui.	<u>1.188.025</u>	<u>17 8 %.</u>
Total.	<u>3.387.154</u>	<u>51 0 %.</u>
Personnes non propriétaires travail- lant pour autrui.	3.275.890	49 %.
Total des chefs de famille ou d'ex- ploitation de la population agricole	<u>6.663.135(2)</u>	<u>100 %.</u>

Les propriétaires qui cultivent leur bien eux-mêmes ou avec le concours de leur famille ou d'étrangers ne peuvent être considérés comme des salariés, et les lois ouvrières ne sauraient les atteindre en tant que salariés.

C'est seulement parmi les cultivateurs non propriétaires, ou les propriétaires travaillant pour autrui, que nous devons chercher les salariés, et encore nous verrons que

1. *Statistique agricole de 1892*, p. 395.

2. *Statistique agricole décennale de 1892*, p. 385.

beaucoup parmi ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme des salariés.

SECTION III

§ 1. — Les salariés de l'agriculture.

Quand le propriétaire du sol ne veut ou ne peut pas cultiver lui-même son domaine, à moins qu'il ne le laisse en friche, il est obligé de faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Les travailleurs qui fournissent cette main-d'œuvre reçoivent des noms différents suivant la région, le mode de culture, la durée du travail, etc., nous ne pouvons les citer tous, nous nommerons seulement ceux qui sont le plus souvent employés : domestiques de ferme, journaliers, bouviers, bergers, valets de ferme, tacheurs, faucheurs, moissonneurs, vendangeurs, betteraviers, fermiers, métayers, bordiers, colons partiaires, etc. Cette énumération pourrait être sans fin, car chaque province, souvent chaque village, a un nom différent pour désigner une même catégorie de travailleurs.

Dans cette main-d'œuvre étrangère, il y a lieu de faire une place spéciale aux fermiers, métayers, colons partiaires et bordiers, non seulement à cause de leur importance numérique et de la surface du sol dont ils assurent la culture, mais aussi à raison des contrats d'un caractère tout spécial qui les lient au propriétaire du sol et qui en font non pas des salariés, mais des producteurs autonomes ou des associés. Nous nous occuperons d'eux dans une section spéciale.

Il nous faudra aussi dire quelques mots des ouvriers accidentels, assez nombreux en agriculture, qui profitent de la cherté de la main-d'œuvre agricole à certains moments de l'année, pour faire des journées plus lucratives que celles que leur procure leur métier ordinaire.

Avant de pénétrer plus avant dans l'étude des ouvriers agricoles, il nous faut donner les chiffres qui montreront l'importance relative des différentes sortes de travailleurs agricoles non propriétaires :

Fermiers.	468.184
Métayers.	194.448
Régisseurs	17.966
Journaliers	753.313
Domestiques de ferme . . .	1.954.251

Ce sont les chiffres de la statistique agricole publiée par le ministère de l'Agriculture pour l'année 1892 (1).

Nous avons déjà dit que nous laissons pour plus tard les *fermiers et métayers* ; ceux qu'il nous reste à étudier représentent encore une forte portion de la main-d'œuvre agricole, 2.735.530, soit près de trois millions d'individus qui constituent les salariés de l'agriculture.

C'est cette population agricole que le législateur a laissée de côté dans toute la législation protectrice du travail ; c'est d'elle que nous nous occuperons en demandant qu'on la fasse participer plus largement aux bienfaits et à la

1. Voir Zolla. *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, p. 348. Cf. *Statistique agricole de 1892*, p. 396.

protection que le législateur accorde si largement aux ouvriers des villes.

Tous les ouvriers agricoles n'ont pas la même situation, soit au point de vue de la durée de leur engagement, soit au point de vue des salaires, et les différences qui les séparent sont en nombre infini ; il serait à peu près impossible d'en faire un relevé même approximatif. Cependant on peut dire, qu'en général, ils sont loués soit à l'année, soit au mois, soit à la journée, soit pour une durée déterminée correspondant le plus souvent à une ou plusieurs récoltes.

Certains jours de l'année, un dimanche ou un jour de marché, les ouvriers à placer se réunissent sur la place publique, portant un emblème qui permet de les reconnaître, fleur, décoration, rameau d'arbre, etc. C'est ce qu'on appelle « la loue » ; la date en varie suivant les régions : Saint-Martin (11 novembre), Saint-Jean (21 juin), 25 mars sont les époques les plus généralement admises. Les bureaux de placement ont étendu les opérations à l'agriculture, ce qui permet de se procurer des ouvriers à tout moment, mais ces ouvriers ne sont pas aussi stables que ceux qui fréquentent les « loues ». La possibilité de trouver une place à tout moment les pousse trop souvent à changer sans motifs et ils deviennent des ouvriers de second ordre.

Les domestiques à l'année restent souvent plusieurs années chez le même patron, des domestiques étant depuis vingt et trente ans dans la même maison se trouvent assez souvent en agriculture. Certaines sociétés d'agriculture distribuent des récompenses à ces vieux

serviteurs ruraux et les listes des lauréats sont souvent fort longues. Le long stage dans la même exploitation avait de nombreux avantages pour les domestiques et pour les patrons ; il créait une confiance qui ne peut exister avec les nouveaux venus.

Malheureusement, les jeunes générations ne sont pas aussi stables que les anciennes, et ces vieux serviteurs, si précieux pour l'agriculture, tendent à disparaître. L'influence des villes a été considérable en cette matière, et les nouvelles théories sur les rapports du patron et de l'ouvrier ne tendent pas à attacher les travailleurs à leurs employeurs, bien au contraire, et leur introduction dans les classes rurales achèvera de faire disparaître ce caractère familial qu'avait le travail agricole.

Les domestiques se louent le plus souvent pour une année entière. Ils ne peuvent s'en aller ou être renvoyés sans un motif suffisant ; sans quoi il est dû une indemnité par celui qui rompt injustement le contrat.

Cette indemnité varie suivant la saison, suivant le temps qu'il restait à faire pour terminer l'année. Elle peut aller jusqu'à la moitié du salaire qu'il restait à gagner ; elle est généralement moins forte, ou plus forte, quand la période à parcourir pour aller au terme du contrat est l'hiver que si c'est l'été.

Quand l'année est terminée, il est de coutume que celui, patron ou ouvrier, qui veut rompre le contrat, prévienne l'autre partie huit jours avant le terme.

Les domestiques se louent également au mois, mais ils restent plusieurs mois dans la même exploitation, le terme de l'engagement est la fin du mois et à ce moment

l'ouvrier peut s'en aller sans indemnité. Cette combinaison est moins avantageuse que la location à l'année, parce qu'au milieu d'une année il est moins commode de trouver une place jusqu'au moment de la loue. Il est d'usage ici aussi de prévenir huit jours à l'avance pour la fin du contrat de louage.

L'engagement au mois tend à se répandre sous l'influence des villes ; les domestiques et surtout les servantes de la ville aiment beaucoup user des huit jours pour faire hausser leurs salaires. Cette pratique aura bien des inconvénients à la campagne, et l'agriculteur aimera mieux se passer de domestiques que d'en avoir sur lesquels il ne peut compter au moment où il en aura le plus besoin.

Un autre mode de louage est celui qui consiste à s'embaucher pour une période déterminée plus courte que l'année et qui correspond en général à la levée d'une récolte ou à une succession de travaux importants. C'est un procédé très commode pour la culture qui exige à un moment donné un personnel plus considérable qu'en temps ordinaire. La durée de ce louage change beaucoup suivant les régions ; les noms que l'on donne aux ouvriers qui se louent ainsi varient aussi beaucoup. Telle région a besoin d'un supplément de main-d'œuvre pour les foin, telle autre pour la moisson, une autre pour la vendange, ou pour la récolte des betteraves ou pour celle des pommes de terre, etc. On donne à ces ouvriers dans beaucoup de régions le nom de saisonniers, ou bien celui du travail qu'ils viennent accomplir : faucheurs, moissonneurs, vendangeurs, etc. Ces ouvriers travaillent le reste de l'année

leur propre bien et ils laissent à leurs femmes le soin de lever leur récolte ; le travail qu'ils font chez autrui rapporte plus que celui qu'ils feraient chez eux.

Une autre catégorie de travailleurs agricoles comprend ceux qui se louent à la journée, ce sont les journaliers. Ils ne sont attachés à aucune exploitation déterminée, bien qu'ils aient leurs « maisons » comme ils disent, ils travaillent où il en est besoin. Souvent fixés dans un village ou une petite localité, ils complètent la main-d'œuvre agricole là où le besoin s'en fait sentir ; ils font des réparations et des travaux que le personnel ordinaire de la ferme ne peut exécuter : terrassements, conduites d'eau, drainages, asséchement des marais, etc. Cette classe de travailleurs, extrêmement utile à l'agriculture, tend à disparaître ; elle est attirée vers les centres ouvriers, par un travail présumé plus rémunérateur et plus régulier. C'est pour retenir sur le sol natal cette catégorie de travailleurs que le parlement a voté cette année même la création du bien de famille insaisissable. Cette loi, depuis longtemps promise, a été promulguée au mois de juillet 1909. Il n'est pas possible encore de savoir quels seront ses résultats ; mais si elle est sagement appliquée, ils ne pourront qu'être heureux en maintenant à la campagne toute une catégorie de personnes qui seraient allées grossir les flots du prolétariat urbain.

Une dernière catégorie de travailleurs ruraux : ce sont les tâcherons ; ils prennent du travail à forfait et l'exécutent à leurs risques et périls. C'est une forme de travail peu développée en agriculture ; mais elle y occupe une place assez importante, surtout pour le battage des céréa-

les, qui est devenu une sorte d'entreprise industrielle.

Le travailleur à forfait entreprend une opération agricole quelconque : moisson, fauche, vendange, ramassage des légumes, piochage, etc. Plus il travaille, plus il gagne, aussi quand il est vigoureux, il arrive à faire de très grosses journées.

Cet ouvrier sera très difficile à protéger par les lois ouvrières, car il est un entrepreneur, il est son propre patron, il ne reçoit d'ordres de personne, il travaille quand et comme il lui plaît. Il y aurait pourtant intérêt à ce qu'il participe aux bienfaits des lois ouvrières, surtout celles sur les accidents du travail et celle des retraites. Quant au repos hebdomadaire, il le pratique volontiers dans la mauvaise saison, mais quand il a du travail et du beau temps, il ne connaît aucun jour de la semaine ; tous lui sont bons pour travailler.

Il y a aussi en agriculture des ouvriers accidentels, ceux qui donnent un « coup de main », suivant une expression consacrée par l'usage. Ce sont des voisins qui travaillent entre eux à titre de revanche, à un moment quelconque de l'année. Cette pratique s'est surtout développée pour les battages à la machine dans les pays où le batteur ne fournit pas le personnel : tous les hommes valides du village se réunissent pour battre, un jour pour l'un, le lendemain pour l'autre ; ils ne touchent aucun salaire en argent, mais ils se payent en équivalence de travail. Ce sont aussi de petits artisans du village : forgeron, charron, qui donnent un coup de main un jour de grande presse chez leurs clients ; ils ne touchent aucun salaire et agissent le plus souvent par complaisance ou parce que

c'est l'habitude dans le pays. Ce sont aussi des ouvriers d'autres corporations qui payent en journées de travail un service que leur rend le cultivateur : droit de faire quelques pommes de terre dans son champ, ou bien c'est pour un transport qu'il a fait avec ses attelages ou pour tout autre service qui a pu être rendu.

Sont-ce là de véritables ouvriers agricoles ? la loi de 1899 sur la responsabilité des accidents survenus par l'usage des machines mues par un moteur inanimé les range parmi les ouvriers agricoles ; c'était pour rendre son application plus facile et éviter les difficultés sans nombre qui auraient pu résulter de dispositions moins catégoriques. Mais dans une extension plus considérable de la protection accordée aux ouvriers agricoles, faudrait-il suivre le chemin tracé par la loi de 1899 ? C'est très discutable ; ce serait porter un préjudice à l'agriculture et à ces ouvriers eux-mêmes ; l'agriculture aurait intérêt à se passer de leurs services, ce qui tendrait à les priver de ceux du cultivateur.

Tout ce que nous venons de dire des ouvriers agricoles s'applique également aux hommes et aux femmes. Ces dernières occupent à la campagne une situation analogue à celle des hommes. On trouve des femmes louées à l'année, au mois, à la journée, dans les mêmes conditions que les hommes, avec cette différence qu'elles sont employées à des travaux moins pénibles et qu'elles sont généralement moins payées. A part quelques moments de l'année où elles travaillent aux champs, en général elles sont occupées aux soins du ménage et aux menus travaux de la ferme : soins à donner aux volailles, aux porcs,

traite des vaches et soins à donner au lait. Elles aident les hommes dans certains travaux : serrer les pommes de terre, les légumes, faner, javeler, vendanger ; mais de plus en plus les femmes se désintéressent des travaux de la campagne ; il n'y a pas bien longtemps encore, elles y prenaient une plus large part, dans certaines régions, elles les ont complètement abandonnés. Elles ne veulent plus travailler dans les champs, et elles ont une grande part de responsabilité dans l'exode rural : jeunes filles, elles dédaignent pour époux un honnête cultivateur ; jeunes femmes elles entraînent leurs maris à la ville.

Qu'on ne puisse plus trouver qu'à grand'peine des servantes et des femmes de journée à la campagne est un fait presque partout constaté ; bien rares sont celles qui consentent à travailler à la ferme. Seules, les plus misérables et les plus maladroites se décident à rester à la campagne. Petit à petit, elles quittent les champs ; traire la vache, ou arracher de l'herbe pour les lapins leur répugne de plus en plus ; elles préfèrent aller à la ville où elles gagneront un salaire plus élevé, mais où elles trouveront souvent aussi la maladie et la misère.

Les enfants rendent aussi de grands services à la campagne ; ils s'intéressent du reste très vite aux travaux de la ferme, surtout aux soins à donner aux animaux, et délaissent assez vite l'école pour travailler ; leurs parents, du reste, ne cherchent pas à les y faire retourner ; aussi, malgré une longue période d'instruction obligatoire, trouve-t-on encore un assez grand nombre d'illettrés dans les jeunes générations rurales.

Dès sa sortie de l'école, l'enfant trouve à se placer, il

commence à gagner peu de chose, mais son salaire augmente avec ses années ; vers 17 ou 18 ans, il gagne autant que les adultes. Puis vient le service militaire qui l'arrache au travail des champs et souvent pour toujours. Une fois à la ville, il en revient difficilement et, s'il ne reste pas à la caserne, sa plus grande ambition est de devenir gendarme, facteur ou cantonnier, ou bien encore employé de chemin de fer.

§ 2. — Les salaires.

Nous ne voulons pas parler ici du montant des salaires, mais seulement indiquer les éléments qui les composent, ce qui nous montrera la difficulté qu'on éprouve à les évaluer exactement en argent.

Le salaire en agriculture est bien souvent composé d'éléments divers, qui varient beaucoup d'une région à une autre, et même d'un village à l'autre.

Nous trouvons bien à la campagne le salaire en argent ; il est payable en monnaie, à date fixe : il est en général inférieur au salaire des ouvriers urbains en moyenne pour toute une année, bien qu'à de certains moments il lui soit égal. C'est une des particularités du salaire agricole, qui le différencie du salaire industriel, que de varier suivant les saisons et la nature des travaux à exécuter ; il varie de 2 francs à 2 fr. 50 en hiver par jour, à 5 à 6 fr. en été. Il faut aussi remarquer qu'il y a en agriculture des périodes de chômage où l'ouvrier à la journée ne travaille pas ; les ouvriers à l'année ou au mois n'en connaissent pas les inconvénients.

A côté du salaire en argent, se place le salaire en nature ; il tend partout à disparaître de plus en plus, et il ne se rencontre plus qu'exceptionnellement. L'ouvrier recevait en paiement de son travail une portion de récolte, tant d'hectolitres de grain ou de vin, par exemple. Certaines théories ont voulu faire du métayer un salarié payé en nature, nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser.

Le salaire le plus fréquent en agriculture est le salaire mixte ; une partie en argent, l'autre en nature. Les ouvriers touchent une somme d'argent fixée au moment de la location, et ils reçoivent en outre certaines prestations en nature, généralement la nourriture et le logement. Ils sont quelquefois blanchis et raccommodés. D'autres prestations varient beaucoup suivant la région ; ici le berger a droit à une toison de mouton ; là, le bouvier a droit à une certaine quantité de blé ; ailleurs, c'est du vin ou du cidre, ou encore des pommes de terre, du bois, des sarments.

Il se rencontre même des salaires assez compliqués : des ouvriers se louent pour des travaux eux et leur famille ; le patron donne une certaine somme d'argent assez élevée, mais il ne nourrit personne ; il fournit un logement, un jardin prêt à recevoir des légumes, un morceau de terre préparé, une étable à porc. L'ouvrier a droit, en outre, à une certaine quantité de grain, à de la boisson, aux légumes qu'il cultive dans son jardin et aux pommes de terre qu'il fait dans sa terre, il a droit aussi à du bois qu'il coupe lui-même ou à des sarments.

L'ouvrier arrive avec sa famille au mois de mai pour

cultiver son jardin et semer ses pommes de terre, et il quitte, les travaux finis, vers la fin d'octobre.

Comment, avec une pareille complication de prestations en nature, arriver à connaître exactement le salaire de l'ouvrier agricole? Il est nécessaire de procéder par régions assez peu étendues, et nous allons voir à quels chiffres peuvent s'élever les salaires agricoles dans des régions déterminées.

§ 3. — Quelques salaires agricoles.

Pas-de-Calais. — Oise. — Seine-et-Marne. — Seine-Inférieure. — Arrondissement de Châteaubriant. — Bretagne. — Côte-d'Or. — Indre. — Berry. — Creuse. — Minervois. — Midi viticole.

Nous avons dit précédemment combien il était difficile de fixer le montant des salaires agricoles pour l'ensemble de l'agriculture française; mais ce qui est extrêmement délicat pour l'ensemble du pays devient beaucoup plus aisé dans une région déterminée. De nombreux auteurs se sont attachés à évaluer les salaires des ouvriers agricoles dans un département et même dans des fractions de département; de ces études, il résulte que la condition des travailleurs est bien différente suivant la région envisagée, et à côté de salaires élevés, nous en trouvons d'autres tellement infimes qu'on a peine à croire qu'ils puissent suffire à la vie d'une famille.

Il est un point remarquable dans ces études, c'est que la fertilité du sol influe sur le montant des salaires; les plus élevés se trouvent dans les régions les plus riches;

les plus bas dans les pays pauvres. Nous trouvons de hauts salaires en Seine-et-Marne, dans l'Oise, nous en trouvons de très bas au contraire dans la Bretagne.

Une autre cause de variation dans le montant des salaires est l'émigration : elle tend à élever le taux des salaires dans les pays d'origine des émigrants, la main-d'œuvre étant moins nombreuse et la demande constante, il est naturel que les prix montent. Les ouvriers sont attirés au dehors par des salaires plus élevés ; si les propriétaires veulent les retenir, ils sont obligés d'augmenter leurs prix. Cette influence se fait sentir dans les régions pauvres peu éloignées de pays plus riches, dans le sens de la hausse des salaires ; elle agit au contraire dans le sens de la baisse des salaires dans les départements plus riches.

Les villes, les centres ouvriers ont aussi une influence sur les salaires agricoles, ceux-ci sont relativement plus élevés aux environs des grandes villes qu'en pleine campagne.

La constitution de syndicats d'ouvriers agricoles, et les grèves qui s'en sont suivies, ont eu une grande influence sur les salaires des ouvriers qui y ont participé. Cette influence a été considérable dans certaines régions, dans le Nord, aux environs de Paris, chez les bûcherons du Centre, et dans le Midi viticole. Les salaires des ouvriers de ces régions ont été notablement relevés à la suite des grèves.

Sans nous occuper de ces variations des salaires, nous allons indiquer quels sont actuellement les salaires dans certaines régions déterminées.

Dans le Pas-de-Calais une enquête a été faite par le conseil général en 1900 ; ce sont les chiffres de cette enquête que nous reproduisons (1) :

	Arron- dissement d'Arras	Arron- dissement de Béthune	Arron- dissement de St-Omer
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
Valet de charrue. . . .	45 par mois	30 à 35	28 »
Valet de cour	45 —	25 à 30	20 »
Servante.	30 —	20 à 25	20 »
Journalier. Homme. {	Été 2 50 nourri	1 25 nourri	2 50
{	Hiver 1 50 —	1 » —	2 »
— Femme. {	Été 1 25 à 1 50		1 »
{	Hiver 1 »		1 »
Tâcherons. . . . {	Été 5 »	4 75 non	3 »
{	Hiver 3 »	nourri	2 »

Arrondissement de Boulogne

Laboureurs nourris. . .	300 à 360 francs par an.
Valet de cour.	240 —
Berger	300 à 420 —
Servante	240 —
Journalier nourri . . .	été 1 fr. 50 par jour
—	hiver 1 fr. —
Femme.	été 1 fr. —
—	hiver 0 fr. 75 —

1. Cités d'après François Becu. *Le travail agricole et la condition des ouvriers agricoles dans le département du Pas-de-Calais*,

Arrondissement de Montreuil

Valets de ferme. . . . 25 à 30 francs par mois

Arrondissement de Saint-Pol

Valets de ferme. . . . 25 à 35 francs par mois

La nourriture est suffisante, le beurre, le lard, les légumes, le saindoux et la bière entrent pour la plus large part dans la ration de l'ouvrier.

Salaires dans l'Oise (1)

1^{er} charretier. 600 fr., nourri

2^e charretier. 550 fr. —

3^e, 4^e charretiers 540 fr. —

Servante de ferme. . . . 360 fr. —

Berger. 600 fr. —

Charretier non nourri. . . 1.040 à 1050 francs

Berger non nourri. . . . 1.100 à 1.400 fr.

Berger nourri, 500 à 750 fr. et 100 à 150 fr. d'étrennes (2).

Jeunes gens nourris, de 13 à 15 ans, 10 à 20 fr. par mois

— de 15 à 18 ans, 20 à 30 fr. par mois

Servantes de ferme, 25 à 40 fr. par mois.

Journaliers, hommes de cour faisant 300 journées, 3 fr. par jour.

1. D'après Th. Leroux. *Nos ouvriers agricoles*. Beauvais, 1907.

2. Les étrennes sont des sommes d'argent remises au berger au moment des ventes des animaux.

Ouvriers à la journée, 2 fr. 50 en hiver, 3 fr. en été, 4 et 5 fr. pendant la moisson.

Les propriétaires cherchent dans cette région à multiplier les travaux à la tâche ; les travailleurs acquièrent ainsi plus d'indépendance et, grâce à des efforts mieux compris, réalisent une plus-value sur le prix ordinaire de la journée.

La nourriture se compose : le matin de restes de viande et de lard de la veille ou de fromage ; à midi, de soupe au lard quatre fois par semaine, de soupe au bœuf deux fois, de soupe maigre une fois ; le soir, du ragoût avec de la viande froide et de la salade. Le cidre de ménage est à discrétion. Le dimanche, viande de lapin, volaille, café et eau-de-vie.

Le couchage est souvent défectueux ; l'ouvrier couche dans les étables sur des planches recouvertes de paille ; les draps et les couvertures sont suffisants.

Salaires en Seine-et-Marne

Les chiffres que nous donnons ici sont extraits de l'accord intervenu entre les fermiers de l'arrondissement de Provins et le secrétaire du syndicat des ouvriers agricoles de cet arrondissement (1) :

Compagnons nourris, 55 à 75 fr. par mois, doublés en moisson.

Compagnons non nourris, 100 à 120 fr. par mois.

1. D'après Matillon : *Les syndicats d'ouvriers agricoles*.

Bergers nourris, 60, 70, 80 fr. par mois, suivant le nombre d'animaux.

Bergers non nourris, 125 à 140 fr. par mois.

Charretiers nourris et de moins de 18 ans, 250 à 600 fr. par an.

Charretiers nourris et de plus de 18 ans, 600 à 850 fr. par an.

Charretiers non nourris de plus de 18 ans, 1.320 à 1.380 fr. par an.

Hommes de journée, hiver (1^{er} novembre-1^{er} mars), 3 fr. 50.

Hommes de journée, printemps (1^{er} mars-1^{er} juillet), 4 francs.

Hommes de journée, été (1^{er} juillet-1^{er} novembre), 4 fr. 50.

Hommes de journée, moisson, 7 fr. 50 non nourris et 5 fr. 50 nourris.

Femmes de journée 1 fr. 50 à 2 fr., nourries.

Salaires en Bretagne

Loire-Inférieure

Laboureurs.	200 à 250 fr. par an et nourris
Bouviers.	225 à 250 fr. —
Bergers	100 à 200 fr. —
Ouvriers adultes . . .	225 à 300 fr. —
Servantes de ferme . .	100 à 230 fr. (1) —

1. D'après G. Choleau : *Condition actuelle des ouvriers ruraux bretons*. Paris, Champion, 1907.

Ouvriers à la journée, nourris :

hiver. . . .	0 fr. 60 à 0 fr. 80
printemps . .	0 fr. 75 à 1 fr.
été	1 fr. 50 à 2 fr. (1)

Femmes, de 0 fr. 50 à 1 franc suivant les saisons.

Arrondissement de Châteaubriant

Valet de ferme, 380 à 450 fr., salaire maximum.

Journalier, nourri, de novembre à mars, 1 fr. à 1 fr 25

— de mars à mai, 1 fr. 25

— de juin à août, 1 fr. 50 à 2 fr.

— septembre et octobre, 1 fr. 25

Femmes, juin, juillet, août, 1 fr. 25 à 1 fr. 50

— le reste de l'année, 0 fr. 50 à 0 fr. 75 (2)

Salaires en Cornouaille, environs de Paullaouen (Finistère)

Grand valet (mevel braz), 200 fr. par an et nourri.

2^e domestique, 170 à 200 fr.

Domestique de 13 à 16 ans, 30 fr. et un habillement en plus.

Berger (mesaer), nourriture et habillement.

Servante, 150 francs par an.

1. Convert. *Annales du Musée social*, 1903, p. 41.

2. Monnier. *La main-d'œuvre agricole dans l'arrondissement de Châteaubriant*, Paris, 1909.

Salaires aux environs de Pontivy (Morbihan)

Grand domestique. . .	150 à 250 francs
Deuxième domestique. .	110 à 120 fr.
Pâtre (Bugul), 80 francs et quatre paires de sabots.	
Servante	160 à 200 fr.
Bergère (Bugules) . . .	120 fr.
Journaliers, nourris, hiver.	0 fr. 50
— — — — — été .	1 fr. à 1 fr. 25
Femmes, nourries, hiver.	0 fr. 40
— — — — — été .	0 fr. 75

Salaires dans le pays de Vitré (Ille-et-Vilaine)

Les salaires sont ici beaucoup plus élevés que dans le reste de la Bretagne ; l'agriculture y est aussi beaucoup plus prospère.

Hommes. Premier domestique, nourri,	300 à 320 francs
— Deuxième —	240 à 260 francs
— Troisième —	180 à 200 francs
Domestique de 14 à 15 ans .	80 à 100 francs
Grand pâtre	60 à 70 —
Pâtre.	35 —
Femmes. Bonne servante . .	190 à 200 —
Jeune.	100 à 135 —
Médiocre	150 à 180 —
Servante de 14 à 15 ans. . .	50, 70 ou 80 —
Jeune bergère.	30 —

Journaliers, hommes, hiver	0 fr. 80
Mai-juin.	0 fr. 60
Récolte	1 fr. 75 à 2 fr.
Femmes, hiver	0 fr. 60
Mai-juin.	0 fr. 60
Récolte	0 fr. 75 (1)

La nourriture est assez médiocre en Bretagne. « On compte, nous dit M. Convert, ordinairement quatre repas par jour: le déjeuner, qui a lieu au lever; le dîner vers midi, de bouillie d'avoine, de galettes, de pommes de terre et de lait; le goûter, à 3 ou 4 heures du soir, de crêpes ou galettes; le souper, après le travail, de bouillie au blé noir ou à l'avoine et de riz. L'introduction du lard à un ou deux repas constitue, dans bien des endroits cependant, une amélioration courante (2). »

Les jours de fête on donne de la viande; la boisson est constituée par du cidre; pendant la moisson, on fait usage de mauvaise eau-de-vie.

Le couchage est plus que médiocre.

Salaires dans la Côte-d'Or (3)

Jeunes gens de 13 à 16 ans	150 à 220 francs
Hommes au-dessus de 20 ans	400 à 500 —
Jeunes filles	150 à 300 —

1. Daprès J. Choleau, *op. cit.*

2. Convert, *op. cit.*

3. Henri Muteau. *L'évolution économique au point de vue agricole d'un département français dans le cours du dernier demi-siècle.*

Salaires dans l'Indre (1)

Un laboureur	500 à 600 francs
Un bricolin	400 à 500 —
Servante	300 à 350 —
Petit berger	180 à 210 —

On constate dans ce département une augmentation de 150 francs par tête depuis douze ans.

Ouvriers à la journée :

Novembre, décembre, janvier, février.	2 francs
Mars, avril, mai	3 —
Juin, juillet, août	4 —
Septembre, octobre	3 —

On peut estimer le gain moyen annuel des ouvriers à la journée à 900 francs pour 300 jours de travail.

Femmes, 1 fr. 50, nourries; 2 fr. 25, non nourries.

On estime la nourriture à 0 fr. 75 ou 0 fr. 50 pour les femmes et à 1 franc à 1 fr. 20 pour les hommes.

Beaucoup de journaliers agricoles travaillent l'hiver dans les bois et gagnent à la tâche de 2 francs à 2 fr. 25 par jour, non nourris, et 3 fr. 50 à 5 francs par jour pour l'écorçage, non nourris; ils se nourrissent du reste fort mal pour leur compte.

4. Louis Bénard. *Étude sur les ouvriers agricoles de l'Indre*. Paris, 1907.

Salaires du Bas-Berry (1)

Journaliers non nourris :

Décembre à avril. . .	1 fr. 50 à 2 francs
Travaux	1 fr. 75 à 3 fr. 50
Moisson, fauche . . .	3 fr. 50 à 7 francs
Javeleurs	3 francs à 5 francs

Domestiques à gage, nourris ; laboureurs, charretiers,
350 à 420 francs.

Bergers, vachers de 10 à 15 ans, 100 à 120 francs.

Femmes, nourries, de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour.

Salaires dans la Creuse (2)

Domestiques adultes, nourris . . .	550 francs
— jeunes —	350 à 450 fr.
Servantes adultes, nourries. . . .	350 à 400 fr.
— jeunes —	300 fr.

Ouvriers à la journée, nourris :

Hiver.	1 fr. 50, 1 fr. 25, 1 fr.
Été	2 fr.
Travaux.	2 fr. 50 et 3 fr.

1. Eugène Bidouet. *La Production agricole et son organisation dans le Bas-Berry contemporain.*

2. Nous devons ces chiffres à M. Auclair, secrétaire général de la Société centrale d'agriculture de la Creuse, lauréat de la prime d'honneur.

Ouvriers à la journée, non nourris, de 2 fr. 50 à 4 fr.

La nourriture est estimée comme valeur en argent à 400 francs pour les hommes, 300 francs pour les femmes, et 1 fr. 50 par jour pour les ouvriers à la journée. Elle se compose en général de pain de seigle, de pommes de terre et de légumes, de porc salé et quelquefois de viande de boucherie pendant les travaux de la moisson et des foins et les jours de fête. La boisson ordinaire est le vin, bien que le département n'en produise pas, et le laitage.

L'augmentation des salaires depuis dix ans est estimée à 100 francs par tête et par an et 0 fr. 50 pour les ouvriers à la journée. La valeur de la nourriture a augmenté à peu près dans la même proportion que les salaires.

Salaires dans le Minervois (1)

Gagés (ouvriers à l'année, charretiers, laboureurs), 300 à 550 francs.

Ramonets (bouviers, valets de ferme), 300 à 550 fr.

Le salaire en nature élève ces prix à 650 à 850 francs.

Il faut y joindre un supplément de 25 francs en moyenne. Journaliers, hommes, hiver, 2 fr. 25 ; été, 2 fr. 50, plus 2 litres de vin du 1^{er} février au 21 juin et pendant les vendanges.

Femme, hiver.	1 franc
— été	1 fr. 25

1. Le Minervois s'étend sur une partie des arrondissements de Carcassonne, Narbonne et Saint-Pons. D'après Passama, *Condition des ouvriers viticoles dans le Minervois*. Paris, 1905.

Les vendangeurs étrangers au pays gagnent : les hommes, 4 francs par jour ; les femmes, 2 francs, nourris et logés.

Salaires dans le Midi viticole (1)

Perpignan, 3 francs par jour, nourri, 4 francs non nourri.

Carcassonne, ouvriers habituels, 0 fr. 35 l'heure, nourris, 0 fr. 50 non nourris.

Carcassonne, ouvriers volants, 0 fr. 40 l'heure, nourris.

Boutenac (Aude). Été, 2 fr. 80, nourri, 4 fr. non nourri.

— Hiver, 2 fr. 50 —

Narbonne — 3 fr. nourri, 4 fr. non nourri.

Béziers, hiver, 2 fr. 70 nourri, 3 fr. pendant les vendanges et nourri.

Agde, hiver, 2 fr. 50 pour 6 heures de travail ; 3 francs pour 8 heures.

Montpellier. . . 0 fr. 50 l'heure ;

Luñel . . . 0 fr. 50 l'heure ;

Arles. . . 0 fr. 50 l'heure non nourri ;

0 fr. 30 nourri ;

3 francs par jour nourri ;

4 fr. 25 non nourri ;

On voit par ces chiffres, combien varie la situation de l'ouvrier agricole d'un point du territoire à l'autre. Une unification des salaires est loin d'être possible, il en résulte

1. Henry Gervais. *La rémunération du travail dans la viticulture méridionale.*

tera de grandes difficultés pour l'application de certaines lois ouvrières dont les conséquences entraînent une évaluation du salaire des ouvriers agricoles ; nous verrons à propos de chacune d'elles les solutions qui ont été proposées pour mener à bien cette évaluation.

SECTION IV. — *Le fermier et le métayer.*

Nous avons dit plus haut que nous réservions pour plus tard la question de savoir si le fermier et le métayer pouvaient être considérés comme des salariés, c'est ce dont nous avons maintenant à nous occuper.

Fermier. — Nous devons mettre de côté tout de suite une catégorie de fermiers, celle des fermiers généraux qui, à aucun point de vue, ne peuvent être considérés comme des salariés ; ce sont en général des capitalistes, entrepreneurs d'exploitations agricoles. Ils afferment à un ou plusieurs propriétaires leurs domaines et ils les font travailler par des ouvriers ou des métayers.

Pour les petits fermiers la solution ne saurait être différente ; ils ne sont pas et ne peuvent pas être des salariés. Bien que leurs bénéfices soient très souvent inférieurs au salaire d'un ouvrier, ils n'en sont pas moins des producteurs autonomes, ne dépendant de personne, maîtres de mener leur exploitation à leur guise, de travailler quand et comme il leur plaît. En effet, qu'est-ce que le fermage ? « C'est l'exploitation faite par un tiers des terres d'autrui moyennant le paiement d'une redevance fixe (1). »

1. Rapport Chevalier, exposition de 1900, Paris, groupe XVI, 2^e partie, ch. IX, p. 91.

Le fermier, ayant la responsabilité de l'exploitation, est un véritable entrepreneur à la tête d'une entreprise où il espère réaliser des bénéfices. Le propriétaire qui a affermé son domaine ne s'en occupe plus ; il reste complètement étranger à ce qui se passe dans sa terre, pourvu que le fermier exécute les clauses du bail et paye régulièrement les redevances convenues.

Le fermier doit au propriétaire un loyer, le plus souvent en argent, fixé à forfait, à la différence du métayer qui doit abandonner une part des produits du domaine. De cette différence quant aux obligations du fermier et du métayer, il résulte que le fermier est plutôt un entrepreneur et le métayer un associé.

Le fermier, comme tout chef d'entreprise, assume les risques et garde les bénéfices de l'opération ; c'est lui qui profite de la hausse des denrées ; c'est lui qui aussi subit les chances de mauvaise récolte ou celles de l'avilissement des prix des produits. Le fermier est propriétaire de son capital d'exploitation, des instruments de travail et du cheptel ; il est bien un entrepreneur agricole, libre et indépendant ; il agit exclusivement dans son intérêt ; aussi, pourvu que le bail soit d'une longue durée, il fait facilement des améliorations.

Le fermier est souvent lui-même patron ; il emploie la main-d'œuvre salariée quand sa famille n'est pas suffisante pour assurer l'exploitation du domaine qu'il a affermé. Il ne faut donc pas classer le fermier, même le tout petit fermier, dans la catégorie des salariés, mais bien dans celle des patrons. Cependant il y a, à cela, une limite. Quand le fermier aura une exploitation si petite, qu'elle

est insuffisante pour l'occuper toute l'année et qu'il demande au travail salarié un supplément d'occupation, il faudra alors le considérer comme salarié pour la portion de temps où il travaille pour autrui.

Métayer. — On a soutenu avec beaucoup d'énergie que le métayer n'était qu'un salarié ; il y a même eu, à la Chambre des députés, une très vive controverse à ce sujet au moment de la discussion de la proposition de loi sur les retraites ouvrières. On voulait faire rentrer le métayer dans la catégorie des salariés, et obliger le propriétaire à un versement en sa faveur. Cette théorie a été soutenue surtout par M. Jaurès et quelques-uns de ses collègues socialistes ; mais elle a été combattue non moins vigoureusement par d'autres députés et avec plus de raison à notre avis.

M. Jaurès voulait que, dans l'énumération des assujettis aux retraites ouvrières, on ajoutât après les mots : « Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière », les mots : « Tout métayer ou colon partiaire », et il soutenait ainsi sa proposition : « A ces hommes, métayers, colons partiaires et bordiers, on ne pourra dire ce que, assez justement à mon sens, M. le rapporteur disait des domestiques attachés à la personne, que ce ne sont pas des producteurs...

« On ne pourra contester ce caractère à ceux qui labourent, sèment, moissonnent, travaillent les champs et les vignes et sont au premier degré des producteurs.

« La question est de savoir s'ils doivent être assimilés aux petits propriétaires, travaillant eux-mêmes leur domaine et qui ne sont rattachés à la loi que par une fa-

culté, ou s'ils doivent être compris parmi les salariés proprement dits.

« Je crois qu'en allant au fond des choses, en se débarrassant de l'illusion des mots, les métayers, les colons partiaires et les bordiers sont en fait des salariés. Ils ne le sont pas au sens de l'industrie moderne, puisque c'est une forme de travail qui remonte à une civilisation antérieure à notre civilisation industrielle, une forme de contrat héritée de Rome et appliquée par les grands propriétaires gallo-romains, dans le but de fixer sur leur domaine des travailleurs en les intéressant par un contrat de partage.

« Il résulte évidemment de là que ce contrat de travail ne peut avoir la forme exacte du contrat de salaire de l'industrie moderne, mais, en regardant la réalité des choses, on voit que ces hommes sont des salariés. »

M. Anthime Ménard. — Ce sont des associés.

M. Jaurès. — Ce sont des salariés payés en nature.

« Ne jouons pas sur les mots. Vous voulez assurer par la loi le bénéfice de la retraite à tous les hommes qui n'appuient pas leur existence sur un capital, qui vivent ou exclusivement ou principalement de leur travail propre au moyen d'un capital fourni par d'autres. C'est là la catégorie de citoyens que votre loi veut atteindre. Or, les métayers, les colons partiaires, quel capital mettent-ils en œuvre? Je sais bien qu'ils possèdent parfois une partie d'un maigre cheptel, comme certains ouvriers de l'industrie, maçons, menuisiers, charpentiers, peuvent posséder aussi certains outils de travail. Mais, en fait, le capital qu'ils mettent en œuvre, c'est le domaine, ce sont

les champs, la ferme. Tout cela n'est pas leur propriété à un degré quelconque. Ils n'en possèdent aucune parcelle.

« Non seulement les métayers ne possèdent pas le capital qu'ils mettent en œuvre,... mais leur contrat de travail est en somme à court terme : la plupart du temps, il est annuel et les métayers peuvent, chaque année, être congédiés par leurs propriétaires.

« Vous m'opposez la condition du fermier... Vous ne pouvez pas oublier que traditionnellement, historiquement, entre la condition du métayer léguée pour ainsi dire par les civilisations antérieures, et la condition des fermiers, il y a une différence...

« Les fermiers se sont établis dans notre pays, en France, au moment où les pratiques du capital ont commencé à pénétrer dans l'agriculture. Les fermiers peuvent être et sont souvent des hommes riches, de grands entrepreneurs de culture, travaillant avec un capital étendu qui est leur propriété ; mais ce qui est vrai des fermiers, ce qui est vrai de cette catégorie d'entrepreneurs de culture qui a surgi dans notre France moderne au moment où l'industrie elle-même commençait à paraître, cela n'est pas vrai historiquement, économiquement, socialement, de ces métayers pauvres, sans capital, qui cultivent dans des conditions de misère...

« ...La plupart de ces métayers, de ces colons partiaires, qu'ils s'appliquent au travail des champs, au labour ou au travail de la vigne, sont des pauvres qui n'ont pas d'avances, pas de capital, qui peuvent être congédiés par le maître et qui par conséquent se rapprochent infiniment

plus, dans leur vie, des conditions du salarié que des conditions du petit possédant. »

M. Albert Congy. — C'est une forme du salaire, tout simplement.

M. Jaurès. — C'est tout simplement, comme vous le dites, une forme primitive du salaire et la propriété qui est cultivée par les métayers est un capital que le patron fait valoir par des bras loués comme il faut faire valoir une usine ou un atelier...

« Voilà pourquoi, tout en me rendant compte que la condition des métayers, des colons partiaires, des bordiers peut sembler à quelques-uns et peut dans certains cas être considérée comme mixte, je dis que dans l'ensemble ces métayers qui, tous les jours de l'année au compte d'un maître, fournissent un effort énorme de travail sans arriver jamais ou presque jamais à se constituer de sérieuses avances, font partie de la grande classe des salariés, de la grande classe de ceux qui vivent exclusivement de leur travail personnel sous la discipline et dans la dépendance d'un autre homme qui fournit le capital mis en œuvre par le travail.

« Il est d'évidence, il est de certitude que les métayers, les colons partiaires, les bordiers représentent une des formes du travail où un homme vit presque exclusivement de son travail même et non pas du revenu d'un capital partiellement possédé par lui (1). »

Cette thèse de M. Jaurès a été soutenue dans la même discussion par deux de ses collègues, avec des arguments

1. Jaurès. Discussion à la Chambre, 1905. *J. off.*, 1905. Doc. parl., p. 3450.

analogues. M. Louis Lacombe s'étonne que l'on puisse contester que les métayers sont de véritables salariés : « Ces travailleurs reçoivent, dit-il, un salaire qui n'est pas fixe, qui est éventuel ; mais ils n'ont ni capital, ni instruments, ni cheptel ; ils louent par conséquent leur force de travail, pas autre chose (1). »

M. Jean Codet, de son côté, soutient la même théorie, avec les mêmes arguments ; il dit qu'il n'y a qu'un véritable ouvrier agricole, et il n'y en a pas d'autres, c'est le métayer ou colon partiaire... « Ces travailleurs du sol, dit M. Codet, qu'apportent-ils ? leurs bras, leur travail, car la plupart du temps, je pourrais dire toujours, ils n'ont que leur misère et leurs charges de famille en guise de capital.

« C'est le propriétaire qui fournit le capital, c'est-à-dire la terre, les bâtiments, le cheptel et les fonds de roulement ; le colon lui prête la force de travail, c'est-à-dire ses bras, sa vigueur, sa santé.

« On ne peut donc pas soutenir que nous nous trouvons, comme on le disait tout à l'heure, en présence d'un capitaliste ; non, le métayer est un travailleur moins favorisé que l'ouvrier des villes, car c'est un salarié qui reçoit en nature son salaire et qui est exposé à le perdre, si la récolte est compromise, et elle peut l'être par de multiples causes indépendantes de sa volonté (2). »

Cette façon de considérer le métayer comme un salarié aurait de graves conséquences dans la législation que nous allons envisager : pour les accidents du travail, c'est le

1. Louis Lacombe, même discussion.

2. Jean Codet, même discussion.

propriétaire qui va être obligé d'assurer non seulement son métayer, mais même les domestiques de son métayer, qui, en dernière analyse, se trouvent à être les siens propres. Pour les retraites ouvrières, de même ce sera le propriétaire qui devra opérer les versements pour son métayer et ses domestiques ; aussi le propriétaire renoncera-t-il au métayage, et il affermera ses domaines ou il imposera à son métayer un surcroît de charges pour rentrer dans ses déboursés ; dans ce cas ce sera tout de même le métayer qui payera les frais d'assurance et de retraite.

Nous ne croyons pas, quant à nous, que cette théorie soit exacte, et il nous paraît impossible, à considérer sérieusement le droit et les faits, que le métayer soit un salarié.

Jamais du reste et à aucun moment de sa longue existence, le métayer n'a été considéré comme un salarié, jamais aucun juriste n'a envisagé cette solution comme possible, on y a vu un associé, un fermier, mais jamais un salarié.

Sans vouloir faire toute une étude du métayage, il nous faut cependant voir quelle définition on peut en donner, et montrer que ce n'est nullement un salarié.

Le métayer existait déjà à Rome, qui nous l'a transmis, et Gaïus disait dans son traité : « Le colon partiaire partage la perte et le gain avec le maître par un droit de quasi société (1). »

Ulpien et Paul se rangent à l'avis de Gaïus. Celui-ci

1. « Aloquin colonus partiarus, quasi societatis jure, et damnum et lucrum cum domino fundi partitur, » Gaïus, *Digeste*, liv. XIX, tit. 2, fr. 25.

assimilait le métayage au contrat de société plutôt qu'au louage; c'est entre ces deux contrats qu'ont oscillé tous les commentateurs romains et français quand ils ont voulu définir le métayage au point de vue légal. Le Code civil n'a pas contribué à éclairer la question; il ne traite du métayage que dans deux articles à propos du louage, et il l'appelle partage de fruits, et Troplong fait justement remarquer, que dès qu'il y a partage, il y a société, « c'est un contrat de société, dont il offre une application à l'industrie agricole ».

Quand en 1871 une loi rendit obligatoire l'enregistrement des baux, le rapporteur se basant sur Cujas et sur un arrêt de la Cour de Lyon, considéra, au point de vue de l'application des lois fiscales, le métayage comme une association.

L'administration de l'enregistrement, s'appuyant sur cette opinion, émit la prétention de soumettre le colognage partiaire au paiement du droit gradué des sociétés; mais la Cour de cassation repoussa cette prétention.

La loi de 1889 qui doit faire partie du nouveau Code rural a fait du métayage, sous le nom de « bail à colonat partiaire » un contrat d'une nature spéciale qu'elle définit ainsi: « Le bail à colonat partiaire ou métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur. » Elle n'a pas tranché la difficulté.

La jurisprudence elle-même était hésitante entre la société et le louage; certains arrêts penchent pour la

société (Grenoble, 20 mars 1863. D. 63.5.237; Cass., 21 octobre 1889. D. 90.1.124). D'autres plus nombreux penchent pour le louage (Cass., 8 février 1875. D. 75.1.169; Cass., 30 mai 1888. *France judiciaire*, 1888.2. 343) (1).

En somme on a diversement considéré le contrat de métayage, mais jamais on n'a songé à en faire en droit un contrat de travail, et du métayer un salarié.

Au point de vue économique, la prétention de faire du métayer un salarié n'est pas davantage justifiable. M. Cauwès dit, dans son *Traité d'économie politique* : « Une espèce de société existe entre le métayer et le propriétaire, bien que le métayer cultive seul, le propriétaire a plus d'occasions d'intervenir pour le contrôle et la garantie de ses droits. La loi du 18 juillet 1889 donne même au bailleur, à défaut de convention spéciale, la direction de l'exploitation, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat ou la vente du bétail. »

M. Cauwès dit aussi : « Le métayer est un associé (2). »

M. de Tourdonnet définit ainsi le métayage : « C'est un contrat par lequel le propriétaire qui fournit le capital d'exploitation, se réserve la haute direction et la surveillance, et par lequel l'exploitant, qui apporte les bras et la force, exécute le travail, sous condition mutuelle que les produits éventuels seront partagés par moitié entre les deux contractants (3). »

Il a été donné bien d'autres définitions du métayage, nous ne pouvons toutes les citer ici, mais il en est pour-

1. Voir Planiol. *Droit civil*, t. II, p. 587 et suiv.

2. Cauwès. *Traité d'économie politique*, 3^e éd., p. 504.

3. Tourdonnet. *Traité du métayage en France*, p. 12.

tant une qui nous paraît bien résumer le contrat de métayage.

« On appelle métayage une association de productions en vertu de laquelle l'un des contractants s'engage, après avoir fait l'apport d'une partie du cheptel et des instruments de travail, à fournir la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation d'un domaine agricole, sous la haute direction de l'autre contractant qui fait l'apport de ce domaine, de l'autre partie du cheptel et des fonds de roulement, moyennant un partage des profits et des pertes dans une proportion convenue d'avance entre les deux contractants (1). »

Le contrat de métayage engendre des obligations pour le bailleur et pour le preneur. Le bailleur est tenu de fournir le domaine, les fonds de roulement, une partie du cheptel, et certaines autres charges qui varient avec chaque contrat; la loi lui réserve la direction générale de la culture; mais beaucoup de détails restent forcément dans les attributions uniques du colon, et il n'est pas rare de voir des propriétaires eux-mêmes demander à leurs métayers des conseils sur la direction générale de l'exploitation, surtout s'ils sont intelligents. L'effet de cette collaboration a été très heureux pour la culture; elle a obligé le propriétaire à résider sur ses terres, à apprendre et à enseigner la culture; le métayage a ainsi combattu vigoureusement l'absentéisme des campagnes. Le propriétaire reste chef de l'exploitation et, comme tel, il a intérêt à exercer la surveillance; le métayer étant son associé, il a des rapports fréquents avec lui, et pour que

1. Seuillet. *Métayage*, p. 28.

l'association soit prospère, il faut que l'accord règne entre eux.

Les charges du preneur, le métayer, sont d'une autre nature, il apporte à l'association son travail et celui de sa famille. Si ce travail n'est pas suffisant aux besoins de la culture, le colon doit recourir à des domestiques, le bail ayant soin de fixer ordinairement le nombre d'hommes quidoivent, de tout temps, demeurer dans le domaine. Le colon apporte encore les instruments usuels, nécessaires à la culture, tels que charrues, herses, charrettes, jougs, bêches, pioches, etc. Les frais d'exploitation sont exclusivement à sa charge, car c'est lui qui s'est chargé de l'exploitation du domaine. Il doit donc fournir la main-d'œuvre, par conséquent il ne peut demander au propriétaire de contribuer au paiement des ouvriers qu'il a employés. Ces ouvriers n'ont aucun recours contre le propriétaire ; ils ne peuvent lui réclamer le paiement du salaire quand le métayer ne les paye pas.

Un jugement intéressant a été rendu à ce sujet : « Attendu, dit-il, que ce bail participe à la fois et du bail à ferme et du contrat de société, et que, dans cette société agricole, à titre d'apport, le propriétaire fournit le sol ou son domaine, et le colon son industrie, c'est-à-dire son travail personnel et celui des gens à son service, d'où il suit que le colon est tenu personnellement des salaires des domestiques employés par lui au travail des terres qu'il cultive sous la condition d'un partage de fruits (1). »

1. Jugement du juge de paix de Boussac, 22 mai 1884. *Moniteur judiciaire de Lyon* du 28 août 1884.

Il est donc bien certain que le métayer est pour son propriétaire un associé qui a la charge des frais de culture, entre autres de la main-d'œuvre; s'il doit employer des ouvriers et domestiques c'est à lui d'en payer les salaires et les accessoires du salaire; logiquement, parmi ces frais, devront être compris les frais d'assurance contre les accidents du travail et les versements nécessaires pour l'établissement des retraites ouvrières. Le métayer, vis-à-vis des ouvriers qu'il occupe, est un patron, et il doit être traité comme tel; vis-à-vis du propriétaire du domaine, il est un associé et à ce titre le propriétaire ne saurait être tenu de le garantir contre les accidents du travail ou lui assurer une retraite.

Cependant le législateur ne doit pas laisser les métayers en dehors de la loi sur les accidents et sur les retraites ouvrières; il faut leur permettre de s'assurer contre les accidents dans les mêmes conditions que le seront les salariés et de participer aux retraites ouvrières tout en laissant à leur charge les primes d'assurance et les versements pour les retraites.

Mais ce qu'il faudrait avant tout pour le métayer, c'est lui assurer l'accession à la propriété: combien ces hommes qui s'intéressent à la propriété d'autrui aimeraient encore mieux leur propre bien! quelle source inépuisable de bons cultivateurs on constituerait ainsi! Le bien de famille insaisissable est un acheminement dans cette voie, mais il ne fait que consolider la situation de ceux qui possèdent déjà; ce qu'il faudrait, c'est faciliter l'acquisition de la terre, la loi du bien de famille intervenant ensuite pour consolider cette prise de possession du sol.

C'est une organisation de crédit immobilier à faible intérêt, amortissable en un nombre d'années relativement court, moins onéreux que ne le sont les prêts du crédit foncier, avec facilité de paiements anticipés. Ce serait là une forme de prévoyance qui vaudrait bien les retraites ouvrières et qui coûterait moins cher à l'État.

CHAPITRE II

Points communs entre l'agriculture et l'industrie. Quelques différences.

SECTION I. — *Points communs. Coalitions. Syndicats. Arbitrage. Saisies sur les salaires.*

Bien que le législateur ait en général laissé les ouvriers agricoles en dehors de la législation ouvrière, il a cependant, pour certaines lois, fait une assimilation complète entre l'industrie et l'agriculture.

Certaines lois sont communes à tous les ouvriers sans distinction de profession, et nous ne pouvons les passer sous silence, d'autant moins que quelques-unes ont une importance considérable, telle est celle sur les syndicats. Tout le monde connaît l'énorme extension prise par les syndicats agricoles à la suite de la loi du 21 mars 1884.

Les ouvriers agricoles participent en outre à la législation sur le droit de coalition, et ils ont montré souvent comment ils entendaient en faire usage. La loi sur l'arbitrage leur est également applicable, et celle plus récente sur les saisies-arrêts sur les salaires ne fait aucune différence entre ouvriers agricoles et d'industrie (1).

1. Les lois actuellement en préparation sur le contrat de travail s'appliqueront à toutes les entreprises, même agricoles.

Nous étudierons succinctement ces quatre points pour bien montrer la situation exacte de l'agriculture vis-à-vis de la législation ouvrière.

1° *Coalition*. — La coalition est un accord concerté entre plusieurs personnes en vue d'influer sur les conditions du travail. C'est une des formes de la libre concurrence, et elle est « absolument licite dès l'instant qu'elle ne se complique d'aucun acte de violence, d'aucune mesure de contrainte contre ceux qui refusent d'adhérer à la coalition ou qui refusent d'en sortir. Et à ce point de vue, aucune distinction rationnelle ne saurait être proposée entre l'accord des patrons, tendant à faire baisser, et l'accord des ouvriers, tendant à faire hausser le taux des salaires (1). »

La coalition fut interdite par le décret des 14-17 juin 1791 (loi Chapelier) pour mettre fin aux tentatives faites par les ouvriers pour exercer une pression sur les entrepreneurs ; une disposition portait « que si, contre les principes de la liberté et de la constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert, ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie et de leurs travaux, lesdites délibérations, accompagnées ou non de serment, seraient déclarées inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme. »

La loi des 22 germinal-2 floréal an XI dit que toute coalition entre ceux qui font travailler les ouvriers tendant

1. Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, page 181.

à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires est punissable. Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures, en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, est également punissable.

Le Code pénal dans ses articles 414 à 416 ne fait que reproduire, en les aggravant, les pénalités de la loi du 22 germinal an XI. Ces pénalités sont plus fortes contre les coalitions ouvrières que contre les coalitions de patrons, lesquelles n'étaient punissables que si elles étaient injustes ou abusives.

La loi du 27 novembre 1849 maintint le caractère délictueux de la coalition, et se borna à supprimer l'inégalité injustifiable dans la répression des coalitions d'ouvriers et celles de patrons. Toute coalition est un délit, passible, pour chaque adhérent, d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 10.000 francs, et pour les chefs et meneurs d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Cette législation subsista jusqu'à la loi du 25 mai 1864 dont la disposition caractéristique consiste dans la suppression du délit de coalition, remplacé par le délit d'atteinte à la liberté du travail. La loi a modifié les articles 414, 415, 416 du Code pénal, mais elle prohibe comme par le passé toute association professionnelle permanente ; le droit de réunion demeurerait interdit ; est interdit également tout comité central ou permanent destiné à diriger, même temporairement, la coalition. Cette situation

changea avec la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion et surtout celle du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, qui abroge expressément l'article 416 du Code pénal.

Les agriculteurs ont toujours été soumis à cette législation qui avait un caractère absolument général. Du reste, elle ne leur a peut-être jamais été appliquée quand elle portait la répression de la coalition, et ils ont mis longtemps à profiter de la liberté que leur accordait la loi de 1864. Les agriculteurs patrons ne paraissent pas pouvoir user du droit de coalition à raison de leur grand nombre et de leur éloignement. Les agriculteurs ouvriers, au contraire, ont usé assez largement du droit de coalition, mais seulement depuis une vingtaine d'années (1).

Ce sont les bûcherons du Cher qui ont ouvert les hostilités les premiers en novembre 1891; en 1892 la grève s'étend à tout le département et gagne bientôt les départements voisins. D'autres grèves ont suivi et la plus violente sans contredit a été celle des travailleurs agricoles du Midi. Cette grève commence en 1903 dans l'Hérault, elle s'étend à tout le Midi en 1904, le 2 décembre de la même année la grève générale est votée, mais elle échoue. Des grèves agricoles ont eu lieu un peu partout, autour de Paris, dans le Nord, en Seine-et-Marne en 1906, dans l'Aisne en 1907.

Les revendications sont de la même nature que celles des ouvriers de l'industrie : élévation des salaires, dimi-

1. Cf. sur les grèves agricoles et les revendications ouvrières, la thèse de M. Matillon, déjà citée.

nution du temps de travail, repos hebdomadaire, suppression du travail à la tâche. Nous trouvons cependant des revendications d'un autre genre qui tendent à demander des mesures analogues à celles dont jouissent les ouvriers de l'industrie ; ainsi certaines revendications portent sur l'application de la loi sur le risque professionnel, d'autres demandent la juridiction des prud'hommes.

2° *Syndicats*. — Après la loi de 1864 établissant le droit de coalition, toute association professionnelle demeurerait interdite. Dans la loi des 14-17 juin 1791 qui refuse à tous les patrons et ouvriers le droit de s'unir pour la défense de leurs intérêts, non plus que dans celle du 10 avril 1824 interdisant toute association de plus de 20 personnes, il n'était fait aucune exception pour les agriculteurs ; il était naturel alors qu'avec une législation de liberté les mêmes avantages fussent concédés aux agriculteurs et aux industriels. Cependant les agriculteurs furent oubliés, et ce n'est que quelques jours avant la clôture des débats sur le projet de loi, devenu la loi de 1884, qu'un membre du Parlement s'étonna que l'on ne mentionne pas l'agriculture. Ce fut M. Oudet, sénateur du Doubs, qui proposa d'étendre aux agriculteurs les dispositions de la loi en discussion, le 21 février 1884, quelques jours avant le vote définitif de la loi ; celle-ci porte la date du 21 mars 1884.

La loi autorise la formation de syndicats, mais seulement entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes. Ces syndicats doivent avoir pour objet l'étude et la défense des

intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (art. 3).

La seule condition de forme est le dépôt des statuts à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris à la Préfecture de la Seine. Ce dépôt doit être de deux exemplaires des statuts et être accompagné des noms des directeurs et administrateurs.

La loi de 1901 sur la liberté d'association a déclaré, dans son article 21, qu'il n'était rien changé pour l'avenir à la loi spéciale sur les syndicats professionnels.

L'agriculture n'avait pas, antérieurement à la loi, comme l'avait fait l'industrie, créé des chambres syndicales irrégulières. Cependant en 1883 M. Tonviray, professeur départemental d'agriculture à Blois, fonda, entre les agriculteurs de Loir-et-Cher, une association ayant pour but d'acheter les engrais en commun afin de les obtenir à meilleur marché.

Après le vote, le 21 mars 1884, de la loi sur les syndicats professionnels, l'association de Loir-et-Cher en réclama le bénéfice, et devint le Syndicat des Agriculteurs de Loir-et-Cher qui comptait en 1900 environ 4.000 membres.

L'exemple donné en Loir-et-Cher ne tarda pas à être suivi, et il se forma une grande quantité de syndicats agricoles, leur nombre était en 1899 de 2.025, il n'a fait que croître depuis cette époque. Mais ces syndicats agricoles ne sont que des syndicats de producteurs, de propriétaires et les ouvriers ruraux n'avaient guère songé à utiliser la loi de 1884, comme l'avait fait le prolétariat industriel.

Sous l'influence de causes économiques, notamment par suite de la faiblesse des salaires, les bûcherons se soulèvent en 1891-1892 et le mouvement syndical s'organise. Chez les vigneronns du Midi, un grand mouvement se dessine en 1904. Les jardiniers, les ouvriers agricoles du Nord se syndiquent. Les métayers eux-mêmes rentrent dans le mouvement.

Cette éclosion de syndicats n'a pas eu partout le même succès, et le mouvement n'a pas eu l'ampleur qu'a eue celui de l'industrie. Les syndicats d'ouvriers agricoles sont encore au nombre de 320 à 350 avec 20.000 à 30.000 adhérents. Ce sont là des chiffres assez faibles relativement à ce qu'est la population ouvrière de l'agriculture.

3° *Arbitrage*. — La reconnaissance de la liberté de coalition et par suite des grèves, la création de nombreux syndicats devaient amener des conflits incessants entre ouvriers et patrons. Ceux-ci reconnaissant le désavantage qui résultait pour eux de ces luttes continuelles, essayèrent de faire trancher les différends qui les divisaient par une personne, en qui ils avaient pleine confiance : c'était l'arbitrage. Celui-ci ayant donné de bons résultats, la loi en fit un mode régulier de terminer les conflits ; elle créa une juridiction permanente.

Ce n'était pas suffisant que de terminer les conflits, il valait mieux les empêcher de naître ; on eut recours à la conciliation. On imagina de faire discuter les conditions futures du travail par des délégués choisis parmi les patrons et les ouvriers.

Une loi fut votée le 27 décembre 1892 : l'article 1^{er} dit : Les patrons, ouvriers et employés entre lesquels

s'est produit un différend d'ordre collectif sur les conditions du travail, peuvent soumettre les questions qui les divisent à un comité de conciliation, et à défaut d'entente dans ce comité, à un conseil d'arbitrage. La loi englobe tous les salariés et tous les employeurs, quels qu'ils soient. Dès qu'un conflit s'élève entre un patron quel qu'il soit, et des salariés quels qu'ils soient, la loi sera applicable.

Cette loi est une organisation générale, susceptible d'être adaptée à tous les différends collectifs, portant sur les conditions du travail, entre employeurs et employés, au sens le plus large du mot.

« Il y a ainsi parallélisme complet entre le champ d'application de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels et celui de la loi nouvelle : solution logique, puisque le plus souvent le conflit mettra en présence un syndicat patronal et un ou plusieurs syndicats ouvriers. De même que les syndicats professionnels peuvent grouper, d'après la loi de 1885, toutes les personnes ayant des intérêts industriels, commerciaux ou agricoles communs, de même, la procédure instituée par la loi de 1892 est offerte, non seulement aux chefs d'industrie et aux ouvriers de l'industrie manufacturière, mais encore aux négociants et à leurs employés de tous ordres, même aux chefs d'exploitations agricoles et aux employés ruraux (1). »

L'initiative du recours à la procédure de conciliation appartient soit aux patrons, soit aux ouvriers intéressés dans le différend, soit au juge de paix. Au cas d'acceptation des deux parties, le juge de paix procède à la for-

1. Paul Pic, *op. cit.*, p. 1013.

mation du comité de conciliation, formé des délégués choisis par les deux parties et présidé par le juge de paix. Si l'accord ne s'établit pas en comité de conciliation, le juge de paix invite les parties à désigner chacune un ou plusieurs arbitres, qui peuvent, à leur tour, s'il y a lieu, choisir un surarbitre. Si les arbitres ne s'entendent pas sur le choix du surarbitre, c'est le président du tribunal civil qui le désigne.

Cette loi n'a pas donné les résultats qu'on en attendait ; le nombre des grèves n'a pas fait que croître. Ainsi les grèves agricoles n'apparaissent qu'au moment où fut votée la loi, et n'ont fait qu'augmenter depuis cette époque, les tentatives de conciliation ont généralement échoué ici comme dans l'industrie.

4° *Saisies sur les salaires.* — Les lois protégeant le salaire sont aussi applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture, en effet la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés ne fait aucune distinction entre les professions. Tous les salaires et petits traitements n'excédant pas 2.000 francs ne peuvent être saisis que jusqu'à concurrence du dixième de leur montant. Toute cession volontaire de ce même salaire est interdite jusqu'à concurrence d'un dixième ne se confondant pas avec le dixième saisissable. Est prohibée, sauf pour certaines prestations limitées expressément par la loi, toute compensation au profit du patron entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui pourraient leur être dues pour fournitures diverses. Le patron qui fait des avances ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues

successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles, ce dixième ne devant se confondre ni avec le dixième saisissable, ni avec le dixième cessible.

Ces dispositions permettent à l'ouvrier de toucher au moins les sept dixièmes de son salaire. La saisie du dixième ne peut être opérée qu'avec le visa du greffier de paix quand il y a un titre, celui du juge de paix du domicile du débiteur saisi quand il n'y a pas de titre.

SECTION II. — *Quelques différences entre les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture au point de vue des lois ouvrières.*

Les lois que nous allons mentionner ici ne présentent pas pour l'agriculture un intérêt considérable, soit qu'elles ne puissent s'appliquer; soit qu'elles soient d'un intérêt nul ou presque pour les ouvriers agricoles. Aussi passerons-nous très rapidement dessus en ne faisant guère qu'indiquer leur existence pour que notre travail soit à peu près complet.

Nous ne dirons presque rien de la réglementation du travail des enfants et des femmes. La législation sur ce point a été rendue nécessaire par l'abus du travail imposé aux enfants et aux femmes dans l'industrie.

Elle débute par la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants employés dans les manufactures, elle autorisait l'admission des enfants dans les manufactures dès l'âge de 8 ans.

La loi la plus importante en cette matière est celle du

19 mai 1874 sur le travail des enfants et filles mineures employés dans l'industrie ; elle fixait à 12 ans l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, la durée du travail était au maximum de douze heures pour les mineurs de 16 ans, et de six heures seulement pour les enfants de 10 à 12 ans, admis par exception au travail dans certaines industries. Elle interdisait le travail de nuit aux mineurs de 16 ans et aux filles mineures de 21 ans, consacrait pour les enfants le principe du repos du dimanche et prohibait le travail souterrain pour les femmes de tout âge et pour les enfants mineurs de 12 ans.

La loi du 2 novembre 1892 est venue compléter et modifier en certains points la loi de 1874. Elle abaisse l'âge d'admission des enfants dans les exploitations industrielles à 13 ans. Elle réduit la journée de travail à dix heures pour les ouvriers âgés de moins de 18 ans, pour les filles mineures et pour les femmes. Elle interdit le travail de nuit pour les enfants âgés de moins de 18 ans et pour les femmes de tout âge, et elle établit le repos hebdomadaire.

Cette législation a été faite uniquement pour l'industrie où elle était nécessaire à cause du danger que fait courir le travail exagéré des femmes et des enfants et qui pourrait compromettre l'avenir même de la race. En agriculture, les conditions du travail sont bien différentes ; elles ne constituent pas un danger à cause du travail lui-même qui a lieu le plus souvent en plein air, rarement la nuit et qui est coupé de repos fréquents. Une intervention du législateur aurait été inutile et inefficace par suite de la difficulté de la surveillance.

Nous laisserons aussi de côté la réglementation sur le travail des hommes adultes. Cette réglementation résulte de la loi du 9 septembre 1848. Cette loi a un champ d'application très restreint ; elle ne s'applique qu'aux manufactures et aux usines ; elle fixe la limite maxima du travail à douze heures de travail effectif, c'est-à-dire non compris le repos.

La loi du 30 mars 1900 est venue compléter la loi de 1848 en décidant que, dans les établissements où travaillent également des femmes et des enfants, les hommes adultes sont assimilés à eux quant à la durée du travail, qui devient ainsi pour eux fixée à dix heures.

Une réglementation dans le même sens ne nous paraît pas utile en agriculture. Les raisons qui l'ont fait introduire dans l'industrie ne se retrouvent pas ici. Le travail industriel exécuté dans des locaux souvent étroits et mal aérés, au milieu d'un certain nombre d'ouvriers, au milieu des métiers et des machines, est pénible et déprimant. Les progrès de la division du travail amènent l'ouvrier à exécuter le même mouvement ou la même série de mouvements toujours les mêmes, aussi les muscles qui agissent toujours dans le même sens sont bientôt fatigués et le travail ne peut se prolonger au delà d'une certaine durée sans devenir préjudiciable à la santé de l'ouvrier.

L'ouvrier agricole travaille au contraire en plein air le plus souvent, dans les meilleures conditions d'hygiène possible, ses travaux sont variés à l'infini, il reste rarement dans la même position un temps assez long pour fatiguer, les repos fréquents rendent le travail moins

pénible et la fatigue est longue à venir. Les longues journées de l'été sont bien compensées par celles très courtes de l'hiver, le mauvais temps si fréquent contribue à reposer l'ouvrier des fatigues des longues journées de labeur.

Une autre raison rend presque impossible une réglementation de la durée du travail, c'est la difficulté à la faire observer, l'isolement et la dispersion des exploitations rendent toute surveillance impossible, c'est toute une armée d'inspecteurs du travail qu'il faudrait organiser et encore seraient-ils impuissants le plus souvent à faire respecter la loi.

Les lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ont pour les mêmes raisons laissé l'ouvrier agricole en dehors de leurs prescriptions. En effet le texte de la loi du 12 juin 1893 est limitatif quant aux exploitations assujetties, il s'applique : aux manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances, et aussi aux entreprises commerciales où il est fait usage d'appareils mécaniques. La loi du 11 juillet 1903 est également limitative, elle comprend les établissements commerciaux, les entreprises de chargement et de déchargement, les petites industries de l'alimentation, les bureaux, les établissements de l'État non visés par des dispositions antérieures. D'autres établissements sont soumis à des règles spéciales à cause des dangers graves que présentent soit les substances manipulées, soit les mécanismes mis en œuvre.

« Dans l'agriculture où l'homme travaille sur la terre natale, dans le sein de la nature, en plein air, dans l'am-

biance la plus hygiénique possible, les mesures prises dans l'industrie en vue de l'hygiène sont inutiles, car l'ouvrier agricole ne travaille ni les substances dangereuses ni dans une poussière qui abîme les poumons (1). »

1. Comte Joseph Mailath. La question ouvrière dans l'exploitation agricole. *Revue d'économie politique*, juin 1907, p. 433.

CHAPITRE III

Les prud'hommes agricoles

SECTION I. — *Histoire des tribunaux de prud'hommes.*

De toute la législation ouvrière, c'est certainement la première loi en date ; elle remonte au 18 mars 1806.

On ne peut pas dire que ce fut une loi imposée au législateur par un mouvement populaire violent. Napoléon I^{er} n'était pas homme à se laisser intimider par ces moyens tapageurs qui sont actuellement à peu près les seuls à mettre en mouvement la machine législative. Ce fut un essai d'une législation qui, ayant donné de bons résultats, a été étendue progressivement à des professions autres que celles pour lesquelles elle avait été primitivement faite.

En 1806, la juridiction des prud'hommes a été instituée à Lyon « pour trancher sans retard les petits différends, nés quotidiennement dans l'industrie de la soie » ; c'était donc au début une juridiction toute spéciale à la ville de Lyon ; mais le décret prévoyait son extension à tout le territoire, ce qui se produisit peu à peu.

La juridiction des prud'hommes n'avait pas exactement le même caractère qu'elle possède aujourd'hui ; la com-

position du tribunal n'était pas la même, les patrons étaient en majorité, et les ouvriers n'étaient représentés que par une élite, le tribunal ne comprenant que des ouvriers patentés. Quant à la compétence, le tribunal ne connaissait en dernier ressort que des affaires d'un intérêt pécuniaire d'un maximum de 60 francs ; ce chiffre fut porté à 100 francs par un décret de 1810 ; la compétence en premier ressort s'étendait sans limites.

Les juges étaient élus et non pas nommés par le gouvernement, comme pour les autres tribunaux. C'est là un fait très remarquable, sous un régime aussi autoritaire que l'était celui du Premier Empire. L'unique trace d'autoritarisme était la prédominance de l'élément patron sur l'élément ouvrier au sein du tribunal.

Cette loi de 1806 fut modifiée par le décret du 27 mai 1848. La République remania les conseils de prud'hommes dans un esprit de plus grande égalité : le nombre des conseillers ouvriers devint égal à celui des conseillers patrons. Le conseil avait deux présidents, l'un patron, élu par les conseillers ouvriers, l'autre ouvrier, élu par les conseillers patrons ; ils présidaient chacun à leur tour. Le résultat de cette combinaison était que les ouvriers ne venaient au tribunal que lorsque c'était le président ouvrier qui siégeait.

Il fut question en 1848 de créer des prud'hommes, pour le commerce et l'agriculture et en général pour toutes les professions qui jusque-là en étaient exclues. Il y eut à la Législative, le 27 mars 1851, une proposition ferme de Nadaud, Greppo, Colfavrel, pour qu'il fût créé une catégorie comprenant les ouvriers des champs et ceux des profes-

sions jusqu'alors restées en dehors de cette justice exceptionnelle (1).

Nous ne retrouverons pas d'autre trace de demande d'extension de la juridiction des prud'hommes à l'agriculture avant 1892 dans le texte de loi voté à cette époque par la Chambre des députés.

La liberté dont jouissaient les conseils de prud'hommes ne pouvait convenir au Second Empire, l'élection du président disparaît par la loi du 1^{er} juin 1853 : elle établit que dorénavant le président et le vice-président seront choisis par l'Empereur. Ce n'est que le 7 février 1880 que les prud'hommes recouvrent le droit d'élire le président et le vice-président.

A partir de 1880, nous trouvons toute une série de projets tendant à réunir en une même loi toutes les dispositions éparses concernant les conseils de prud'hommes, et aussi des propositions tendant à étendre la compétence des prud'hommes à d'autres professions, commerce, agriculture, mines. Un texte dans ce sens a été voté en 1892 par la Chambre des députés, mais le Sénat, en 1894, a exclu toutes les professions autres que l'industrie.

Un nouveau texte fut voté à la Chambre en février 1901 ; il étendait au commerce la juridiction des prud'hommes, et il réorganisait cette juridiction. Le Sénat n'admit pas l'extension au commerce, mais il apporta des modifications nombreuses à la législation des prud'hommes.

De ces textes, certaines dispositions ont été extraites, et sont devenues la loi du 15 juillet 1905. D'après cette loi

1. Georges Renard. *Histoire socialiste. La République de 1848.*

le bureau de jugement a un nombre égal de conseillers patrons et de conseillers ouvriers; le président est élu par les conseillers. En cas de partage entre les conseillers, la présidence est confiée au juge de paix du canton où siège le conseil, ou à son suppléant. Le président ainsi désigné doit départager le tribunal. Sa compétence passe de 100 francs à 300 francs en dernier ressort, et sans limites en premier ressort.

La modification la plus importante, et certainement la plus réclamée dans le parti ouvrier, est l'organisation de la juridiction de recours. Jusqu'à cette loi, les appels étaient portés devant le tribunal de commerce de l'arrondissement où siégeait le conseil de prud'hommes. On reprochait au tribunal de commerce d'être composé uniquement de patrons et on l'accusait de sacrifier la justice à l'intérêt des patrons. Aussi la loi de 1905 enlève-t-elle aux tribunaux de commerce la connaissance des jugements de prud'hommes soumis à appel, pour la donner au tribunal civil d'arrondissement.

La Chambre des députés adopta, après le vote de la précédente loi, un texte qui étendait au commerce la juridiction des prud'hommes. Un amendement avait été déposé l'étendant également à l'agriculture, il fut retiré par ses auteurs sur la demande de la commission afin de ne pas retarder au Sénat le vote de la loi alors en discussion à la Chambre. Ce texte adopté au Sénat est devenu la loi du 27 mars 1907 qui, avec la loi de 1905, régleme actuellement la juridiction des prud'hommes.

Les modifications apportées par cette loi sont nombreuses et très variées. Ce sont :

a) Création de droit d'un conseil de prud'hommes quand le conseil municipal d'une commune le demande. Jusque-là le gouvernement était seul juge de l'utilité de l'institution d'un conseil de prud'hommes.

b) Extension de la prud'homie à toutes les catégories de commerce. Cette extension, depuis longtemps réclamée, proposée en 1848, votée à la Chambre en 1892 et en 1901, avait toujours échoué au Sénat. Il a fallu toute l'énergie du gouvernement pour obtenir cette extension, et c'est seulement devant l'alternative de renverser le gouvernement ou de voter la loi que le Sénat s'est décidé au vote de la loi, ainsi que devant la campagne acharnée que depuis longtemps menaient les employés de commerce.

c) Extension de la prud'homie aux industries extractives et aux entreprises de manutention et de transport. Cette extension demandée en 1848, votée en 1892 à la Chambre et en 1901, avait toujours été repoussée au Sénat.

d) Extension de l'électorat aux femmes; voté en 1901 à la Chambre, le Sénat le repoussait en 1902.

e) Éligibilité accordée aux anciens électeurs hommes, n'ayant pas quitté la profession depuis plus de cinq ans.

f) Réduction du temps d'exercice de la profession et de la résidence pour l'électorat.

g) Droit pour le tribunal de donner l'autorisation de plaider aux femmes mariées et aux mineurs. Cette modification a été introduite par analogie avec la loi sur les juges de paix, qui permet à ces magistrats d'autoriser les femmes mariées et les mineurs à plaider devant eux. Le droit de donner cette autorisation avait été jusque-là réservé aux tribunaux civils d'arrondissement.

h) Institution de l'assistance judiciaire devant les prud'hommes.

i) Alternance pour la présidence entre l'élément ouvrier et l'élément patron.

j) Compétence fixée d'après le genre de travail effectué et non plus suivant la nature de l'établissement.

Les conseils de prud'hommes sont compétents en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort à quelque somme que la demande puisse s'élever. Quand la demande dépasse 300 francs, la sentence est susceptible d'appel ; celui-ci est porté devant le tribunal civil d'arrondissement, les questions de compétence sont toujours soumises à appel.

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer montre la compréhension toujours plus grande de l'institution des prud'hommes, qui, d'abord localisée à Lyon pour l'industrie de la soie, s'étend ensuite dans toute la France aux ouvriers de l'industrie, et finit par englober le commerce, les mines et les transports. Nous estimons que cette institution devrait comprendre aussi les ouvriers de l'agriculture.

SECTION II. — *Caractère de l'institution des prud'hommes.*

L'idée qui a présidé à l'institution des prud'hommes était certainement de faire juger les différends entre patrons et ouvriers de l'industrie, par des patrons et des ouvriers de la même profession, et cela pour avoir des juges connaissant bien la profession et capables de tran-

cher les litiges qui pourraient naître dans son exercice. Le but de cette institution était d'avoir des juges techniques et c'est bien ce caractère qu'ils ont conservé jusqu'à nous. Les conflits qui naissent entre patrons et ouvriers d'une profession ne peuvent être mieux tranchés que par des hommes exerçant la même profession. On ne demande pas à des juges patrons et ouvriers d'une profession quelconque de juger les conflits nés dans une profession quelconque, mais bien à des juges d'un certain métier de trancher les litiges nés entre patrons et ouvriers de ce même métier.

C'est en se basant sur ce principe que jusqu'en 1907, on avait refusé l'extension de la juridiction des prud'hommes à une autre profession que l'industrie, parce que seule elle exigeait des connaissances techniques pour la solution des différends naissant entre patrons et ouvriers. Cette idée ne peut être mieux précisée que ne l'a fait au Sénat M. Savary, rapporteur du projet de loi portant modification des tribunaux de prud'hommes, à la séance du 3 mars 1904, en réponse à un amendement de M. Darbot étendant les prud'hommes à l'agriculture : « La juridiction des prud'hommes, dit-il, est réservée aux litiges relatifs au contrat de louage d'ouvrage entre les chefs d'industrie et leurs ouvriers, qui généralement donnent lieu à des difficultés techniques pour la solution desquelles des juges spéciaux peuvent être utiles...

« M. Darbot aurait le droit de crier à l'inégalité... si nous refusions la juridiction des prud'hommes aux agriculteurs et si nous l'accordions aux employés de commerce. En effet, il y a là parité; d'un côté comme de

l'autre, il y a litige en matière de louage d'ouvrage; pas plus d'un côté que de l'autre, il n'y a difficulté technique. Mais le Sénat est resté dans le principe et dans l'esprit de la loi en repoussant constamment toutes les extensions en dehors des litiges de l'industrie (1). »

Un autre orateur s'était élevé au Sénat contre l'extension des prud'hommes à d'autres professions que l'industrie, en se basant toujours sur le principe qu'il n'y a que les litiges entre patrons et ouvriers de l'industrie qui exigent des connaissances techniques pour les résoudre. M. Demôle dans son rapport au Sénat en 1893 dit : « Il nous paraît impossible d'attribuer à des prud'hommes le jugement des difficultés qui peuvent surgir à l'occasion des opérations purement commerciales et agricoles.

« Ces difficultés-là ne demandent pas chez le juge de connaissances techniques (2). »

En 1899, une enquête a été organisée sous la direction du Conseil supérieur du travail et parmi les réponses au questionnaire, nous trouvons celle-ci bien caractéristique : « Il ne saurait entrer dans les attributions des prud'hommes d'être des juges de droit commun; leur compétence doit rester limitée sagement aux questions pour lesquelles il faut une compétence technique... l'extension entraînerait par la représentation de nouvelles catégories de justiciables des élections trop compliquées. »

Les litiges de l'industrie seuls nécessitent chez le juge

1. Savary. Discussion au Sénat, 3 mars 1884. *J. Off.*, séances 1884, p. 263.

2. Demôle. Rapport au Sénat, 16 décembre 1893. *J. Off.*, Doc. Parl., Sénat, 1893, annexe 28, p. 728.

des connaissances techniques ; tel est le principal grief que l'on fait à l'extension de la juridiction des prud'hommes à des catégories de travailleurs autres que ceux de l'industrie.

Si le législateur s'en était tenu à ce principe, les ouvriers de l'agriculture n'auraient rien à réclamer et jusqu'en 1907, leur prétention paraissait injustifiable. Mais le législateur a fait lui-même une large brèche dans le principe qu'il avait jusqu'alors observé.

La loi du 27 mars 1907, en effet, étend la juridiction des prud'hommes non pas seulement aux employés et ouvriers du commerce, mais aussi aux ouvriers des industries extractives et des entreprises de manutention et de transport.

Nous voilà loin des déclarations de M. Savary au Sénat, qui disait que les agriculteurs ne pourraient crier à l'inégalité que si l'on accordait la juridiction des prud'hommes aux employés et ouvriers du commerce et si on la leur refusait : « D'un côté comme de l'autre, il y a litige en matière de louage d'ouvrage ; pas plus d'un côté que de l'autre, il n'y a difficulté technique. » Mais aujourd'hui les employés et les ouvriers du commerce ont leurs tribunaux de prud'hommes, et les ouvriers de l'agriculture sont en droit de crier à l'inégalité, et de réclamer pour eux une justice qu'on a accordée à la presque généralité des ouvriers.

SECTION III. — *Doit-on étendre la juridiction des prud'hommes à l'agriculture?*

Dès sa création, la juridiction des prud'hommes fut très populaire; cette renommée était due à la rapidité de la décision, au nombre considérable des conciliations et à l'absence presque complète de frais. En 1835, à Lyon, 3.825 différends furent soumis à la juridiction des prud'hommes, il y eut 3.714 affaires conciliées; 172 seulement furent jugées, et la somme totale des frais ne s'élevait qu'à 700 francs; chiffre vraiment infime par rapport au nombre considérable de litiges, plus infime encore si on le compare aux frais qu'entraînent les procès devant les juridictions de droit commun.

Cette popularité des prud'hommes n'a fait que croître pendant la longue période de leur existence. Le chiffre des conciliations est de 1881 à 1901 de 50 à 55 % des affaires portées devant eux. Pendant cette même période, nous voyons que le conseil de prud'hommes de Cette concilie toutes les affaires qui lui sont soumises en 1897 et en 1899. Sur 153 conseils de prud'hommes fonctionnant de 1897 à 1901, 22 ont concilié 90 % des affaires dont ils ont eu à connaître et 113 sont au-dessus de la moyenne de 54 % d'affaires conciliées.

Les conseils de prud'hommes sont donc avant tout des conciliateurs. Leur utilité incontestable pour nous résulte en effet de considérations dont l'importance n'a fait que s'accroître depuis leur origine, il y a certains procès aux-

quels il serait impossible d'appliquer toute la sévérité du droit : il y a des différends qui ne recevraient pas une solution satisfaisante s'ils n'étaient tranchés que par la rigoureuse logique et s'il n'intervenait pas certaines concessions et certaines transactions qu'un juge véritable ne peut imposer, mais qu'un ami, un camarade, un arbitre enfin peut conseiller aux parties.

Il y a certaines affaires que l'arbitrage devrait toujours trancher, ce sont celles qui naissent entre le capital et le travail. D'abord, elles reposent le plus souvent sur un malentendu que des amis communs ou des personnes de confiance peuvent faire cesser ; c'est ce que les prud'hommes se sont efforcés de réaliser et nous venons de voir que leurs efforts ont été couronnés de succès dans presque tous les cas.

Aussi les professions qui n'étaient pas soumises à cette juridiction l'ont-elles réclamée avec beaucoup d'insistance et cela avec un succès complet pour beaucoup d'entre elles ; puisqu'en 1907, les ouvriers et employés du commerce, des mines et des entreprises de transport, ont reçu leurs conseils de prud'hommes. Les ouvriers de l'agriculture n'ont pas encore reçu satisfaction, et pourtant eux aussi réclament cette juridiction et ce n'est pas sans raisons.

Outre la grande popularité des prud'hommes, les considérables services qu'ils rendent à la classe ouvrière, il y a d'autres motifs qui poussent à rechercher cette juridiction. « Tout le monde sait que les tribunaux civils ne concilient jamais, alors que tant d'affaires sont arrangées devant les tribunaux de commerce et les conseils de pru-

d'hommes avant tout frais de la part des parties. Et comme ces derniers examinent les différends rentrant par leur nature dans les connaissances qui leur sont propres, étant celles de leur profession, ils les jugent dans un délai extrêmement court, alors que les tribunaux civils n'en finissent pas, obligés de passer par des expertises, des enquêtes qui prennent beaucoup de temps et éternisent les procès. De là, cette conséquence que les frais devant les tribunaux civils dépassent le plus souvent l'intérêt de l'affaire, alors que devant les tribunaux de commerce et les prud'hommes ils sont généralement faibles et parfois insignifiants (1). »

Il serait facile de répondre que les affaires dont connaissent les conseils de prud'hommes ne vont pas directement au tribunal d'arrondissement quand il n'y a pas de conseil, elles sont de la compétence du juge de paix ; ce dernier juge en dernier ressort et en premier dans les mêmes limites que les conseils de prud'hommes, et la procédure devant lui est aussi rapide et pas beaucoup plus coûteuse que devant les prud'hommes. Cependant le juge de paix n'arrive pas au même chiffre de conciliations qu'eux, c'est que lorsqu'il s'agit des difficultés qui naissent de la vie des champs il ne nous semble pas qu'il ait vis-à-vis de ceux qui viennent lui exposer leurs griefs l'autorité que donne la connaissance spéciale de la matière. Le juge de paix est souvent un étranger pour le pays ; il ne connaît pas la coutume ; et comment pourrait-il la connaître ? Elle varie suivant chaque canton, cha-

1. Darbot. Sénat, 3 mars 1904. *J. Off.*, Sénat, p. 261.

que commune ou même chaque village. Aussi que fait-il ? Il nomme un expert, il conseille aux parties de choisir un arbitre. Et cet expert, cet arbitre, que sont-ils ? des agriculteurs de la région ; alors pourquoi ne pas les charger directement de trancher les litiges ? Pourquoi ne pas instituer les prud'hommes agricoles ?

Le conseil de prud'hommes ne doit pas rester une juridiction de privilège. Puisqu'elle est bonne, meilleure que les autres, il faut chercher à l'étendre à toutes les branches du travail. Cette institution qui a rendu de si grands services, qui est arrivée à éteindre tant de procès, dont l'influence conciliatrice grandit chaque jour, dont les décisions sont presque toujours acceptées sans appel, restera-t-elle limitée, cantonnée dans la sphère restreinte des villes ? Doit-on laisser aux seuls ouvriers, aux seuls patrons de l'industrie et du commerce, le bénéfice de cette juridiction ? Nous ne le pensons pas. Il est temps puisque l'expérience a consacré cette institution, puisque le législateur lui-même vient de l'étendre au commerce, de la faire sortir des limites étroites des villes pour la répandre dans les campagnes.

Ce que le paysan demande sans cesse, c'est la réforme de la procédure, c'est-à-dire la cessation des lenteurs et des frais énormes qu'entraîne le moindre litige ; l'agriculteur, même dans les pays les plus processifs, n'aime pas l'apparat de la justice ; il craint l'huissier ; le juge l'intimide et, trop souvent exploité par des hommes d'affaires, il en est venu à ne plus avoir confiance dans aucun de ceux, avocats ou avoués, qui seraient ses conseils et ses soutiens.

D'autres considérations militent encore en faveur de l'institution des prud'hommes agricoles : les contrats de louage d'ouvrage entre les agriculteurs, fermiers, métayers et leurs ouvriers donnent souvent naissance dans leur exécution à des difficultés d'ordre professionnel bien caractérisé et qui ne peuvent être bien tranchées que par des représentants des parties. Ainsi les différends qui peuvent s'élever contre un berger et son patron exigent, pour être bien appréciés, des connaissances spéciales et une expérience locale que seuls peuvent avoir ceux qui vivent dans le pays et de la vie même des deux intéressés. Les contrats de binage et d'arrachage de betteraves, les engagements entre les patrons et les bouviers, charretiers, hommes de cour, à une époque où la division du travail s'établit de plus en plus dans les grandes fermes, donneraient lieu aux mêmes observations.

Toutes les questions relatives aux salaires, qui varient suivant chaque région, non seulement en quotité, mais aussi comme mode de prestation, salaire en argent, en nature ou mixte ; les questions relatives aux frais de déplacement pour les ouvriers émigrants et bien d'autres plus délicates encore ne peuvent être mieux tranchées que par des hommes de la région et de la profession.

Il importe de concilier ou de juger toutes ces questions rapidement et à peu de frais dans l'intérêt de l'agriculture. Si l'on veut que la conciliation soit efficace, il faut chercher quel est le juge qui, par ses aptitudes, son ascendant, ses connaissances, le milieu où il opère, peut le mieux imposer son autorité aux parties. Or, lorsqu'il s'agit d'affaires concernant la culture du sol, l'exploitation

d'une ferme ou d'un domaine, enfin tous les faits multiples dont la terre est le théâtre, le conciliateur naturel, tout indiqué, c'est l'agriculteur.

Quel est le plaideur de la campagne assez endurci et assez entêté qui ne se soumettrait pas aux avis et aux observations d'un conseil d'agriculteurs choisis dans le pays et connus par leur esprit d'équité et leur compétence?

Il est bien certain qu'un tribunal agricole, rendant un jugement à peu de frais, dans un délai très court, épargnera à nos travailleurs des campagnes bien des ennuis et des embarras qui résultent pour eux de la situation actuelle.

De nombreuses associations agricoles ont réclamé l'institution des prud'hommes agricoles aussi bien du côté patron que du côté ouvrier. Le vaste mouvement syndicaliste qui s'est brusquement formé parmi les ouvriers agricoles depuis 1892 a mis au nombre de ses revendications, à côté des augmentations de salaires, la création de prud'hommes agricoles; bûcherons du centre, résiniers des Landes, jardiniers de Paris, ouvriers agricoles du Nord, ouvriers viticoles du Midi, métayers du Bourbonnais sont d'accord pour réclamer cette juridiction. De nombreuses associations patronales ont aussi demandé leur institution.

De nombreuses propositions de lois ont été déposées sur le bureau de la Chambre des députés et du Sénat, dont le but était la création de prud'hommes agricoles.

M. de Rocquigny dit à ce sujet (1) : « Cette proposition

1. De Rocquigny. *Les syndicats agricoles et le socialisme agraire.*

(création de prud'hommes agricoles) est bien acceptable, elle se recommande même par les services qu'elle rendrait à l'agriculture. Ces conseils électifs, composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers, exercent une magistrature professionnelle très sage, parce qu'elle est essentiellement conciliatrice. Les conseils de prud'hommes sont les juges de paix de l'industrie. Il y aurait un véritable intérêt, comme cela a été proposé depuis longtemps, à créer cette juridiction au profit de l'agriculture pour lui confier le règlement des différends, bien plus rares d'ailleurs que dans l'industrie, qui peuvent naître entre patrons ruraux et ouvriers de culture, notamment à l'occasion des salaires. »

Le Conseil supérieur du travail eut à s'occuper de cette question et M. Dolle disait à ce sujet (1) : « Je crois qu'à la fin de ce siècle nous devons doter les moteurs de l'activité humaine, c'est-à-dire les patrons, ouvriers et employés, d'une juridiction rationnelle qui ne soit plus une juridiction d'exception; cette juridiction doit avoir un caractère général et universel. Il n'est plus possible d'admettre que, dans notre pays, il y ait des institutions s'appliquant à des catégories diverses de personnes et que, dans une même matière, suivant que les conflits se produisent dans telle ou telle localité, ou dans telle ou telle profession, la juridiction soit différente quant au tribunal chargé de rendre la justice...

« ... Je pense que nous devons donner aux conseils de prud'hommes la connaissance de tous les litiges nés à

1. Dolle. Discussion au Conseil supérieur du travail. 1899.

l'occasion du travail ou dans le travail, de manière à faire des conseils des prud'hommes un foyer lumineux qui puisse apprendre à tous ceux qui vivent de la vie du travail qu'il y a des tribunaux spécialement créés pour résoudre tous les conflits qui peuvent naître à l'occasion du travail, quelle que soit la nature de ces conflits. »

SECTION IV. — *Propositions de lois.*

Les propositions de lois tendant à étendre la juridiction des prud'hommes à l'agriculture sont assez nombreuses ; nous n'en étudierons que quatre sans y comprendre la proposition faite en 1848 à la Législative, non plus que le texte voté à la Chambre des députés en 1892, qui s'appliquait à tous les travailleurs sans distinction de profession et qui fut repoussé au Sénat en 1894, comme contraire au principe que seuls les conflits de l'industrie exigent une compétence technique pour leur solution. Une proposition est plus particulièrement intéressante en ce qu'elle est la seule qui veuille étendre exactement à l'agriculture les prud'hommes du commerce et de l'industrie. Les autres propositions font un amalgame de deux juridictions différentes : celle des prud'hommes et celle des tribunaux de commerce. Cette confusion tient à une difficulté que nous avons cherché à élucider au début de notre travail ; c'est la question de savoir qui, dans l'agriculture, doit être considéré comme patron, qui, comme ouvrier. Deux propositions ont assimilé les métayers et fermiers aux ouvriers, une leur fait une place à part, et la dernière

en date les fait rentrer dans la catégorie des patrons ; nous nous sommes efforcé de démontrer que c'était la seule solution exacte.

La première proposition en date est celle de MM. Lachieze et Rey, du 17 mai 1894 (1), proposition ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles.

Les auteurs de la proposition se plaignent dans leur exposé des motifs qu'on se soit beaucoup occupé de l'ouvrier des villes et qu'on ait oublié au fond de nos campagnes le travailleur des champs.

« La terre, disent-ils, qui est le grand atelier de l'industrie agricole, voit naitre chaque jour des difficultés, des litiges sans nombre, entre ceux qui la possèdent et ceux qui l'exploitent, entre le capital et le travail, entre les propriétaires et les fermiers, colons et métayers. Le contrat de louage, qu'il s'appelle fermage, colonat ou métayage, donne naissance à des conflits fréquents qu'engendre l'association du capital et du travail.

« Il importe de concilier ou de juger toutes ces questions rapidement et à peu de frais, dans l'intérêt de l'agriculture sous peine de voir ces conflits incessants entraîner la ruine du propriétaire du sol et de celui qui l'exploite, la dépréciation de la propriété et le chômage de la terre. »

Pour résoudre ces conflits, les auteurs proposent la création de prud'hommes agricoles ; c'est le but de l'article 1^{er} de leur projet. L'article 2 dit que : « Les conseils de prud'hommes agricoles sont érigés en bureau de conciliation et en bureau de jugement. Ils sont institués

1. *J. Off.* Doc. Parl. Ch, annexe 631, p. 849.

pour terminer par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat ou à métayage entre les propriétaires, usufruitiers, ou possesseurs d'un héritage rural et les fermiers, colons et métayers.

« Le nombre des prud'hommes est de quatre, qui sont élus par scrutin de liste, séparément par catégories, à savoir : deux par les patrons propriétaires, usufruitiers ou possesseurs d'héritage rural et deux par les fermiers, colons et métayers. »

Une seconde proposition est celle de M. Darbot, déposée au Sénat le 1^{er} mars 1904 sous la forme d'un amendement à l'article 1^{er} de la loi alors en discussion sur les conseils de prud'hommes, devenue la loi de 1905.

Cette proposition se rapproche beaucoup de celle de MM. Lachize et Rey quant à la compétence et la composition des tribunaux de prud'hommes à instituer, c'est pourquoi nous la plaçons ici, bien que par ordre chronologique ce ne soit pas son rang.

L'article 1^{er} alors en discussion était ainsi conçu :

« Les conseils de prud'hommes sont institués pour terminer par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage entre les chefs d'industrie ou leurs représentants et les ouvriers, ouvrières et apprentis des deux sexes qu'ils emploient. »

M. Darbot propose d'ajouter ici : « Les conseils de prud'hommes jugent : les différends se rapportant à l'exploitation du sol, du bétail ou à une ou plusieurs industries y annexées, et s'élevant soit entre les propriétaires

du sol, de ce bétail ou de ces industries, soit entre ces propriétaires et leurs fermiers, métayers, chepteliers, locataires à quelque titre que ce soit ; soit enfin entre fermiers, métayers, chepteliers, locataires.

« Ils jugent dans les conditions de compétence déterminées par les articles 32, 33, 34 et 35 de la présente loi les différends à l'égard desquels la conciliation a été sans effet.

« Leur mission, comme conciliateurs ou comme juges, s'applique également aux différends nés entre ouvriers à l'occasion du travail. Néanmoins, ils ne peuvent connaître des actions en dommages-intérêts motivées par des accidents dont les ouvriers et apprentis auraient été victimes.

« Ils doivent donner leur avis sur les questions qui leur sont posées par l'autorité administrative.

« Ils exercent, en outre, les attributions qui leur sont confiées par les lois spéciales. »

M. Darbot ajoute ici :

« Les conseils de prud'hommes agricoles ont dans leurs attributions les demandes en payement des loyers et fermages, les demandes des congés, les demandes en résiliation de baux fondées, soit sur le défaut de payement des loyers et fermages, soit sur l'inexécution des clauses et conditions du bail, soit sur l'insuffisance des meubles garnissant la maison, ou de bestiaux nécessaires à l'exploitation prévus par les articles 1752 et 1766 du Code civil, soit enfin, sur la destruction de la chose louée prévue par l'article 1722 du Code civil. Ils connaissent des demandes en validité et en nullité ou mainlevée de saisie-

gagerie ou de saisie-revendication, portant sur des meubles déplacés sans le consentement du propriétaire ;

« Des demandes portant sur les réparations locatives des maisons ou fermes mises par la loi à la charge des fermiers, métayers, chepteliers ; sur les indemnités réclamées par le fermier, métayer, pour non jouissance provenant du fait du propriétaire ; sur les dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil ;

« Sur les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, des domestiques à gages et de ceux qui les emploient : cultivateurs, propriétaires, fermiers, métayers ;

« Des demandes pour dommages faits aux champs, des demandes relatives à l'élagage des arbres, des demandes relatives aux vices rédhibitoires, celles relatives aux cours d'eaux d'irrigation et des demandes relatives au bornage (1). »

Les auteurs de ces deux propositions se sont mépris sur la nature des conseils de prud'hommes. Ceux-ci sont faits pour trancher les conflits relatifs au contrat de travail entre patrons et ouvriers et non des conflits de droit civil comme les actions en bornage et les saisies.

Des tribunaux composés comme ils le demandent et avec la compétence qu'ils voudraient leur accorder rendraient peut-être des services à l'agriculture, mais ce seraient plutôt des tribunaux d'agriculture analogues aux tribunaux de commerce, que des prud'hommes propre-

1. Sénat. Séance du 1^{er} mars 1904. *J. Off.* Doc. Parl. Sénat du 2 mars 1904.

ment dits. Cette juridiction pourrait terminer rapidement un grand nombre de contestations et à peu de frais, mais ce ne seraient pas des conseils de prud'hommes dont la compétence doit être strictement limitée aux différends à naître à l'occasion du contrat de louage de travail.

Une troisième proposition de loi sur les prud'hommes agricoles est celle de MM. Dubochet, Boch, Paul Beauregard, députés, ayant pour but : la création de prud'hommes agricoles chargés, sous la dénomination de tribunaux agricoles, de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat ou à métayage et entre employeurs et employés des campagnes (1).

« Le contrat de travail agricole, dit l'exposé des motifs, ou plutôt le contrat de bail à ferme, à colonat ou à métayage peut donner naissance à des conflits entre trois personnalités : le propriétaire, le fermier et l'ouvrier agricole.

« Il faut donc que l'électorat et l'éligibilité de ces nouveaux tribunaux agricoles soient également ouverts au propriétaire, au fermier et à l'ouvrier.

« C'est pour cette égalité de droit que l'on mettra les tribunaux agricoles le mieux à même d'accomplir le plus souvent possible une œuvre de conciliation.

« Dans notre pensée, une juridiction qui s'exercera tantôt en chambre de conciliation et tantôt en chambre de jugement devra, dans l'esprit, sinon dans la lettre de la loi, donner le premier pas à l'œuvre de conciliation. »

L'article 1^{er} de la proposition établit qu'il sera créé

1. Séance du 16 février 1899, *J. Off.* Doc. parl. Annexes 1899, p. 308.

un conseil de prud'hommes par arrondissement sous le nom de « tribunal agricole ». Il faudra un règlement d'administration publique. La création sera de droit quand la majorité des maires de l'arrondissement le demandera.

Art. 2. — Les tribunaux agricoles connaissent des différends qui peuvent s'élever, à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat, ou à métayage, entre le propriétaire, usufruitier ou possesseur d'un héritage rural, et les fermiers, colons, métayers ou journaliers, jusqu'à un intérêt principal de 3.000 francs en première instance et de 1.500 francs sans appel.

Les appels des tribunaux agricoles sont portés devant les tribunaux civils de première instance.

Toutes les affaires portées aux tribunaux agricoles devront être soumises aux préliminaires de conciliation, les deux parties comparissant en personne.

Art. 3. — Chaque tribunal agricole comprend deux à quatre juges propriétaires, deux à quatre juges fermiers, et deux à quatre juges ouvriers, suivant l'importance du ressort, élus par leurs pairs pour six ans, dans des collèges électoraux se réunissant le même jour au chef-lieu de canton et procédant le même jour aux deux tours du scrutin, s'il y a lieu.

Au premier tour, la majorité absolue des suffrages exprimés sera nécessaire, au deuxième tour la majorité relative est suffisante.

Pour chaque tour, le scrutin est ouvert pendant au moins trois heures, un délai minimum de deux heures doit séparer les deux tours de scrutin.

L'article 4 fixe les conditions exigées pour être électeur

et éligible, le mode de formation des listes électorales qui est le même que pour la formation des listes électorales des prud'hommes de l'industrie : Il faut être inscrit sur les listes électorales politiques, être âgé de 30 ans et exercer depuis un an au moins la profession d'agriculteur ou être depuis un an possesseur d'une propriété non bâtie, d'au moins un hectare de superficie.

Cette proposition bien que présentant de grands avantages serait difficilement applicable ; la grande difficulté serait la constitution des listes électorales. D'un autre côté, la compétence de pareils tribunaux serait bien étendue et s'étendrait à des contestations bien diverses pour pouvoir être tranchées par les mêmes juges. Aussi, nous la laisserons de côté pour nous occuper d'une quatrième proposition, la dernière en date, et celle qui nous paraît devoir attirer notre attention, en ce qu'elle est une application stricte et appropriée de la juridiction des prud'hommes aux conflits à naître de l'exécution du contrat de louage d'ouvrage dans l'agriculture.

Cette proposition était apparue comme amendement au projet de refonte des conseils de prud'hommes, devenu, depuis, la loi de 1907. Mais, sur la demande de la commission du travail, ses auteurs MM. Delpierre, Bouffandeau, et quelques-uns de leurs collègues députés, ont consenti à retirer leur amendement, non pas que la commission eût méconnu ni sa justice ni sa portée, mais elle demandait le retrait pour ne pas retarder le vote d'une loi qui elle-même était un progrès, puisqu'elle admettait au bénéfice de la juridiction des prud'hommes les ouvriers et employés de commerce.

En retirant leur amendement, ses auteurs annonçaient le dépôt très prochain d'une proposition de loi complète dans laquelle seraient reprises toutes les dispositions qu'ils voulaient introduire dans le texte déjà adopté par le Sénat.

Dans l'exposé des motifs (1), les auteurs indiquent l'origine de leur proposition, les raisons qui militent en faveur des ouvriers des champs qui trop souvent ont été oubliés par le législateur, et c'est cet oubli qu'ils veulent faire disparaître en partie en leur appliquant la juridiction des prud'hommes.

Dans son article 1^{er} la proposition indique le but assigné aux prud'hommes agricoles (2); ils doivent terminer par voie de conciliation ou de jugement les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage ou du règlement de travail, entre les ouvriers agricoles et les agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers ou leurs représentants. Nous avons vu tout l'intérêt qu'il y a à faire juger ces différends par des hommes du métier, c'est la raison d'être de tous les prud'hommes et nous croyons qu'en agriculture ils sont appelés à rendre des services aussi grands que dans l'industrie.

L'article 1^{er} range les fermiers et métayers au nombre des patrons contrairement aux projets que nous avons précédemment exposés. Nous avons vu que c'était bien leur place, nous ne pouvons revenir sur cette question.

Les conseils de prud'hommes auront à connaître du

1. *J. Off. Ch. Doc. parl. Annexes 1907*, p. 281.

2. Voir le texte annexe 1.

contrat de louage ou du règlement de travail, qui sont des sources de nombreuses difficultés entre les agriculteurs et leurs ouvriers, surtout dans les régions de grande production, qui emploient un nombre considérable d'ouvriers, venant d'un peu partout et qui sont peu au courant des usages locaux, dont les prétentions souvent nées d'un malentendu seront facilement jugées et à peu de frais par des hommes du pays connaissant bien les coutumes ; et les rapports entre les patrons et leurs ouvriers ne pourront qu'en être améliorés.

L'article 2 fixe le mode de constitution d'un conseil de prud'hommes agricoles ; celle-ci est de droit lorsqu'elle est demandée par les deux tiers des conseils municipaux du canton. Il faut un avis favorable du conseil d'arrondissement et du conseil général. Cette disposition est la reproduction de la disposition finale de l'article 2 de la loi du 21 mars 1907 ; le gouvernement ne pourrait pas s'opposer à la création d'un conseil de prud'hommes quand toutes les conditions requises par l'article 2 seraient remplies. Mais d'un autre côté l'initiative du gouvernement restera pleine et entière et il pourra créer un conseil de prud'hommes là où il le jugera nécessaire dans les conditions prescrites par l'article 2, § 1^{er} de la loi de 1907.

Art. 3. — Le décret de constitution du conseil de prud'hommes fixe la circonscription sur laquelle s'étendra la compétence du conseil de prud'hommes, elle peut comprendre toutes les communes d'un canton, ou seulement toutes les communes rurales ressortissant des cantons urbains ayant un même chef-lieu ; ceci s'applique aux cas fréquents où les grandes agglomérations sont divisées en

plusieurs cantons, auxquels correspondent autant de justices de paix, les communes rurales sont divisées entre ces différents cantons ; l'article porte que ces communes pourront être réunies pour former un seul ressort de conseil de prud'hommes.

Le nombre des conseillers est fixé à douze, tandis que la loi de 1907 laisse au décret de constitution le soin de fixer le nombre des conseillers.

Il n'y aurait pas lieu en agriculture, sauf de très rares exceptions, à procéder à la création de sections dans les conseils de prud'hommes. La division du travail est peu étendue en agriculture, tous les ouvriers et tous les patrons s'occupant de tous les travaux des champs suivant le moment ou la saison. Il faudrait cependant admettre, là où il y a des spécialités bien caractérisées, la création de sections : ainsi il faudrait des sections de bûcherons là où le travail en forêt occupe un nombre élevé d'ouvriers bûcherons. Mais dans la généralité des cantons le même ouvrier exécute tous les travaux : jardinier, bouvier, bûcheron, batteur, etc. La spécialisation n'existe pas ici comme dans le commerce ou l'industrie.

L'article 4 renvoie pour l'élection et le renouvellement des conseils de prud'hommes agricoles à l'article 4 de la loi de 1907, qui dit que les conseils sont élus pour six ans, renouvelés par moitié tous les trois ans et qu'ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

L'article 5 de la proposition fixe les conditions nécessaires pour être électeur et éligible ; les conditions générales sont les mêmes que celles requises pour les prud'hommes du commerce et de l'industrie, c'est-à-dire être

inscrit sur les listes électorales politiques d'une commune du canton et être âgé de 25 ans révolus au moment de la confection des listes des électeurs pour les prud'hommes. Il faut avoir exercé la profession pendant trois ans comme pour l'industrie et le commerce.

Sont électeurs ouvriers, les ouvriers agricoles, charretiers, bouviers, bergers, domestiques de ferme, journaliers, chefs de culture, contremaitres et d'une manière générale tous les salariés prenant part à l'exécution matérielle des travaux agricoles.

Sont électeurs patrons les propriétaires exploitants, les fermiers, les métayers ou, à l'exclusion du propriétaire, les régisseurs dirigeant une ou plusieurs exploitations. Cette dernière disposition est intéressante, parce que le régisseur, bien que salarié, est dans la catégorie des patrons; c'est une disposition analogue à celle de l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi de 1907 qui dit que : sont électeurs patrons ceux qui gèrent ou dirigent pour le compte d'autrui une fabrique, une manufacture, un atelier, un magasin, une mine, etc. Cette disposition nous paraît justifiée, le régisseur est le représentant de l'intérêt du patron; il est même souvent intéressé lui-même, car à côté d'un salaire fixe, il reçoit souvent un tant pour cent pour les bénéfices de l'entreprise.

Les femmes sont inscrites sur les listes électorales des prud'hommes quand elles remplissent les conditions d'âge, d'exercice de la profession et de résidence exigées pour les hommes pourvu qu'elles n'aient encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852; ce sont les dispositions qui

empêchent l'inscription sur les listes électorales politiques. Les femmes sont sur le pied d'égalité avec les hommes pour l'élection des conseillers prud'hommes.

L'article 6 fixe les conditions d'éligibilité au conseil de prud'hommes. Sont éligibles tous les électeurs âgés de trente ans, inscrits sur les listes électorales ou justifiant des qualités requises pour y figurer ; les anciens électeurs qui n'ont pas quitté la profession depuis plus de cinq ans et l'ayant exercée cinq ans dans le ressort.

L'article 7 décide que le local nécessaire pour les audiences du conseil de prud'hommes doit être fourni par la municipalité du chef-lieu de canton.

L'article 8 stipule que toutes les dispositions de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes sont applicables aux conseils de prud'hommes agricoles quand elles ne sont pas contraires à la présente loi.

La loi de 1907 dit que les conseils de prud'hommes ont un nombre égal de patrons et d'ouvriers ; les conseillers prêtent serment devant le tribunal civil en audience publique. Les conseillers élisent un président et un vice-président ; quand le président est un conseiller patron, le vice-président doit être un ouvrier et inversement. Les contestations relatives à ces élections sont jugées par la Cour d'appel. Le conseil se divise en deux bureaux, le bureau de conciliation et le bureau de jugement. Il faut un nombre égal de patrons et d'ouvriers ; en cas de partage, la présidence appartient au juge de paix de la circonscription ou à un de ses suppléants. Toutes les règles de procédure seront les mêmes devant les conseils de prud'hommes agricoles que devant les con-

seils de prud'hommes du commerce et de l'industrie.

L'appel des décisions des prud'hommes est porté devant le tribunal civil de l'arrondissement où siège le conseil.

Telle est la proposition de loi de MM. Delpierre et Bouffandeau. Malgré la promesse faite par M. Groussier, au nom de la commission du travail, d'examiner aussi promptement que possible cette proposition, nous n'avons pas connaissance qu'aucun rapport ait été déposé à ce sujet. Nous ne pouvons que le regretter car une loi organisant les prud'hommes agricoles, réclamée de tous côtés, rendrait les plus grands services à l'agriculture et aux agriculteurs aussi bien patrons qu'ouvriers.

CHAPITRE IV

Les accidents du travail

SECTION I. — *Situation actuelle des ouvriers agricoles victimes d'accidents.*

§ 1. — La responsabilité dans le Code civil.

Le législateur du Code civil n'avait prévu ni les accidents du travail agricole, ni ceux du travail industriel, ni même les accidents en général. Le législateur s'était borné à organiser dans les articles 1382, 1383, 1384, 1385 et 1386 les bases de la responsabilité et la réparation de tous les dommages injustement causés. La base de la responsabilité est la notion de faute. C'est sur cette notion de faute que la jurisprudence s'est basée pour la réparation des accidents survenus aux ouvriers à l'occasion de leur travail.

L'article 1382 du Code civil est ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » L'article 1383 dit que chacun est responsable du dommage qu'il cause non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence, et le Code ajoute que l'on est responsable, non seulement du

dommage que l'on cause par son propre fait, mais par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

Tels sont les éléments du Code qui constituent la garantie des ouvriers antérieurement à la loi du 9 avril 1898 et qui sont actuellement encore la seule protection des ouvriers agricoles qui ne sont pas compris dans la loi de 1898 et qui forment la grande majorité.

Toute la mission du juge consiste à déterminer les circonstances de l'accident et à décider si le patron est en faute ; et malgré les critiques qui leur étaient adressées, malgré toutes les théories contraires émises dans la doctrine, nos tribunaux ont toujours appliqué l'article 1382 en matière d'accidents du travail. C'est l'idée de faute qui domine et l'ouvrier ne peut obtenir une indemnité qu'à charge de prouver la faute du patron.

Mais la jurisprudence, d'accord en cela avec les auteurs, a fini par admettre que la faute, même légère, était suffisante pour entraîner la responsabilité de l'employeur ; cette faute peut consister aussi bien dans une négligence que dans une imprudence. Le juge, avec son large pouvoir d'appréciation, se laisse ordinairement influencer par des considérations de fait, puisées dans l'affaire elle-même. La jurisprudence a largement usé de ce pouvoir d'appréciation ; elle est devenue de plus en plus sévère pour le patron. Celui-ci ne paraissait d'abord tenu que de prendre les précautions qui généralement étaient usitées dans la profession qu'il exerçait, mais on arriva à lui imputer à faute de n'avoir pas employé des moyens préventifs autres que ceux qui étaient employés jusqu'à ce jour.

La tendance générale de la jurisprudence est d'augmenter la responsabilité de l'employeur, mais la base de cette responsabilité est toujours la même, c'est la faute.

Si l'ouvrier ne réussissait pas à faire la preuve de la faute de l'employeur, il ne pouvait obtenir aucune indemnité, car il se trouve dans la situation d'un demandeur ordinaire, à qui incombe le fardeau de la preuve. Une faute très légère du patron entraîne sa responsabilité ; mais encore faut-il que cette faute soit démontrée par des moyens de droit.

Pour fournir cette preuve l'ouvrier est dans une situation très défavorable. L'application des principes généraux met presque toujours l'ouvrier dans l'impossibilité d'obtenir une réparation pécuniaire de l'accident. La preuve qu'on lui demande est impossible : il y a eu une explosion, un incendie, un écroulement, qui a tout détruit ou tout bouleversé, il ne lui reste aucune preuve matérielle de la faute du patron ; il a bien la facilité de la preuve testimoniale, mais il faut qu'il y ait des témoins et qu'ils veuillent parler ; les camarades ne veulent rien dire, ils ont peur d'être renvoyés ; les contremaîtres sont peut-être en faute et se taisent, et souvent aussi, surtout en agriculture, l'ouvrier n'aura pas de témoins, et les trois quarts du temps la cause de l'accident reste inconnue. La faute du patron est le plus souvent impossible à démontrer, et l'ouvrier se trouve dans une situation très malheureuse.

Des auteurs ont cherché à soustraire l'ouvrier à cette obligation de la preuve ; ils imaginèrent de substituer la responsabilité contractuelle du patron à la responsabilité

délictuelle que continuait à proclamer la jurisprudence. Cette opinion fut soutenue par deux éminents juristes, M. Sauzet (1) en France et M. Sainctelette (2) en Belgique.

« D'après ces deux auteurs qui arrivaient aux mêmes conclusions sans se connaître et sans s'être concertés, le patron n'est pas seulement tenu de payer le salaire ; il contracte en même temps une autre obligation ; il doit livrer à l'ouvrier un matériel en bon état et prendre toutes les précautions reconnues utiles pour éviter les accidents. Cette obligation, qui a pour objet la sécurité de l'ouvrier, naît, dit-on, du contrat. Donc le patron est en faute, si par incurie ou par un sordide esprit d'économie il compromet la vie ou la santé de ses ouvriers. D'autre part, l'ouvrier n'a ni le temps ni la compétence nécessaire pour vérifier l'installation du chantier ou de l'atelier, ou l'état de l'outillage. Si un accident survient, le patron en est donc responsable en vertu du contrat (3). »

C'était le renversement légal de la preuve par une présomption de faute du patron ; ce sera à lui, pour s'exonérer, de démontrer que l'accident est survenu sans sa faute. Nous ne voulons pas nous attarder à réfuter cette théorie ; c'est un travail qui a été fait avant nous (4), mais nous constaterons cependant que jamais la jurisprudence ne s'est ralliée à cette doctrine qui est toujours demeurée dans le domaine de la théorie (5).

1. Sauzet. Responsabilité des patrons. *Revue critique*, 1883.

2. Sainctelette. *Responsabilité et garantie*, 1884.

3. Planiol. *Droit civil*, 3^e édition, t. II, p. 612.

4. Voir Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 612.

5. V. Rennes, 20 mars 1893, D. 93.2.526.

A côté de la faute prouvée du patron, la jurisprudence a, pour améliorer la situation de l'ouvrier victime d'accident, mis à la charge du patron une présomption de faute. Cette présomption, la jurisprudence la tire de l'article 1384 du Code civil ainsi conçu :

« Les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

Cette responsabilité ne peut être déclinée par le maître pour aucune raison, même quand il a été trompé sur le choix qu'il a fait, ou quand il lui a été impossible d'empêcher l'acte dommageable ; le maître est responsable alors même qu'il est certain et évident qu'il n'a commis aucune faute (1). Il y a cependant des limites à cette responsabilité, d'abord il faut que l'auteur du dommage soit vraiment le préposé de la personne qu'on veut rendre responsable : ainsi l'ouvrier chargé par un propriétaire de creuser un puits n'est pas un préposé ; s'il lui arrive un accident, le propriétaire n'est pas responsable (2). Il faut en second lieu que l'acte dommageable soit commis par le préposé dans l'exercice de la fonction à laquelle on l'emploie (3).

Le patron ne peut être déchargé de cette responsabilité qu'en prouvant la faute de la victime ou la force majeure.

La victime sera protégée du moment qu'elle établira que l'accident est la faute du préposé ; le point impor-

1. Cf. Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 305.

2. Cf. Cassation, 27 mai 1868. D. 68, 1.403.

3. Cf. Cassation, 3 mars 1884. D. 85, 1.403.

tant pour nous est que le préposé lui-même peut invoquer l'article 1384 quand le préjudice qu'il a subi est la faute d'un autre préposé, son compagnon de travail (1).

Il existe un autre cas où la faute du propriétaire se présume, c'est celui de l'article 1385 qui dit que le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. Cette disposition est très importante, surtout en ce qu'elle s'applique au gardien de l'animal.

La jurisprudence paraissait d'abord incliner à rejeter toute présomption de faute contre le propriétaire et à ne déclarer celui-ci responsable envers son employé qu'en cas de faute prouvée, de sa part ; par exemple, s'il avait livré un cheval vicieux (2). Mais des arrêts de Cassation sont venus décider que l'article 1384 s'applique contre le propriétaire même quand l'accident survient à son préposé (3). La faute commise par le propriétaire de l'animal ou le détenteur usufruitier, fermier, emprunteur, locataire de l'animal, n'a pas besoin d'être prouvée ; elle est présumée par la loi, qui le déclare de plein droit responsable du dommage.

Le propriétaire cependant n'est pas absolument responsable ; cette responsabilité est limitée par l'admission de la preuve contraire. La personne responsable du dom-

1. Voir sur la valeur de cette responsabilité. Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 305.

2. Cf. Grenoble, 11 mai 1893. D. 99.2.235.

3. Cassation, 11 mars 1902. D. 1902.1.216. Cass., 29 mai 1902. S. 1902.1.310.

mage échappe à toute condamnation en prouvant que l'accident a eu pour cause soit une faute de la victime, soit un cas fortuit ou une force majeure, ou encore quand l'accident est dû à la faute d'un tiers ; dans ce cas, c'est le tiers qui est responsable.

Cette disposition du Code et l'interprétation de la jurisprudence sont très importantes pour l'agriculture, car nombre d'accidents survenus aux ouvriers agricoles sont causés par des animaux.

En dehors des animaux, le propriétaire est-il responsable des accidents causés par les choses qui sont sa propriété, abstraction faite de toute idée de faute ? Si on répondait par l'affirmative, la propriété imposerait à son titulaire un risque permanent : l'obligation de réparer le dommage qu'une chose peut causer. La jurisprudence et la doctrine sont extrêmement flottantes, mais en général la jurisprudence exige qu'il existe un vice de construction ou un défaut d'entretien de la chose, en se montrant plus ou moins large pour l'admission de l'existence de ces vices (1).

« Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction », dit l'article 1386 du Code civil. C'est là une nouvelle source de responsabilité à la charge du propriétaire ; mais ici il n'y a pas présomption de faute ; il faut qu'il y ait défaut d'entretien ou vice de construction, et c'est au demandeur à faire la preuve de l'un ou de l'au-

1. Voir Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 311.

tre de ces deux faits. Mais l'un d'eux étant établi, le propriétaire du bâtiment est nécessairement condamné, sans pouvoir se disculper en déclarant qu'il ignorait le mauvais état de la chose. De son côté la victime de l'accident qui prouve l'existence du vice de construction, n'est pas tenue d'établir que ce vice provient de la faute du propriétaire (1).

Telle était la situation faite à l'ouvrier victime d'un accident par le Code civil, et c'est encore actuellement la situation de l'ouvrier agricole. Il y a bien un commencement de protection, mais entouré de tellement de formalités de procédure, de controverses et de divergences dans la jurisprudence qu'on peut dire que cette protection est purement illusoire. Malgré la faute ou la présomption de faute qui incombe au patron, l'ouvrier victime d'un accident a la position du demandeur, c'est à lui qu'incombe la charge de prouver l'accident, preuve souvent difficile à établir, ou les circonstances de l'accident d'où découlera la faute du patron. C'est cette difficulté de la preuve à faire qui a été l'origine du mouvement législatif qui a abouti à la loi du 9 avril 1898.

§ 2. — Histoire de la loi du 9 avril 1898.

Il n'est pas étonnant après ce que nous venons de montrer, relativement à la difficulté de la preuve à faire mise à la charge de l'ouvrier, que ce soit du côté de la preuve que les premières propositions de loi se soient tournées.

1. Cf. Cassation, 13 avril 1887, D. 88.1.27.

L'ouvrier n'aura qu'à établir l'accident et ce sera au patron à prouver qu'il n'est pas en faute ; tel est le sens de la proposition de loi que Martin Nadaud déposa sur le bureau de la Chambre le 7 mars 1881 :

« Lorsqu'un homme louant son travail à un autre homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime. »

Cette proposition de Martin Nadaud ne distingue pas entre l'industrie et l'agriculture ; c'est un renversement de preuve qui s'applique dans tous les cas, bien que son auteur fasse remarquer que ce renversement de preuve est nécessité par le développement qu'a pris la grande industrie et par l'introduction du machinisme dans l'industrie ; c'est cette même idée qui restera jusqu'au bout le principal argument des adversaires de l'application du risque professionnel à l'agriculture.

Deux partis se forment tout de suite à la Chambre des députés ; un parti autour de M. Léon Say voulait laisser l'agriculture tout à fait en dehors de la nouvelle législation ; un autre, au contraire, avec Félix Faure fit tous ses efforts pour que cette législation embrasse tous les genres d'activité.

Cette seconde opinion se manifesta clairement dans une proposition de loi de Félix Faure dont l'article 1^{er} dit : « Le chef de toute entreprise, industrielle, commerciale ou agricole est responsable dans les limites de la présente loi, du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment, de l'installation, de

l'entreprise ou de l'outillage employé, soit qu'il provienne du travail même (1). »

Ce texte passa dans celui de la commission dont Martin Nadaud était rapporteur. Celui-ci s'explique ainsi à son sujet : « L'article 1^{er} s'applique au chef de toute entreprise, industrielle, commerciale ou agricole. Votre commission n'a pas maintenu l'amendement proposé par M. Alfred Girard, tendant à distinguer entre les industries faisant usage de moteurs à vapeur, et celles qui ne les emploient pas, quoique le développement du travail mécanique soit la raison déterminante de la loi nouvelle, il a paru difficile de faire coexister deux règles différentes. Là où le travail manuel n'offre que peu de risques... la loi nouvelle n'aura que bien rarement l'occasion d'être appliquée (1). »

A part ces deux propositions de loi et quelques autres, celles de MM. Georges Graux, Remoiville, Maurel, qui ne font aucune distinction entre l'industrie et l'agriculture, le mouvement général et l'opinion la plus nombreuse dans la Chambre est qu'il faut laisser l'agriculture en dehors de la loi en préparation. « Ce que l'on a voulu atteindre : modifier le Code civil là où, depuis la confection du Code, l'industrie elle-même s'est modifiée, et changer les conditions de la responsabilité là où les conditions du travail ont changé.

« On laisse, sans y toucher, subsister le droit existant :

« 1^o Pour l'ouvrier d'état qui loue son travail à un particulier ;

1. *J. Off. Ch. Doc. parl.*, 1882, Annexe 1334, p. 2494.

« 2° Pour l'ouvrier d'état même travaillant pour un patron mais en dehors des conditions prévues à l'énumération de notre texte ;

« 3° Pour l'ouvrier agricole.

« Les conditions du travail agricole proprement dit sont demeurées, elles aussi, ce qu'elles étaient lors de la promulgation du Code ; aujourd'hui, comme alors l'ouvrier agricole échappe aux risques qui menacent l'ouvrier d'industrie.

« Toutefois, cela n'est vrai qu'au regard du travail agricole proprement dit.

« Là où sur l'entreprise agricole on greffe une entreprise industrielle, distillerie, sucrerie, etc., et même seulement, là où l'exploitation purement agricole s'exerce au moyen de machines à vapeur, batteuses, moissonneuses, etc., l'ouvrier agricole est exposé aux mêmes risques que l'ouvrier d'industrie, il doit être également protégé (1). »

La discussion s'engage à la Chambre sur un projet conçu dans le sens du rapport de M. Alfred Girard. Cette proposition fut combattue avec acharnement. M. Georges Graux entre autres s'exprimait ainsi : « Ce que j'attaque avant tout, ce que je vous demande de repousser, c'est la théorie même de la commission, c'est le système qu'elle veut organiser, c'est la responsabilité universelle du patron... C'est cette responsabilité qui doit être limitée, qui doit avoir non seulement pour limites la force majeure et la faute de l'ouvrier, mais qui doit aussi être limitée aux patrons des usines dans lesquelles on emploie les moteurs mécaniques.

1. Rapport Alfred Girard. *J. Off. Ch. Doc. parl.*, 1882. Annexe 694.

«... Toutes les fois qu'il y aura emploi d'une force motrice, d'un moteur mécanique, nous trouvant en présence d'une situation nouvelle de l'industrie, d'une source nouvelle d'accidents, nous admettons qu'il y a lieu d'introduire une réforme dans la loi pour parer à cette situation nouvelle...

« Nous vous disons encore aujourd'hui qu'il ne faut pas appliquer la loi nouvelle, la nouvelle présomption légale à la petite industrie et aux entreprises agricoles.

« Nous venons vous supplier de n'appliquer la loi nouvelle qu'aux fabriques dans lesquelles il y a emploi de la force motrice (1). »

La discussion aboutit à un renvoi à la commission qui déposa un nouveau rapport et un nouveau projet de loi le 16 février 1884. Ce nouveau texte assujettit à la nouvelle législation les mines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, entreprises de transport et en outre les exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique. Le rapporteur disait à la Chambre, lors de la discussion : « La Chambre nous avait indiqué d'abord qu'elle ne voulait de modifications à la loi actuelle qu'à propos des industries plus particulièrement dangereuses, celles où depuis la confection du Code civil... les conditions du travail ont été modifiées et même intégralement transformées.

« Nous avons suivi ces indications, et dans le projet de la commission, nous ne vous apportons de règles nouvelles que pour les établissements de la grande industrie

1. *J. Off.*, 14 nov. 1882, 9 et 14 mars 1883.

ou pour les industries dans lesquelles il est fait usage de moteurs mécaniques, c'est-à-dire précisément pour les industries dangereuses (1). »

En 1887, la discussion reprend à la Chambre. M. Duché, rapporteur, présente au nom de la commission un rapport dont l'idée essentielle était que la protection s'applique seulement aux exploitations qui font usage de moteurs mécaniques. « Votre commission a pensé que les raisons qui justifiaient la modification projetée de notre législation actuelle s'appliquaient exclusivement aux entreprises industrielles où les conditions mêmes du travail donnent naissance à des dangers spéciaux pour les ouvriers qui y prennent part (2). »

M. Maurice Faure dépose un amendement, aux termes duquel peuvent se prévaloir de la nouvelle loi les ouvriers ou employés occupés dans tout travail industriel, agricole ou commercial dans lequel il est fait usage, soit de machines-outils, soit de machines à vapeur, soit de toute autre machine mue par une force élémentaire ou par des animaux. Cette proposition souleva de très vives protestations. M. Bernard Lavergne, entre autres, se montra d'une extrême violence : « Oh ! pour le coup, tout y passe, permettez-moi cette expression ; la charrette mue par les bœufs est une machine mue par la force des animaux ; la charrue elle-même ; il n'est pas jusqu'à la simple houe qui ne soit visée dans le projet, car enfin l'homme est un animal et sa force le range, si l'on veut, dans cette catégorie. »

1. Alfred Girard. *J. Off.* Discussion à la Chambre du 20 oct. 1884.

2. *J. Off.* Doc. parl., 1887, annexe 2150, p. 386.

Quelques auteurs voulaient même aller plus loin que la commission et M. Rozet demandait l'extension de la loi à tous les ouvriers agricoles sans aucune restriction, mais la Chambre ne voulut pas le suivre et vota le texte de la commission le 10 juillet 1888.

Au Sénat, mêmes controverses ; mais l'opinion générale était qu'il fallait limiter la protection des travailleurs agricoles à l'emploi des moteurs inanimés. « Nous n'avons en aucune façon l'intention d'englober la majorité des travailleurs agricoles. Ceux qui semblent sous le coup de la loi, ce sont ceux qui se servent, non pas même de moteurs mus par des animaux, ce que nous appelons des moteurs animés, mais uniquement de moteurs inanimés, comme la vapeur, le vent (1). »

En 1892, la commission de la Chambre, par l'intermédiaire de son rapporteur, M. Ricard, déclare qu'elle ne veut pas faire une catégorie d'ouvriers privilégiés en appliquant seulement le risque professionnel aux seuls accidents survenus dans les usines et manufactures. Mais sans étendre d'un coup la loi à tous les travailleurs, elle a établi un texte assez compréhensif pour atteindre, en même temps que les usines, toutes les industries, entreprises et exploitations présentant, pour ceux qui y sont employés, des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables (2).

Il fut entendu dès ce moment que l'agriculture ne rentrerait dans la loi que dans le cas où elle ferait usage de machines. Mais la lutte fut encore vive autour des moteurs

1. Tolain. Sénat. Doc. parl., 1889.

2. Rapport Ricard, 25 février 1892. *J. Off.*, Doc. parl., annexes 1892.

mus par des animaux, enfin ces mots : « et par les animaux » disparurent de la loi au Sénat le 17 mars 1896. M. Thevenet, rapporteur, disait à ce sujet : « En ce qui touche l'agriculture, la commission a eu cette pensée qu'elle ne devait pas être comprise dans la loi, alors même qu'elle employait des moteurs mis en mouvement par des animaux. Nous avons donc écarté du texte le mot : animaux.

« Par suite, l'agriculture ne verra la loi s'appliquer à elle que lorsqu'elle emploiera des moteurs mécaniques (1). »

Le projet de loi de la commission de la Chambre du 7 juillet 1897 exclut les machines mues par l'homme ou les animaux.

Pourquoi s'en tenait-on avec tant de force à ce système ? Il y a pour cela plusieurs raisons : La première, et non la moindre, était une raison politique. On avait peur de mécontenter le monde agricole et de provoquer un mouvement hostile au gouvernement. M. Vallond disait au Sénat : « Je vous demande d'exclure l'agriculture de la loi nouvelle d'une façon absolue... Quand les paysans sauront qu'on s'occupe de forger une loi, qui leur impose des obligations nouvelles, qui les mettra, eux, qui sont le corps même de la nation, en dehors du droit commun, pour les placer en face d'un droit nouveau, en face d'un risque professionnel, se traduisant pour eux par la nécessité d'une assurance, autrement dit d'une dépense nouvelle, ne craignez-vous pas de soulever parmi eux un colossal mécontentement qui peut avoir un redoutable contre-coup politique (2). »

1. Discussion au Sénat, 17 mars 1896.

2. *J. Off. Sénat.* Séance du 13 juin 1895, p. 603.

Il est juste d'observer, qu'en effet, l'agriculture se trouvait moins préparée que l'industrie à l'application de cette loi. Les pratiques de l'assurance ne s'y étaient pas encore répandues. De ce côté, tout serait à organiser, si bien qu'il en fût résulté, momentanément du moins, un trouble considérable; tandis que dans l'industrie, au contraire, on se trouvait en présence d'habitudes déjà anciennes : la loi n'avait pour effet que de les régulariser.

On faisait aussi valoir d'autres considérations. On mettait en ligne le surcroît de charges qui devrait en résulter pour l'agriculture, et la crise qu'elle subissait en ce moment n'était pas faite pour encourager de nouvelles dépenses imposées aux agriculteurs.

Enfin on faisait observer, avec plus de raisons peut-être, que les conditions du travail agricole n'étant pas les mêmes que celles du travail industriel, on ne pouvait les soumettre, sans arbitraire, à la même législation.

C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 9 avril 1898 dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

Article premier. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de

ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Malgré la précision apparente des termes, des controverses se firent jour dès le vote de la loi ; controverses qui n'étaient que la suite de celles qui pendant l'élaboration de la loi divisaient le législateur en deux camps, il s'agissait de savoir quelle était la portée de la nouvelle loi quant à l'agriculture.

Bien que les travaux préparatoires ne laissent aucun doute à ce sujet, la discussion fut vive. Certains commentateurs soutenaient que la loi nouvelle ne pouvait en aucun cas et à aucun point de vue s'appliquer aux ouvriers employés aux travaux agricoles, quels que fussent le genre et la nature de ces travaux ; d'autres prétendaient que l'application du risque professionnel, loin d'être limitée à tels ou tels accidents résultant de l'emploi de moteurs mécaniques, devait être généralisée pour les exploitations faisant usage de tels moyens de production et y garantir indistinctement tout accident, quelle qu'en pût être la cause. C'est du reste vers cette dernière solution que paraissait incliner, s'attachant à la lettre du texte et à l'esprit général de la loi nouvelle, la circulaire interprétative du ministre de la Justice en date du 10 juin 1899.

Concurremment, une controverse était née pour savoir à qui il appartenait de réparer les accidents occasion-

nés par un moteur, quand l'exploitant du domaine n'était pas en même temps propriétaire du moteur.

Le Parlement fut prié de faire connaître exactement sa pensée et de limiter expressément par un texte la portée de la loi nouvelle quant à l'agriculture.

La discussion de la loi du 29 juin 1899 relative à la réiliation des polices d'assurances, souscrites par les chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898, fut l'occasion du dépôt d'un amendement ayant pour but de préciser les conditions d'application de la loi nouvelle aux accidents agricoles. Cet amendement disjoint devint une proposition de loi distincte, qui, après rapport de M. Audiffred du 12 mai et de M. Mirman des 1^{er} et 2 juin, fut votée par la Chambre, transmise au Sénat le 9 juin 1899, de retour à la Chambre et, à la suite d'un rapport de M. Mirman du 30 juin 1899, elle fut votée et est devenue la loi du 30 juin 1899, qui fixe définitivement la situation de l'agriculture vis-à-vis du risque professionnel.

Cette loi est ainsi conçue :

Article unique. — « Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

« Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas de salaire

fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. »

La situation est donc bien nettement déterminée : un accident a-t-il été occasionné par un moteur, la victime peut se prévaloir de la loi de 1898. Dans tous les autres cas, c'est le droit commun qui s'applique.

§ 3. — La loi de 1898.

La loi du 9 avril 1898 a innové sur quatre points principaux par rapport aux principes généraux de la responsabilité et de sa mise en œuvre telle que la concevait le Code civil. D'abord : 1° elle établit le principe du risque professionnel ; 2° elle fixe à forfait le montant de l'indemnité due en cas d'accident ; 3° elle établit un fonds de garantie pour parer à l'insolvabilité du débiteur de l'indemnité ; 4° elle simplifie la procédure.

Le principe du risque professionnel est basé sur cette idée que les accidents sont une partie des frais généraux de toute entreprise et doivent être payés par celui qui, retirant des bénéfices, doit supporter les pertes.

La première manifestation législative du risque professionnel est due à Félix Faure dans sa proposition de loi que nous citons plus haut : « Le chef de toute entreprise industrielle... est responsable... du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail. » Il justifiait ainsi sa proposition de loi : « En faisant incom-

ber ce risque à l'entreprise, nous disons : Le chef de l'entreprise sera naturellement responsable de l'aléa que court l'ouvrier dans sa profession, parce qu'il est le répartiteur naturel de toutes les charges de cette entreprise, et il est impossible de dire que cet aléa lui incombera personnellement à un autre titre que les frais généraux, que l'assurance contre l'incendie (1). »

L'industriel qui crée une entreprise doit par avance se résigner à supporter des pertes, à couvrir son passif et à amortir son capital. Les indemnités qu'il est contraint de payer aux ouvriers victimes d'accidents se placent à côté des autres dépenses de son entreprise, à côté de la réparation de l'outillage, la rémunération du travail, le renouvellement des machines, l'amortissement du capital.

Du moment qu'un ouvrier a été victime d'un accident et qu'il est couvert par la loi de 1898, il a droit à une indemnité. « L'accident est la cause génératrice du droit à l'indemnité, disait M. Sarrut, avocat général à la Cour de cassation, l'accident vaut titre. Il n'y a pas à rechercher s'il procède d'une faute ou d'un cas fortuit ou de force majeure. Cette théorie nouvelle est basée sur le risque professionnel. Mais ces termes, risque professionnel, sont détournés de leur acception ordinaire. Tandis qu'en général on entend par risque professionnel la conséquence nécessaire, inévitable du genre de travail, la cause de danger permanent, indépendante des mesures de sécurité qui peuvent être prises, le risque inhérent à la nature même du travail, tels que l'intoxication par l'effet des

1. *J. Off.*, Ch. Débats, 17 mai 1888, p. 1427.

couleurs pour les peintres, par l'effet du phosphore pour les ouvriers fabriquant des allumettes, etc., le risque professionnel, au sens de la loi nouvelle, n'est plus le risque de l'ouvrier, mais le risque du patron. De même qu'il doit prévenir la destruction, l'usure de son matériel, le patron doit prévoir les accidents de son personnel, les blessures, la mort de ses ouvriers, étant donné surtout la complication du mécanisme industriel. Il y a là un passif éventuel à la charge de son industrie. La faute de l'ouvrier, l'absence de faute du patron, les cas fortuits ou de force majeure ne sont pas à considérer (1). »

La conséquence de l'adoption de la théorie du risque professionnel est que l'ouvrier victime d'un accident a droit à une indemnité. Celle-ci a pour but d'assurer à la victime les soins nécessaires à son rétablissement et réparer le dommage qu'elle subit à raison de l'interruption du travail qui lui est imposée et de la suppression de salaire qui en est la conséquence directe. Nous trouvons donc dans la loi de 1898 deux catégories d'indemnités distinctes : l'une ayant pour objet les frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par l'état du blessé, la seconde contenant les indemnités ou pensions tarifées d'après la gravité des accidents et le degré d'incapacité de travail qu'ils ont pu infliger à la victime.

Le chef de l'entreprise supporte tous les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires ; quant à l'indemnité, la victime a droit, pour une incapacité absolue et permanente, à une rente égale à la moitié du salaire ; pour

1. Cassation, 21 janvier 1903. Dalloz, 1903, 1, 103.

l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

C'est une des innovations de la loi de 1898 par rapport au droit commun que la fixation forfaitaire de l'indemnité due en cas d'accident à la victime, au lieu d'écraser le patron sous la réparation intégrale du dommage causé, comme le fait le Code civil, au seul cas où il y a faute du patron. La loi diminue la responsabilité quant au montant de l'indemnité et l'étend quant au nombre des accidents à réparer; elle met à la charge du patron non seulement les cas où il y a faute de sa part, mais aussi le cas où l'accident est dû à la faute de l'ouvrier, à un cas fortuit ou à la force majeure. Le patron n'y perd pas grand'chose et l'ouvrier y trouve un avantage en ce qu'aucun accident ne reste à sa charge, et que dans tous les cas il touche une indemnité, moins forte qu'avec le Code civil, mais certaine, pour tous les accidents survenus à l'occasion du travail.

C'est une transaction entre les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier; d'un côté responsabilité pécuniaire moindre, mais dans des cas plus nombreux; de l'autre, indemnité moindre, mais dans tous les accidents.

Il ne suffisait pas de promettre à la victime d'un accident une indemnité dans tous les cas, il fallait encore lui assurer les moyens de la toucher, et la garantir contre l'insolvabilité de l'employeur ou contre celle plus grave encore de l'assureur du patron. Pour ce faire, la loi institue, en dehors du privilège de l'article 2101 du Code

civil, un fonds de garantie dont l'administration est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

La création de cette caisse est établie par l'article 24 de la loi :

Art. 24. — « A défaut, soit par les chefs d'entreprises débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes, ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des sommes mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le payement en sera assuré aux intéressés par les soins d'une caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse. »

« Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industries visées par l'article 1^{er} de la loi, quatre centimes additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de 0 fr. 05 par hectare concédé. Ces taxes pourront, suivant les cas, être majorées ou réduites par la loi de finance. »

Quant aux agriculteurs qui, dans les limites de la loi de 1899, participent au bénéfice du fonds de garantie, on ne voit pas comment ils contribuent à sa formation. Cette remarque fut faite à la Chambre les 7 et 9 juin 1904 et on vota un texte ainsi conçu :

« Les exploitations régies par la loi du 30 juin 1899 et non soumises à la contribution des patentes contribueront au fonds de garantie par voie de centimes additionnels à la contribution personnelle et mobilière dont le chiffre sera fixé par la loi. »

L'utilité et la nécessité du fonds de garantie ne sont pas douteuses et M. Boucher, ancien ministre du Commerce, les justifiait ainsi à la Chambre le 9 juin 1904 : « Le fonds de garantie est destiné à couvrir les insolvabilités personnelles ; mais c'est là le moindre risque qu'il soit appelé à couvrir, car il doit surtout garantir les insolvabilités autrement lourdes, autrement redoutables, que malheureusement nous avons connues et arbitrées d'assez près tout récemment, c'est-à-dire les insolvabilités des compagnies d'assurances elles-mêmes. »

Quant à la procédure elle est très simplifiée et les délais d'opposition et d'appel sont très réduits. Pour les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, elles sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever (Art. 15).

Pour les autres indemnités, elles sont fixées par le tribunal. Le président convoque les parties dans les cinq jours de la transmission du dossier ; s'il y a accord entre les parties, l'ordonnance du président fixe définitivement l'indemnité, sinon l'affaire est envoyée devant le tribunal qui juge comme en matière sommaire (Art. 16).

Les jugements rendus sont susceptibles d'appel ; seulement l'appel doit être interjeté dans les quinze jours du jugement. Ou, si le jugement est par défaut, dans les quinze jours où l'opposition ne sera plus recevable, celle-ci n'est plus recevable dans les quinze jours après signification.

La Cour statue d'urgence dans le mois de l'acte d'appel (Art. 17).

On voit donc combien les délais ont été réduits et la rapidité autrement grande que dans le droit commun pour la liquidation de l'indemnité.

L'innovation la plus favorable à l'ouvrier, c'est que le bénéfice de l'assistance judiciaire lui est accordé de plein droit, l'article 22 dit en effet : « Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le tribunal.

« Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires. »

C'est un grand avantage pour l'ouvrier de l'industrie que d'obtenir « de droit » l'assistance judiciaire. L'ouvrier agricole qui n'est pas protégé par la loi de 1898 n'est jamais sûr de l'obtenir, et il doit subir toutes les charges de la procédure de droit commun, faire l'avance de tous les frais, au moment même où il a le plus besoin de toutes ses ressources, et à ce moment son camarade de l'industrie touche déjà une indemnité journalière.

§ 4. — La loi de 1899. Accidents agricoles régis par la loi de 1898.

Nous venons de voir les avantages que confère la loi de 1898 aux ouvriers victimes d'accidents dans le travail; nous avons vu aussi que la loi de 1898 s'applique seule-

ment aux établissements énumérés dans l'article 1^{er} et en outre à toutes les exploitations ou parties d'exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. La loi du 30 juin 1899 est venue spécifier qu'en dehors de l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. La portée de la loi est ainsi nettement posée quant aux exploitations agricoles et aux accidents qui peuvent s'y produire.

La loi procède en quelque sorte par division, elle sépare le travail agricole effectué au moyen de machines et celui qui s'opère à la main, les accidents survenus dans cette seconde catégorie sont totalement exclus de la législation nouvelle ; quant aux accidents survenus dans la première catégorie, la loi fait encore une division ; si la machine est mise en mouvement par une force humaine ou animale, c'est le droit commun qui continue à s'appliquer ; si, au contraire, la machine est mue par un moteur dit inanimé, la loi de 1898 s'applique ; ceci comprend les moteurs à vapeur, électricité, eau, vent, air, gaz, pétrole, alcool. Il n'est pas nécessaire, pour que la loi soit applicable, que la machine soit employée d'une façon permanente. L'emploi temporaire d'une machine peut donner lieu à l'application de la loi de 1898.

Il faut donc que l'accident remplisse certaines conditions pour donner lieu à l'application de la loi : il faut que l'accident soit occasionné par une machine mise en mouvement par une force autre que celle de l'homme ou des

animaux, mais il n'est pas nécessaire que l'accident soit directement produit par le moteur ; la loi exige simplement que l'accident ait été occasionné par l'emploi de la machine. M. Loubat écrit à ce sujet : « Il n'y a pas de distinction à faire entre les accidents occasionnés par le moteur ou par la machine... En effet, le moteur est l'agent principal de l'opération ; c'est par la force et le mouvement qu'il produit que le travail s'effectue ; la machine agricole n'est que le prolongement du moteur ; ils forment ensemble un tout indivisible, et les accidents auxquels ils donnent lieu, ayant la même cause, jouissent des mêmes avantages (1). »

D'autres conditions sont encore nécessaires ; il faut que l'accident ait eu lieu par le fait du travail ou à l'occasion du travail ; ces expressions sont assez claires pour qu'il ne soit pas besoin de s'y arrêter plus longuement.

Il faut encore que la victime, quelle qu'elle soit, soit occupée à la conduite ou au service des moteurs ou machines. La loi ne soumet pas ainsi au risque professionnel tous les ouvriers directement occupés à la conduite ou au service des moteurs ou machines. La loi ne soumet pas ainsi au risque professionnel tous les ouvriers d'une exploitation où il est fait usage d'une machine mue par un moteur inanimé, mais seulement les ouvriers directement occupés à la conduite ou au service de la machine. Sont seules protégées les personnes qui ont un rapport direct, un contact immédiat avec le moteur ou la machine et pendant son fonctionnement (2) ; l'ouvrier occupé

1. Loubat. *Des accidents agricoles*, n° 278.

2. V. trib. Mautauban, 22 mars 1900. Sirey refondu, t. 20-2-257.

à leur déplacement ne tombe pas sous le coup de la loi.

C'est donc une infime minorité des accidents agricoles qui participent à la protection que la loi de 1898 accorde aux victimes de ces accidents. M. Mirman établit dans une statistique que nous verrons plus loin que seulement 10 accidents agricoles sur 100 sont dus à des machines mues par un moteur inanimé ; c'est donc une protection insuffisante pour les ouvriers agricoles et alors, la question se pose de savoir s'il ne serait pas nécessaire d'accroître cette protection en étendant les principes de la loi du 9 avril 1898 à toutes les exploitations agricoles et pour tous les accidents qui peuvent s'y produire.

SECTION II. — *Faut-il étendre le principe du risque professionnel à l'agriculture ?*

L'étude que nous venons de faire du Code civil et de la loi actuelle, ainsi que des applications qu'en fait la jurisprudence, nous montre que la situation actuelle des ouvriers agricoles, victimes d'accident, ne peut être définitive ; ni les ouvriers, ni les patrons ne peuvent y trouver leur compte. Le patron ne voit sa responsabilité engagée que quand la victime arrive à relever une faute à sa charge. La difficulté de la preuve fera, il est vrai, que la responsabilité restera souvent sans effet. Mais l'ouvrier est protégé par des présomptions de faute à l'encontre du patron ; aussi celui-ci est-il dans l'incertitude la plus complète sur la portée de sa responsabilité. S'il veut s'en décharger, en contractant une assurance, le risque étant

mal défini, il sera obligé de payer des primes considérables, et encore faudra-t-il qu'il trouve un assureur qui consente à couvrir la totalité du risque, la plupart n'assurent que jusqu'à concurrence d'une somme maxima fixée d'avance.

Quant à l'ouvrier, a-t-il une situation meilleure ? Nullement. Comme nous l'avons montré, il doit faire la preuve de la faute du patron, mais souvent il ne pourra y arriver et en admettant même qu'il y parvienne, ce n'est qu'après des procès sans fin, et pendant plusieurs mois il restera sans aucun secours. De plus, beaucoup d'accidents restent à sa charge : ceux où il y a faute de sa part, ou ceux qui lui sont arrivés par cas fortuit ou force majeure, ceux encore où il sera dans l'impossibilité de prouver la faute du patron.

Il paraît bien nécessaire de faire pour les accidents agricoles une réforme analogue à celle que la loi de 1898 a réalisée pour les accidents de l'industrie. Cette réforme rencontre des adversaires irréductibles et de chauds partisans ; ce sont les arguments des uns et des autres que nous allons examiner maintenant.

§ 1. — Arguments des adversaires.

1° Augmentation du nombre des procès.

Un des résultats attendus de l'application du risque professionnel et de l'assurance aux accidents de l'industrie était que le nombre des conflits décroîtrait, grâce au règlement mathématique des indemnités dues à la suite des

accidents. En France nous n'avons pas de statistique suffisante pour reconnaître le mouvement qui se produit à la suite de cette application, mais la statistique allemande nous montre que les chiffres des procès ont augmenté, Le nombre des procès est de 2.446 en 1886 et de 38.647 en 1896; les appels de 287 en 1886 et de 9.273 en 1896 (1). De 1890 à 1891 les procès d'accident ont augmenté de 45 % et de 1891 à 1892 de 20 %. Les appels de 1889 à 1890 ont augmenté de 32 % (2). « Dans un cas sur quatre, en Allemagne, nous dit M. Loubat, l'intéressé refuse la pension qui lui est allouée, et dans un cas sur quatre encore, il fait appel à Berlin de la décision du tribunal arbitral (3). »

En Autriche, en 1890, il y avait un procès sur 204 accidents, en 1891 un sur 41, et en 1892 un sur 20 (4).

On a dit que pour la France un des résultats avait été la création d'une huitième chambre au tribunal civil de la Seine. Une proposition de loi a été déposée pour faire déclarer nul l'engagement de l'ouvrier envers l'avocat ou homme d'affaire ayant assumé la responsabilité de lui faire obtenir les pensions et indemnités prévues par la loi de 1898. « N'est-ce pas la meilleure preuve que ces indemnités ne se règlent pas mathématiquement ainsi qu'on l'avait espéré (5)? »

Il est facile d'expliquer cette recrudescence des procès

1. C. Nourisson. *Revue catholique du droit*, 1899.

2. Bellam. *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, p. 599.

3. Loubat. *Traité sur le risque professionnel*, 1^{re} édition, p. 46.

4. Bellum, *op. cit.*, p. 599.

5. Sarrauste de Menthière. *Les accidents des ouvriers agricoles*.

d'abord par un malentendu ; les ouvriers s'étaient figurés, qu'après un accident, c'était pour eux le repos assuré, et il en est résulté un désappointement quand l'indemnité, qui leur était accordée, était inférieure à ce qu'ils avaient espéré, ce qui explique la mauvaise volonté à accepter les offres des patrons. Les compagnies d'assurances, qui représentent les patrons assurés, sont aussi pour une grande part dans cette augmentation des procès, par leur mauvaise volonté à exécuter les charges que leur impose la loi nouvelle.

M. Paul Pic fait remarquer avec raison que ces procès portent, pour la plupart d'entre eux, non sur le principe de l'indemnité, mais sur le taux, sur la capacité du travail conservée (1).

Une autre réponse à faire à cette objection à la loi, c'est que le nombre des accidents soumis au nouveau principe est plus considérable qu'il ne l'était auparavant avec le Code civil ; bien des accidents ne donnaient lieu à aucune difficulté parce que bénévolement le patron portait secours à son ouvrier. Mais du jour où ce lui fut une obligation de le secourir, il fit des difficultés ; souvent retransché derrière une société d'assurance, c'est cette dernière qui intente les procès. Mais la période de surexcitation passée, le tassement se fera doucement et le nombre des procès décroîtra pour arriver à un chiffre probablement inférieur à ce qu'il était autrefois.

1. Paul Pic. *Législation ouvrière*, 2^e édition, p. 762.

2^e Augmentation des accidents.

Les adversaires de l'extension prétendent que l'application du principe du risque professionnel a eu pour résultat une augmentation du nombre des accidents et ils citent encore les statistiques allemandes : en Allemagne nous trouvons pour les corporations agricoles :

Années. . . .	1888	1889	1890	1891	1892
Total des accidents. . . .	3.102	19.342	32.136	42.246	51.700 (1)
Accidents causés par : . . .					
machines. . . .	978	6.551	12.172	16.224 (2)	
charrues et faux . . .					
1.000 ouvriers	0,32	2,62	3,76		3,36 (3)

En Autriche, pour 10.000 ouvriers types agricoles, nous trouvons en 1890 : 118,2 accidents et en 1896 : 242,3 (4).

Il paraît qu'en Allemagne, on remarque une augmentation considérable d'incapacités de moins de quatre semaines qui restent à la charge de la main-d'œuvre, et un accroissement de 50 % sur les autres accidents qui sont à la charge du patron.

A quelles causes attribuer cette croissance du nombre des accidents ? Des auteurs ont accusé la négligence des ouvriers et aussi, surtout, celle des patrons :

1. Bedau, *Les lois d'assurance sociale à l'étranger*.
2. Gauer, *Congrès international des accidents du travail. Statistique de l'union allemande*, 1893, 1^{re} p.
3. *Statistik der Union germanique des accidents du travail*, 1897, p. 289.
4. Neureissen, *Revue technique de droit*, 1896.

raison des pénalités sévères édictées contre les contrevenants.

Mais faut-il conclure de ce fait que le service d'une pension accompagnant dans tous les cas les accidents, contribue à en augmenter le nombre, que la réparation de tous les accidents instituée par la loi actuelle est mauvaise et doit être écartée ? Nullement, à notre avis. Que la loi de 1898 soit imparfaite, qu'elle nécessite des remaniements, c'est peut-être exact, et le nombre considérable des demandes de modifications en est une preuve. Mais elle a donné d'autres côtés des résultats satisfaisants et la situation des ouvriers en a été notablement améliorée sans que celle des patrons ait été considérablement amoindrie.

3° Les raisons qui ont fait introduire le risque professionnel dans l'industrie ne se retrouvent pas dans l'agriculture.

Les adversaires de l'extension du risque professionnel à l'agriculture soutiennent que les conditions qui ont provoqué son introduction dans l'industrie ne se retrouvent pas dans l'agriculture.

Les raisons qui ont amené la modification de la législation sont que les conditions du travail se sont modifiées ; elles ne sont plus ce qu'elles étaient au moment de la promulgation du Code ; à une situation nouvelle, il faut une législation nouvelle ; ce sont les transformations de l'industrie qui ont fait voir les insuffisances du Code. C'est la grande industrie avec ses accumulations d'ou-

vriers, ses puissantes machines, ses accidents retentissants qui a amené un changement de législation. « La raison génératrice de la loi de 1898 a été le développement du machinisme », disait M. Dupuy à la Chambre des députés en 1902. « Les machines, dit-on encore, accélèrent le développement des accidents industriels. »

Le travail agricole, au contraire, n'a pas été modifié. « Les conditions du travail agricole sont demeurées ce qu'elles étaient lors de la promulgation du Code ; aujourd'hui comme alors l'ouvrier agricole échappe aux risques qui menacent l'ouvrier d'industrie, obligé d'opérer soit au milieu de machines, soit au milieu d'une agglomération de travailleurs (1). »

M. Georges Graux disait aussi : « Y a-t-il quelque changement au point de vue des causes d'accidents entre la situation du petit fermier, qui a des chevaux et des valets de ferme comme autrefois, et qui pas plus qu'au siècle dernier ne se sert de machines à vapeur ? Y a-t-il depuis cent ans quelque changement dans les risques courus par les ouvriers de ce petit fermier ? Si les causes d'accidents sont restées les mêmes, de quel droit imposez-vous au fermier une nouvelle responsabilité (2) ? »

Le fondement que l'on veut donner à l'introduction du risque professionnel dans notre législation n'est pas exact ; il n'est pas démontré du tout que le nombre des accidents ait été accru considérablement par l'emploi des

1. Rapport Martin Nadaud et Girard. *J. Off. Doc. parl.*, 1882. Annexe 694.

2. Séances à la Chambre du 14 novembre 1882, 3 et 12 mars 1883.

machines ; du reste les statistiques montrent que les animaux causent des accidents au moins aussi nombreux que les machines. Ce qui est bien plus vrai, c'est que les conditions du travail ont changé, les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés, les pratiques d'assistance et de secours gracieux de jadis ont disparu ou sont devenues insuffisantes. Le milieu moral a changé, on s'intéresse davantage à la situation malheureuse de l'ouvrier victime d'un accident du travail ; on proclame qu'il y a un devoir pour la société à le secourir.

La pratique de l'assurance, basée sur le calcul des probabilités, est arrivée à supprimer en quelque sorte les chances malheureuses. Les accidents ne sont plus qu'un risque, que l'on peut réparer dans ses conséquences pécuniaires, la réparation de l'accident vient à côté des frais généraux de l'exploitation et de l'amortissement du matériel, qui toutes doivent être à la charge du patron, qui profite des bénéfices de l'entreprise. La loi a rendu juridique cette obligation du patron, l'accident n'est plus qu'un risque attaché à la qualité même de patron.

Ainsi présentée, on ne peut plus soutenir que la situation n'est pas la même dans l'agriculture que dans l'industrie, que ce soit le développement de l'industrie qui ait amené l'évolution que nous venons de constater, ce n'est pas douteux, mais dire qu'il faut borner les conséquences de cette évolution à l'industrie, c'est diminuer beaucoup sa portée ; celle-ci est d'un ordre tout à fait général. Si, en fait, elle a eu occasion de se manifester principalement à propos du travail industriel, sa portée est bien plus large, elle s'étend à tous les travailleurs.

On prétend encore que les accidents agricoles ne sont pas les mêmes et n'ont pas la même gravité que ceux de l'industrie ; leurs conséquences sont aussi moins désastreuses pour les victimes.

« La variété des travaux permet le plus souvent à un blessé de s'y utiliser pendant sa convalescence, tel homme qui ne peut plus faucher peut garder ou conduire les attelages. »

« La majeure partie des ouvriers agricoles est louée à l'année ou pour plusieurs mois ; logés et nourris chez l'exploitant, s'ils se blessent, le patron les garde chez lui, les soigne et les nourrit ; les mœurs remplacent ici la loi. Pour ceux-là, donc, les conséquences d'accidents sont très atténuées.

« Si le blessé est un journalier, nous voyons encore des atténuations dans les faits suivants :

« Le journalier agricole a souvent une maison à lui ; sinon il loue à l'année et non au mois comme l'ouvrier industriel, cela lui permet ou de ne pas payer de loyer ou d'en retarder le paiement.

« Dans les campagnes, les malheureux ont en général leur chauffage assuré par les propriétaires voisins ; ils ont aussi quelques denrées : blé, pommes de terre, légumes, cultivés soit dans les petits jardins qui accompagnent presque toujours les habitations rurales, soit dans les terres de propriétaires importants moyennant une quote-part de la récolte. Le plus souvent encore ils ont quelques bêtes ; poules, pores, chèvres leur fournissant des aliments et des ressources pécuniaires.

« Enfin les mœurs sédentaires des ouvriers agricoles font

qu'un blessé trouve ordinairement aide et secours soit chez ses parents restés groupés dans une région rapprochée, soit chez ses voisins qui, l'étant depuis des générations, sont devenus pour lui une famille (1). »

Nous verrons dans la suite que les accidents agricoles ne sont ni moins nombreux ni moins graves que ceux de l'industrie, et nous souhaiterions que dans nos campagnes régnât aussi large et d'une façon générale cet esprit de solidarité dont témoignent les faits que signale M. Sarrauste de Menthière. Mais est-ce une raison suffisante pour priver les ouvriers agricoles du bénéfice du risque professionnel ?

Faut-il enfin obliger l'ouvrier agricole à recevoir une assistance ayant la forme d'une aumône quand ses camarades de l'industrie reçoivent la même assistance en vertu d'un droit ?

L'initiative privée que l'on a trouvée insuffisante pour couvrir les risques de l'industrie est encore plus insuffisante en agriculture. La pratique de l'assurance y est moins développée, les sociétés de secours mutuels commencent seulement de s'y introduire et encore avec quelle lenteur ! Et comme le faisait justement remarquer M. Loubet au Musée social, le paysan commence par assurer sa maison, sa récolte et son cochon avant de songer à lui-même. Les sociétés de secours mutuels sont plus nombreuses contre la mortalité du bétail que contre la maladie, la vieillesse et les accidents. Cette insuffisance de l'initiative privée justifie encore l'intervention de la législation.

1. Sarrauste de Menthière, *op. cit.*, p. 236.

4° Charges imposées à l'agriculture.

On oppose encore au risque professionnel les charges que son application ferait supporter à l'agriculture, charges qui dépasseraient beaucoup celles de l'industrie et qui seraient hors de proportion avec les bénéfices que le cultivateur retire de la terre. Dès le début du travail législatif qui a abouti à la loi de 1898, M. Peulevey disait à la Chambre en parlant des charges qu'entraînerait pour le patron l'application du risque professionnel et des bénéfices qu'en retirerait l'ouvrier : « C'est fort peu de chose pour la victime, mais c'est énorme pour le patron, car si je me reporte au tableau que l'auteur de la proposition a annexé à son travail, j'y vois que la moyenne de la prime d'assurance qu'il faudra contracter pour se mettre à l'abri des conséquences que je viens de signaler serait de 9 à 10 francs. Supposez qu'un industriel ait 300, 400 ou 500 ouvriers, c'est un surcroît d'impôts de 4.000 ou 5.000 francs. S'il s'agit d'un petit cultivateur qui emploie 3 ou 4 domestiques ou ouvriers, ce sera moins sensible ; mais permettez-moi de vous dire que ce sera encore très lourd ; il lui faudra payer 40 à 50 francs pour 4 ou 5 ouvriers ; or, nous voyons que l'on fait beaucoup d'efforts chaque année pour obtenir qu'on vienne en aide à l'agriculture en diminuant les impôts ; nous savons que l'on considère le dégrèvement de 40 millions que l'on réclame comme un énorme bienfait pour l'agriculture, et cependant ce dégrèvement représente à peine 75 centimes par hectare ; mais on ne le poursuit pas moins avec acharne-

ment, comme un résultat avantageux, et c'est à ce moment qu'on vous propose de mettre sur les cultivateurs un impôt relativement considérable, car il représente pour les plus petits une somme de 30, 40 ou 50 francs (1)! »

Bien qu'il soit difficile de fixer exactement quelles seraient les charges imposées à l'agriculture en France, les adversaires du risque professionnel disent qu'elles seraient supérieures à celles de l'Allemagne, et là ces charges sont énormes, disent-ils, bien que la loi allemande ne mette pas à la charge de l'exploitant les accidents de moins de treize semaines « parce que les petits entrepreneurs agricoles ne seraient pas en mesure de supporter des charges aussi élevées (2). »

En Allemagne, dans un domaine de Saxe donnant un revenu de 56.696 marcs, la charge était de 3.279 marcs (3). Dans la Haute-Alsace, les primes étaient pour 1.000 marcs de salaire en 1889 de 1 marc 315, et en 1896 de 5 marcs 60, et, par hectare exploité, en 1889 de 0 marc 18 et en 1896 de 0 marc 80, c'est-à-dire environ 1 franc par hectare. La moyenne pour l'Allemagne entière était en 1888 de 0 marc 15, en 1897 de 5 marcs 78. Les frais de gestion sont, paraît-il, de 20 % des secours alloués.

En Autriche, les frais en 1892 égalent 57 % des indemnités pour les accidents agricoles. Les charges équivalent à 75 % de l'impôt foncier et les agriculteurs les mettent au nombre des principales causes de la détresse

1. Discussion à la Chambre des 14 novembre 1882, 9 et 12 mars 1883.

2. Bellum. *Op. cit.*, p. 471.

3. Blondel, *Les populations rurales de l'Allemagne*, p. 115 et 475

agricole. Les récriminations sont générales : les sociétés d'agriculture, les associations de paysans, les ouvriers agricoles réclament.

Pour la France, M. Dupuy, ministre de l'Agriculture, dit à la Chambre des députés qu'une compagnie d'assurance lui avait répondu qu'elle prendrait 2 fr. 25 par hectare. La caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France qui est administrée gratuitement et qui n'a pas de dividende à donner, demande :

Pour les terres labourables

suyvant mode de culture .	0 fr. 65	0 fr. 80 ou 1 fr.
Pour prairies naturelles . .	0 fr. 50	0 fr. 70
Pour vignes	1 fr. 00	1 fr. 20
Pour bois taillis	0 fr. 25	0 fr. 60

Ce sont là les tarifs qui s'appliquent à la responsabilité actuelle de l'exploitant.

Un industriel qui, avant la loi de 1898, se garantissait moyennant une prime de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 % des salaires doit donner, depuis, 5 à 6 %; il en serait sans doute de même pour l'agriculture. La constitution du fonds de garantie accroîtrait encore les charges de l'agriculture. Et les adversaires du risque professionnel disent qu'ils ne croient pas que l'exploitant agricole soit en état de supporter pareilles charges.

Les partisans répondent que l'extension du risque professionnel à l'ensemble des travaux agricoles n'augmentera pas considérablement le nombre des cas où le patron est en l'état actuel passible d'une responsabilité. Le régime du risque professionnel s'applique déjà aux indus-

tries annexes et aux travaux pour lesquels il est fait usage d'un moteur inanimé. Dans les autres cas, la responsabilité de l'agriculteur n'est engagée qu'autant que la victime réussit à démontrer la faute du patron; mais nous avons vu que l'ouvrier est protégé par des présomptions. Chaque fois que l'accident est causé par un animal ou par un préposé, il y a présomption de faute à l'encontre du maître. La jurisprudence tend de plus en plus à étendre la même présomption à la responsabilité du fait des choses. De telle sorte qu'une responsabilité assez lourde pèse sur l'agriculteur; d'autant plus que cette responsabilité n'étant nullement précisée ni dans son principe, ni dans ses conséquences, l'agriculteur est obligé, s'il veut s'assurer, de payer des primes très élevées.

Il n'y a pas en France de statistique des accidents agricoles, mais nous trouvons des renseignements en Allemagne, la statistique relative aux dix années de 1888 à 1897 nous montre que les accidents se répartissent en moyenne d'après leurs causes de la manière suivante :

Moteurs, transmissions, machines-outils.	11,4
Ascenseurs, grues, élévateurs.	0,1
Chaudières à vapeur.	0,0
Explosifs, poudre, dynamite	0,4
Matières chaudes, incandescentes ou corrosives.	0,3
Éboulements, chutes d'objets	7,5
Manutention de fardeaux	6,0
Chemins de fer.	0,2
Navigation et transport par eau	0,2
Outils manuels.	6,7

Conduite des voitures.	19,4
Animaux, accidents de cheval.	12,7
Chutes du haut d'échelles, escaliers, lucarnes.	26,7
Divers.	8,4(1)

Comme l'organisation du travail ne diffère pas en France de ce qu'elle est en Allemagne, il est permis de penser que les accidents s'y répartiraient de la même façon; or les cinq premières catégories ci-dessus et la huitième rentrent dans le domaine actuel du risque professionnel; quatre autres sont susceptibles de donner lieu à l'application de la présomption de faute qui s'attache d'après la jurisprudence aux accidents causés par le fait des choses inanimées. Deux mettent en jeu la présomption de faute relative aux accidents causés par les animaux. Ce qui fait que le nombre de cas où l'ouvrier se trouverait dispensé de prouver la faute du patron serait réduit à 13 à 20 % des cas d'accidents.

Il en résultera certainement une certaine aggravation de charges pour le cultivateur; mais celle-ci sera très atténuée par le principe de l'indemnité forfaitaire. Sous le régime de droit commun, l'indemnité doit être la réparation intégrale du préjudice éprouvé, aucune limite n'est assignée aux dommages-intérêts; l'arbitraire du juge constitue un risque très variable, que le principe de l'indemnité forfaitaire ferait disparaître en limitant le nombre

1. Office du travail: Bases statistiques de l'assurance contre les accidents, d'après les résultats de l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche. Paris, 1899.

des ayants droit et le montant des réparations qu'on devrait leur accorder.

Sous le régime actuel, si l'agriculteur ne s'assure pas et qu'un accident survienne, il est obligé de payer un capital assez élevé ; il est ordinairement ruiné, surtout si l'on a affaire à un fermier ou à un métayer, gens qui n'ont le plus souvent aucune avance.

On peut donc déduire de tout ce qui précède que la situation de l'agriculture ne se trouverait pas trop chargée, et l'agriculteur pourrait plus facilement profiter des assurances, et par là même sa responsabilité en deviendrait moins onéreuse.

Et puis : « Il faut cependant choisir entre cette charge, ou l'injustice socialement mauvaise de la non-réparation des accidents du travail ; or, nous avons choisi en 1898 et 1906 en ce qui concerne l'industrie et le commerce et nous avons préféré la charge à l'injustice.

« Actuellement, il ne suffirait pas de montrer, pour faire rejeter notre projet, que la charge qu'il imposera à l'agriculture sera lourde ; il faudrait établir en outre que cette charge sera considérablement plus lourde que celle dont l'industrie et le commerce sont frappés par les lois de 1898 et 1906 ; or, on ne fait pas cette démonstration... (1). » Les évaluations faites par comparaison avec les primes d'assurances actuelles en France ou à l'étranger ne paraissent pas devoir placer l'agriculture sensiblement en plus mauvaise posture que l'industrie ou le commerce. C'est ainsi que l'étude des statistiques

1. Chauvin. Rapport. Doc. parl. Chambre, annexes 1907, p. 158.

allemandes nous conduirait aux environs d'une charge de 4 % des salaires, celle des tarifs pratiqués par les compagnies anglaises à 1,5 % et certaines évaluations pratiques à 2,5 % (1).

« Les industriels ont trouvé dans la sécurité résultant pour eux du caractère forfaitaire de la réparation une compensation satisfaisante, de sorte que, pour employer une expression de M. Stanley Bird parlant du « compensation act » de 1897, « les patrons qui s'étaient tous mis à ruer se sont calmés lorsqu'ils ont vu que leurs craintes étaient injustifiées. Il est possible et probable que les craintes d'aujourd'hui aient le même sort » (2). « L'Allemagne et la Grande-Bretagne s'accommodent assez bien de la charge, les agriculteurs de l'autre côté du Rhin et ceux d'Outre-Manche ne sont point encore ruinés, et les lois qui ont étendu à l'agriculture la notion du risque professionnel datent en Allemagne de 1886 et en Angleterre de 1900 (3). »

§ 2. — Arguments en faveur de l'extension.

1° *Les ouvriers agricoles sont aussi victimes d'accidents.*

Le public se méprend généralement sur les risques que comporte la profession d'ouvrier agricole, et sur la gravité des accidents qui peuvent leur arriver. On se représente assez généralement le paysan isolé au milieu

1. Chauvin. *Ibid.*, p. 168.

2. Chauvin. *Ibid.*, p. 158, 3^e col.

3. Loubat, *Des accidents agricoles*, n° 51.

des champs, travaillant seul avec un outil inoffensif, envoyant au ciel une chanson joyeuse; on voit les fa-neurs au milieu des prairies, le laboureur derrière sa charrue et mille tableaux champêtres que la peinture et la gravure ont popularisés. Parlez à un citadin du paysan, il pense tout de suite à un tableau de Rosa Bonheur ou à l'*Angelus* de Millet, et il ne voit dans la vie de ces paisibles travailleurs aucun risque d'accidents. Mais dans la réalité, il en est tout autrement : des animaux souvent mal domptés ou effrayés, des charrettes lourdement chargées traînées dans des chemins cahoteux, toujours prêtes à verser et à écraser sous leur poids énorme le malheureux charretier. On oublie assez facilement le valet de ferme, mis à mal par un animal furieux, le bouvier traîné par des bœufs effarouchés; il n'est pas un instrument agricole qui ne puisse devenir une source de dangers et l'introduction toujours croissante des appareils perfectionnés dans l'agriculture est une nouvelle source d'accidents, faucheuses, moissonneuses, faneuses sont des instruments dangereux.

Il ne faut pas oublier non plus qu'au nombre des ouvriers agricoles le législateur a rangé les bûcherons dont la profession est très dangereuse. Le législateur, comme nous le verrons, cherche à combler cette lacune en votant à la Chambre des députés, au mois de février 1909, un texte étendant la loi de 1898 aux bûcherons. On a tort de croire que « l'industrie seule est dangereuse, que le risque professionnel n'existe guère que dans les manufactures emplies du bruit des métiers. Certes on a raison de parler des champs de bataille de l'industrie; les acci-

dents de travail qui s'y produisent immolent chaque année plus de victimes qu'un combat meurtrier, mais c'est aussi dans la ferme et autour de la ferme que la fatalité guette l'homme, le mutilé ou le tue, et c'est bien souvent de son sang même que le paysan féconde la terre (1). »

Sans doute, les accidents affreux qui s'abattent sur un groupe d'ouvriers réunis autour d'un même moteur et au fond de la même galerie de mine sont de nature à frapper plus vivement l'imagination populaire ; l'agriculture présente néanmoins des dangers véritables, surtout dans certains travaux comme ceux que nécessitent la vinification, l'ébranchage, l'abatage des arbres dans les forêts.

« Ainsi sur 1.000 assurés en Allemagne de chacun des groupes nous trouvons que l'industrie des :

Carrières donne lieu à . . .	4,70	accidents
Entreprises des tuileries . . .	4,11	—
Industrie des cuirs	4,65	—
Agriculture.	4,00	—
Métaux précieux	3,94	—
Industrie des verriers	3,61	—
Instruments de musique. . . .	2,70	—
Imprimerie.	2,40	—
Industrie du vêtement	1,97	—
Poterie	1,44	—

« Si au lieu de prendre la totalité des accidents entrai-

1. Mirman. Proposition de loi du 13 décembre 1900, étendant le risque professionnel à l'agriculture, *J. Off. Doc. parl. Chambre*, annexes 1900.

nant une incapacité de plus de treize semaines, on envisage seulement les accidents mortels, on constate que sur 10.000 assurés le nombre des morts en 1897 a été dans :

La conduite des voitures . . .	24,2
Les mines	20,6
L'agriculture	2,2 seulement

« Mais ce nombre est encore supérieur à celui que l'on trouve pour :

La mécanique fine.	1,8
Les métaux précieux et ordinaires .	1,1
Les instruments de musique . . .	0,6
La verrerie	2,1
L'industrie textile	1,3
La soie	0,2
Le travail du papier	1,0
Le tabac	0,2
Le vêtement.	0,7
L'imprimerie	0,8

« Ainsi sur 10.000 ouvriers, l'agriculture en blesse (assez gravement pour l'empêcher de travailler plus de treize semaines), elle en tue aussi un nombre plus considérable que la plupart des industries que l'opinion publique mal éclairée a considérées longtemps comme exceptionnellement dangereuses (1). »

1. Mirman. *Ibid.*, p. 164, 2^e col.

2° *Insuffisance de la protection actuelle des ouvriers agricoles victimes d'accidents.*

Nous avons vu plus haut qu'une minorité seulement des ouvriers agricoles victimes d'accidents était protégée directement par la loi de 1898, bien que le risque reste considérable pour le patron, comme nous l'avons montré.

M. Mirman, auteur d'une proposition de loi que nous exposerons, a pu écrire, en se basant sur une statistique allemande dressée pour l'année 1893, que sur 27.000 accidents agricoles 2.907 seulement sont dus à des moteurs ou à des machines : « Sur 100 accidents agricoles, dit-il, 26,7 sont dus à des chutes d'ouvriers du haut d'échelles, escaliers, lucarnes, dans des excavations, etc. ; 19,4 sont dus à la conduite des voitures ; 12,7 aux animaux ; 7,5 à des éboulements, chutes d'objets ; 6,7 à des outils manuels ; 6 à la manutention des fardeaux ; 8,4 à des causes diverses autres que les machines ; soit en tout bien près de 90 %.

« 10 accidents agricoles seulement sur 100 seraient dus à des machines mues par des moteurs inanimés, dont l'emploi n'est pas encore très généralisé dans les campagnes comme les vieilles machines à battre sont encore très nombreuses, on peut dire que ce n'est que dans des cas particuliers et relativement rares que les ouvriers de la terre sont protégés contre la misère résultant des accidents du travail (1). »

1. Mirman. *Ibid.*, p. 164, 2° col.

Les conséquences des accidents survenus aux ouvriers agricoles sont aussi navrantes que celles des accidents survenus aux ouvriers de l'industrie, même avant la loi de 1898. L'ouvrier des villes a mille moyens de subvenir à ses besoins que n'ont pas les ouvriers des champs, obligés de s'en remettre au succès incertain d'un long procès ; M. Ricard a dit qu'au tribunal de Rouen, la durée minima des affaires d'accidents avait été, en première instance, de dix mois vingt-six jours, et la durée moyenne de dix-huit mois. Quant aux affaires portées en appel, la durée minima avait été d'un an sept mois six jours, la durée maxima de deux ans quatre mois dix jours, et la durée moyenne d'un an onze mois vingt-six jours.

De plus, les cas qui aboutissent à un résultat heureux pour l'ouvrier étaient relativement rares ; la statistique prouve que dans 50 % des cas, l'accident n'est imputable à personne, et 25 % à la faute même légère de l'ouvrier. Certains auteurs vont même jusqu'à dire que 12 à 15 % seulement des accidents étaient protégés sous l'empire du droit commun. Ces statistiques demeurent valables pour l'agriculture. Peu de cas protégés, délais excessifs et aucun secours pendant ce temps. Voilà la situation de l'ouvrier agricole victime d'accident.

L'ouvrier des villes a le bureau de bienfaisance, les œuvres de charité privée très multipliées et l'hôpital où il reçoit les soins éclairés des plus grands médecins et chirurgiens. L'ouvrier de la campagne n'a rien de tout cela ; il n'y a pas d'hôpitaux et, quand il y en a, les places sont très limitées. Cependant une loi récente a apporté à l'ouvrier rural quelques soulagements, l'assistance mé-

dicale gratuite a été un grand bienfait, mais ce n'est rien à côté de celui qui consiste à recevoir régulièrement une petite somme d'argent qui n'est pas le produit d'une aumône, mais celui de la prévoyance sociale bien comprise, qui met non seulement l'ouvrier mais toute sa famille à l'abri du besoin et de la misère.

3° *Impossibilité de justifier la situation d'exception faite à l'agriculture, extension du risque professionnel au commerce.*

Cette situation d'exception faite à l'agriculture peut-elle se justifier ? Deux opinions sont en présence : d'un côté ceux qui soutiennent que le principe du risque professionnel doit seulement s'appliquer aux industries dans lesquelles les conditions du travail ont changé à cause de l'introduction des machines ; l'autre qui prétend que le risque professionnel, « expression d'une conception nouvelle de la responsabilité des chefs d'entreprise en matière d'accidents du travail, loin de comporter aucune limitation et de paraître nécessairement lié aux travaux de l'industrie proprement dite, se présente au contraire comme un système susceptible de recevoir une application générale et de servir de commune mesure à la responsabilité de l'entrepreneur, en quelque circonstance et en quelque ordre de travaux que les travailleurs puissent être amenés à l'invoquer (1). »

A quel sentiment a obéi le législateur en votant la loi

¹ 1. Jules Cabouat. *Traité des accidents du travail. Revue de législation et lois nouvelles*, 1899.

de 1898 ? A-t-il voulu une fois pour toutes indiquer les cas où le risque professionnel pourrait être invoqué, ou bien a-t-il voulu faire un essai pour connaître les conséquences que son application donnerait avant de l'étendre à tous les travailleurs ? Nous trouvons une réponse dans un discours au Sénat : « On nous dit : Pourquoi ne comprenez-vous pas l'agriculture dans votre projet, puisque vous dites que tout travail est plus ou moins dangereux ? Évidemment, nous persistons à penser que tout travail présente des dangers et que la différence ne réside que dans l'importance et la fréquence de ces dangers.

« Nous croyons donc que le travail agricole proprement dit, c'est-à-dire le travail agricole séparé de tout travail industriel, n'échappe pas à cette loi...

« Mais votre commission a pensé que dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, le mieux est l'ennemi du bien.

« Nous l'avons dit ; nous désirons faire aboutir ce projet de loi. L'Allemagne, qui a compris précisément l'agriculture dans les risques professionnels, n'y est pas arrivée du premier coup ; elle a voulu d'abord faire une expérience limitée. C'est cette expérience que nous vous demandons, que nous vous supplions de faire en la restreignant aux risques professionnels propres à l'industrie (1). »

Un autre rapporteur disait à la Chambre : « Nous le disons sans ambage : nous ne considérons pas cette loi comme un monument définitif avec fronton, pilastres et façade

1. M. Poirrier, rapporteur. Séance du 11 juin 1895 au Sénat. *J. Off. Sénat*, 1895, p. 593.

complète ; nous laissons partout sur les ailes des pierres d'attente ; nous comprenons bien que par la force même des choses, par ces lois successives auxquelles faisait appel M. Léon Say et qui viendront compléter la nôtre, notre loi d'assurance contre les accidents s'appliquera à un plus grand nombre de victimes, et nous mettrons ainsi dans la société un élément de bonheur qui y fait encore défaut (1). »

Voilà bien l'intention du législateur, faire d'abord une expérience dans une loi appliquant le risque professionnel à l'industrie, et ensuite si le principe était bon et donnait de bons résultats dans son application, l'étendre successivement aux autres branches de l'activité humaine.

Cependant si le législateur s'en était tenu à la loi de 1898 et à celle de 1899, nos adversaires auraient eu raison de dire que le législateur avait voulu seulement protéger les ouvriers victimes du développement du machinisme et de la modification du travail industriel, et les ouvriers de l'agriculture seraient mal fondés à réclamer pour eux le bénéfice d'une loi expressément réservée à l'industrie et aux accidents dus aux machines.

Mais le législateur leur a donné lui-même la réplique en votant en 1906 une loi étendant aux ouvriers et employés du commerce le risque professionnel. Le législateur est donc aujourd'hui dans l'impossibilité de refuser son extension à l'agriculture sans braver la plus élémentaire justice. En contenant le risque professionnel dans les for-

1. M. le rapporteur du projet de loi sur les accidents du travail. Séance du 18 mars 1893.

mes qu'on lui assigna en 1898, le législateur peut logiquement refuser d'étendre la réforme, mais le premier pas en avant impose la nécessité absolue de procéder dans toutes les branches du travail à la même tactique et d'aboutir à la même fin, la protection égale de tous les ouvriers.

En effet, si ce sont les conditions du travail industriel qui se sont modifiées et qui ont amené le vote de la loi de 1898, si c'est la grande industrie avec son accumulation d'ouvriers, ses puissantes machines qui a amené un changement de législation, on doit ne faire application de cette législation que dans la mesure où les conditions du travail ont été changées.

Mais on a étendu le risque professionnel à toutes les exploitations commerciales. Est-ce que ces exploitations fonctionnent aujourd'hui autrement qu'elles ne fonctionnaient il y a seulement cinquante ans? Le garçon de magasin, l'employé, le bureaucrate enfin, courent-ils plus de risques aujourd'hui qu'alors? Cela s'explique aisément si l'on veut bien se rendre compte, qu'après tout, ce n'est pas seulement parce que les conditions du travail industriel ont changé que le principe du risque professionnel a triomphé de la notion de faute, c'est aussi et surtout parce qu'une ère plus large de justice et d'humanité s'est ouverte.

Il nous semble que voilà bien démontrée en droit la nécessité d'étendre l'application du risque professionnel à l'agriculture. Quelques exemples nous montreront qu'en fait, il y a une criante injustice à tenir les ouvriers de l'agriculture en dehors d'une loi dont les biens fait ont été si appréciés des ouvriers et des employés de l'industrie

et du commerce, les exemples sont classiques et ont été fournis souvent à la tribune de la Chambre des députés et du Sénat et se trouvent dans plusieurs rapports parlementaires.

Deux voitures se rencontrent et se renversent, leurs conducteurs sont blessés ; l'accident est donc commun, la faute ou le hasard commun ; nous supposons en outre que les salaires des deux ouvriers, leurs situations sociales sont identiques ; cependant, si l'un est au service d'un entrepreneur de transports, il reçoit une indemnité journalière, des soins, et une rente ; si l'autre est au service d'un cultivateur, il n'a droit à rien.

Autre exemple : un ouvrier tombe d'une échelle et se blesse ; montait-il au grenier d'un loueur de voiture, il est protégé ; allait-il chercher la nourriture des chevaux au grenier d'un cultivateur, il n'a droit à rien.

Un ouvrier fait une chute, il tombe par exemple de la plate-forme d'une machine à battre mue par la vapeur, il y a là un accident prévu par la loi, et il a droit à une indemnité ; à côté, un autre ouvrier sera monté sur une meule de paille, produit de la batteuse ou sur une voiture de blé destinée à l'alimenter, il tombe et se blesse ou se tue, il n'aura rien pour lui ni pour sa famille. Ou encore deux machines à battre fonctionnent dans le même village, l'une mise en mouvement par la vapeur, un accident se produit, on admet le risque professionnel au profit de l'ouvrier blessé ; à côté, la machine est mue par des animaux, si un accident survient, la victime n'aura pas le droit de réclamer une indemnité.

Il est bien certain qu'il y a là une lacune dans notre

législation du travail et qu'il est nécessaire d'y porter remède en étendant l'application du principe du risque professionnel aux ouvriers de l'agriculture.

SECTION III. — *Comment faut-il étendre le risque professionnel à l'agriculture?*

Nous venons de voir la nécessité où se trouve le législateur d'étendre l'application du risque professionnel aux accidents dont sont victimes les ouvriers agricoles, les raisons que nous avons exposées en faveur de cette extension nous paraissent très fortes. Mais la question se pose alors de savoir comment il faut pratiquer cette extension et sur quelles bases. Faut-il étendre purement et simplement la loi de 1898 ou faut-il procéder à la rédaction d'une nouvelle loi? Sur quelles bases opérer? Faut-il laisser subsister le régime de la liberté de l'assurance inauguré par la loi de 1898 et confirmé par celle de 1906, ou bien faut-il, pour certains motifs spéciaux à l'agriculture, introduire le principe de l'assurance obligatoire?

§ 1. — *Loi nouvelle ou loi d'adaptation?*

Faut-il faire une loi nouvelle ou seulement une loi d'adaptation pour étendre le bénéfice du risque professionnel aux ouvriers agricoles victimes d'accidents? C'est là une question préjudicielle extrêmement intéressante, car, suivant la solution que l'on adopte, on prend position dans l'étendue des dispositions que l'on entend édicter. On est loin d'être d'accord à ce sujet. Tout le monde

s'accorde cependant à dire qu'il est impossible d'étendre purement et simplement la loi de 1898 à l'agriculture sous la forme d'un article de loi ainsi conçu : « La loi du 9 avril 1898 s'étend à tous les accidents agricoles. » Personne ne songe à une pareille solution, tellement sont différentes de ce qu'elles sont dans l'industrie, les conditions du travail agricole. C'est du reste une des raisons qui ont toujours fait reculer le législateur quand il s'est agi d'appliquer les lois dites sociales à l'agriculture.

Tout le monde est donc d'accord pour dire qu'il faut une loi nouvelle. Tous les auteurs qui ont envisagé la question d'extension du risque professionnel ont émis la même opinion sur la nécessité de faire un texte spécial pour l'agriculture. Déjà pendant la discussion de la loi du 30 juin 1899, M. Mirman disait que le jour où l'on voudrait étendre le risque professionnel à l'agriculture, il serait nécessaire d'établir un texte nouveau, étant donné les conditions différentes du travail agricole ; et M. Mirman nous donne un tableau très vivant du travail agricole : « Lorsque, au mois de juin 1899, nous avons voulu envisager ces accidents occasionnés par les batteuses et autres machines agricoles à vapeur, qu'avons-nous aperçu ? Autour de la machine travaillant en commun, un certain nombre d'hommes vivant de la même vie de labeur et d'efforts et dont, au regard du statisticien, l'état social est cependant distinct ; il y avait là le cultivateur, propriétaire ou fermier, avec sa famille, femme, fille et fils, puis les salariés, domestiques de ferme, ouvriers agricoles et aussi des voisins, des amis prêtant leur concours à charge de revanche, tous bourdonnant dans la même ruche labo-

rieuse. Voilà une situation très différente de celle qui se présente dans une usine ou une fabrique, dans un chantier, dans un atelier, où, sauf exception, tous les travailleurs sont salariés d'une même « raison sociale », d'un même patron. Allait-on cependant accorder à quelques-uns de ces collaborateurs de la même œuvre agricole des droits et des garanties qu'on refuserait aux autres ? Allait-on, la machine éclatant et jetant sur le sol plusieurs victimes, rechercher quels, de ces malheureux, étaient salariés ordinaires de la ferme, quels étaient de la famille, quels étaient les petits propriétaires des fermes voisines ? cette distinction eût conduit aux pires injustices : elle eût été inacceptable ; personne ne l'a proposée (1). » Et M. Mirman d'ajouter : « Ainsi la première fois que le Parlement aborda la question des accidents agricoles, il dut constater combien la vie agricole était soumise à des conditions de travail différentes de la vie industrielle ; il dut en conséquence renoncer à soumettre l'une et l'autre aux mêmes textes législatifs. C'est que dans l'industrie, le cas général est celui du patron faisant travailler à son compte un certain nombre de salariés, dirigeant lui-même l'entreprise, mais ne participant pas à la vie, aux efforts, aux risques de ses ouvriers. Dans l'agriculture, au contraire, cette situation patronale est, peut-on dire, l'exception... Le cas général ici est celui du petit propriétaire agricole cultivant sa terre et rien que sa terre, soit seul, soit avec l'aide des siens, et parfois avec l'aide d'un domestique de

1. Mirman Exposé des motifs d'une proposition tendant à étendre la loi de 1898 aux accidents agricoles. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1900, p. 165.

ferme. Voilà évidemment des conditions sociales qui différencient très nettement l'agriculture de l'industrie.

« On voit donc le résultat à peu près illusoire qui serait obtenu par l'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture...

« Cette extension n'atteindrait qu'une partie, moins de la moitié des agriculteurs, des travailleurs de la terre (1). »

Après avoir montré que ce serait un danger que de limiter ainsi la portée du risque professionnel, que même en le limitant aux seuls salariés de l'agriculture, il subsisterait encore une grande difficulté d'application, que la loi nouvelle, tout en ne rendant pas obligatoire l'assurance, l'a rendue nécessaire, sans quoi le patron s'accule à une ruine certaine en cas d'accident; que cette nécessité de s'assurer a été bien comprise par les industriels, mais qu'elle sera plus longue à pénétrer dans les campagnes, bien que le petit cultivateur, disposant de ressources beaucoup plus modestes que la majorité des industriels, ait davantage besoin de l'assurance, M. Mirman conclut : « Ces considérations, qu'il serait facile de multiplier et de préciser, montrent assez que le régime de la loi du 9 avril 1898 ne peut *de plano* s'appliquer à l'agriculture. Que la loi sur les accidents agricoles s'écarte le moins possible de la loi de 1898, il le faut souhaiter pour la bonne harmonie de notre législation; qu'elle en diffère sur certains points essentiels, c'est une force majeure à laquelle nous ne pouvons que nous soumettre (2). »

1. Mirman. *Ibid.*, p. 165, 3^e col.

2. Mirman, *Ibid.*, p. 165, 3^e col. *in fine*.

L'extension pure et simple du risque professionnel à l'agriculture n'était pas davantage envisagée dans le projet du gouvernement du 5 novembre 1905 : « Si la nécessité de cette intervention législative, dit l'exposé des motifs, ne pouvait être mise en doute, il apparaissait en même temps que l'extension pure et simple à l'agriculture des dispositions de la loi du 9 avril 1898 serait particulièrement difficile et d'ailleurs actuellement trop lourde pour la plupart des exploitations agricoles, que tous les pouvoirs publics ont le juste et commun souci de ménager : on ne pouvait dès lors demander une solution satisfaisante qu'à une adaptation de la loi du 9 avril 1898 à la situation spéciale de l'agriculture.

« Il était certain par exemple, qu'il y aurait, dans cette adaptation particulière, à tenir compte des conditions propres au travail agricole, soit au point de vue de l'assujettissement (les petites entreprises visées au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 formant le plus grand nombre des exploitations agricoles), soit au point de vue de la détermination des responsabilités dans l'hypothèse fréquente du fermage et du métayage, soit au point de vue de la fixation des indemnités en l'absence de salaire régulier et facilement déterminable. Les difficultés spéciales de la preuve de l'accident dans les travaux qui sont isolés et dispersés ; la nécessité d'établir sur d'autres bases que celles de la loi du 9 avril 1898 l'alimentation du fonds prévu à l'article 25 de la loi pour les exploitations agricoles, puisqu'elles ne sont point soumises à la contribution des patentes ; l'opportunité pour rendre l'assurance plus facile et moins coûteuse, de la rap-

procher des intéressés et de ménager à côté des organisations d'assurance de la loi générale; l'intervention de mutualités locales, à constitution simple et de fonctionnement aisé, devaient également, à des degrés divers, attirer et retenir l'attention (1). »

Dans son rapport à la Chambre sur le projet de loi du gouvernement tendant à étendre la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture M. Chauvin revient sur la nécessité de faire une loi spéciale pour l'agriculture. Il dit que la commission avait cru que son travail devait être dirigé par trois principes :

1^o Étendre aux travailleurs agricoles le bénéfice de la législation de 1898, c'est-à-dire leur appliquer une législation déjà éprouvée sans créer de toute pièce un système nouveau;

2^o Apporter à la loi fondamentale les modifications nécessaires pour assurer son réel fonctionnement et protéger efficacement les travailleurs;

3^o L'adapter en même temps aux situations spéciales de l'agriculture et proportionner autant que possible la charge devant résulter de la loi à l'importance de l'exploitation assujettie et à ses forces.

L'auteur montre que le principe de la simple extension de la loi de 1898 obligerait à laisser de côté certaines théories séduisantes, celles entre autres de l'assurance obligatoire, celles des mutuelles locales, qu'elle contraindrait à laisser subsister des injustices fâcheuses de la loi

1. Exposé des motifs du projet de loi du gouvernement déposé par M. Ruau le 5 novembre 1906 sur les accidents agricoles. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1906, annexe 364.

de 1898, qui traiterait inégalement des employeurs et des employés dont la situation sociale est souvent bien voisine ; elle écarterait enfin de la sphère protégée les travailleurs qui ne sont pas les collaborateurs d'une entreprise, ceux qui louent leurs services à des particuliers. Il montre l'impossibilité théorique de faire pour les travailleurs agricoles une loi qui serait le contre-pied d'une législation considérée hier encore comme le droit commun des travailleurs et étendue comme telle au commerce.

Toutes ces considérations montrent bien qu'il est nécessaire de faire une loi spéciale pour l'agriculture et tout le monde est d'accord pour que cette loi soit une loi d'adaptation de celle du 9 avril 1898 à l'agriculture. Il ne faut pas une loi entièrement nouvelle, ne se référant jamais à la loi de 1898, il faut une loi adaptant celle de 1898 aux besoins de l'agriculture. On ne peut admettre qu'il y ait deux mesures pour la responsabilité, suivant qu'on se trouve en présence de l'agriculture ou de l'industrie. La loi de 1898 a établi un principe qui doit servir de base à toute la législation du risque professionnel, il ne faut qu'étendre ce principe à l'agriculture en tenant compte des modalités du travail agricole, il faut une loi qui se réfère le plus possible à la loi de 1898 tout en tenant compte des observations que nous avons exposées plus haut.

**§ 2. — Sur quelles bases cette extension
doit-elle se faire ?**

Quand on veut étendre la loi de 1898 aux exploitations agricoles, une autre question se pose, celle du régime à appliquer. La situation spéciale de l'agriculture, l'isolement des petits propriétaires, le peu de développement que prend chez eux l'assurance, ne sont-ce pas là des raisons qui obligeraient le législateur à abandonner le régime de liberté qu'il a adopté dans la loi du 9 avril 1898 pour couvrir les risques résultant de l'application du risque professionnel ? Ne faudrait-il pas faire exception à ce principe de liberté en ce qui touche l'agriculture ?

C'est ce que pensait M. Mirman dans sa proposition de loi et il l'indiquait dans son exposé des motifs, après avoir montré que les industriels ont su se rendre compte qu'il était nécessaire pour eux de contracter une assurance s'ils ne voulaient pas se voir exposés à une ruine certaine le jour où un accident mutilerait gravement un de leurs ouvriers. Il ajoute : « Il en est tout autrement des agriculteurs ; ceux-ci sont disséminés sur toute la surface de la France ; un grand nombre isolés. La notion d'assurance, l'idée que cette assurance est pour eux une précaution salubre, urgente, indispensable, devra mettre un temps beaucoup plus long à pénétrer jusqu'à eux, à s'imposer à leur esprit.

« Et cependant le petit cultivateur a devant lui des res-

sources beaucoup plus modestes que l'immense majorité des industriels. S'il n'a qu'un seul salarié à son service, un salarié dont il partage tous les travaux, et que cet ouvrier soit victime d'un accident grave ou mortel, le petit cultivateur se trouve obligé, de ce chef, à lui servir une rente à laquelle il lui sera naturellement impossible de faire face. De telle sorte que c'est pour lui que l'assurance est à la fois le plus nécessaire et en fait le plus difficile (1). »

Ces considérations amènent M. Mirman à des conclusions qui lui paraissent inévitables :

1° Tous les travailleurs agricoles doivent recevoir une indemnité à la suite d'un accident du travail;

2° Les chefs d'exploitations, propriétaires, fermiers et métayers qui établiront la preuve qu'ils ont assuré auprès d'une société ou compagnie d'assurances mutuelles ou à primes fixes (soumise aux conditions de la loi) tout le personnel fixe ou occasionnel y compris eux-mêmes et leur famille travaillant sur leurs biens seront déchargés de toute obligation;

3° Restent tous les chefs d'exploitation, et ils seront très nombreux au moins pendant longtemps, malgré les efforts des compagnies, malgré le développement des syndicats et des associations agricoles, qui ne se trouveront pas spontanément dans les conditions choisies par eux. Il demande que cette abstention soit considérée comme une adhésion à une assurance d'État, que l'État, en échange d'une prime à déterminer, garantisse à eux-mêmes et à

1. Mirman. *Op. cit.*, p. 165, 3^e col., *in fine*.

tout leur personnel quel qu'il soit, les indemnités légales.

Le principe dominant de cette proposition est l'assurance obligatoire par l'État. Il y a là quelque chose de très analogue à ce qui a été fait en Allemagne.

La loi laisse bien aux agriculteurs la faculté de choisir eux-mêmes une assurance, ou d'entrer dans une mutualité soumise à la loi, mais l'administration n'aura pas moins à intervenir, c'est une même règle rigide et brutale comprimant toutes les libertés, arrêtant et contrariant toutes les institutions. L'agriculteur, s'il n'a pas dans un délai donné, contracté une assurance, devra forcément payer la prime exigée par l'État.

C'est là un régime qui a été violemment combattu, et on peut dire que c'est le principe de l'obligation qui a été cause de son abandon, même par son auteur lui-même.

L'obligation de l'assurance était nécessaire du moment que la loi protégeait non seulement les salariés, mais les petits exploitants eux-mêmes. On les invitait à contracter une assurance et s'ils ne se rendaient pas à cette invitation gracieuse, l'État les assurait malgré eux. Il faut en effet qu'ils soient assurés pour qu'en cas d'accident, ils aient en face d'eux une contre-partie tenue de verser l'indemnité; ils ne peuvent se verser une indemnité à eux-mêmes. M. Mirman soutenait que si on laissait de côté les petits exploitants, la loi ne serait qu'une demi-mesure et qu'elle atteindrait à peine la moitié des travailleurs agricoles; c'est cependant à cette dernière solution que le gouvernement s'est arrêté, au risque de faire une œuvre dont les bienfaits seront ressentis par un moins grand

nombre; il ne faut pas imposer pareille obligation, celle-ci risquerait fort de rencontrer une hostilité trop violente pour qu'elle puisse être admise.

Ce système d'obligation a pu donner de bons résultats en Allemagne, pays autoritaire et hiérarchisé, accoutumé à la discipline et à la subordination. Du reste tout le monde n'est pas d'accord sur les résultats obtenus en Allemagne: Dans ses *Études sur les populations rurales de l'Allemagne* M. Blondel dit qu'il a cherché, pendant son voyage, à se rendre compte des effets du fonctionnement de l'assurance obligatoire et il dit qu'il n'a recueilli dans presque toutes les régions que de vives récriminations.

Du reste le tempérament français ne se fait pas bien à cette idée d'obligation; le paysan est jaloux de sa liberté, et lui imposer l'assurance obligatoire ce serait grossir du même coup les rangs des adversaires de l'extension du risque professionnel à l'agriculture.

M. Loubat disait fort justement dans son ouvrage sur les accidents agricoles: « Nous repoussons l'obligation de l'assurance, nous voulons pour les citoyens la liberté de diriger à leur guise leurs intérêts privés. S'ils croient pouvoir se dispenser de l'assurance... parce qu'ils espèrent éviter les accidents grâce à leur vigilance ou à la simplicité de leur matériel ou de leurs travaux, nous prétendons qu'ils soient maîtres de le faire, à leurs risques et périls. La liberté donne l'essor aux initiatives par le sentiment des responsabilités, la contrainte les étouffe; l'une affermit les esprits, l'autre les abaisse et leur souffle la révolte. Nous jouissons de la liberté de l'assurance sous

toutes ses formes. Pourquoi en serait-il autrement de l'assurance-accidents ? Il est vrai qu'en négligeant d'assurer ses ouvriers, le chef d'entreprise ne s'expose pas seulement lui-même à la ruine ; il expose aussi la victime à la misère, s'il devient insolvable... Ce serait une souveraine imprudence et une criante injustice de faire sur les cultivateurs l'essai d'un tel système. Si nous demandons pour les travailleurs de l'agriculture les mêmes droits que pour les ouvriers de l'industrie, cette assimilation ne peut avoir pour conséquence de soumettre les agriculteurs à un régime plus dur que celui des chefs d'industrie (1). »

Il semble plutôt que, pour étendre le risque professionnel à l'agriculture, il faut chercher à réaliser une combinaison mixte qui laisserait à l'assurance privée un grand rôle, sous le contrôle de l'État ; c'est ce qu'on a fait pour le commerce et l'industrie, c'est ce qu'on doit faire pour l'agriculture.

Le gouvernement dans son projet a bien vu la difficulté et il a renoncé complètement à l'assurance obligatoire et il a même ménagé la possibilité de petites mutuelles locales pour assurer les accidents de petite importance.

M. Chauvin, dans son rapport à la Chambre au nom de la Commission du travail, laisse absolument de côté l'assurance obligatoire : « En ce qui concerne, dit-il, la protection de l'employeur lui-même, votre commission n'a pas cru pouvoir vous proposer de solution satisfaisante, parce que toute tentative d'assurance obligatoire

1. Loubat. *Op. cit.*

ou de mutualité légale entraîne nécessairement une construction dans le goût germanique repoussée en 1898 et un changement radical de toute la législation du risque professionnel (1). »

En effet, si l'on voulait envisager un jour la possibilité d'un établissement de l'obligation des assurances, il faudrait aborder à la fois l'ensemble du problème pour l'assurance de tous les accidents du travail. Mais il semble bien qu'une question aussi grave ne se posera pas tout d'abord et indirectement à propos des assurances sur les accidents agricoles. Lier le principe de l'assurance obligatoire à l'extension de la législation du risque professionnel à l'agriculture, ce serait retarder à l'infini l'application d'une loi si souvent demandée par le monde agricole et si souvent promise, ce serait remettre sur le chantier toute la législation sur les accidents du travail.

SECTION IV. — *Projets et propositions d'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles.*

L'extension de la législation du risque professionnel aux accidents du travail agricole a fait l'objet de nombreux projets à la Chambre des députés, et des vœux ont maintes fois été émis en sa faveur soit au sein du Parlement, soit au sein des syndicats agricoles ou des sociétés d'agriculture; les syndicats d'ouvriers agricoles réclament cette extension depuis leur fondation; elle est au nombre de leurs revendications les plus pressantes.

1. Chauvin. Rapport, p. 158, 3^e col., *in fine*

Les propositions d'origine parlementaire sont par ordre chronologique : celle de M. Mirman relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, du 13 décembre 1900 ; l'amendement de M. Breton au paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi du 30 juin 1899 ajoutant aux « machines mues par des moteurs inanimés » les « machines actionnées par des animaux agissant sur un manège ou un plan incliné » du 3 juin 1901 ; le projet de résolution de M. Paul Constans ainsi conçu :

Article unique. — « La Chambre, désireuse de protéger les ouvriers agricoles comme les ouvriers de l'industrie, invite le gouvernement à présenter, dès le début de la session ordinaire de 1904, un projet de loi pour l'assurance des ouvriers de l'agriculture contre les accidents dont ils sont victimes dans leur travail(1) ».

L'amendement de M. H. Boucher, adopté par la Chambre au cours de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898, et qui assimile aux chantiers de manutention les coupes et les exploitations forestières, du 7 juin 1904 ; le projet de résolution de M. Mirman, voté par la Chambre le 1^{er} juin 1904 et invitant le gouvernement à présenter dans le plus bref délai un projet de loi étendant aux travailleurs agricoles les principes généraux de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; enfin les interventions plus récentes à la Chambre de MM. Chauvin (13 décembre 1905), Paul Constans (30 janvier 1906),

1. *J. Off.* Doc. parl. Chambre, 25 mai 1903, annexe 835.

Debaune (10 avril 1906), et Paul Constans (14 juin 1906); enfin le projet de loi du gouvernement déposé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, le 5 novembre 1906, suivi d'un projet de la commission d'assurance et de prévoyance sociale du 22 février 1907, d'une consultation de la commission de l'agriculture du 4 juillet 1907; et pour terminer, une proposition de loi de M. Paul Beauregard du 24 octobre 1907.

Nous nous bornerons à l'étude de la proposition Mirman, du projet du gouvernement modifié par la commission du travail de la Chambre, des critiques de la commission de l'agriculture et du contre-projet de M. Paul Beauregard.

§ 1. — Proposition Mirman (1).

Cette proposition relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, déposée à la Chambre le 13 décembre 1900 et renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociale, est précédée d'un exposé des motifs indiquant les principes qui ont présidé à son élaboration. Après avoir montré la nécessité d'étendre le risque professionnel aux accidents agricoles et insisté sur la rédaction d'une loi d'adaptation de celle de 1898 parce qu'elle ne peut *de plano* être appliquée à l'agriculture, tout en souhaitant pour la bonne harmonie de notre législation qu'elle s'en éloigne le moins possible, l'auteur indique les bases de sa proposition.

1. Voir le texte, annexe 2.

I. — « Tous les travailleurs agricoles doivent recevoir une indemnité à la suite d'un accident du travail, cette indemnité sera fixée d'après les mêmes tarifs que ceux inscrits dans la loi de 1898.

« Quant à la détermination du salaire dont la valeur intervient pour le calcul de l'indemnité, nous appliquerons la même règle que celle adoptée déjà par le Parlement dans la loi du 30 juin 1899 à savoir : Si la victime n'est pas salariée (cultivateur travaillant son propre domaine), ou n'a pas de salaire fixe (journalier travaillant irrégulièrement chez autrui, ouvrier agricole appelé exceptionnellement à certaines époques, moissons ou vendanges, propriétaire prêtant à titre de réciprocité son concours à quelque voisin), l'indemnité sera calculée, selon le tarif de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

II. — « Les chefs d'exploitation propriétaires, fermiers ou métayers qui établiront la preuve qu'ils ont assuré auprès d'une société ou compagnie d'assurances mutuelles ou à primes fixes (soumise aux conditions de la loi) tout le personnel fixe ou occasionnel y compris eux-mêmes et leur famille travaillant leur domaine, seront déchargés de toute autre obligation.

III. — « Restent tous les chefs d'exploitation, et ils seront très nombreux au moins pendant longtemps, malgré les efforts des compagnies, malgré le développement des syndicats et des associations agricoles, qui ne se seront pas soumis à cette clause, qui ne se seront pas spontanément assurés dans les conditions choisies par eux. Nous demandons que cette abstention soit considérée comme

une adhésion à une assurance d'État; que l'État, en échange d'une prime à déterminer, garantisse à eux-mêmes et à tout le personnel quel qu'il soit, les indemnités légales (1).»

L'article 1^{er} du projet dit que toute personne, occupée à un travail agricole et victime d'un accident entraînant une incapacité d'au moins quatre jours, a droit à son profit, ou à celui de ses représentants, à une indemnité. Cette indemnité est calculée suivant les tarifs de la loi du 9 avril 1898 (art. 2). Au cas où la victime n'est pas salariée ou n'a pas de salaire fixe, l'indemnité est calculée sur le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune (art. 3).

L'article 4 porte l'obligation de l'assurance pour tout chef d'exploitation en faveur de son personnel; celui-ci s'entend de tous ceux, quels qu'ils soient, qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation, et il dit que, sont compris dans ce personnel le chef d'exploitation lui-même et les membres de sa famille.

Cette assurance, dit l'article 5, peut être contractée auprès des sociétés ou compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes soumises à la surveillance et au contrôle de l'État. L'article 6 dit, que tout chef d'exploitation qui ne fera pas preuve qu'il a contracté une assurance envers l'une de ces sociétés ou compagnies, sera considéré comme adhérent à la caisse nationale d'assurances, dont les opérations sont étendues aux risques prévus par la présente loi.

1. Mirman. Projet de loi, p. 166, 1^{re} col.

Les primes devront être calculées de manière que le risque et les frais généraux d'administration soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 14 juillet 1866.

L'article 7 dit que tout chef d'exploitation sera considéré comme retirant son adhésion à la dite caisse six mois après qu'il aura établi la preuve énoncée à l'article 6.

L'article 8 maintient la loi du 30 juin 1899 en ce qui concerne l'emploi des moteurs inanimés.

C'est bien là le risque professionnel étendu à tous les travailleurs de la terre, ce qui est contraire au principe que nous avons établi au début de notre travail qui partage les travailleurs en deux catégories : ceux qui travaillent pour leur compte sans le secours d'aucun ouvrier et qu'il faut laisser en dehors de la législation ouvrière, et les salariés qui, seuls, nous intéressent ici.

Une conséquence de la proposition de M. Mirman est l'assurance obligatoire, l'assurance par autorité de la loi. C'est, dit M. Mirman, pour ne point faire bénéficier de la loi nouvelle qu'une partie, moins de la moitié, des travailleurs de la terre, qu'il a englobé parmi les bénéficiaires tous ceux qui participent aux travaux de l'exploitation, et le chef d'exploitation lui-même. Mais pour cela, il faut lui imposer l'obligation de s'assurer ; car comment touchera-t-il une indemnité le jour où il y aura droit, s'il n'a en face de lui personne pour la lui verser ? Il ne peut s'indemniser lui-même, le seul moyen est de l'assurer, même malgré lui. Nous avons repoussé plus haut toute idée d'obligation en matière d'assurance, la liberté dont nous jouissons en cette matière n'a pas donné de si mau-

vais résultats que nous soyons dans la nécessité d'y renoncer.

Cette obligation de l'assurance a été la pierre d'achoppement de ce projet, elle a soulevé de vives protestations dans le monde agricole, et n'a fait qu'accroître les rangs des adversaires de cette réforme. Cette proposition de M. Mirman n'a pas abouti et ne pouvait aboutir parce qu'elle imposait une contrainte et que, par tempérament, nous n'aimons pas à être violentés. La liberté de l'assurance, grâce au fonds de garantie, ne peut nuire à la victime de l'accident; elle n'est préjudiciable qu'à l'imprévoyant qui n'a pas su couvrir sa responsabilité, et il est la seule cause de son malheur s'il est ruiné; il est juste qu'il en supporte les conséquences.

Cet écueil a été évité dans le projet du gouvernement et celui de la commission d'assurance et de prévoyance sociale à la Chambre.

§ 2. — Projet du gouvernement modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociale (1)

Le gouvernement, pour faire droit aux nombreux vœux émis par la Chambre des députés en faveur d'une loi protégeant les ouvriers de l'agriculture, victimes d'accidents au cours de leur travail, déposa un projet de loi le 5 novembre 1906. Ce projet avait été élaboré par une commission interministérielle instituée par un arrêté du ministre du Commerce du 25 octobre 1904. Ce projet fut

1. Voir le texte, annexe 3.

renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociale dont M. Chauvin fut nommé rapporteur. Il déposa son rapport suivi du projet adopté par la commission le 22 février 1907. Il modifie en certains points le projet du gouvernement, mais sauf sur la question du fonds de garantie, l'esprit des deux projets est le même. Nous n'en ferons qu'une seule étude en signalant au passage les divergences entre les deux textes.

1^o Exploitations assujetties.

Les exploitations assujetties à la nouvelle loi sont toutes celles où l'on fait usage de la terre pour un objet d'économie rurale; le mot exploitation agricole englobe tous les établissements horticoles, maraîchers, fruitiers, viticoles et le mot exploitation forestière embrasse tous les travaux et entreprises de cette catégorie (1). L'énumération du texte n'est pas limitative, et la loi s'applique aussi bien à la sylviculture, à l'apiculture, l'aviculture, la sériciculture, aux travaux d'aménagement des parcs et jardins.

Le risque professionnel s'étend aussi à tous les travaux accessoires de l'agriculture, comme la fabrication du beurre et du fromage, à la vinification, en un mot à tous les travaux dépendant de l'agriculture en général. Et cette dénomination générale englobe les magasins et dépôts de vente qu'une exploitation agricole pourrait posséder dans une ville et qui ne tomberaient pas déjà sous le

1. La Chambre a voté un texte de loi soumettant les exploitations forestières à la loi de 1898. Voir plus loin.

coup de la loi du 12 avril 1906. Quant à ceux déjà soumis à cette loi, leur situation ne sera pas modifiée.

2° Personnes protégées.

Tous les salariés de l'agriculture rentrent dans les trois termes : ouvriers, domestiques et employés que donne la loi. Il s'ensuit que les bûcherons sont protégés tout aussi bien que les ouvriers qui travaillent à l'heure ou à la journée, sous la seule condition qu'ils soient bien ouvriers ou employés, dirigés et salariés par l'exploitant. Ne sont pas compris dans la loi les domestiques exclusivement attachés à la personne. La commission a estimé que ce serait une étape qu'il resterait à franchir quand la présente loi serait votée, mais elle a craint de retarder son vote en engageant la question de la protection des domestiques exclusivement attachés à la personne.

Sont protégées, suivant le chemin qu'a déjà tracé la loi du 30 juin 1899, toutes les personnes, qui, même sans salaire, sont employées par l'exploitant ; ce sont les cas de ces travailleurs qui s'aident à un moment de presse à charge de revanche ; c'est ici un mode de salaire particulier, une variété du salaire en nature et qu'on peut appeler salaire en équivalence de travail.

Une question s'est posée à la commission au sujet de la famille. Les membres de la famille de l'exploitant doivent-ils être protégés ? La commission, non plus que le gouvernement, n'a pas vu la nécessité de les protéger ; ce sont plutôt des associés que de véritables salariés. Du reste, le projet fixe limitativement les membres de la

famille qu'il considère comme n'assujettissant pas le chef de l'exploitation ; ce sont les ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs.

Les collaborateurs accidentels non salariés qui apportent un concours spontané, sans avoir été ni sollicités ni acceptés, ne sont pas protégés. On a envisagé ici le cas des cheminots, du passant qui aide à retirer un char embourbé ; ce serait faire peser sur l'exploitant une charge bien lourde et impossible à prévoir.

Les collaborateurs non salariés qui eux-mêmes sont des exploitants assujettis sont soumis à la protection, il n'y avait aucune raison, si un accident survient à un travailleur avec ou sans salaire, de faire entrer en ligne de compte leur qualité d'assujettis ; « ce serait comme si l'on se préoccupait du point de savoir s'il est marié ou célibataire, blond ou brun » (1).

Sont également protégés les travailleurs qui sont employés dans les parcs et jardins, notamment à élaguer les arbres et qui courent des risques graves. Ce ne sont pas là de véritables ouvriers agricoles, mais leur situation est telle qu'elle méritait d'être protégée ; les propriétaires des jardins et parcs sont bien plus que la majorité des agriculteurs en état de payer la prime d'assurance.

Une situation spéciale est celle des travailleurs habituellement employés aux travaux agricoles et accidentellement occupés à d'autres travaux. C'est le cas de l'ouvrier agricole qui, le dimanche, est employé par son patron comme rabatteur dans une chasse, ou qui va faire un

1. Chauvin. Rapport. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1907, annexes, p. 160.

transport pour une tierce personne. Il continue à être protégé. « Cette solution est équitable parce que l'idée de direction qui fonde le risque professionnel existe ici manifestement, parce que l'ouvrier dont il s'agit est en réalité et en fait obligé d'accepter le travail anormal, et que le refuser serait trop souvent perdre sa place (1). »

Ne sont pas protégés les ouvriers qui collaborent accidentellement au travail d'un exploitant isolé. La loi ne met aucune obligation à la charge de cet exploitant, obligé accidentellement d'avoir recours au travail salarié ; c'est le cas où il aurait été dans l'impossibilité de prévoir le supplément de travail qui lui arrive. Ainsi notre homme se voit, par suite de la mort d'un parent, obligé de rentrer la récolte d'autrui, il ne sera pas assujéti s'il emploie des ouvriers. Mais faut-il encore qu'il n'emploie pas plus de deux de ces collaborateurs ; s'il en embauche davantage, il est soumis à la loi, mais pendant le temps seulement de la collaboration accidentelle et pour tous les collaborateurs autres que les membres de sa famille.

L'exploitant qui travaille habituellement seul ou avec l'aide de sa famille n'est pas protégé.

Les ouvriers étrangers sont protégés comme les ouvriers français ; mais ces ouvriers victimes de légers accidents pourront passer la frontière et se soustraire à tout contrôle médical et ainsi continuer à toucher abusivement l'indemnité journalière. Aussi le projet limite le bénéfice de l'assimilation aux travailleurs français à ceux des ouvriers étrangers qui continuent à résider en France.

1. Chauvin. *Ibid.*, p. 160, 3^e col.

Le projet de la commission contient un article 5 qui avait pour but l'assujettissement facultatif des exploitants non soumis à la présente loi ; cet article a été détaché du projet et est devenu la loi du 18 juillet 1907 que nous verrons plus loin.

3° *Accidents protégés.*

La loi présume accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail dans les exploitations assujetties à la présente loi. Cette présomption se justifie par deux raisons qu'expose ainsi M. Chauvin : « Quelque fermement assise que soit maintenant la jurisprudence qui oblige la victime à prouver que l'accident a eu pour cause le travail, d'excellents esprits croient encore que la preuve du législateur de 1898 a été différente et que la définition du risque professionnel et l'équité même imposent une solution plus favorable à l'ouvrier.

« En effet, sous le régime de la loi de 1898, le patron n'est déchargé de la responsabilité que dans deux cas : fait intentionnel de la victime et faute étrangère au travail. Si la victime prouve le lieu et le temps de l'accident et si ces deux caractéristiques placent cet accident au milieu du travail, ne serait-ce pas prouver un fait négatif que d'établir en outre que cet accident n'a pas une cause étrangère au travail ?

« Or, comment admettre, dans une législation qui met à la charge du patron la faute de l'ouvrier et le cas fortuit,

une obligation pour l'ouvrier de prouver le fait négatif de la faute non étrangère au travail...

« Il doit en être ainsi d'autant plus que la présomption dont il s'agit est particulièrement nécessaire en matière agricole. On peut construire aisément d'innombrables hypothèses où apparaîtrait l'impossibilité matérielle pour la victime isolée au milieu de la plaine ou de la montagne, de prouver la relation de causalité exigée par la Cour suprême (1). »

4° Personnes responsables.

La personne responsable est celle qui exploite le sol; ceci ne crée aucune difficulté quand c'est le propriétaire qui est en même temps exploitant; mais souvent il se débarrasse de ce soin, soit sur un fermier, soit sur un métayer... Au point de vue de l'ouvrier, aucune difficulté, il ne connaît que celui qui l'a embauché, il ne peut être contraint d'aller réclamer l'indemnité d'accident à un propriétaire du sol, inconnu ou lointain. L'ouvrier n'a d'ailleurs pas à craindre l'insolvabilité puisque le fonds de garantie le préserve de ce risque.

Le principe ainsi formulé ne reçoit pas d'exception en ce qui concerne le fermier; il n'appartient pas au législateur de rédiger, aux lieux et places des intéressés, les conventions qui prendront place dans le contrat liant le fermier au bailleur: ayant la direction et la responsabilité de l'exploitation, le fermier est un véritable exploitant à la tête d'une entreprise où il espère réaliser des bénéfices.

1. Chauvin. Rapp., p. 161.

ces, et à ce titre, il est tenu définitivement aux risques de l'entreprise.

Mais pour le métayer, la loi établit une règle spéciale.

Si une assurance n'a pas été contractée pour l'intégralité du risque, le métayer qui a dû payer à la victime l'indemnité totale a le droit, nonobstant toute convention contraire, de se retourner vers le propriétaire et de lui dire : « Nous partageons habituellement les bonnes récoltes et les mauvaises, la bonne et mauvaise fortune, il faut aussi partager le risque accident » ; et le propriétaire devra lui restituer la moitié de l'indemnité payée.

Si, au contraire, une assurance a été contractée pour l'intégralité du risque, ce recours disparaît et le propriétaire aura ainsi intérêt à couvrir son exploitant par une assurance dans les termes de la loi.

Cette disposition n'entraîne pas quant à nous la nécessité pour le propriétaire de payer la prime d'assurance ; celle-ci doit être considérée comme un accessoire du salaire et nous avons montré que celui-ci regardait uniquement le métayer.

Du reste, cet article n'aura pas lieu à application, car dès la promulgation de la loi, il deviendra de style dans les baux de mettre comme condition l'assurance du personnel contre les accidents du travail, comme on y met actuellement l'assurance contre la grêle ou la mortalité du bétail.

Il serait peut-être même utile d'insérer dans la loi une disposition facilitant l'insertion de la clause d'assurance dans les baux de métayage à longue durée, ou permettant la résiliation des baux dont les titulaires refuseraient d'ac-

cepter cette clause. Ce serait une disposition analogue à celle que nous verrons sur la résiliation des polices d'assurances contractées antérieurement à la promulgation de la loi.

5° *Salaires de base.*

Il n'y a aucune difficulté quand l'ouvrier touche un salaire fixe en argent ; les indemnités journalières ou la rente d'incapacité permanente sont fixées selon les règles de la loi de 1898 ; mais quand il y a salaire variable, ou salaire en nature, ou qu'il n'y a pas de salaire, il devient nécessaire de fixer un mode de détermination du salaire qui servira de base aux différentes indemnités. Nous avons montré tout au début de notre étude, quand nous nous sommes occupés des salaires agricoles, la diversité de leurs formes et leur variabilité extrême ; c'est pour remédier à cette situation spéciale que le projet de loi édicte des dispositions particulières pour déterminer le salaire de base : « Le gouvernement et votre commission ont pensé, dit M. Chauvin dans son rapport, qu'à la situation spéciale du travailleur agricole, obligé de subir dans son salaire les mêmes variations que la nature impose au travail des champs, devait correspondre une législation spéciale, et que le calcul du salaire de base devait tenir compte de la régularité saisonnière des variations du salaire réel. » Et M. Chauvin indique comment il entend fixer ce salaire de base : « Le projet vous propose en conséquence de donner au juge du fait le mandat d'évaluer la durée de la période de salaire exceptionnel au cours de

laquelle l'accident est survenu : pendant cette période la victime recevra une indemnité journalière égale à la moitié du salaire exceptionnel correspondant à la période considérée ; mais cette période achevée, et parce que les évaluations d'un juge obligé de rechercher si l'ouvrier accidenté aurait trouvé un autre travail et quel travail, deviendraient évidemment divinatoires, le projet décide que l'indemnité journalière sera la moitié d'un salaire de base fictif, celui des domestiques de ferme employés à l'année dans la région où l'accident est survenu (1). »

En ce qui concerne le mode de calcul du salaire fictif, le projet propose de faire déterminer le salaire journalier moyen des domestiques agricoles employés à l'année, par le préfet, après avis du conseil général et des syndicats ouvriers et patronaux ; cette fixation aura lieu tous les trois ans, les variations de salaires pourront être ainsi suivies à peu près exactement par l'évaluation préfectorale. Le préfet, dans son évaluation, devra tenir compte des prestations en nature que touchent les domestiques à l'année et dont les plus importantes sont le logement et la nourriture, le salaire moyen ne peut être exactement évalué sous ces deux facteurs. Et même l'évaluation devrait comprendre deux parties : l'une fixant le salaire moyen en argent, l'autre le salaire moyen en nature, de façon à éviter les difficultés qui pourraient naître dans le cas où l'accidenté continuerait à recevoir les prestations en nature et en logement ; l'indemnité journalière ne saurait en effet être dans ce cas la même que lorsque l'ouvrier ne

1. Chauvin, *Ibid.*, p. 162.

recevrait rien. Connaissant exactement la valeur moyenne de cette prestation en nature, le juge fixerait plus aisément l'indemnité en argent, complément de celle qu'il reçoit déjà en nature.

En cas de salaire en nature le salaire de base est fixé, comme nous venons de le voir, par le préfet; c'est la même solution que dans la loi du 30 juin 1899 avec cette différence que le salaire moyen est fixé dans le département et non plus dans la commune. La disposition de la loi de 1899 cessera du reste de s'appliquer trois mois après la promulgation de la présente loi, et le salaire de base servant au calcul des indemnités sera le même pour les deux lois et sa détermination identique. La solution est la même pour le cas de non salaire.

La détermination du salaire de base pour les rentes d'incapacité permanente en cas de salaire en nature, variable ou absent, est la même que précédemment. Les mêmes raisons qui ont conduit pour la fixation de l'indemnité journalière à faire déterminer par l'administration un salaire journalier moyen devaient amener à l'établissement, dans les mêmes conditions, d'un salaire annuel moyen.

Le législateur devait aussi se préoccuper des moyens propres à garantir l'application de la loi, et chercher à assurer le paiement des indemnités aux victimes d'accidents agricoles. Le projet espère arriver à ce résultat au moyen des mutualités agricoles et par la constitution d'un fonds de garantie.

6° Mutualités communales.

« Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances, constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 et en conformité de statuts types établis par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, et du ministre de l'Agriculture pourvu :

« 1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent paragraphe ;

« 2° Qu'elles comprennent au moins 50 adhérents. »
(Article 11.)

Ces mutualités sont appelées à remplir un double but : payer les indemnités sans passer par les prétentions peut-être exagérées des compagnies d'assurances, et d'autre part organiser un contrôle décentralisé donnant aux exploitants le moyen de payer, sans supporter une trop lourde charge, tout ce qu'ils doivent, en leur évitant de payer abusivement ce qu'ils ne doivent pas. En effet, les victimes d'accidents agricoles sont souvent soignées dans leurs villages, soustraites à un contrôle permanent de l'état de la blessure ; il est alors à craindre que certaines incapacités temporaires ne se prolongent souvent au delà des limites normales, de sorte que les paiements des demi-salaires, s'accroissant démesurément, finiraient par constituer pour l'agriculture un fardeau écrasant.

Ces mutualités sont rendues possibles par la loi du

4 juillet 1900 sur les caisses d'assurances mutuelles agricoles ; cette loi a voulu favoriser les mutualités agricoles en les dispensant des formalités de la loi du 24 juillet 1887 sur les sociétés et en les assujettissant seulement aux règles très larges de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Elle n'a subordonné ces faveurs qu'à trois conditions :

- 1° Que la société soit constituée entre agriculteurs ;
- 2° Qu'elle soit une mutualité ne réalisant pas de bénéfices ;
- 3° Qu'elle ne garantisse que des risques se rattachant à la profession agricole.

On voit que le nouveau risque accident se place de lui-même dans les cadres de la loi de 1900 dont le texte et l'esprit s'accordent parfaitement avec le projet actuel.

Il est permis de penser que les mutualités agricoles qui ne doivent réaliser aucun bénéfice coûteraient moins cher que tout autre mode d'assurance et diminueraient d'autant la charge que le projet fera peser sur l'agriculture.

Mais « il serait puéril de songer que du jour au lendemain des mutualités agricoles régionales vont surgir ; il faudra, surtout au début, compter avec la timidité d'exploitants peu habitués au mécanisme de l'assurance et plus disposés à médire de la loi nouvelle qu'à l'appliquer économiquement. Peut-être aussi les exploitants les plus riches dédaigneront-ils d'entrer dans les mutualités naissantes, préférant s'adresser aux grandes compagnies ; peut-être enfin d'autres risques également agricoles viendront-ils accabler la mutualité au moment où un accident du travail se produira.

« Ainsi la victime d'un accident grave pourrait se trouver en face d'une mutualité naissante ayant peu d'adhérents et encore moins de ressources, et comme la loi du 4 juillet 1900 n'a pas abrogé l'article 29 du décret du 22 janvier 1868 fixant le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres, la victime dont il s'agit devrait subir une réduction d'indemnité.

« Les craintes devaient conduire tout naturellement les auteurs du projet aux idées de réassurance obligatoire de fixation d'un minimum d'adhérents, et de limitation des opérations de la mutualité à l'assurance-accident (1). »

Aussi le projet du gouvernement portait-il que l'objet des mutualités devait être statutairement limité au paiement des indemnités autres que les ventes ; que les mutualités comprennent au moins cinquante adhérents, et que le paiement des indemnités soit garanti par une société d'assurances contre les accidents du travail fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

Ces dispositions avaient l'inconvénient de faire disparaître la fonction de contrôle des mutualités ; en effet si l'intégralité du risque était réassurée, aucune partie de ce risque ne restait à la charge des mutualités, et le contrôle devenait tout à fait secondaire.

De plus, la règle de la réassurance avait pour résultat l'exclusion totale de la caisse nationale des assurances en cas d'accident.

1. Chauvin. *Ibid.*, p. 164.

« En effet, dit M. Chauvin, la loi du 24 mai 1899, éten-
dant, en vue de l'application de la loi de 1898, les opé-
rations de la caisse nationale, a limité ces opérations aux
risques relatifs à des accidents, ayant entraîné la mort ou
une incapacité permanente absolue ou partielle. La caisse
nationale était donc dans l'impossibilité d'entreprendre
la réassurance des risques assurés par les mutualités,
puisque parmi ces risques figurent ceux relatifs aux inca-
pacités temporaires. Or, il était vraisemblable qu'obligées
ainsi d'avoir recours, pour les risques qu'elles prenaient
en charge, à la garantie de sociétés d'assurances autres
que la caisse nationale, les mutualités locales ne s'adres-
seraient pas non plus à cette caisse pour les assurances
des rentes, et qu'ainsi en fait la caisse nationale ne serait
pas admise à contracter avec les mutualités locales (1). »

Ces observations ont amené la modification du texte du
gouvernement. Le texte de la commission élaboré d'ac-
cord avec les ministres du Commerce et des Finances éli-
mine complètement l'obligation de la réassurance, il laisse
à la charge de la mutualité locale les risques assurés par
elle ; il satisfait ainsi ceux qui manifestaient le désir de
voir les mutualités ne pas se désintéresser de la surveil-
lance et du contrôle de l'état des victimes. Mais le texte
limite en même temps la sphère d'application de l'assu-
rance par les mutualités, elles ne peuvent assurer que
les indemnités d'incapacité temporaire.

La mutualité peut, par police collective, assurer tout
ou partie de ses membres contre les accidents ayant en-

1. Chauvin. *Ibid.*, p. 164.

traîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, soit à la caisse nationale d'assurance, soit à une des sociétés fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, sauf répartition entre les membres du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

7° Fonds de garantie.

L'autre moyen pour assurer le fonctionnement de la loi est l'établissement d'un fonds de garantie. Celui-ci ne serait pas nécessaire dans un système comportant l'assurance obligatoire à une assurance d'État ; mais avec la liberté de l'assurance, il est nécessaire de parer à l'insolvabilité des exploitants ou à celle de leurs assureurs. C'est ce but que poursuit le fonds de garantie. C'est aussi la question la plus délicate de l'extension de la loi de 1898 à l'agriculture que de fixer le mode d'alimentation de ce fonds de garantie. Il constitue à côté de l'assurance libre une réassurance obligatoire qui peut seule donner au monde du travail la sécurité à laquelle il a droit. « Mais si la nécessité de ce fonds de garantie est certaine, le choix du procédé auquel on doit avoir recours pour l'alimenter, est moins aisé.

« Un triple principe cependant se détache et s'impose au premier examen : puisqu'en effet le fonds de garantie est en réalité une caisse de réassurance qui doit supporter le risque accident lorsqu'en même temps que celui-ci se réalise le risque insolvabilité du responsable, il doit

être équitablement alimenté par une contribution prélevée sur ceux qui sont éventuellement appelés à y avoir recours et proportionnelle à la fois à l'importance du risque insolvabilité et du risque accident envisagée par rapport à chacun des cotisants (1). »

Mais la possibilité de déterminer une telle contribution apparaît tout de suite difficile. Comment en effet déterminer la valeur du risque insolvabilité ? Et il faut se résoudre à la formule la moins injuste, en restreignant la contribution aux parties prenantes éventuelles et en la rendant autant que possible proportionnelle au risque accident.

Le projet, pour alimenter le fonds de garantie, fait appel à deux systèmes : 1° celui de la contribution additionnelle à la prime d'assurance ; 2° celui de la contribution additionnelle au principal de la liquidation des rentes d'invalidité. Il repousse le système de la taxe additionnelle à l'impôt foncier que portait le projet du gouvernement, parce que l'impôt foncier déjà injuste, établi, suivant une classification inexacte de la valeur des terres, était en outre, évidemment, disproportionné au risque accident. C'était l'opinion des deux Chambres. C'est le système inauguré dans la loi du 26 avril 1906, loi fixant l'alimentation du fonds de garantie pour les exploitations agricoles non assurées assujetties par la loi du 3 juin 1899.

La contribution additionnelle à la prime d'assurance est spéciale aux assujettis assurés ; elle consiste à ajouter

1. Chauvin. *Ibid.*, p. 165.

à la prime d'assurance que ces assujettis payent à leurs assureurs une taxe que les compagnies d'assurances percevront en même temps que la prime et qu'elles reverseront au fonds de garantie.

Ce système impose aux assujettis une charge évidemment proportionnelle au risque accident, puisque les primes d'assurance perçues par les compagnies ont été établies précisément pour être proportionnelles à ce risque, et que si elles ne l'étaient pas, la comptabilité des compagnies le ferait bientôt apparaître.

Ce système réalise en outre une économie de perception, celle-ci sera faite gratuitement par les compagnies d'assurances.

Le système de la contribution additionnelle au principal de liquidation des rentes d'invalidité s'applique aux assujettis non assurés ; le système précédent est évidemment inapplicable, puisque la prime d'assurance, base de la perception, est inexistante. Mais il proportionne exactement la taxe d'alimentation du fonds de garantie à l'importance du risque accident, puisque c'est la réalisation du risque lui-même qui fait naître la créance du fonds de garantie, et puisque le montant de cette créance est exactement proportionnel à l'importance du risque.

On a objecté à ce système de faire alimenter le fonds de garantie par les assujettis qui n'auront pas à y faire appel et qu'il serait plus juste de faire alimenter ce fonds par ceux qui peuvent éventuellement y avoir recours. Le rapporteur répond à cette objection : « que l'institution du fonds de garantie implique en réalité une idée de mutualité qui doit faire écarter en droit le grief dont il

s'agit. La vérité est que doivent être constitués débiteurs de la contribution au fonds de garantie tous ceux dont les ouvriers peuvent éventuellement faire appel à cette caisse ; mais ni en droit ni en fait on ne peut rien demander de plus (1). »

Les autres dispositions du projet visant la publication de la loi, la réalisation des contrats d'assurances contractés antérieurement à la présente loi, qui pourra avoir lieu dans les six mois de la promulgation de la loi par déclaration verbale ou lettre recommandée, les déclarations d'accidents et enquêtes sont suffisamment explicites dans le texte sans qu'il soit besoin d'un commentaire (2).

§ 3. — Critiques de la commission de l'agriculture à la Chambre.

La commission de l'agriculture à la Chambre avait demandé communication du projet et, par l'intermédiaire de M. Chaigne, elle a fait connaître son opinion, nullement favorable au projet, le 4 juillet 1907 (3). Elle commence par demander une large consultation du pays rural par la voie de ses conseils généraux et de ses associations agricoles, ouvrières et patronales, auxquels serait adressé un questionnaire détaillé portant sur le principe même

1. Chauvin, *Ibid.*, p. 166.

2. Voir le texte, annexe 3.

3. Avis au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, par M. Chaigne, député. Doc. parl. Chambre, annexes, *J. Off.*, 1907, p. 979.

de la loi et les conditions de son application. C'est qu'en effet, la commission de l'agriculture a estimé que le projet ne tenait pas un compte suffisant des charges qui pèsent déjà sur les exploitations agricoles, et qu'il demandait à l'agriculture française un sacrifice dépassant de beaucoup la moyenne de ses facultés.

« Votre commission de l'agriculture, dit M. Chaigne, s'est hâtée de demander à combien s'élèveraient les charges nouvelles que l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles ferait peser sur l'agriculture. Comme on ne lui répondait pas et comme cette question d'ordre pratique paraissait négligeable à ceux qui cherchent surtout dans la loi une ordonnance symétrique et l'application logique, indifférente aux contingences, des principes dont la légitimité n'est pas contestée, votre commission s'est entourée de renseignements qui lui permettent de vous fournir les preuves suivantes :

« L'extension de la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers agricoles fera naître des risques qui devront être couverts par des assurances.

« Nous ne voulons pas envisager en effet les effroyables dangers de l'imprévoyance que créerait dans ce pays une classe de parias agricoles toujours menacés par la dette née d'un accident, vis-à-vis de la caisse nationale et qui serait ainsi dans l'impossibilité de s'assurer un droit de propriété sur un objet quelconque, mobilier et immobilier susceptible d'être saisi.

« Voici, renseignements pris tant auprès des compagnies à primes fixes qu'auprès des sociétés d'assurance mutuelle, quelles seraient les primes exigées pour garantir les ris-

ques qui seraient la conséquence immédiate de la loi proposée. Il nous a été, tout d'abord, déclaré qu'à s'en tenir aux termes actuels du projet de la commission, toute prévision était impossible. L'article 6, en effet, par le renversement de la preuve, permettant à tous les malades chroniques, hernieux, tuberculeux, variqueux, etc., de bénéficier de la présomption légale qu'ils sont, jusqu'à preuve du contraire, accidentés du travail, il est très difficile d'établir les primes destinées à garantir toutes les avaries de plusieurs générations.

« Mais en supposant que l'article 6 vienne à disparaître et que, conformément aux règles ordinaires du droit, la charge de la preuve demeurât au demandeur, qui devait établir la relation de cause à effet entre l'accident et le travail, l'imprécision persiste encore.

« Les risques varient à l'infini dans l'infinie variété des travaux agricoles. Ils sont plus graves pour le bouvier que pour le maraîcher, pour le vigneron que pour le producteur de céréales, pour le bûcheron que pour le jardinier paysagiste, pour le jockey que pour le greffeur en chambre.

« M. Sagot, directeur de la Caisse d'assurances mutuelles, affilié à la Société des Agriculteurs de France, entendu par votre commission, a notamment indiqué que, le jour même, il venait de refuser d'assurer un vignoble pour une prime de 10 francs à l'hectare.

« Et comme un commissaire lui demandait : quelle prime eût-il fallu ? — Je ne sais trop, a-t-il répondu : 15 francs, 20 francs peut-être à l'hectare ?

« Mais sans entrer dans le détail de nos recherches,

qu'il soit permis de les résumer en ces quelques chiffres. En dehors des cultures exceptionnelles et plus particulièrement dangereuses, comme la vigne, à cause des transports, des pressoirs, des soins à donner aux celliers, la moyenne des primes à prévoir est de 3 francs à l'hectare, au moins, pour l'ensemble du territoire cultivé dans la métropole. Tel est le chiffre fourni par M. Sagot, parlant au nom des assurances mutuelles agricoles (1). »

La commission estime que la charge, que la loi ferait supporter à l'agriculture, serait de 135 millions de francs; or, en défalquant la somme déjà payée comme prime d'assurance, il resterait une charge de 90 à 100 millions comme supplément à l'agriculture; elle estime que cette charge est hors de proportion avec les forces de l'agriculture. Elle craint en outre que l'application de la loi nouvelle en augmentant les charges de l'agriculture ne contribue à aggraver encore la dépréciation de la propriété foncière, dépréciation qui, d'après la commission d'enquête sur la viticulture, atteint des chiffres effroyables, de 30 à 60 % de la valeur de la propriété surtout dans les régions vinicoles, où la mévente se fait le plus sentir; elle doit être un peu moindre dans les régions d'élevage, en raison de la vente plus facile des produits.

La commission est favorable à l'extension de la loi de 1898 à l'agriculture, pour des raisons analogues à celles que nous avons exposées nous-même; mais elle demande qu'on ne tente pas une expérience qui pourrait être néfaste, et elle veut qu'on consulte le monde agricole avant de

1. Chaigne. *Ibid.*, p. 979.

faire une loi, de façon à connaître ses intentions et de profiter des observations qu'il ferait au sujet des différentes dispositions de la loi. Cet examen devrait être fait par les conseils généraux, les comices, les syndicats et autres associations ouvrières et patronales... « Ces divers organismes, qui représentent à des titres divers les intérêts agricoles, en contact quotidien avec les classes rurales, nous éclaireront sur les conditions pratiques d'application de la loi. En les saisissant de l'étude du projet, nous préviendrons les intéressés qui pourront présenter leurs objections et leurs critiques. Tous coopéreront à la recherche des garanties à prendre contre le risque nouveau et nous signaleront les mesures qui leur apparaîtront, à cet effet, comme étant les meilleures. Nous pourrons ainsi discuter et appliquer la loi sans avoir à craindre les surprises et sans qu'on ait plus tard à nous les reprocher. Par là, notre œuvre sera utile et féconde (1). »

Au point de vue des dispositions de la loi elle-même, le rapporteur craint que l'assujettissement à la loi pour l'emploi de personnes qui ne touchent point de salaire, ne change les habitudes rurales où « le coup de main », le concours prêté, sans rétribution et à charge de revanche, par le voisin au voisin est de tradition.

La commission conteste qu'il y ait là un contrat de travail.

Le rapporteur critique vivement la présomption d'accident du travail établie par le projet. Contre l'assertion du rapporteur de la commission d'assurance et de prévoyance

1. Chaigne. *Ibid.*, p. 982.

sociale, qui invoque pour justifier l'exception contenue dans la loi l'isolement des travailleurs agricoles, et l'impossibilité où ils seraient de prouver que l'accident est bien le fait du travail, M. Chaigne répond que les champs sont plus habités que l'on ne se figure, le travailleur est rarement seul, rien ne s'y passe qui ne soit vu, et c'est mal connaître les choses rurales que de croire à des difficultés de preuve plus grandes que dans l'industrie et le commerce.

La commission conteste aussi les dispositions qui mettent à la charge du bailleur une part des risques du travail qu'il n'a ni la charge, ni le droit de surveiller.

Elle voudrait qu'on revint au projet du gouvernement qui établissait à 600 francs le chiffre au delà duquel les rentes ne sont allouées que sur le quart du salaire de base, en tenant compte des conditions spéciales de la vie rurale. Pour les mêmes raisons, il y aurait lieu d'examiner si l'allocation de demi-salaire ne pourrait pas disparaître dans le cas où le blessé est célibataire, logé et nourri à la ferme.

La commission ne trouve rien à dire sur la création des mutualités, elle déplore seulement qu'il n'en existe aucune et qu'au moment de l'application de la loi, la disposition qui les vise ne tombe dans le vide. Elle accepte aussi le mode d'alimentation du fonds de garantie, mais elle aimerait à connaître les résultats qu'a donnés la loi du 12 avril 1906 ; les lumières de la pratique et de l'expérience pourront être d'une grande utilité.

La commission estime que ces observations sont suffisantes pour que la Chambre n'hésite pas à ordonner une large consultation du pays rural par la voix de ses conseils généraux et de ses associations agricoles. La Chambre est

d'autant plus autorisée à prendre cette mesure, que l'article 5 du projet en discussion est devenu la loi de l'assujettissement volontaire à la loi de 1898 et aux lois relatives au risque professionnel. Cette loi permet d'étudier mûrement la loi proposée, tous les risques agricoles, tenus pour urgents, pouvant bénéficier de la loi nouvelle.

Nous n'avons pas à notre connaissance que l'enquête que préconisait la commission de l'agriculture ait eu lieu.

§ 4. — **Projet Paul Beauregard.**

A la suite des observations de la commission de l'agriculture au sujet du projet de la commission d'assurance et de prévoyance sociale, une nouvelle proposition sur la responsabilité des accidents agricoles a été déposée par M. Paul Beauregard, pour servir, si possible, de terrain d'entente, le 24 octobre 1907.

« Résolument partisan du principe du risque professionnel et de son extension à l'agriculture, nous nous sommes efforcé de rendre cette dernière possible en atténuant, dans la mesure que permet l'équité, les charges à imposer aux exploitations agricoles (1). »

Les idées essentielles auxquelles s'est attaché l'auteur de la proposition sont :

1° « Rédiger une loi complète, absolument indépendante de la loi de 1898. A une situation spéciale doit correspondre une loi spéciale ; le risque professionnel en matière agricole doit être envisagé et ses cas d'application énu-

1. Beauregard, *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1907, p. 31.

mérés avec le plus grand soin. Chefs d'entreprises et employés ou ouvriers ont d'ailleurs l'intérêt le plus évident à posséder un texte complet, les dispensant de toutes recherches. Toute complication dans la législation qui doit régler leurs rapports en ferait la proie des agents d'affaires.

2° « Limiter exactement les personnes qui supporteront les charges de la loi ou profiteront de ses dispositions.

3° « Rectifier les bases du calcul, soit des frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, soit des rentes à attribuer aux victimes ou à leurs représentants.

4° « Limiter à 800 francs, comme le proposait le projet du gouvernement, la somme des salaires comptant intégralement pour le calcul des pensions.

5° « Abaisser de 16 à 14 ans l'âge auquel les mineurs auront droit à pension.

6° « Faire de l'ivresse manifeste une faute inexcusable, l'impossibilité d'exercer une surveillance effective ne permettant pas au chef d'entreprise d'obvier aux dangers du travail dans le cas supposé.

7° « Déclarer également faute inexcusable la brutalité envers les animaux quand elle provoque l'accident.

8° « Permettre, à raison de l'éloignement fréquent du lieu de l'accident, de faire entendre comme témoins les ouvriers et employés de l'exploitant et donner à tous les intéressés un délai suffisant pour répondre à la citation.

9° « Limiter les incapacités permanentes donnant droit à pension.

10° « Dispenser le chef d'entreprise du paiement de l'in-

demnité pendant les quatre premiers jours qui suivent l'accident.

11° « Lui accorder la même dispense vis-à-vis des victimes célibataires ou veufs sans enfants tant que ceux-ci seront nourris et logés par lui ou hospitalisés à ses frais.

12° « Supprimer la présomption établie par l'article 6 du projet de la commission d'assurance et de prévoyance sociale et revenir, sur ce point, au droit commun.

13° « Assurer les secours médicaux et pharmaceutiques en établissant une liste de médecins et de pharmaciens auxquels les intéressés pourront s'adresser, et en posant le principe d'un tarif d'honoraires forfaitaires.

14° « Adapter enfin à la situation que créera la loi nouvelle, la loi du 30 juin 1899 sans rien changer à ses principes essentiels (1). »

La proposition reproduit presque toutes les dispositions de la loi de 1898 et une grande partie du projet de la commission, mais elle diffère de ce projet pour les personnes assujetties, les bénéficiaires de la loi et la quotité de l'indemnité ; quant à l'alimentation du fonds de garantie, elle est identiquement la même que celle préconisée par le projet de la commission.

1° *Exploitations assujetties* (2).

Ce sont toutes les exploitations agricoles, vinicoles et forestières, celles d'élevage, haras et dépôts de vente se rattachant à des exploitations agricoles et non déjà visés

1. Beauregard. *Ibid.*, p. 31.

2. V. le texte, annexe 4.

par la loi du 12 avril 1906. Les réparations courantes aux bâtiments servant à l'exploitation agricole ou forestière, l'entretien des chemins existant sur le fonds, les transports relatifs à ces réparations et entretiens sont considérés comme des parties de l'exploitation, lorsqu'ils sont exécutés par le chef d'exploitation agricole ou forestière. Sont considérés comme exploitations agricoles, le jardinage d'art et de commerce, les pépinières, la culture des grains, mais non la culture exclusive des jardins domestiques et d'agrément.

2° Personnes assujetties.

Ce sont les chefs d'exploitation qui sont débiteurs de l'indemnité envers leurs ouvriers victimes d'un accident.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou plusieurs de leurs camarades. Cette disposition est la reproduction de la loi de 1898; elle est implicitement contenue dans le projet du gouvernement et de la commission.

Les dispositions concernant les métayers sont les mêmes que dans le projet de la commission, de même que pour la garde des animaux, avec cette différence cependant que si l'accident est causé par l'un des animaux gardés, le propriétaire de l'animal reconnu coupable est seul responsable des indemnités dues à la victime.

Les exploitants ne sont pas assujettis à l'égard des membres de leur famille travaillant avec eux; ce sont: con-

joint, ascendant, descendant, frère et sœur et alliés au même degré.

Nous retrouvons la disposition relative à l'assujettissement volontaire des petits exploitants et métayers pour tous les accidents qui surviendraient par le fait du travail agricole aux membres de leur famille qui, d'après l'article 1^{er}, ne bénéficient pas de la loi. L'exploitant pourra faire cesser cet assujettissement. Le métayer devra faire notifier cette cessation au bailleur, qui devra supporter la moitié de la charge de cet assujettissement. Cette disposition ne nous paraît pas équitable ; le propriétaire ne saurait être tenu des frais relatifs à la main-d'œuvre, le métayer, de par l'association qu'il contracte avec le propriétaire en assume la charge. Du reste, cette disposition sera facilement tournée, le bailleur fera insérer dans le bail une clause interdisant cet assujettissement, ou bien il augmentera les charges du métayer d'une somme correspondante au montant de la prime d'assurance.

3° Ouvriers protégés.

Ce sont tous les ouvriers occupés dans les exploitations assujetties à quelque titre que ce soit ; l'exception relative aux domestiques attachés à la personne ne se retrouve pas ici, ils sont donc soumis à la loi, parce que la proposition ne parle pas d'accidents survenus par le fait du travail agricole, mais par le fait du travail dans les exploitations agricoles.

Les ouvriers dont le salaire dépasse 800 francs ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence

de cette somme. Dans le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées par la loi. Les membres de la famille ne sont pas obligatoirement protégés, ils peuvent l'être par la volonté du chef d'exploitation. Les ouvriers étrangers sont protégés, mais s'ils cessent de résider en France ils reçoivent, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été accordée. Il en est de même des ayants droit qui cessent de résider en France, sans toutefois que le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif qui doit être dressé, dans les six mois de la promulgation de la loi, par la caisse nationale des retraites, en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit. Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. Ces dispositions pourront être modifiées par traité pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

4° Calcul des indemnités et rentes.

Pour l'incapacité permanente, la victime a droit à une rente égale à la moitié de la différence entre son salaire antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner lorsque, soit par l'accord des parties, soit par jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

Toutefois une réduction de capacité de travail correspondant à une différence de salaire de 15 % ou inférieure

à ce chiffre, ne donne lieu à l'allocation d'aucune rente au profit de la victime.

Pour l'incapacité temporaire, la victime touchera une indemnité, sans distinction entre les jours fériés ou autres, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident. Si le salaire est variable, la victime a droit à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident jusqu'au moment où devait prendre fin le travail de la victime; pour le surplus, l'indemnité est égale à la moitié du salaire quotidien arrêté tous les trois ans par le préfet du département de la résidence de la victime. C'est la même disposition que le projet de la commission et du gouvernement. Le salaire en nature est calculé de la même manière. L'indemnité journalière est due à partir du cinquième jour de l'accident, elle n'est pas due aux victimes, célibataires ou veufs sans enfants, tant qu'elles seront nourries et logées par l'exploitant ou hospitalisées à ses frais. Elle n'est pas due aux victimes, ouvriers étrangers, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français.

Quand l'accident est suivi de mort, les ayants droit du défunt touchent une rente. Le conjoint survivant non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident, a droit à une rente viagère égale à 15 % du salaire annuel de la victime au moment de l'accident. En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

Les enfants légitimes ou naturels, reconnus avant l'ac-

cident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 14 ans ont droit à une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 10 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 20 % s'il y en a deux, de 30 % s'il y en a trois, 35 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Si la victime ne laisse ni conjoint ni enfants, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère égale à 7, 50 % du salaire annuel de la victime, les enfants n'y ont droit que jusqu'à 14 ans. Le projet met aussi à la charge de l'exploitant les frais médicaux et pharmaceutiques. La victime pourra choisir son médecin et son pharmacien dans une liste de ceux-ci acceptant un tarif établi par un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ; ce tarif ne pourra être modifié que par intervalles de deux ans.

5° *Les mutualités.*

Le projet Beauregard prévoit aussi la création de mutualités, mais il rend leur rôle purement illusoire et même tout à fait inutile. Il faut, pour que l'exploitant puisse s'assurer, que ces mutualités constituées dans les conditions de la loi du 4 juillet 1900 remplissent certaines conditions :

1° Que leur objet soit statutairement limité à l'assurance des indemnités d'incapacité temporaire et des frais accessoires ;

2° Qu'elles comprennent au moins 20 adhérents ;

3° Qu'elles réassurent obligatoirement les indemnités susvisées dans une proportion qui ne sera pas inférieure

à 25 % ni supérieure à 75 % à une société d'assurances contre les accidents du travail fonctionnant en conformité de l'article 26 de la présente loi.

Quant aux accidents occasionnant la mort ou une incapacité permanente, les exploitants ne peuvent les assurer qu'auprès des sociétés d'assurances.

Cette disposition élimine la caisse nationale d'assurance, et de plus les exploitants n'auront aucun intérêt à passer par les mutualités. Il faudra une police pour les accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente, une autre pour les incapacités temporaires, et une réassurance de la mutualité auprès des compagnies d'assurances. L'employeur ira tout droit à la compagnie d'assurances qui lui assurera tous les risques, en laissant de côté la mutualité.

Le projet de M. Beauregard a été renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociale, celle-ci n'a déposé aucun rapport à son sujet. Pour nous, il nous paraît inutile d'abord de faire une loi entièrement nouvelle, une loi d'adaptation est suffisante, comme nous l'avons indiqué plus haut ; il faut adapter la loi de 1898 aux nécessités de l'agriculture, c'est évident, mais pour les dispositions principales, la loi de 1898 peut servir de base et il suffirait de s'y référer ; pourquoi ne pas suivre la procédure suivie en 1906 pour le commerce ?

De plus, le projet abaisse un peu trop l'âge jusqu'auquel les enfants ont droit à une rente ; à 14 ans ils commencent seulement à travailler et ne gagnent pas encore grand'chose, il faudrait au moins fixer l'âge à 16 ou 17 ans, moment où ils commencent vraiment à toucher un salaire

appréciable. Ne donner que 7,50 % pour les ascendants soit pour un salaire de 600 francs, 45 francs par an, nous paraît insuffisant pour subvenir à la vie d'un père ou d'une mère vieux, souvent infirmes et incapables de travailler.

§ 5. — Vœux.

1° Du congrès des syndicats agricoles tenu à Angers les 3, 4, 5 juillet 1907.

Ce vœu du congrès d'Angers est antérieur à la proposition de loi de M. Beauregard. Au programme de la troisième séance était l'étude du projet du gouvernement et de la commission de prévoyance sociale étendant aux ouvriers agricoles les dispositions de la loi du 9 avril 1898.

Le rapporteur, M. Louis Darblay, montre combien est difficile, les conditions du travail étant si différentes de celles qui existent dans l'industrie, la détermination de la responsabilité patronale dans l'agriculture. Il prétend que le projet de loi soumis à la Chambre ne se contente pas de proposer l'application intégrale de la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture; il stipule en outre une série d'aggravations spéciales fort importantes, qui, si elles étaient votées, feraient peser sur l'exploitation du sol une charge écrasante, évaluée à 3 francs par hectare pour les terres de culture courante et à 8 ou 10 francs pour les vignobles à grand rendement du Midi.

Le congrès, après discussion, a émis le vœu suivant :

« Le congrès, après avoir pris connaissance des projets de loi déposés par le gouvernement et la commission d'as-

surance et de prévoyance sociale, dont l'objet est d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail ;

« Considérant que ces projets présentent le double et très grave inconvénient de n'appeler à bénéficier de la loi qu'une partie des salariés du travail agricole et d'entraîner cependant des charges écrasantes pour les chefs d'exploitations, qu'une définition spéciale du risque professionnel dans l'agriculture, d'une part, et une juste appréciation des besoins des victimes d'accidents à la campagne, de l'autre, permettraient d'appeler tous les salariés agricoles au bénéfice de la loi sans écraser les patrons ;

« Émet le vœu :

« 1° Que si le principe du risque professionnel est appliqué à l'agriculture, cette application fasse l'objet d'une loi spéciale et complète, sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898 ;

« 2° Que cette nouvelle loi définisse spécialement le risque professionnel dans l'agriculture ;

« 3° Qu'elle appelle à en bénéficier tous les salariés agricoles étrangers à la famille sans exception ;

« 4° Qu'elle proportionne l'importance des indemnités aux facultés des cultivateurs et aux besoins des ouvriers, que diminuent les facilités de la vie à la campagne, et qu'en particulier elle n'accorde des rentes qu'en réparation d'accidents ayant occasionné une dépréciation physique entraînant véritablement une diminution de salaire ;

« 5° Qu'elle établisse le service médical des accidents du travail agricole ;

« 6° Qu'elle stipule, qu'en dehors des opérations de

grande chirurgie, la rémunération des médecins sera basée sur un tarif forfaitaire, établi par M. le ministre du Travail, après avis de la commission ministérielle ;

« 7° Que la loi décide la résiliation, de plein droit, de tous les contrats en cours (accidents du travail agricole) à dater de l'application de la nouvelle loi ;

« 8° Que la loi maintienne le droit de constituer des petites mutuelles locales, en vue de garantir tout ou partie des risques d'incapacité temporaire, et que les syndicats, chacun dans sa circonscription, s'appliquent à fonder ces petites mutuelles conformément à la loi du 4 juillet 1900 ;

« 9° Le congrès charge l'Union Centrale des syndicats agricoles de poursuivre, devant les pouvoirs publics, la satisfaction de ses desiderata et d'éclairer l'agriculture sur l'importance qu'a pour elle la loi en préparation sur la responsabilité des accidents agricoles. »

Le projet de M. Beauregard paraît s'être inspiré de ce vœu, en ce qu'il veut aussi une loi nouvelle sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898. Mais il s'en éloigne pour les mutualités locales ; le congrès est partisan d'une plus large extension des risques à couvrir par ces mutualités et n'impose pas la réassurance.

*2° Vœu de l'Association française pour la protection
légale des travailleurs, 25 avril 1909.*

L'Association française pour la protection légale des travailleurs, dans sa séance tenue à Paris au Musée social

le 26 avril 1908, après avoir entendu un rapport de M. Capitan et après discussion, a émis les vœux suivants :

I. — L'Association française pour la protection légale des travailleurs émet le vœu que le risque professionnel soit étendu à la réparation des accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles et forestières.

II. — 1° Elle estime que c'est par l'organisation d'un régime d'assurance obligatoire, groupant tous les exploitants dans des associations mutuelles, que cette extension serait le plus complètement et le plus facilement réalisée ;
2° Elle demande, en outre, que les petits exploitants dont le gain annuel ne dépasse pas un certain chiffre puissent, au moyen d'une cotisation aux mutuelles, être eux-mêmes garantis contre les accidents qui peuvent les frapper ou frapper ceux des membres de leur famille qui les aident dans leurs travaux.

III. — Subsidiairement, pour le cas où le législateur se refuserait à appliquer un régime d'assurance obligatoire et maintiendrait le principe de la liberté réglementée consacré par la loi du 9 avril 1898, l'Association est d'avis qu'il ne conviendrait pas d'édicter une loi spéciale, mais qu'il suffirait d'appliquer avec quelques modifications la loi du 9 avril 1898.

Il devrait dans cette application être spécialement tenu compte des vœux suivants :

1° Que le bénéfice de la loi ne soit pas acquis aux personnes qui, sans salaire, prêtent leur concours à l'exploitation ;

2° Que donnent droit à indemnité tous les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail ;

3° Que les règles de la preuve de l'accident, telles qu'elles résultent de la loi du 9 avril 1898 ne soient pas modifiées ;

4° Que l'indemnité journalière et les rentes soient calculées sur la totalité du salaire gagné par la victime, jusqu'à concurrence de la limite fixée par l'article 2, 2^e alinéa de la loi du 9 avril 1898 ;

5° Qu'il ne soit apporté aucune modification aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 concernant :

A. — Le montant des indemnités allouées aux victimes ou à leurs représentants ;

B. — Le point de départ de l'indemnité du demi-salaire.

6° Que l'assimilation faite par la loi de 1898 entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers au point de vue des indemnités dues en cas d'incapacité temporaire soit maintenue ;

7° Que les exploitants puissent s'assurer, pour toutes les indemnités autres que les rentes, à des mutualités communales ou intercommunales d'assurances, constituées dans les formes prévues par la loi du 4 juillet 1900, pourvu :

A. — Que ces mutualités comprennent au moins 50 adhérents ;

B. — Qu'elles soient tenues de réassurer les indemnités susvisées, dans une proportion qui ne sera pas inférieure à 25 % ni supérieure à 75 %.

8° Que pour les rentes, ces mutualités soient obligées d'assurer leurs membres par police collective, soit à la caisse nationale d'assurances contre les accidents, soit à

une autre société d'assurances contre les accidents du travail soumise au contrôle de l'État ;

9° Que soit maintenue la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi du 30 juin 1899 en tant qu'elle met à la charge de l'industriel qui loue et dirige un moteur mécanique, les accidents occasionnés par l'emploi de la machine mue par ce moteur ou susceptibles d'explosion.

Le rapporteur avait proposé de dire qu'avec l'assurance obligatoire on pourrait dispenser de tout ou partie de la cotisation les petits entrepreneurs dont l'exploitation ne présente que des risques peu élevés et qui n'occupent qu'à titre exceptionnel des ouvriers salariés. L'association n'a pas voulu se rallier à ce vœu.

Le rapporteur proposait aussi que les petits exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de membres de leur famille ne soient pas assujettis par le fait de la collaboration accidentelle d'autres personnes, salariées ou non. M. Jay a fait observer que cette exemption supprimerait une grande partie de l'avantage de la nouvelle loi, cela augmenterait la situation fâcheuse de l'ouvrier occasionnel, et qu'il serait très difficile au petit propriétaire de se procurer cette main-d'œuvre supplémentaire. D'autre part ces ouvriers occasionnels sont très nombreux et ils ne seraient pas protégés. L'assemblée s'est prononcée contre toute exception de cette nature.

SECTION V. — 1^o *Loi du 18 juillet 1907.*

En attendant l'extension de la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture, les agriculteurs désireux de se soustraire à l'imprévu de l'article 1382 et des applications qu'en fait la jurisprudence ou qui voudraient tenter un essai de la loi de 1898, le peuvent en vertu d'une loi du 18 juillet 1907 ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail.

L'auteur de la proposition qu'a votée la Chambre le 10 février 1902 est M. Mirman; celui-ci : « poursuivait un double but : 1^o Mettre les intéressés à l'abri des incertitudes résultant du manque de précision de la loi de 1898 sur la détermination des entreprises assujetties : ces incertitudes étaient aggravées par les contradictions de jurisprudence entre la Cour de cassation et le Conseil d'État, la première étant appelée à se prononcer en droit sur les professions visées par l'article 1^{er} de la loi de 1898, le Conseil d'État statuant sur le classement des assujettis à la taxe additionnelle aux patentes ; 2^o Donner aux employeurs la possibilité de ne pas être exposés soit à payer des primes plus élevées s'ils veulent être garantis à la fois contre les risques que leur fait courir l'article 1382 et contre ceux de la loi de 1898, soit à subir un préjudice plus grand encore s'ils ne sont assurés que contre les risques de l'article 1382, alors qu'ils auraient dû s'assurer contre ceux de la loi de 1898 ou inversement (1). »

1. Rapport Poirrier. Sénat, *J. Off.*, 1907, annexe 117, p. 75.

Le vote de la loi étendant au commerce la loi de 1898 a considérablement diminué la portée de la loi du 18 juillet 1907, mais il ne reste pas moins de très nombreux employeurs salariés à qui ne s'applique pas la loi de 1898 ; les exploitations agricoles et forestières, les professions libérales, les employeurs de salariés attachés à leur service personnel.

La loi de 1907 porte que tout employeur non assujetti à la législation concernant la responsabilité des accidents du travail peut se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Les employeurs de l'agriculture ont le droit de se prévaloir de cette loi, et même si le texte de la proposition de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale venait à être voté tel qu'il est, les agriculteurs pourraient se prévaloir de la loi de 1907 pour les domestiques attachés à leur personne, puisque le projet les laisse en dehors de sa protection.

Les formalités à remplir pour s'assujettir à la loi de 1898 sont : une déclaration à la mairie de sa résidence, déclaration dont il est remis gratuitement récépissé et qui est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. L'employeur qui veut se soumettre à la loi de 1898 doit présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés, sur lequel le maire appose son visa en faisant mention de la déclaration et de sa date.

Ce n'est que quand ces formalités sont remplies que la

législation sur les accidents du travail devient applicable à tous les ouvriers, employés ou domestiques qui ont donné leur adhésion, signée et datée en toutes lettres par eux sur le carnet destiné à recevoir ces adhésions. Cette disposition n'existait pas dans le texte de la Chambre ; elle y a été ajoutée au Sénat pour permettre à l'ouvrier de savoir sous quel régime il se trouvait sans qu'il soit besoin d'aller consulter à la mairie le registre des déclarations, et pour lui permettre aussi de ne travailler que chez l'employeur qui pratiquera le régime que l'ouvrier trouvera le plus avantageux pour lui.

L'employeur peut faire cesser cet assujettissement par une déclaration spéciale à la mairie ; il doit lui en être immédiatement donné récépissé, et elle est transcrite sur le registre à la suite de la première déclaration, ainsi que sur le carnet. Cette cessation n'a pas lieu pour les ouvriers qui ont accepté de travailler sous le régime de l'assujettissement.

Le fonds de garantie est alimenté par des prélèvements conformément à la loi du 12 avril 1906 dont nous avons étudié les dispositions à propos du projet du gouvernement.

Cette loi n'a pas été très appliquée dans les milieux agricoles, et les registres destinés à recevoir les déclarations sont restés souvent vierges de toute déclaration. Cette loi est restée lettre morte pour beaucoup d'agriculteurs qui souvent même ignorent son existence, ceci est dû au peu de publicité qui lui a été donné. Ceux des agriculteurs qui la connaissent la gardent pour eux, de crainte que leurs ouvriers n'en réclament l'application pour eux.

Cependant les syndicats d'ouvriers bûcherons ont obtenu l'application de la loi de 1898 pour les accidents dont ils sont victimes, grâce à cette loi.

2° Extension de la loi de 1898 aux bûcherons.

Le 7 juin 1904, au cours de la discussion du projet de loi étendant au commerce les dispositions de la loi de 1898 sur les accidents du travail, M. Henry Boucher avait proposé d'assimiler les exploitations forestières aux chantiers de manutention. L'auteur de la proposition trouve que c'est à tort qu'on considère les bûcherons comme des ouvriers agricoles, ceux-ci ont été exceptés provisoirement des bienfaits de la loi, aussi les bûcherons se trouvent dans une situation singulière.

« Tandis que les ouvriers des propriétaires de chantiers de bois qui rangent, empilent ou chargent du bois dans les gares ou dans les magasins tombent sous le coup de la loi et sont protégés par elle, les ouvriers des mêmes marchands de bois qui travaillent en pleine forêt avec des risques infiniment plus considérables, ces hardis ébrancheurs qui, par tous les temps, escaladent jusqu'à la cime des sapins de trente mètres rendus parfois glissants ou fragiles par la neige ou la glace, ces audacieux, toujours à la merci du vertige, qui trop souvent sont secoués au hasard de la tempête et précipités dans l'abîme, ces courageux bûcherons qui coupent sur nos pentes abruptes et dirigent dans leur chute les arbres gigantesques, dont la moindre erreur de direction peut les écraser, ne sont pas protégés par la loi de 1898 et seraient impli-

citement exceptés de la loi nouvelle ! Je vous demande de n'y pas consentir, car les victimes d'accidents du travail peuplent nos forêts. Si à chaque endroit où est tombé un bûcheron, on plaçait une croix, vos forêts de sapins ressembleraient à d'anciens champs de bataille (1). »

M. Boucher s'attache à démontrer que c'est à tort que les tribunaux considèrent les entreprises d'exploitation de forêts comme des exploitations agricoles ; ce sont au contraire de véritables industries.

« En effet, dit M. Boucher, qu'est-ce qui caractérise l'industrie ? C'est la transformation de la matière première. Or, les bûcherons sont de véritables transformateurs ; ils prennent l'arbre, couché ou debout, ils l'ébranchent, le débitent en billes, en bûches ou en planches. C'est là essentiellement une œuvre industrielle... Il est donc évident que les chantiers d'exploitation de forêts sont des entreprises industrielles particulièrement dangereuses et qu'ils doivent échapper à l'extension excessive de l'exception portant sur les exploitations agricoles(2). »

La Chambre vota à l'unanimité l'amendement de M. Boucher ainsi conçu : « Les coupes et exploitations de forêts sont assimilées aux chantiers de manutention. »

Le Sénat fit disparaître cette disposition de la loi de 1906 étendant au commerce la loi de 1898.

Bien que la Chambre soit saisie depuis le 5 novembre 1906 d'un projet de loi étendant à tous les ouvriers de l'agriculture la loi de 1898 et depuis le 22 février 1907

1. Henry Boucher. *J. Off. Chambre. Discussions*, 7 juin 1904, p. 1596.

2. Henry Boucher. *Ibid.*

d'un rapport de M. Chauvin au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociale, qui a été à l'ordre du jour de la Chambre durant toute la session parlementaire de 1908, mais n'est jamais venu en discussion, un groupe de députés, MM. Jules Breton, Émile Chauvin et plusieurs de leurs collègues, trouvant qu'il était inadmissible de faire attendre plus longtemps les bûcherons pour leur appliquer la loi de 1898 et forts du vote de la Chambre du 7 juin 1904 déposèrent un projet de loi étendant aux exploitations forestières les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Le projet est ainsi conçu :

Article premier. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux entreprises forestières.

Art. 2. — Les dispositions de la loi du 12 avril 1906 relatives aux contrats d'assurance et aux fonds de garantie sont applicables aux entreprises visées à l'article précédent (1).

Ce texte fut renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociale. Le rapporteur, M. Émile Chauvin, déposa son rapport le 18 décembre 1908. Après avoir rappelé le vote de la Chambre des 18 décembre, 7 juin 1904 et les termes par lesquels M. Henry Boucher a soutenu et fait voter son amendement, le rapporteur conclut ainsi :

« Votre commission pense qu'il n'y a aucune bonne raison de faire attendre plus longtemps à cette fraction

1. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1908, annexe 2168, p. 201.

du prolétariat agricole que sont les bûcherons, une satisfaction dont ils n'ont été en réalité privés depuis 1898 que par un véritable malentendu entre le législateur et son interprète (1). »

La commission propose l'adoption de la proposition sans modifications.

La commission d'agriculture a demandé communication de la proposition de loi pour donner son avis; celui-ci a été présenté au nom de la commission d'agriculture par M. Chaigne, député. Tout en maintenant son avis de 1907 en ce qui concerne l'extension de la loi de 1898 à l'ensemble des exploitations agricoles, « elle estime que « les entreprises de coupes forestières » qui entrent incontestablement dans le cadre des exploitations agricoles, ne nécessitent pas la même enquête si elles s'appliquent à des entreprises d'une certaine importance ne mettant pas en jeu la petite propriété rurale.

« Sans aller jusqu'à voir dans ces entreprises un véritable chantier, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, il est juste de reconnaître qu'elles constituent un chapitre à part de l'industrie agricole, très susceptible de comporter un traitement spécial (2). »

La commission émet un avis favorable à la proposition de loi à la condition que les entreprises de coupes forestières s'appliqueront à des étendues de plus de trois hectares. La commission entend par entreprises de coupes forestières, les coupes de taillis et futaies et non les

1. Rapp. Chauvin. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1908, annexe 2190, p. 213.

2. Rapport Chaigne, *J. Off. Doc. parl.*, 1909. Annexe 2304, p. 125.

furetage et éclaircissage. D'autre part, le terme entreprise comprend les opérations forestières de la nature sus-indiquée, bien qu'elles soient effectuées par le propriétaire lui-même ou par des tiers en son nom. M. Chauvin déposa un rapport supplémentaire le 11 février 1903 au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociale. Celle-ci se rallie complètement à l'opinion de la commission d'agriculture: « Elle propose d'assujettir les entreprises de plus de trois hectares, étant bien entendu qu'il s'agit des exploitations forestières continues de plus de trois hectares et que, par exemple, l'exploitation d'un bois de moins de trois hectares situé dans une propriété de plus de trois hectares n'entraînerait pas assujettissement du propriétaire exploitant (1). »

Il suit de là qu'une coupe de moins de trois hectares dans une forêt normalement exploitée et d'une superficie supérieure à trois hectares entraîne l'assujettissement de l'exploitant.

La commission s'est préoccupée aussi de bien préciser les règles de contribution au fonds de garantie des assujettis nouveaux. Les exploitants patentés déjà assujettis continueront à contribuer au fonds de garantie dans les termes de la loi de 1898. Les exploitants non patentés contribueront dans les termes de la loi du 12 avril 1906, c'est-à-dire sous forme d'un supplément, à la prime d'assurance, ou en cas de non assurance par un versement proportionnel au capital des rentes mises à leur charge.

Les termes de la proposition de loi sont modifiés conformément à ces observations.

1. Chauvin. *J. Off. Doc. parl.*, 1909. Annexe 2308, p. 149.

Article premier. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail est étendue aux entreprises de coupes forestières de plus de trois hectares.

Art. 2. — Les articles 2, 3 et 5 de la loi du 12 avril 1906 relatifs aux contrats d'assurance et au fonds de garantie sont applicables aux entreprises visées à l'article précédent (1).

La Chambre a, le 15 février 1909, voté le texte proposé sans aucune modification (2).

Ce texte transmis au Sénat le 16 février 1909 a été renvoyé à la commission des accidents du travail.

En attendant le vote de la loi au Sénat, l'administration des forêts de l'État a inséré dans son cahier des charges relatif à la vente des coupes de bois un article 66 ainsi conçu : « Chaque adjudicataire des coupes de l'État devra garantir aux ouvriers et bûcherons qu'il emploie le paiement des indemnités prévues par la loi de 1898 pour les accidents qui leur surviendraient dans le travail. »

Cette clause nouvelle a soulevé de vives protestations de la part des marchands de bois ; ceux-ci ont refusé de souscrire aux adjudications et les coupes de bois sont restées sans acquéreurs.

Le Sénat devant cette situation ne pourra qu'accélérer le vote de la loi proposée.

1. *J. Off.*, 1909. Annexe, p. 143.

2. *J. Off.* Chambre, discussion, 15 février 1900. V. le texte, annexe 38.

CHAPITRE V

Le repos hebdomadaire dans l'agriculture

SECTION I. — *Généralités.*

Il paraît tout d'abord surprenant de parler du repos hebdomadaire dans l'agriculture ; quiconque connaît les travaux des champs sait qu'il est à peu près impossible d'abandonner une journée durant certains travaux de la ferme, mais il en est d'autres où cette cessation de travail est possible, elle a du reste été envisagée à plusieurs reprises et nous sommes obligé ici d'en dire quelques mots.

Ce repos a du reste existé sous l'ancienne monarchie, sous la forme du repos du dimanche, mais c'était pour des raisons autres que celles qui sont invoquées aujourd'hui en faveur d'une journée de repos sur sept. Cette interdiction de travailler avait une origine religieuse ; c'était la loi religieuse qui interdisait de travailler le dimanche et la loi civile n'intervenait que comme auxiliaire de la loi religieuse ; aujourd'hui, ce sont au contraire des raisons d'hygiène, de moralité, d'humanité qui poussent la loi civile à imposer un jour de repos par semaine, tout motif religieux en est exclu en apparence quoiqu'il conserve encore une certaine place bien infime, mais qui

n'a pas été inutile pour le vote d'une loi et pour la fixation du jour de repos au dimanche.

Dans toutes les branches du commerce et de l'industrie, où l'interruption de tout travail ne serait pas rendue impossible soit par la nature du commerce ou de l'industrie, soit par le préjudice qu'elle pourrait causer au consommateur, les ouvriers ont droit à un jour de repos par semaine. Les ouvriers de l'agriculture ont été laissés en dehors de cette législation, comme de toutes celles réglementant le travail ; ni la loi de 1841 sur le travail des enfants, ni celle de 1874 sur ce travail des enfants et filles mineurs, ni celle de 1892 sur le travail des enfants et des femmes, ni celle de 1900 sur le travail des adultes dans des établissements où travaillent des femmes n'ont à aucun moment envisagé la situation des enfants et des femmes employés aux travaux des champs, ni à plus forte raison celle des hommes occupés à ces mêmes travaux.

La raison en est que toutes ces lois ont été plus spécialement motivées par la situation malheureuse des enfants et des femmes employés dans l'industrie et le commerce, astreints à un travail pénible, dans une atmosphère viciée, il était nécessaire que la loi intervienne pour les soustraire à ces milieux funestes, à leur santé et à leur développement physique. Il était naturel que la loi s'occupât aussi d'abord des hommes travaillant dans l'industrie : les mêmes raisons qui ont motivé l'intervention du législateur en faveur des femmes et des enfants devaient intervenir pour les adultes.

Tout autre apparaît la situation du travailleur des champs, si son labeur est pénible, souvent plus que celui

de l'ouvrier des villes, mais il peine en plein air, l'atmosphère n'est pas viciée par les émanations de multitudes de travailleurs et par les exhalaisons de produits plus ou moins insalubres ; le grand air, la lumière diminuent la fatigue de sa tâche, et l'ouvrier des champs a tout sous la main pour se refaire de son dur labeur ; aussi le législateur l'a-t-il laissé de côté, du moins momentanément.

Y aura-t-il lieu qu'il intervienne ? Est-il nécessaire de lui accorder un jour de repos par semaine, ou faut-il au contraire ne pas intervenir légalement dans cette partie de l'activité ? C'est ce que nous avons à étudier.

1^o Nécessité du repos.

Les principes qui militent en faveur du repos hebdomadaire ont été si souvent répétés, qu'il paraît inutile d'y revenir une fois encore ; cependant nous ne pouvons nous y soustraire pour que notre travail ait l'apparence d'être complet.

Il est démontré que les journées de travail ne peuvent être trop prolongées sans épuiser les forces intellectuelles et physiques de celui qui se livre à un travail suivi.

Un repos est non moins nécessaire après plusieurs journées de travail pour rendre à l'homme toute son énergie. Il est indispensable que de temps à autre, chefs d'établissements, ouvriers, employés quittent le travail. Ils ont besoin d'oublier leurs préoccupations, de rompre avec des occupations fatigantes, absorbantes, de respirer un air plus pur que celui où ils passent les journées.

Médecins, hygiénistes proclament à l'envi la nécessité

d'un repos périodique. Ce repos est nécessaire à la santé de l'homme qui travaille. Médecins et hygiénistes constatent que l'homme qui ne prend pas de repos, commet une faute contre sa propre santé, qu'il se suicide lentement, et diminue dans des proportions considérables les années que la nature lui avait données à vivre.

L'organisme de l'homme ne peut supporter un travail ininterrompu ; le travailleur le plus vigoureux doit se reposer de temps en temps ; l'homme dépense en travaillant plus d'oxygène qu'il n'en absorbe, le repos seul peut renouveler la provision. Il est démontré aujourd'hui que le travailleur consomme de cette force plus qu'il n'en peut épargner pendant la nuit, d'où un déficit ; il ne peut être comblé que par l'interruption du travail pendant une certaine période. Nos muscles sont comme les ressorts d'une montre, il faut les remonter régulièrement pour que la machine puisse continuer à fonctionner. Or comment remonter les ressorts que sont nos muscles si nous travaillons sans un jour de repos ?

Les médecins ajoutent également que l'homme qui travaille sans se reposer est plus prédisposé que d'autres à être la proie des maladies épidémiques qui sévissent dans les foyers d'infection que sont souvent les manufactures ou les grands centres industriels. Ils ajoutent enfin que l'homme qui ne se repose jamais, lorsqu'il est atteint d'une maladie, offre moins de résistance et est plus facilement enlevé par la mort.

Cette loi du repos est si générale qu'elle ne s'arrête pas aux hommes et s'étend même aux animaux. Pour eux aussi, ce repos est une nécessité physique. Les bêtes de

somme soumises à un travail suivi dépensent plus de force qu'elles n'en peuvent acquérir par le moyen de la nourriture et du repos de la nuit ; aussi un jour périodique de repos leur est nécessaire si l'on ne veut pas les voir bientôt dépérir.

Une curieuse expérience a été tentée à Londres à ce sujet ; une compagnie d'omnibus divisa ses chevaux en deux groupes : l'un travaillant tous les jours sans repos, l'autre avait un jour de repos sur sept ; le produit du premier groupe fut plus élevé que celui du second pendant une première période, mais bientôt les chevaux du premier groupe dépérèrent, beaucoup durent être réformés, tandis que ceux du second groupe se maintenaient dans un état normal, le produit net du second groupe se trouvait par suite de beaucoup supérieur au premier, l'expérience était concluante.

Ce que disent les hygiénistes, les philosophes et les moralistes le confirment également : le repos est nécessaire à l'homme pour son intelligence et pour son cœur.

Les moralistes s'étonnent et s'effrayent qu'une nation puisse se prétendre une nation civilisée lorsqu'elle renferme des milliers et des centaines de mille d'ouvriers et d'employés qui, après avoir été pendant une semaine presque des machines, n'ont pas une journée pour être des hommes, des pères, des époux, pour vivre au milieu des leurs.

L'homme qui a travaillé toute une journée ne songe pas à cultiver son intelligence, il songe à manger et à dormir ; seul celui qui chôme le dimanche aura l'esprit assez libre, pour faire de ces lectures utiles et instructi-

ves qui développent l'intelligence et élèvent l'esprit.

L'ouvrier, l'employé, ne doit pas être perpétuellement à la tâche. Il ne faut pas qu'il vive comme un paria dans une société civilisée. Il faut respecter en lui sa dignité d'homme, lui donner la possibilité de connaître et de goûter la beauté de nos œuvres littéraires, musicales et artistiques, de se promener à travers les bois, les champs et d'apprécier le charme de la nature.

Dans une démocratie surtout, il faut s'efforcer de donner au citoyen le moyen d'élever son niveau moral ; l'idéal doit avoir une large place dans son cœur. Il faut qu'il puisse voir, entendre, et étudier tout ce qui peut lui inspirer l'amour du beau, du vrai et du bien.

Il ne faut pas que le travailleur ne connaisse de l'existence que le dur labeur ; il doit pouvoir goûter la douceur du foyer, vivre la vie de famille, jouir de la présence de sa femme, de ses enfants, de leurs sourires. Il faut qu'il puisse conseiller ses enfants, les diriger. Quoi de plus moralisateur que l'accomplissement de ces devoirs ?

Le repos d'un jour par semaine fera revivre la vie de famille, si utile et si bonne pour l'ouvrier, indispensable aux enfants, elle est fort utile aux parents. La vie de famille ne peut prospérer qu'à l'aide du repos du dimanche. C'est le jour où le travailleur peut mettre ordre à ses affaires, régler son budget et s'occuper à mille petits travaux plus distrayants que fatigants, si utiles aux siens et à lui-même.

Enfin, ce que pensent les hygiénistes et les moralistes, les économistes le pensent également. C'est un principe

d'économie sociale singulièrement arriéré que celui qui croit que la prospérité d'un pays est engagée à ce travail trop considérable et sans repos de ses ouvriers et de ses employés. Quand on examine à fond les choses, on s'aperçoit que lorsque l'ouvrier s'est reposé un jour, le lendemain il travaille mieux, que le repos du septième jour, il le regagne rapidement dans les six autres jours, par un labeur à la fois plus intensif et plus intelligent.

Macaulay dit : « Quand le travail chôme, quand la charrue repose dans le sillon, quand la bourse se complaît dans le silence, quand la cheminée de l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse nationale que celle qui s'accomplit pendant le labeur des autres jours. L'homme, la machine des machines, répare ses forces, se remonte pour retourner à son travail le lundi, l'intelligence devient plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux. » Il ajoute : « Si depuis trois cents ans, le dimanche n'avait pas été observé dans ce pays, si la pioche et la bêche, le marteau et le fuseau avaient été à l'œuvre ce jour-là, notre peuple serait beaucoup plus pauvre et beaucoup moins civilisé qu'il ne l'est (1). »

2^e Histoire du repos.

Le repos, un jour sur sept, paraît donc bien nécessaire et il ne saurait lui être fait de sérieuses objections ;

1. Cité par Las Case, Sénat, 25 mai 1905. *Journ. off.*, Doc. parl., 1905, p. 936.

du reste, il a été de tous temps observé et faire une nomenclature des dispositions qui prescrivaient le repos du dimanche serait fastidieux, tellement elles sont nombreuses ; la plupart du reste sont d'origine religieuse, la loi civile n'intervenant le plus souvent que comme sanction de celle-ci. Nous citerons cependant le troisième concile d'Orléans en 538 qui, dans son vingt-huitième canon, interdit le travail du dimanche aux laboureurs (1). Le seizième canon du sixième concile d'Arles porte qu'on ne s'occupera ni à la culture des terres, ni à aucune autre œuvre servile.

Le synode de Chalon-sur-Saône de 644 ou 656 interdit, dans son huitième canon, les travaux des champs le dimanche.

Louis le Débonnaire en 827 (2) énumère dans ses capitulaires les œuvres serviles auxquelles il est interdit de se livrer le dimanche. Il fait mention du labourage, de la culture de la vigne, de l'abatage des bois, du jardinage, de la tonte des moutons.

La Révolution fixe le repos au deuxième jour de la décade, mais malgré les mesures de rigueur, elle ne peut arriver à le faire observer.

Napoléon I^{er} revient le 1^{er} janvier 1806 au calendrier grégorien et la décade disparaît.

La Restauration fait voter la loi du 18 novembre 1814 qui porte que tous les travaux ordinaires seront interrom-

1. Ch. J. Hefele. *Histoire des conciles*, t. III, p. 383, cité par Bosch, p. 16.

2. Boulin. *Capitularia regum francorum*, t. I, p. 312.

pus les dimanches et jours de fête reconnus par la loi de l'État ; mais cette loi a de nombreuses exceptions, entre autres pour la moisson, les vendanges, etc. Cette loi en butte à de nombreuses attaques, à cause de son caractère religieux, n'a jamais été rigoureusement appliquée.

Nous ne trouvons plus jusqu'en 1908 de loi générale sur le repos, il y a cependant toute une série de dispositions relatives à un genre spécial de travail, et une catégorie de travailleurs, généralement femmes ou enfants. Ce sont : la loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, dont l'article 4 porte que les enfants en dessous de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fête reconnus par la loi.

La loi du 19 mai 1874 « sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie », qui décide dans son article 5 : « Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles mineures âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'ateliers. »

Enfin la loi du 2 novembre 1892 établit le repos hebdomadaire pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge.

3^e Loi du 13 juillet 1906.

Il a fallu arriver en 1906 pour avoir une loi établissant le repos hebdomadaire pour tous les employés et ouvrier

du commerce et de l'industrie, loi très incomplète puisqu'elle laisse de côté tous les ouvriers de l'agriculture, les domestiques attachés à la personne, etc... Cette loi a été précédée de nombreuses propositions. La première en date est celle de MM. Argelies, Couturier, Gauthier (de Clagny), Castelin, Dumonteil et Theron, qui interdisait de faire travailler plus de six jours par semaine, dans les services de l'État, des départements et communes, dans les services et monopoles qui en dépendent, dans les usines même à feu continu, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et dépendances, maisons de commerce de gros et de détail ;

Une autre proposition de M. Baudry d'Asson du 17 mars 1896 interdisant le travail du dimanche ;

Celle de M. l'abbé Lemire du 11 décembre 1897 pour le repos sur les chantiers de l'exposition de 1900 ;

Enfin celle du 6 avril 1900 de MM. Zévaès, Breton, Dufour, Sauvanet, Letang, Vaillant, Walter, Sembat, qui interdit de travailler plus de six jours par semaine dans les bazars et magasins. Cette proposition fut renvoyée à la commission, et un rapport de M. Georges Berry fut lu le 16 janvier 1902, il était suivi d'une proposition plus étendue ; modifiée légèrement, elle fut votée à la Chambre le 17 mars 1902.

Ce texte envoyé au Sénat le 16 juin 1902 fut expédié à une commission dont M. Macherey était rapporteur, la commission était hostile à toute réglementation. M. Labiche rédige un autre projet qui fut repoussé en novembre 1904.

Celui-ci qui avait succédé à M. Macherey comme rap-

porteur, donne sa démission et M. Poirrier le remplace. Il déposa le 21 février 1905 son rapport avec un nouveau projet qui vint en discussion les 25 et 26 mai 1905. Le texte en fut renvoyé à la commission, M. Poirrier démissionne et M. Charles Prevet devient rapporteur ; il dépose son rapport le 20 mars 1906, le projet vient en discussion le 5 avril ; renvoyé à la commission sur l'article 8, il revient le 12 et le 14 juin et est voté en première délibération.

La seconde lecture a eu lieu les 29 juin, 3 et 5 juillet.

La Chambre vota sans discussion le texte du Sénat le 10 juillet et la loi promulguée porte la date du 13 juillet 1906.

L'article 1^{er} est ainsi conçu : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

« Art. 2. — Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement ; ou bien : un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement, etc... »

Nulle part dans la loi nous ne voyons qu'il est ques-

tion des ouvriers agricoles, c'est en vertu de votes formels qu'ils en ont été exclus. A la Chambre lors de la discussion de l'article 1^{er} de la loi sur le repos hebdomadaire, M. François Fournier avait proposé l'amendement suivant : il consistait à ajouter aux employés et ouvriers de l'industrie et du commerce les « travailleurs des champs ».

La commission, par l'organe de son président M. Charles Ferry, fit savoir que, d'accord avec le gouvernement, elle repoussait l'amendement, et la Chambre se rangeant à son avis repoussa l'amendement sans aucune discussion.

Au Sénat, les ouvriers agricoles n'eurent pas un plus grand nombre de défenseurs. M. Poirrier, rapporteur, s'exprimait ainsi dans son rapport : « Nous entendons comprendre dans la loi les ouvriers et employés des industries qui transforment les produits agricoles, distillerie, féculerie, sucrerie, mais laisser en dehors de la loi ceux de l'agriculture.

« Les ouvriers agricoles ne sont pas astreints à un travail aussi absorbant que celui des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie, ils ne vivent pas comme ceux-ci dans une atmosphère trop souvent viciée. On ne pouvait d'ailleurs soumettre à l'inspection tous les établissements agricoles, petits ou grands, de toutes les communes de France.

« L'application de la loi à cette catégorie de travailleurs aurait exigé, en effet, pour le contrôle, l'ingérence de l'inspection dans chaque maison, dans chaque famille(1). »

1. Rapport Poirrier, Sénat. Doc. parl., 1905, p. 905, 2^e colonne *in fine*.

4° Comment est respecté le repos dans l'agriculture?

Le législateur ayant volontairement omis de parler des ouvriers agricoles, est-ce avec raison qu'il l'a fait ou bien est-il nécessaire qu'il revienne sur cet oubli et le répare par une loi nouvelle?

Les avis sont très partagés à ce sujet, partisans et adversaires de la réglementation sont ici aux prises et tous donnent des arguments qualifiés d'irréfutables. Mais, avant d'exposer ces arguments, voyons rapidement si le repos volontaire est en honneur dans les campagnes? Il est impossible de faire à cette question une réponse uniforme. Les habitudes varient avec les pays et avec les saisons.

Avec les pays d'abord : car il y a des provinces où le chômage du dimanche est presque général dans les campagnes ; il en est d'autres où la majorité de la population travaille ce jour-là, au moins le matin. Le niveau religieux des populations influe naturellement beaucoup sur l'observation du repos du dimanche. Les habitudes varient aussi avec les saisons. Dans la vie du travailleur de la terre, il y a des périodes de presse, comme au moment de la moisson ou de la vendange ; pendant ces périodes tout le monde travaille le dimanche, même ceux qui d'ordinaire observent le plus fidèlement la loi du repos.

L'Église catholique, qui fait du repos du dimanche un devoir religieux, use largement de tolérances pour ces moments vraiment exceptionnels et le clergé accorde les permissions qu'on lui demande, il y a même des permis-

sions qui sont de droit. Tout le monde sait, par exemple, que lorsqu'un orage menace de noyer une récolte de foin, on a le droit de la rentrer même le dimanche. Ces tolérances répondent à de véritables nécessités.

Il y a d'autres nécessités, d'autres circonstances qui obligent les ruraux à enfreindre dans une certaine mesure la loi du repos; le soin des animaux, par exemple, il faut bien faire le pansage des bœufs ou des chevaux, leur donner à manger et à boire le dimanche comme les autres jours.

Mais à part ces exceptions, on peut dire que le repos du dimanche est encore la règle dans les campagnes, bien qu'il y ait tendance près des villes à négliger cette excellente habitude; il faut espérer du reste que les villes qui jouissent maintenant du repos obligatoire auront une influence en sens contraire, du côté du repos des travailleurs ruraux. En général, les journaliers sont libres le dimanche et ils en profitent pour aller cultiver les parcelles de terre qu'ils possèdent. Mais il existe une catégorie de travailleurs ruraux qui, bien souvent, n'ont aucun repos; ce sont les domestiques à l'année. Ceux-ci n'ont pas la liberté de se reposer le dimanche, le propriétaire, le fermier leur imposent le travail. C'est là une classe très intéressante et qu'il y aurait lieu de protéger plus efficacement.

SECTION II. — *Faut-il étendre le repos hebdomadaire à l'agriculture ?*

Les distinctions que nous avons faites tout au début de notre travail entre les différents travailleurs ruraux, vont trouver ici une nouvelle application, et tout ce que nous dirons du repos hebdomadaire s'applique uniquement aux travailleurs salariés; c'est seulement pour eux que la loi pourra ou devra intervenir. Il faut respecter la liberté de celui qui travaille pour son propre compte, que ce soit condamnable au point de vue hygiénique et moral, que ce soit une faute religieuxè, la loi n'a pas ici à intervenir, l'homme est libre d'employer comme il l'entend son temps et ses forces. Mais il aura intérêt, et tout le monde avec lui, à ce qu'il ne travaille pas.

« Les hommes qui, sans nécessité d'état, travaillent le dimanche se privent volontairement des bénéfices particuliers attachés à l'observation de ce jour. Ceux-là sont simplement les coupables, sans excuse et sans bonne volonté; ils reçoivent de leur mauvais vouloir les fruits qui en découlent nécessairement; ils se ravalent peu à peu à un niveau inférieur à l'homme. Qu'un agriculteur, à l'époque des moissons, se hâte de rentrer ses grains un dimanche, par peur de l'orage, il possède une excuse, et l'on peut à peine dire qu'il ait enfreint la loi morale; mais que d'un bout de l'année à l'autre, sans motif et presque sans conscience, il travaille le dimanche comme la semaine, affectant de se passer de ce repos hebdomadaire nécessaire à l'âme, ne se rappelant à aucun moment

que la vie matérielle nous est donnée comme un moyen pour une vie plus haute, il se déprime lui-même et abdique sa dignité d'être pensant...

« Le paysan ferait mieux de ne pas labourer, de ne pas semer le dimanche; et rien ne l'empêche, s'il le veut bien, de s'abstenir ce jour-là des semailles et du labour (1). »

C'est par la propagande seulement qu'il sera possible d'amener les petits propriétaires cultivant eux-mêmes à se reposer un jour sur sept. Ils ont l'habitude du travail quotidien et n'ont pas l'idée de s'en dispenser un jour par semaine. C'est en organisant des conférences sur la nécessité du repos, par des publications dans les journaux locaux qu'un progrès pourra être réalisé dans le sens du repos hebdomadaire.

Mais quant à l'autre catégorie de travailleurs, ceux qui travaillent pour autrui, qui ne peuvent se défendre eux-mêmes, qui sont obligés de travailler contre leur gré tous les jours et qui sont privés de toutes les jouissances de la vie sociale et de famille, il y a lieu de les protéger.

Sans doute, les ouvriers des champs ne sont pas comme ceux des villes exposés toute la journée aux odeurs malsaines des fabriques, à l'air surchauffé des magasins, mais les travaux de l'agriculture exigent des efforts physiques plus pénibles en général que ceux qui sont imposés aux ouvriers des villes, surtout avec les progrès de la grande industrie dans laquelle souvent le travail de l'ouvrier est

1. Rapp. de M. Touvenez, prof. agrégé de philosophie au lycée de Bourg au Congrès international du repos hebdomadaire en 1887. Compte rendu, p. 91.

surtout un travail de surveillance. De plus, ici comme dans les autres cas, la répétition seule du travail est une cause de fatigue.

Comme l'ouvrier, en effet, le paysan, après une semaine de rude labeur, a besoin de reposer ses forces et de puiser une nouvelle vigueur physique dans le repos hebdomadaire. Si le travail de la terre, grâce aux conditions de salubrité dans lesquelles il s'exerce, est moins épuisant et surtout moins meurtrier que celui des usines, on ne peut nier cependant qu'au seul point de vue de l'hygiène, le repos du dimanche ne soit nécessaire aux travailleurs et aux ouvriers agricoles.

Si nous considérons, non plus seulement les intérêts matériels, mais les intérêts moraux des habitants des campagnes, la même nécessité du repos dominical s'impose avec encore plus d'évidence. La pratique de ce repos n'est-elle pas le meilleur moyen de maintenir la vie de famille puisque c'est le seul qui permette au cultivateur d'en goûter les joies, le seul aussi qui lui donne la possibilité d'élever son esprit, d'orner son intelligence.

Il n'est que juste par conséquent d'accorder un jour de repos par semaine aux ouvriers des champs. Il est vrai qu'ils se voient obligés à un repos forcé pendant la morte-saison, mais pendant tout le reste de l'année ils se trouvent exactement dans la même situation que les autres travailleurs, et il n'y a aucune raison de leur refuser le repos hebdomadaire pour ce seul motif qu'ils ne travaillent pas du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Du reste, ces périodes de chômage forcé tendent à diminuer avec les progrès de la culture, et il n'est guère

de moments où le travailleur soit inoccupé ; les jours de mauvais temps, bien des travaux peuvent l'occuper à l'intérieur de la ferme : préparation des outils et réparations en vue des travaux futurs, menus travaux de la ferme, préparation des semences et soins à leur donner, soins aux animaux, nettoyages à fond des étables et des greniers et bien d'autres travaux encore sans compter ceux qui peuvent s'exécuter à l'extérieur, curage des fossés, drainages, clôtures, élagage des arbres, etc... Pas un moment n'est perdu à la ferme pour qui sait s'occuper.

On ne peut ici faire valoir comme excuse, pour refuser aux ouvriers le repos du dimanche, que les frais généraux sont plus facilement amortis par un travail de sept jours que de six et que le repos hebdomadaire entraînerait pour les propriétaires des pertes considérables et une diminution sensible de la production.

A la campagne, ces raisons ou ces excuses n'existent pas. Le propriétaire est-il jamais obligé de faire travailler le dimanche pour augmenter le rendement de ses terres ou lutter contre la concurrence ? assurément non.

Ainsi donc les raisons que l'on mettrait en avant dans l'industrie pour excuser le travail du dimanche, un jour de salaire de plus pour l'ouvrier, concurrence, nécessité de produire toujours davantage et au meilleur marché possible, frais généraux plus considérables en cas de cessation de travail, toutes raisons qui sous-entendent bien souvent l'appétit au gain des capitalistes, n'existent pas dans l'agriculture, et les partisans du repos ont raison de dire qu'une loi est nécessaire, indispensable pour permettre à l'ouvrier des campagnes, comme à celui des vil-

les, de reposer au moins une fois par semaine ses membres fatigués et d'élever son intelligence et son cœur vers des pensées plus hautes.

Cette théorie rencontre des adversaires qui, tout en se déclarant très partisans du repos hebdomadaire, prétendent qu'en agriculture il faut attendre cette réforme du progrès des mœurs et non de la législation, la quantité d'exceptions qu'il faudrait introduire dans une pareille loi à raison des nécessités inévitables de la vie rurale rendraient la loi presque illusoire ; d'un côté le contrôle est radicalement impossible, s'il est déjà difficile aux inspecteurs du travail de surveiller des établissements industriels et commerciaux, que serait-ce pour l'agriculture ? Se figure-t-on des inspecteurs du travail agricole, parcourant les champs et s'introduisant dans les fermes le dimanche pour voir si l'on y travaille.

C'est une question de bon sens, le travail agricole est par sa nature rebelle à toute réglementation.

Cette question du repos hebdomadaire dans l'agriculture fit l'objet d'intéressantes discussions dans différents congrès, entre autres celui de 1900, « Congrès pour le repos du dimanche ». Mgr Meunier demanda au congrès de prier les grands propriétaires de donner l'exemple du repos dominical pour le personnel qu'ils emploient. M. Lavalée dit que le congrès de 1889 a formulé une série de propositions concernant la nécessité du repos dominical pour tous au point de vue social, humanitaire, familial. Cette idée commence à pénétrer dans les milieux agricoles, des syndicats s'en préoccupent : la Société des agriculteurs de France a émis des vœux en faveur de

l'observation la plus complète possible du repos dominical, sans perdre de vue, bien entendu, les exigences particulières de la culture à certaines époques de l'année. En cela, elle a exprimé une pensée juste et conforme aux intérêts bien entendus de l'agriculture française.

On se plaint bien souvent de la dépopulation des campagnes, de la rareté et de l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole. Un des meilleurs moyens de combattre ce fléau n'est-il pas d'assurer à l'ouvrier agricole la plénitude du repos du dimanche et de conserver ainsi à la terre des ouvriers ayant la plénitude de leurs forces, non seulement physiques, mais aussi morales ?

M. l'abbé Belorgey appelle l'attention du congrès sur la situation des domestiques à l'année, qui n'ont pas la liberté de se reposer le dimanche, il faut que l'État les prenne sous sa protection, ce sont les esclaves du travail(1).

Le congrès a émis une série de vœux dont nous extrayons la partie se rapportant à l'agriculture : « Le congrès rappelant les déclarations du congrès de 1889 émet le vœu que le repos du dimanche soit considéré par les grands et petits propriétaires agricoles comme un bienfait social dont ils doivent donner l'exemple autour d'eux.

« Il émet également le vœu que l'ouvrier agricole, si digne d'intérêt, et particulièrement les enfants obtiennent ce repos, sauf les cas d'extrême urgence ; que les démarches soient faites auprès des différentes associations agricoles pour qu'elles insèrent fréquemment dans leurs bulletins périodiques des articles relatifs au repos du dimanche dans les campagnes. »

1. V. Congrès pour le repos du dimanche, 1900. Compte rendu, p. 77 à 79.

SECTION III. — *Difficultés d'une législation sur cette matière.*

Il est bien difficile de se prononcer en faveur ou contre une intervention législative pour établir le repos hebdomadaire dans les campagnes, le principe du repos est bon en lui, mais son application si difficile, non seulement à raison de la diversité des travaux agricoles, mais encore de l'isolement des travailleurs ruraux. S'il était possible d'arriver à le faire observer par des moyens autres que la loi, nous nous prononcerions volontiers contre elle. Mais dans les campagnes les conditions de la lutte en faveur du repos paraissent au premier abord plus désavantageuses que dans le commerce et l'industrie. Les populations ouvrières, chez lesquelles le besoin de repos se fait sentir d'une façon plus intense que dans les campagnes, aspirent toutes au repos du dimanche et sont très heureuses de l'introduction dans la législation de l'obligation du repos.

Au lieu de l'indifférence constatée dans les campagnes, il y avait dans le commerce et l'industrie un mouvement passionné de l'opinion en faveur du repos dominical. Ce désir des intéressés, première condition du succès, ce mouvement général de l'opinion existe à un moindre degré dans les campagnes ; cependant un mouvement dans ce sens se dessine dans les régions où les ouvriers agricoles sont assez nombreux pour former des syndicats, et partout où ceux-ci existent, ils mettent au nombre de leurs revendications le repos hebdomadaire ; la pratique du syn-

dicat serait certainement un excellent moyen pour arriver à arracher aux propriétaires le repos hebdomadaire en faveur de leurs ouvriers, mais l'isolement des ouvriers agricoles est un obstacle à l'éclosion de ces syndicats.

Dans le cas où le législateur interviendrait en faveur du repos, et il le pourrait pour certaines professions agricoles sans inconvénients, il faudrait introduire dans la loi deux séries d'exceptions qui rendraient la loi illusoire pour une notable portion des ouvriers agricoles. Une première série d'exceptions seraient celles que nous appellerons : exceptions permanentes. Elles se justifient par les soins à donner aux animaux et ne peuvent comprendre que les fermes où l'on pratique l'élevage. Les soins à donner aux animaux ne peuvent subir de retard, l'homme les ayant asservis au point de leur rendre son secours indispensable, il ne peut faillir à l'obligation qu'il s'est créée, ces soins sont répétés plusieurs fois dans la même journée, soins de nourriture et de propreté. Il y a aussi des produits qu'il est nécessaire de récolter tous les jours ; ainsi la traite du lait ne peut se différer, c'est une opération qui se répète deux fois dans la même journée ; les soins à donner au laitage retiendront encore plusieurs heures la fermière, et il est impossible de s'en dispenser, sauf à encourir de grosses pertes. Mais le travail pourrait être strictement limité à ces travaux.

Une autre série est celle des exceptions temporaires. Elle est nécessitée par certains travaux agricoles qui ne peuvent subir de retard sans dommage pour les produits, c'est surtout la crainte des intempéries qui peut justifier cette précipitation dans les travaux ; les orages, l'eau, la

grêle, sont des stimulants très vifs pour le travailleur des champs ; un jour de retard peut causer des pertes énormes. Aussi serait-il nécessaire de suspendre le repos pendant certaines périodes de l'année qui ne pourraient et ne sauraient être les mêmes pour tout le territoire ; de là un rôle prépondérant à donner aux autorités locales pour déterminer les semaines où le repos hebdomadaire devrait être suspendu, les conseils municipaux pourraient fixer ces périodes de suspension du repos, en prenant l'avis des syndicats ouvriers ou de propriétaires quand il en existerait dans la commune.

Les exceptions seraient nécessaires pour les récoltes qui peuvent être compromises par les intempéries ou une trop forte maturité, pour les foins, moissons, vendanges, récoltes des pommes de terre et betteraves, etc...

Ces deux séries d'exceptions laissent en dehors d'elles un nombre encore considérable d'ouvriers agricoles pour lesquels le repos pourrait être imposé sans aucun inconvénient : ce sont ceux dont le travail ne s'applique ni aux animaux, ni aux récoltes périssables ; ainsi pour les bûcherons, les résiniers, les terrassiers, il n'y aurait aucun inconvénient à leur accorder un jour de repos par semaine ; ce sont du reste ceux qui le réclament le plus vivement par l'organe de leurs syndicats ; les bûcherons sont même arrivés à l'imposer à leurs patrons dans beaucoup de régions, surtout dans le centre où leurs syndicats sont très puissants (1). L'application d'une pareille loi serait rendue très difficile, tant en raison des nom-

1. Voir Thèse Matillon, *Syndicats d'ouvriers agricoles*.

breuses exceptions qu'il serait nécessaire d'y introduire qu'à cause de l'isolement des travailleurs agricoles.

L'inspection du travail dont le rôle est assez pénible pour la surveillance du travail dans le commerce et l'industrie le verrait devenir absolument impossible s'il lui fallait surveiller les fermes et toute la campagne. C'est un personnel énorme qu'il faudrait ajouter à celui qu'elle possède déjà. C'est un inspecteur par commune ou au moins par canton qu'il serait nécessaire d'établir, encore ne pourrait-il pas relever toutes les infractions à la loi.

Dans ces conditions, avant de faire une loi, il faudrait faire l'éducation des populations rurales, leur montrer les avantages d'un jour de repos par semaine et même user de moyens qui pourraient avoir une certaine influence. Ainsi le ministère de l'Agriculture distribue chaque année des sommes assez considérables, en subventions aux syndicats, comices, caisses mutuelles, pourquoi ne dirait-il pas que le versement de ces subventions sera soumis à l'introduction dans les statuts de ces sociétés d'articles invitant les affiliés à faire observer chez eux le repos hebdomadaire, ce serait peut-être là un moyen de propagande non à dédaigner. Des conférences ont été organisées partout par les professeurs d'agriculture sur la mutualité et elles commencent à porter leurs fruits, pourquoi ne feraient-ils pas de même pour le repos hebdomadaire. Quand tous les agriculteurs auraient bien compris les bienfaits de ce repos, que le plus grand nombre l'appliqueraient, alors une loi pourrait intervenir pour imposer aux réfractaires ce que leurs voisins auraient fait de bonne volonté. Ce ne serait pas long car ce n'est pas un mou-

vement à créer, c'est une vieille habitude à faire revivre, et l'influence des villes qui jouissent maintenant du repos obligatoire, se fera sentir dans le sens du repos comme auparavant elle le faisait dans un sens tout opposé.

CHAPITRE VI

Les retraites ouvrières agricoles

SECTION I

§ 1. — Nécessité des retraites ouvrières en général.

De tous les risques que court l'ouvrier, accidents, maladie, vieillesse, ce dernier est le seul qui ne puisse être évité. Les autres sont des faits relativement rares, ils ne sont que passagers ; la vieillesse, au contraire, est l'aboutissant normal de toute vie.

« La situation des ouvriers vieilliss n'est pas toujours heureuse, car bien peu nombreux sont ceux qui ont pu au cours de leur dur labeur mettre de côté une somme suffisante pour s'assurer le pain de leurs vieux jours. Si l'ouvrier n'a pu pendant sa vie active prélever sur son salaire quelques économies, s'il n'a pas un enfant qui lui vient en aide, l'assistance publique ou la charité lui accordent seules quelques subsides infimes. Il n'a d'autres moyens de vivre que la mendicité, qui n'est souvent pour lui qu'un moyen de mourir de faim (1). »

« Au point de vue humanitaire, c'est un spectacle af-

1. Rapport Monod, Congrès de l'économie sociale de 1900.

fligeant et immoral qu'un homme abandonné de tous et réduit à la pauvreté, parce qu'il est vieux et ne peut plus travailler. Au point de vue social, c'est une iniquité certaine, car la société dans son ensemble a profité du labeur de l'ouvrier quand il était jeune, et il serait juste qu'elle lui rendit, vers le déclin de sa vie, un peu des richesses qu'il a contribué à produire.

« Au point de vue politique, c'est un embarras et un danger permanent pour l'État : la troupe pitoyable de ces artisans, de ces petites gens, à qui l'avenir ne promet que l'indigence, peut devenir une armée de mécontents, enclins à adopter les théories les plus subversives ; n'ayant rien à perdre au changement d'un régime, ils ont beaucoup à espérer d'un bouleversement social (1). »

Mais la vieillesse est une chose prévue, inévitable, aussi est-il possible de se préparer à en supporter plus facilement les conséquences. Bien des moyens peuvent être mis en œuvre pour parer aux méfaits de la vieillesse ; la famille en est le premier et le meilleur. Le vieillard, au milieu d'une nombreuse famille, n'aura pas à se préoccuper du lendemain ; ses enfants, qu'il a élevés par son travail, se feront un devoir de lui venir en aide quand il ne pourra plus travailler. C'est ce qui se retrouve encore beaucoup de nos jours dans les familles des campagnes, mais qui tend malheureusement de plus en plus à disparaître de la famille ouvrière des villes. Un vieillard est une charge écrasante pour une famille ouvrière dont le père a tant de peine à subvenir à ses propres besoins,

1. Valette, *Les retraites ouvrières*, Paris, 1908.

et c'est un spectacle affligeant que celui de ces malheureux obligés de recourir à la justice pour obtenir un maigre subside de ceux auxquels ils ont donné le jour. Ce spectacle se renouvellera de moins en moins grâce à la loi du 14 juillet 1903 sur l'assistance aux vieillards et invalides.

Cependant la dispersion de la famille, les liens toujours plus lâches qui unissent ses membres obligent à chercher en dehors d'elle le remède au risque de la vieillesse.

Un autre moyen de se préserver de la misère dans la vieillesse est l'épargne ; il faut que l'ouvrier fasse acte de prévoyance, qu'il mette de côté une certaine partie de son gain en vue des jours où il ne pourra plus travailler. Mais la modicité du salaire de l'ouvrier le mettra souvent dans l'impossibilité d'arriver à assurer avec ses seules ressources l'indépendance de ses dernières années.

Pour procurer à un homme arrivé à 60 ans une rente viagère égale à la moitié de son gain et réversible pour une partie sur sa veuve, il faudrait prélever 15 % sur le salaire : ainsi un ouvrier qui gagne 2.200 francs devrait verser 180 francs ; c'est beaucoup pour celui qui n'a que son salaire pour vivre. Cette charge va en croissant à mesure que le salaire diminue.

Mais s'il est bon que l'ouvrier fasse acte de prévoyance, l'employeur ne doit pas y rester étranger, celui-ci « peut-il abandonner dans sa vieillesse celui qui, pendant son âge mûr, a été par son travail l'instrument de sa fortune ou l'a aidé tout au moins à se maintenir, lui et les siens, à un degré plus élevé de l'échelle sociale ? Le chef

d'entreprise, qui prévoit les frais d'amortissement de son mécanisme et de ses outils, ne doit-il pas prévoir l'usure de son mécanisme humain ? Au point de vue moral, social, peut-il alors le jeter de côté quand il ne peut plus s'en servir ?

« Quant à l'État, c'est-à-dire à la société tout entière, son intervention est indispensable, si le maximum des efforts demandés aux ouvriers et aux patrons ne produit pas un résultat suffisant. Cette intervention est justifiée par l'inégale répartition des charges sociales entre les citoyens. Il est en effet indiscutable que les impôts même directs, mais surtout les impôts indirects, sont relativement d'autant plus lourds pour les contribuables que leurs ressources sont plus modestes ; de plus, les avantages ou les jouissances que retirent les citoyens des grandes institutions qui sont nécessaires à la prospérité de la nation et en font la gloire, sont bien différents suivant leur condition sociale.

« La société peut donc, doit donc, en toute justice, faire une restitution à ceux de ses membres que sa mauvaise organisation a trop lésés dans la répartition des charges communes ; cette restitution ne sera complète pour l'universalité des citoyens que par une réforme générale des impôts... mais la réforme matérielle serait-elle complète, que les avantages de toutes sortes dont jouissent les catégories visées des citoyens justifieraient encore amplement cette sorte de participation aux bénéfices sociaux, réclamée par les travailleurs qui veulent faire acte de prévoyance (1). »

1: Guieysse, *J. off. Chambre*, 1900, annexe 1502, p. 721.

A cette nécessité pour l'ouvrier de s'assurer le pain de ses vieux jours, au devoir des patrons et de l'État de l'y aider, on avait suppléé par l'assistance publique, par la charité privée et aussi par les institutions de prévoyance. Mais la prévoyance vaut mieux que l'assistance et la bienfaisance, « les lois d'assistance ne sont que les avant-coureurs d'autres réformes plus profondes et plus décisives (1). » A chaque instant, on réclame ces réformes, chaque jour apporte de nouvelles combinaisons pour garantir une existence suffisante aux vieux travailleurs. Toutes ou presque toutes les combinaisons se proposent d'assurer au vieillard la pension nécessaire pour vivre. On reconnaît unanimement la nécessité d'assurer l'avenir du travailleur. Il ne se passe pas d'année sans qu'il naisse une nouvelle formule pour résoudre le difficile problème des retraites ouvrières : propositions et projets de lois, livres et brochures, articles de revues et de journaux, conférences, discours, programmes électoraux s'occupent de cette question, plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous nous proposons non de faire une étude générale des retraites ouvrières : mais nous voulons montrer que si on réalise un jour cette réforme, il faudra y comprendre les ouvriers agricoles et leur faire une situation égale à celle de leurs camarades des villes.

1. P. Strauss. *Assistance sociale*, Paris, 1901.

§ 2. — Nécessité de comprendre les ouvriers dans une législation sur les retraites ouvrières.

C'est une question qui ne devrait pas être discutable que la nécessité de faire participer les ouvriers agricoles à une organisation de retraites ouvrières. Mais on a cependant objecté qu'il n'était pas besoin de montrer à l'ouvrier agricole le chemin de l'épargne, qu'il le connaissait bien ; le rêve de tout ouvrier agricole est d'acheter quelque lopin de terre dont le produit, s'ajoutant à ses salaires, suffira à le faire vivre, lui et sa famille. Au moment que nous constatons cette épargne, pourquoi ne pas nous en tenir là ? C'est simplement que l'adoption d'une loi de retraites pour les ouvriers industriels aurait une très grande répercussion sur l'économie rurale.

Il n'est d'abord pas juste qu'une catégorie de travailleurs soit favorisée ; la société ne doit pas montrer plus de sollicitude pour les ouvriers urbains que pour ceux des champs. Ce serait une injustice flagrante contre laquelle le monde agricole pourrait et devrait protester avec raison. Les ouvriers agricoles sont aussi dignes d'intérêt que les autres, et nous avons montré à plusieurs reprises déjà que le législateur les avait trop souvent oubliés. Ils ne connaissent pas, à cause de leur isolement, les bienfaits des institutions de prévoyance qui sont si nombreux dans l'industrie, institutions patronales ou groupements qui viennent en aide à l'ouvrier invalide ou trop vieux.

Mais il y a une raison bien plus décisive que la précédente, c'est l'effet produit par l'inégalité de traitement

de l'ouvrier agricole et de l'ouvrier d'industrie. L'institution des retraites industrielles exercera une attraction énorme sur les populations rurales. Nous connaissons tous la sorte de fascination qu'exerce sur le rural la position du fonctionnaire du militaire; ce qui lui plaît dans ces professions, c'est la retraite, c'est la vieillesse assurée sans souci du lendemain et sans travail. Les ouvriers agricoles se précipiteront en masse vers les villes et ils iront augmenter encore le nombre de ces malheureux qui, privés de travail, errent dans les grands centres ouvriers à l'affût d'un embauchage toujours improbable et souvent sans lendemain.

Le mouvement d'émigration vers les villes est assez prononcé sans qu'on vienne l'accroître encore en favorisant l'ouvrier des villes. M. l'abbé Lemire a bien montré ce danger dans un discours à la Chambre des députés.

« J'ai entendu moi-même, dit-il, récemment des cultivateurs s'émouvoir de cette loi: Comment! disaient-ils, nous sommes écrasés de charges, nous avons peine à joindre les deux bouts, et on nous obligera encore à faire des versements pour un ou deux ouvriers que nous occupons! Alors le raisonnement suivant leur a été tenu: Ou bien vous serez compris dans la loi, ou vous n'y serez pas compris. Si la loi exclut les ouvriers agricoles, vous aurez une satisfaction immédiate. Mais voici ce qui arrivera: vous vous plaignez déjà de la dépopulation des campagnes, vous ne trouvez plus ni domestiques ni servantes qui veuillent s'immobiliser dans vos fermes. Que sera ce demain, après la mise en pratique de la loi? Vous les garderez plus difficilement encore, vous n'en trouverez

plus du tout. Les ouvriers quitteront le pays en disant : « La campagne, c'est le refuge de l'injustice. Nous ne voulons pas y rester ; la subvention de l'État, la mutualité de la grande famille française sont pour tout le monde, excepté pour nous. Nous allons d'un métier à un autre, en hiver dans les mines, en été dans les champs. Toute la période de travail dans les champs est perdue pour notre retraite, l'autre seule compte. Est-ce juste ? » Ce raisonnement a ému les cultivateurs ; ils ont dit : entre deux maux il faut choisir le moindre, et entre deux fardeaux il faut porter le plus honorable. Nous payerons la cotisation pour nos ouvriers, somme toute nous aimons mieux subir un sacrifice pour eux, afin de les attacher à notre profession, que d'entendre répéter que l'ouvrier de la campagne est un paria qui n'a droit à rien (1). »

« Les ouvriers agricoles ne peuvent ni ne doivent être tenus à l'écart de dispositions prises à l'avantage des travailleurs en général. Quelles que soient les mesures adoptées, elles exigeront des sacrifices de la part du trésor et le poids en retombera sur tous les contribuables. Les campagnes ne peuvent en accepter les charges sans prétendre à leurs avantages. S'il en était autrement, ce seraient elles qui, en partie au moins, en payeraient les frais. Non seulement elles en souffriraient, sous forme d'augmentation d'impôts, mais encore elles subiraient un discrédit, une espèce de *diminutio capitis*. Il en résulterait un encouragement de plus à la désertion des campagnes ; il pourrait en résulter quelque chose de plus fâcheux, une division

1. Lemire. Séance du 27 juin 1901, *J. off.*, Ch., p. 1589.

de classes, une opposition d'intérêts qui pourraient avoir les conséquences les plus regrettables. Sur ce point il n'y a pas de dissidences (1). »

Aussin'est-il plus question de laisser les ouvriers agricoles en dehors d'une organisation des retraites et tous les projets les comprennent.

§ 3. — Nécessité de l'obligation dans l'institution des retraites.

Si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'organiser les retraites ouvrières et d'y comprendre les ouvriers agricoles, il en est tout autrement pour les bases à donner à cette organisation. C'est un des points les plus controversés que celui de savoir si les ouvriers doivent être assurés obligatoirement ou si on doit leur laisser la liberté d'adhérer à la caisse des retraites ou de s'en tenir écartés. Quand le problème fut posé au début, tous les projets s'accordaient pour établir l'assurance facultative. Les deux premiers rapports de M. Guieysse et de M. Audiffred s'attachaient à démontrer la nécessité de la liberté ; au contraire, le second rapport de M. Guieysse établissait l'obligation de l'assurance pour tous les salariés, et depuis lors, la majorité des propositions de lois, le texte voté à la Chambre en 1906 et celui actuellement soumis au Sénat ont pris pour base le système de l'obligation. Les deux enquêtes ont montré que la grosse majorité des

1. Convat. Rapport au Musée social, Section agricole. *Musée social*, 1902, p. 65.

intéressés se montre opposée au système de l'obligation et a manifestement donné ses sympathies à un système de liberté avec encouragements obligatoires de l'État.

On a dit contre l'obligation que la prévoyance étant une vertu, l'État peut la stimuler et doit la récompenser, mais n'a pas la qualité pour l'imposer; on ne décrète pas la vertu. D'un autre côté le salaire de l'ouvrier est sa propriété, il a le droit d'en disposer à sa guise. La dignité même de l'ouvrier est atteinte. « L'assurance obligatoire nous a paru empreinte d'une pensée à la fois contraire à la saine morale et humiliante pour l'ouvrier; dire à ce citoyen qu'il est incapable de prendre une résolution dans son propre intérêt et dans celui de sa famille, n'est-ce pas le rabaisser et l'humilier autant que le démoraliser? C'est en effet déclarer l'ouvrier en tutelle et le proclamer incapable d'un acte de libre arbitre que de le soumettre à l'obligation de la prévoyance, alors que, maître de son foyer et libre de ses efforts, il est juste de lui réserver le mérite d'un sacrifice volontaire, aussi léger soit-il (1). »

M. Paul Leroy-Beaulieu dit dans son *Traité théorique et pratique d'économie politique* (2) : « Les causes qui le condamnent (le système d'obligation) sont plus élevées; c'est la substitution même à la prévoyance personnelle, reposant sur l'énergie propre et les sacrifices soutenus, d'une assurance automatique, fonctionnant en dehors de tout effort individuel, qui constitue une sorte de dé-

1. De Ramel. *J. off.*, Doc. parl., Chambre, annexe 815.

2. Tome IV, p. 383.

chéance morale; la proclamation de cet état de minorité où seraient tenus tous les habitants du pays, du moins tous ceux qui vivent de leur travail quotidien, affaiblirait à la longue le principal ressort de toute civilisation et de tout progrès : l'initiative personnelle et la responsabilité personnelle. »

« En contraignant l'ouvrier à prélever une quotité si modique qu'elle soit sur son salaire, on le priverait de ressources qu'il peut faire fructifier plus utilement qu'aucune caisse, si bien gérée qu'elle soit. Ce serait lui porter un grave préjudice que de le contrarier dans ses projets d'améliorations culturelles, d'augmentation de cheptel, et même d'arrondissement de sa petite propriété. Comment l'obliger à se contenter d'un placement à 3 % quand ses épargnes, restées à sa disposition, peuvent lui rendre beaucoup plus en lui donnant à la fois du travail et de l'indépendance ! L'accès de la propriété, la consolidation ensuite du titre de propriétaire sont l'objectif de tout travailleur prévoyant à la campagne, celui dont il faut se garder à tout prix de le détourner. L'obligation d'un versement à la retraite risquerait en outre d'arrêter l'essor des œuvres d'assistance qui se multiplient si heureusement dans nos campagnes. Avant de penser à sa retraite, n'est-il pas sage de se garantir d'abord contre la maladie qui peut condamner immédiatement à la misère et celui qui en est victime et sa famille (1). »

Les ouvriers atteints dans leurs salaires auront plus de peine encore à conquérir par une lente épargne le toit

1. Convert, *op. cit.*, p. 65.

qui les couvre, ou la terre qu'ils cultivent, ils ne pourront plus que rarement s'élever à la propriété ou au petit patronat.

On craint d'un autre côté que le prélèvement obligatoire n'apporte un trouble dangereux dans les budgets les plus humbles, l'époque suppose un excédent de recettes ; s'il n'y a pas d'excédent, le montant de l'époque ne peut être pris que sur le nécessaire et là est le danger. « S'il est imprudent de sacrifier les besoins à venir aux besoins présents, il serait insensé à l'inverse de sacrifier le présent à l'avenir (1). »

On a manifesté la crainte aussi que l'obligation n'entraîne pour le commerce et l'agriculture une crise grave qui, venant s'ajouter à celles qu'ils traversent déjà, ne finisse par les écraser. Encore si cette charge ne s'accompagnait pas de nouveaux impôts. Mais l'État, qui promet aux ouvriers une majoration de leurs pensions, voudra pour ses dépenses nouvelles des ressources neuves et exiger des contribuables des efforts plus lourds ; l'industrie étrangère, plus libre, fournira ses produits à un prix moindre jusque sur nos marchés ; l'élan, l'activité de nos usines vont être paralysés, nos cultures ruinées par la concurrence des grands pays agricoles. L'intervention de l'État provoquera un accroissement formidable des charges des contribuables ; le projet de la Chambre devait augmenter le budget de plus de 500 millions au maximum et à peu près 450 millions en période normale. Celui qui est soumis actuellement au Sénat, augmentera les charges d'en-

1. Ch. Gide, *Principes d'économie politique*, 8^e édition, 1903.

viron 100 millions, somme encore fort respectable surtout dans la situation financière actuelle.

Au point de vue plus spécialement agricole, il est difficile de voir à quelles personnes s'appliquerait l'obligation; nous avons vu tout au début de notre étude la difficulté qu'il y avait à définir l'ouvrier agricole, et nous allons voir dans les enquêtes de 1901 et 1907 que les associations agricoles ont formulé le désir de voir les retraites s'étendre aux fermiers, métayers, colons partiaires et même aux petits propriétaires qui travaillent avec leur famille. Il sera très difficile de savoir qui sera soumis à la loi et qui doit rester en dehors. Au contraire, avec l'assurance facultative le tirage s'opérerait de lui-même.

On ne voit pas bien, dit-on, dans la plupart des cas, comment pourrait être calculée la retenue sur le salaire. Si son évaluation est relativement facile pour l'ouvrier rémunéré au mois, qui se charge lui-même de la dépense de la nourriture, elle présente des complications inextricables pour les domestiques nourris et logés, pour les journaliers qui travaillent irrégulièrement, pour les ouvriers payés à la tâche, pour les cultivateurs qui s'entr'aident : « se donnent un coup de main », comme on dit. La commission de la Chambre avait cherché à tourner la difficulté en fixant une retenue uniforme de 0 fr. 03 par jour de travail, mais la Chambre fixa un prélèvement uniforme de 2 % sur le salaire, le Sénat de son côté a cherché aussi à tourner la même difficulté en fixant un prélèvement uniforme de 6 francs par an, ce qui fait un prélèvement de 2 centimes par jour en supposant 300 journées de travail par an.

On est effrayé aussi dans nos campagnes des formalités indispensables au fonctionnement du service des retraites. Il serait certainement bon de tout ramener à des calculs extrêmement simples. On craint aussi que l'obligation n'étouffe le sentiment de l'épargne personnelle qu'on ne saurait trop chercher à développer, et que la retraite obligatoire ne porte un coup funeste à nos institutions de mutualité qui commencent à prendre un certain essor, bien faible encore, mais qui pourrait s'arrêter subitement. La crainte s'est aussi manifestée que l'obligation, entraînant un surcroît de charges, n'accroisse la dépréciation de la propriété rurale déjà si atteinte. On dit en effet que toute augmentation de charges entraîne naturellement une diminution équivalente du revenu foncier et porte ainsi atteinte à la valeur vénale de la terre; cette valeur varie en raison du revenu, quand celui-ci baisse, le prix de la terre baisse et inversement. Quant à nous, nous estimons au contraire que tout en augmentant les charges du propriétaire, les retraites, même obligatoires, en retenant la main-d'œuvre à la campagne, pourraient permettre une meilleure utilisation du sol qui compensera cette augmentation de charges.

Plusieurs des raisons que nous venons d'exposer contre le principe de l'assurance obligatoire sont graves, mais après les résultats médiocres, sinon l'échec de toutes les œuvres d'assurance facultative, est-il possible encore d'espérer de la seule liberté une solution complète du problème des retraites?

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse n'a point apporté les éléments d'une solution suffisamment

générale et prochaine de l'assurance ouvrière contre la vieillesse (1).

L'ouvrier n'y est point le déposant le plus nombreux, surtout il n'y dépose le plus souvent que collectivement et par obligation. M. Millerand a dit : « L'ouvrier qui va isolément, de son propre mouvement pour se constituer une retraite à la caisse nationale c'est un mystère qui n'existe pas (2). »

La mutualité elle-même est impuissante à assurer les retraites, elle est du reste bien loin, malgré ses progrès, d'englober l'ensemble des classes laborieuses ; de plus le taux des pensions qu'elle sert est trop bas pour subvenir efficacement à tous les besoins de l'ouvrier vieilli. Les sociétés de secours mutuels, admirablement organisées pour assurer contre la maladie, ne semblent pas capables de garantir par leurs seuls moyens le risque de la vieillesse.

Il est donc nécessaire de chercher du côté de l'obligation ce qu'on ne peut trouver du côté de la liberté. N'a-t-on pas compté de ce côté trop de désillusions pour conserver une foi entière dans la vertu du principe ? L'ignorance, la force d'inertie, l'imprévoyance demeurent trop puissantes pour qu'on puisse négliger leurs effets. M. Jay a dit : « L'assurance ouvrière contre la vieillesse sera obligatoire ou ne sera pas (3). »

1. Raoul Jay. L'assurance ouvrière. *Revue politique et parlementaire*, avril 1815, p. 107.

2. Chambre. *J. off.* Séance du 13 juin 1901.

3. Raoul Jay. L'assurance ouvrière et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. *Revue politique et parlementaire*, avril 1895, p. 5.

C'est une vérité admise que l'ouvrier vieilli, abandonné, sans ressources, est un spectacle douloureux ; la misère est un mal que la société doit chercher à guérir, or s'il est prouvé que le travailleur livré à lui-même est trop ignorant, trop imprévoyant, trop faible pour se prémunir contre cette calamité, quoi de plus juste de lui imposer un effet minime, puis de seconder largement son action : « Si nous voulons assurer un minimum de retraites à la masse des petits salariés, c'est-à-dire aux plus intéressants, il ne faut pas nous faire d'illusions, il n'y a qu'un moyen, c'est de recourir, dans une mesure à déterminer, à l'obligation (1). »

Loin d'humilier l'ouvrier, l'obligation développera en lui les idées saines et morales, qui suivent la pratique de cette vertu ; en supprimant les imprévoyants, elle préservera la dignité de l'homme, elle lui évitera l'angoisse de la misère, en garantissant sa vieillesse contre les vicissitudes brutales de la vie, elle élèvera sa conscience.

Nous ne croyons pas d'autre part que la charge imposée aux patrons soit de nature à porter atteinte au commerce et à l'agriculture ; cette charge a été notablement diminuée par le projet soumis au Sénat, et si nous en concluons par les exemples de retraites qui existent déjà, les effets ont été loin d'être significatifs contre les retraites. L'industrie minière en France n'a pas souffert des effets de la loi de 1894 sur les ouvriers mineurs. Le prodigieux essor économique de l'Allemagne réfute encore mieux l'objection.

1. Chambre, Séance du 5 juillet 1905.

Nous avons montré aussi que pour les agriculteurs la charge sera compensée par une meilleure culture du sol qui serait rendue possible par une augmentation de main-d'œuvre, car nous espérons que les retraites agricoles retiendront à la campagne un certain nombre d'ouvriers qui jusque-là émigraient dans les villes et les centres ouvriers...

C'est avec raison, croyons-nous, que la Chambre en 1906 et la commission des retraites du Sénat actuellement ont accepté le principe de l'obligation dans l'organisation des retraites.

SECTION II. — *Histoire de la question des retraites ouvrières en France.*

Depuis longtemps, la question des retraites ouvrières occupe l'opinion ; mais jamais elle n'était devenue aussi passionnante qu'aujourd'hui. Déjà à la Révolution, ce problème hantait l'esprit des publicistes et des philanthropes. La Convention, sur le rapport de Barrère, avait abordé cette difficile question. Elle fut reprise en 1848. Mais c'est sous la troisième République que la solution en a été le plus vivement recherchée.

La question fut véritablement posée devant le Parlement par Martin Nadaud et Charles Floquet en 1879 sous la forme simplement d'un projet de résolution, invitant la Chambre à nommer une commission chargée de préparer « un projet de loi relatif à la création d'une caisse de retraites en faveur des vieux ouvriers de l'industrie

et de l'agriculture (1). » Après un rapport favorable de M. Arthur Picard, député, la Chambre déclara l'urgence et vota la résolution par 400 voix contre 300 (2). Seulement la commission ne fut jamais nommée.

En 1871, Martin Nadaud, Waldeck-Rousseau et Laroche-Joubert rédigèrent de nouvelles propositions ; ils étaient unanimes à demander le concours de l'État et à laisser à l'assurance un caractère facultatif. De nombreuses propositions se sont succédé à partir de cette époque. En 1876, devant l'échec de la caisse des retraites pour la vieillesse, le principe de l'obligation commence à se montrer au Parlement. M. de Mun, Mgr Freppel déposèrent une proposition fondée sur le principe de l'assurance obligatoire : « La légitimité de cette mesure, disaient-ils dans leur exposé des motifs, ne saurait être contestée. C'est en vain qu'on présenterait l'épargne forcée, l'épargne imposée, malgré lui, au travailleur comme une atteinte inique à sa liberté. L'ouvrier paresseux et imprévoyant est fatalement condamné à tomber un jour à la charge de l'assistance publique, et le législateur a le droit de prendre des mesures préventives pour que la faute d'un seul ne retombe pas sur la société tout entière. Pour les chefs d'entreprise, ils ont à remplir des devoirs de fraternité. Ils doivent aide et assistance à leurs ouvriers quand la maladie les frappe, quand la misère les atteint ; c'est là une obligation morale incontestable, que nous transforme-

1. *J. Off.*, 1880, p. 76. Séance du 11 décembre 1879.

2. Voir rapport Arthur Picard, *J. Off.*, 1880, p. 2522. Urgence, 4 mai 1880. *J. Off.*, p. 4855. Vote. *J. Off.*, p. 4871.

rions volontiers en un lien juridique, ne sachant pas d'autre moyen de la rendre effective.

« Suivant nous, en effet, l'assurance à ces caisses doit être obligatoire et, si leur création est reconnue nécessaire, il serait puérile de dire qu'elle doit être spontanée et facultative (1). »

C'est l'exposition de l'économie sociale à l'exposition de 1889 et les congrès qui s'y rattachent qui donnèrent une vive impulsion aux idées de préservation sociale. « Les efforts si méritants faits par un grand nombre d'industriels pour constituer des caisses de secours, caisses de retraites en faveur de leurs ouvriers ou pour les appeler sous des formes variées à la participation aux bénéfices, mirent en évidence, d'une part, que l'industrie pouvait supporter ces charges volontaires ; d'autre part, qu'il n'y avait qu'une infime minorité d'industriels à comprendre la nécessité morale et sociale de les assumer.

« Du fonctionnement de quelques caisses particulières au développement et à la généralisation du principe, il n'y avait qu'un pas à franchir, il fut rapidement franchi (2). »

Aux élections législatives de 1889, un grand nombre de candidats inscrivirent dans leur programme la promesse de ces pensions.

Dès lors, le Parlement ne cessa, pour ainsi dire, plus d'être saisi de nouveaux projets, et la législation de 1889-1893 compta onze projets différents dont un émanant du Gouvernement déposé par M. Constans, ministre de l'In-

1. *J. Off. Doc. Parl. Chambre*, 1886. Annexe 729.

2. *Guieysse. J. Off.* 1900. Annexe 721.

térieur et Rouvier, ministre des Finances. La commission du travail en fut saisie et elle confia le rapport à M. Guieysse, qui prit pour base de son rapport les projets Constans-Rouvier profondément modifiés. Trois des propositions soumises à la commission ont été écartées comme attribuant le droit à la retraite à toute personne ayant atteint un âge déterminé, sans autre condition que celle de ne pas avoir de ressources supérieures à une quotité déterminée.

La commission estimait que l'adoption de ce principe serait un coup funeste porté à l'épargne et à l'initiative individuelle. Elle retenait les autres projets reposant tous sur des versements facultatifs ou obligatoires des déposants et augmentés de subventions provenant de sources diverses, principalement de l'État et des employeurs, et elle prenait pour base le projet du gouvernement dont le caractère dominant et le grand mérite sont de consacrer la réunion, dans un effort commun de prévoyance, de l'ouvrier, du patron et de l'État. Elle élaborait alors un projet qui se caractérise par la liberté de l'inscription à la caisse des retraites, le versement entièrement facultatif des adhérents, la répartition entre tous les employeurs d'une contribution égale au total des versements ouvriers, une subvention égale de l'État, la capitalisation des fonds provenant des versements répartis dans les caisses régionales. La commission a écarté la retenue effectuée par les patrons sur les salaires des ouvriers dans la crainte que cette manière d'opérer ne soit une cause de conflits fréquents entre les patrons et les ouvriers. Elle n'a limité par aucune condition restrictive portant sur les ressour-

ces ou le revenu les conditions d'adhésion et de liquidation de la pension, et elle n'admet aucune clause de déchéance : s'il y a un principe absolu qui doit être respecté, c'est celui des droits acquis à une retraite par des versements inscrits sur un livret ; il y a là un contrat que personne ne peut rompre. Quant à l'emploi des capitaux évalués à 12 milliards vers la cinquantième année, la commission estime qu'il faut lui donner la plus grande expression en renvoyant ces capitaux à leurs sources, le commerce et l'industrie ; au lieu de capitaux morts, pesant de tout leur poids officiel sur le marché financier, il faut des capitaux rendant la vitalité aux grosses entreprises industrielles, fructifiant pour la plus grande prospérité de la richesse publique.

Le rapport visait la création d'une caisse nationale ouvrière de prévoyance, avec des succursales ou caisses régionales chargées de faire emploi des fonds recueillis dans la région et de les utiliser tant en fonds d'État français et en valeurs garanties par l'État, qu'en prêts aux départements et aux communes, en placements industriels, agricoles et commerciaux, en travaux publics, immeubles ou autres opérations du même ordre. Tous les ouvriers sont admis à profiter des avantages de la caisse nationale de prévoyance, les artisans et les bûcherons, à condition qu'ils n'occupent pas plus de deux ouvriers, en dehors de leur famille, les membres des sociétés coopératives de production, et les fermiers, métayers, à condition qu'ils n'occupent pas plus de deux ouvriers étrangers à la famille d'une façon permanente et les petits propriétaires exploitant eux-mêmes leurs biens avec leurs familles.

Ce projet n'a pas été discuté avant la fin de la législature et il a été déposé sur le bureau de la Chambre à la législation suivante, le 23 novembre 1893 comme proposition de loi par MM. Guieysse, Louis Ricard, Léon Bourgeois (1).

A cette proposition, d'autres vinrent bientôt s'ajouter et la Chambre constitua pour les examiner une commission plus spécialisée ; ce fut la commission d'assurance et de prévoyance sociale. M. Audiffred, élu rapporteur de la commission, déposa son rapport sur le bureau de la Chambre le 19 décembre 1896 (2).

La commission était saisie de quatorze propositions de loi ; le rapport a comme le précédent pour base la liberté, le principe de l'obligation est repoussé : il est de toute évidence, dit le rapport, qu'on ne saurait imposer aux individus l'obligation de la prévoyance, car la vertu ne se décrète pas.

Quoique l'assurance soit facultative pour l'ouvrier et le patron, le versement de l'un entraîne le versement de l'autre.

Le montant des cotisations est fixé à 4% du salaire ; elles sont payables moitié par le patron et moitié par l'ouvrier ; l'État ne devait intervenir que pour bénéficier les retraites inférieures à 360 francs. La pension était liquidée à 60 ans d'âge, elle peut être exceptionnellement avancée en cas de blessure ou infirmités graves, entraînant l'invalidité.

Le rapport de M. Audiffred subit le même sort que celui

1. *J. Off. Chambre. Doc. parl.*, 1893, annexe 38, sess. extr.

2. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1896, annexe 2185.

de M. Guieysse; il ne peut venir en discussion avant la fin de la législature, et son auteur le déposa sur le bureau de la nouvelle Chambre le 4 juillet 1898, à titre de proposition de loi.

Pendant la législature de 1898-1902, la commission d'assurance et de prévoyance sociale fut saisie de huit propositions de loi et d'un projet, présenté au nom du gouvernement par M. Maruéjols, ministre du Commerce. En dehors de trois propositions qui contiennent plutôt des desiderata à satisfaire et des principes de lois que des lois elles-mêmes, les six textes soumis à la commission contiennent un principe commun : la corrélation des versements des travailleurs et des patrons ; tous mettent également à la charge de l'État la majoration des pensions pour atteindre une valeur minima fixée. De ces six propositions, deux ont pour base l'inscription facultative, les quatre autres sont pour l'obligation ; trois reposent sur la capitalisation, les autres sur la répartition. Le rapporteur, M. Guieysse, fit connaître les conclusions de la commission dans son rapport qu'il déposa le 9 mars 1900 (1). La commission s'est définitivement rangée après de longues délibérations au principe de la capitalisation.

Elle prend comme bases de la loi des retraites :

« 1° La création de caisses régionales pour recevoir l'inscription des travailleurs et organiser la capitalisation des versements ;

2° L'obligation de l'inscription à ces caisses régionales, pour tous les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ;

1. J. Off. Doc. parl., Chambre, 1900, annexe 1502, p. 701.

3° La corrélation et l'égalité des versements des ouvriers et des patrons, servant à constituer des retraites à soixante-cinq ans et des assurances au décès ;

4° La majoration par l'État, pour assurer une retraite minima de 360 francs à soixante-cinq ans ;

5° L'anticipation des retraites en cas d'invalidité ;

6° La constitution pour les travailleurs par disposition transitoire et dès la promulgation de la loi d'allocations viagères croissant de 150 francs à 360 francs suivant les efforts produits.

La retenue imposée à tous les assujettis était fixée à cinq centimes et dix centimes par journée de travail, suivant l'âge et le salaire, les employeurs devaient opérer la retenue au moment du paiement et y ajouter une contribution personnelle égale. En ce qui concerne la majoration de l'État, il a paru à la commission qu'elle ne devait venir en aide qu'aux véritables prévoyants, et il lui a paru juste de demander au travailleur une preuve sérieuse de continuité de ses efforts ; quant aux fonds de capitalisation, ils doivent être destinés à un remboursement, une sorte d'expropriation des titres de la dette. Les rentes éteintes se trouveraient remplacées par les annuités des pensions (1).

La discussion s'ouvrit à la Chambre en juin 1901, elle fut interrompue au bout de seize séances après le vote de l'article 1^{er} et d'une résolution ordonnant une enquête.

Les résultats de cette enquête sont résumés dans le troisième rapport de M. Guieysse du 22 novembre 1904.

1. Guieysse, *J. Off. Doc. parl., Chambre, annexes 1900*, p. 727.

Un grand nombre de groupements avaient été consultés : 196 chambres de commerce et 7.664 syndicats ; sur ce nombre, 1.959 réponses seulement parvinrent au ministre.

Sur l'ensemble du projet soumis à la Chambre, 215 réponses étaient favorables, sur 1.959 réponses, soit 11 % seulement et 89 % défavorables. Dans la catégorie des syndicats ouvriers et bourses du travail, la proportion des avis favorables ne dépassait pas 12 %.

Sur le principe de l'obligation, sur un total de 1.971 réponses, 253, soit 13 %, étaient favorables et 87 % défavorables ; dans la catégorie des syndicats ouvriers et bourses du travail la proportion des avis favorables était seulement de 8,1 % ; les syndicats patronaux émettaient des avis favorables dans la proportion de 25,5 %. M. Guieysse fait remarquer que les travailleurs réclament une institution de retraites garanties par l'État et ils estiment que la nation doit en supporter les charges : ils ne sont donc pas hostiles à l'obligation de la retraite de la même manière que les patrons ; ils se montrent opposés à l'obligation des cotisations ouvrières ou patronales.

Une grande majorité est hostile au principe de la participation égale des patrons et des ouvriers, 92 % des réponses ; dans les syndicats ouvriers, cette proportion est de 96,8 % : la contribution calculée sur le nombre de journées de travail a recueilli une très grande majorité ; mais en général, on trouve que la quotité de cette contribution de 0 fr. 05 ou 0 fr. 10 par journée de travail est trop élevée.

Les sociétés consultées avaient à se prononcer sur

l'extension de l'assurance aux petits patrons et à l'agriculture ; les réponses ont été, pour les petits patrons en général, 166 pour l'extension facultative et 44 pour l'obligation ; pour les ouvriers agricoles 345 pour la faculté et 44 pour l'obligation, pour les petits patrons de l'agriculture : extension facultative 890 et pour l'obligation 67.

Si nous prenons plus spécialement les réponses des associations agricoles, nous trouvons sur l'ensemble du projet 427 réponses défavorables et 68 favorables, sur l'obligation 892 réponses négatives et 103 affirmatives, le système de la répartition ne recueille que 8 partisans et celui de la capitalisation 43.

L'institution d'une caisse d'État a 75 partisans et 616 adversaires, les caisses régionales, au contraire, recueillent 264 réponses favorables et aucune défavorable. Sur le principe de la participation égale du patron et de l'ouvrier nous trouvons 54 avis favorables et 26 défavorables. Une grande majorité des syndicats agricoles sont pour une retenue fixe comme base de cotisation, 250 réponses favorables et 11 seulement pour une cotisation proportionnelle au salaire ; 354 syndicats agricoles trouvent la cotisation trop élevée et 52 l'approuvent. Sur l'extension de l'assurance aux petits patrons en général, nous trouvons 87 réponses pour l'assurance facultative et 6 pour l'obligation ; pour les ouvriers de l'agriculture, 327 pour l'assurance facultative et 107 pour l'obligation ; pour les petits patrons de l'agriculture, 875 réponses sont pour l'assurance facultative et 34 pour l'assurance obligatoire (1).

1. Cf. Guicysse. Annexe au rapport du 22 novembre 1904. *J. Off. Doc. parl.* Chambre, 1904, p. 1227.

Dans son rapport supplémentaire du 31 janvier 1902 (1), M. Guieysse fait remarquer que cette enquête n'a abouti qu'à des résultats négatifs, quant à des dispositions nouvelles à adopter pour arriver à la solution de la question des retraites, et il passe outre à la consultation des intéressés en modifiant cependant le prélèvement à effectuer sur le salaire, ce n'est plus une somme fixe mais un prélèvement de 4 ° o. De plus, ce qui nous intéresse particulièrement ici, les ouvriers agricoles deviennent une catégorie à part ; seuls, ceux qui sont employés à titre permanent sont assimilés aux ouvriers de l'industrie. Les travailleurs employés à l'agriculture d'une façon intermittente, ceux qui sont tantôt ouvriers, tantôt libres, ou même patrons sont rangés dans la catégorie des travailleurs à versement facultatif. Les métayers, colons partiaires et bordiers, les cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des membres de leur famille sont admis à opérer des versements pour se constituer une retraite de vieillesse.

A la suite de ce rapport, et à cause de nouvelles propositions de loi, M. Guieysse rédigea un nouveau rapport qu'il déposa sur le bureau de la Chambre le 22 novembre 1904. Les propositions soumises à la commission d'assurance et de prévoyance sociale étaient au nombre de 12. Six d'entre elles avaient un caractère commun : l'établissement du droit à une pension pour tout Français indigent ou n'ayant qu'un revenu insuffisant, qui devient invalide ou atteint un âge déterminé ; les six autres propositions admettaient, sous des formes variées,

1. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1902, annexes, p. 113.

des versements simultanés des assurés, des employeurs et de l'État, avec ou sans le principe de l'obligation.

Le rapport de M. Guieysse fait ressortir que si, dans une loi d'assistance, la contribution de l'État seul doit être maintenue, on ne saurait conclure de même pour une loi de retraites. Ici, le sacrifice demandé aux travailleurs est nécessaire pour la réussite de la loi. Le rapport ajoute que la coopération à la constitution des retraites doit être considérée comme un devoir de l'employeur envers ceux qu'il emploie.

« Quant à l'État, c'est-à-dire à la société tout entière, son intervention est indispensable si le maximum des efforts demandés aux ouvriers et aux patrons ne produit pas un résultat suffisant. Cette subvention de l'État se présente essentiellement sous forme d'un complément des retraites acquises par les travailleurs, de façon à garantir un minimum de 360 francs pour les travailleurs du commerce et de l'industrie et de 240 francs pour ceux de l'agriculture (1). » Le rapport conclut à la capitalisation qui est la seule méthode normale et rationnelle, celle de l'application des versements à la formation du capital constitutif des pensions avec la capitalisation, le gage des pensions est toujours présent. Le montant des prélèvements sur le salaire est de 2 % de son chiffre, avec un versement égal des employeurs et une subvention annuelle de l'État.

Les ouvriers et employés de l'agriculture sont régis par une disposition spéciale ; « la modicité générale des

1. Guieysse. *J. Off. Doc. parl. Chambre*, 1904, p. 1189.

salaires des ouvriers agricoles, la difficulté de la perception des retenues, le manque de permanence dans le travail, en un mot les conditions spéciales de l'existence dans les campagnes, ont amené la commission à adopter des règles particulières pour ces ouvriers, les principes généraux étant, bien entendu, restés les mêmes (1) ».

Pour les ouvriers et employés de l'agriculture, le versement pour la retraite est uniformément de 5 centimes par jour de travail salarié, dont la moitié à fournir par l'employeur lui-même et moitié à prélever par lui sur le salaire avant le paiement.

Suivant que les travailleurs sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sont opérés sur déclaration trimestrielle de l'exploitant ou par voie d'apposition de timbres-retraites lors de chaque paye sur carte d'identité, et effectués soit à la caisse nationale des retraites ouvrières, soit à une autre caisse indiquée par la loi. Ce texte diffère de celui que nous avons vu antérieurement et qui soumettait seuls à l'obligation les ouvriers à l'année; les autres pouvaient faire des versements, mais n'y étaient pas tenus. Le dernier texte, au contraire, soumet au versement obligatoire tous les ouvriers agricoles indistinctement.

Le rapporteur justifie ainsi la situation faite aux ouvriers de l'agriculture: « Dans la plus grande partie des exploitations agricoles, il n'y a pas de comptabilité régulière ou du moins comparable à celle que doit tenir tout industriel ou commerçant. De plus, les salaires sont fai-

1. Guieysse. *Ibid.*, p. 1192.

bles, souvent difficilement appréciables, car une partie en est fréquemment payée en nature; c'est même une règle très suivie. Dans ces conditions, la Commission a préféré renoncer au prélèvement de 2 % sur les salaires et adopter un versement unique de 5 centimes par jour (1). » Cela représente une charge pour 300 jours de travail de 7 fr. 50, et correspond dans l'hypothèse d'un prélèvement de 2 % à un salaire moyen de 375 francs. L'État majorera de 100 francs la retraite acquise aux ouvriers et employés de l'agriculture, pourvu que des versements aient été effectués au compte de l'intéressé pendant trente années au moins, à raison de 6 francs au minimum par année. Quand la retraite ainsi majorée n'atteindrait pas 240 francs, à l'âge indiqué l'État la majorerait jusqu'à cette somme. Le montant de la retraite a été abaissé de 360 francs à 240 et la majoration de l'État de 120 francs à 100 francs en tenant compte de ce fait que la vie est beaucoup moins chère à la campagne qu'à la ville et que le travailleur agricole a des facultés d'existence totalement inconnues à celui des villes. « Il n'y a pas une proportion absolue entre ces réductions; c'est qu'il n'y a pas seulement à considérer une question de chiffres, mais aussi à apprécier les difficultés qui seront plus grandes pour les ouvriers des campagnes que pour ceux des villes. Moins groupés, moins au courant de leurs droits, se défiant souvent des innovations, les ouvriers des campagnes auront à faire sur eux-mêmes de grands efforts, au moins dans les premiers temps, sans compter

1. Guicysse, *Ibid.*, p. 4199.

la résistance qu'ils trouveront chez ceux qui les emploient.

Toutes les autres mesures du projet sont applicables aux ouvriers agricoles.

Les métayers, colons partiaires et bordiers, les petits cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant habituellement que des membres de leur famille, sont admis à opérer trimestriellement des versements pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille des retraites de vieillesse.

Telle était la proposition soumise aux délibérations de la Chambre. Celle-ci commença la discussion le 3 juillet 1905, les débats se poursuivirent jusqu'au 26 février 1906, date à laquelle l'ensemble de la proposition fut adoptée par 501 voix contre 5. Le texte voté différait d'ailleurs notablement de celui auquel s'était ralliée la Commission. Ce texte bien qu'ayant obtenu la presque unanimité des suffrages des députés n'obtint pas un succès aussi considérable auprès des sociétés qui furent appelées par la suite à donner leur avis à son sujet.

SECTION III

§ 1. — Texte voté à la Chambre des députés, 26 février 1906.

1° *Les assurés.*

Tous les ouvriers et employés, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne a droit à une retraite de vieil-

lesse à l'âge de 60 ans et le cas échéant, à une retraite d'invalidité. La loi ne s'applique aux employés recevant un salaire supérieur à 2.400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme. Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés conformément à la loi du 8 août 1893 et qui résident en France sont soumis au même régime que les ouvriers français ; cependant ils ne pourront jouir des versements patronaux et des majorations budgétaires que si les dispositions de la loi leur sont rendues applicables par des traités avec leurs pays d'origine, garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation.

La Chambre a fait une place spéciale aux ouvriers et employés de l'agriculture ; elle en fait une catégorie à part et elle leur déclare applicables toutes les dispositions de la loi ; elle assimile aux ouvriers les colons partiaires ou métayers et les fermiers toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qu'ils ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs.

Toutes les catégories d'ouvriers et d'employés que nous venons de voir sont assujetties obligatoirement, mais le texte fait une place à la liberté. Les ouvriers et employés cités plus haut qui auraient cessé de se trouver dans les conditions exigées par la loi, les artisans, façonniers, commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des membres de leur famille, et généralement toute personne de nationalité française non visée

dans l'énumération précédente qui ne sont pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs, sont admis, ainsi que leurs veuves et les femmes ou veuves des associés régis par la loi, à opérer trimestriellement des versements pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux, des retraites de vieillesse.

2° Organes d'assurance.

Les retraites sont assurées soit par la caisse nationale des retraites ouvrières, ou la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, soit par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaires ou les syndicats professionnels sous la garantie de l'État. Les assurés ont le droit de choisir entre ces diverses caisses.

Les retraites des ouvriers agricoles peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués conformément à la loi du 24 mars 1884, comportant des conseils d'administration composés par moitié au moins de représentants élus des assurés et agréés par le ministre du Commerce dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances après avis du conseil supérieur des retraites.

Il sera institué pour le fonctionnement de la loi, sous la garantie de l'État, une caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du ministre du Commerce et la gestion finan-

cière à la caisse des dépôts et consignations. Cette caisse nationale dirige et contrôle les opérations de caisses départementales de retraites, qui, suivant les conditions déterminées par règlement d'administration publique, seront organisées dans chaque département, avec des agences cantonales ou communales, et, qui seront administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés, et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs.

Les caisses départementales de retraites transmettent à la caisse des dépôts et consignations les versements qu'elles reçoivent au compte de la caisse nationale des retraites ouvrières et elles opèrent les paiements à effectuer pour le compte de cette dernière caisse avec les fonds mis à cet effet à leur disposition par les soins de la caisse des dépôts et consignations.

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse continuera à recevoir les versements pour la constitution des retraites, et elle fera le service des retraites concurremment avec la caisse nouvelle instituée par la loi.

Toute société, ou union de sociétés de secours mutuels libre ou approuvée qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du ministre de l'Intérieur, est admise soit à concourir aux encaissements et aux paiements de la caisse nationale des retraites ouvrières, moyennant attribution de remises imputables sur le fonds de bonification, soit à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Les conditions de l'agrément des sociétés ou unions de sociétés seront déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre du Commerce, de l'Intérieur et des Finances; l'agrément ne pourra être refusé qu'aux sociétés ou unions de sociétés ne remplissant pas ces conditions. Les sociétés qui ont essuyé un refus peuvent se pourvoir dans les trois mois devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme du conseil supérieur des retraites, et sauf recours devant le Conseil d'État.

Quand il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans l'arrondissement où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser à ces sociétés les sommes dont il est débiteur pour tous les assurés qui lui en font la demande en désignant la société à laquelle il est affilié.

Ces sociétés doivent assurer, au moyen de ces versements et à l'âge prévu par le présent projet, des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient les versements d'après les tarifs en vigueur pour la caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements.

Si la société de secours mutuels réalise en même temps que l'assurance vieillesse, l'assurance maladie ou l'assurance invalidité, les assurés peuvent à toute époque, par une déclaration écrite sur leur carte d'identité ou leur livret individuel, affecter au paiement de leur cotisation d'assurance contre la maladie et l'invalidité, soit le quart,

soit la moitié des retenues opérées sur leur salaire en vue de la retraite vieillesse. Quand la retraite vieillesse atteint pour l'âge normal d'entrée en jouissance une valeur de 360 francs, gagée sur des ressources certaines, les assurés peuvent consacrer à l'assurance invalidité ou maladie la totalité des retenues effectuées sur leur salaire.

Ces sociétés de secours mutuels reçoivent chaque année de l'État une allocation pour chaque sociétaire affilié tant en vue de la retraite de vieillesse, qu'en vue d'indemnités journalières et de secours médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie et d'invalidité ; il faut pour cela que le sociétaire justifie qu'il a subi l'année précédente des retenues correspondant à huit mois de travail et qu'il a acquitté la cotisation statutaire de maladie et d'invalidité. Cette allocation sera affectée à la réduction de la cotisation de maladie et d'invalidité ; elle sera fixée en corrélation du montant des retenues subies par lui pendant l'année précédente pour les retraites de vieillesse ; elle sera calculée d'après un barème à fixer par décret, dans des conditions telles que les allocations soient proportionnellement d'autant plus élevées que les salaires sont plus bas.

Les sociétés de secours mutuels remplissent de plein droit, sur leur demande, en ce qui concerne les assurés qui leur sont affiliés, le rôle dévolu aux agences cantonales ou communales des caisses départementales de retraites. Lorsque les sociétés sont réunies en union départementale et qu'elles réunissent plus des deux tiers des assurés du département, elles sont admises de plein droit sur leur demande, à remplir pour l'ensemble des assurés

du département le rôle dévolu aux caisses départementales de retraites.

Les caisses patronales, les caisses syndicales, les syndicats de garantie solidaires, après approbation du ministre du Commerce, dans des conditions générales fixées par décret, sont admis à faire le service des retraites. Le décret approuvant chacune de ces institutions doit constater qu'elle est alimentée, au moins jusqu'à concurrence de moitié par les employeurs, et qu'elle assure des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la caisse nationale des retraites ouvrières. Les établissements civils et militaires de l'État, les départements, les communes et les établissements publics peuvent organiser pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis par des lois spéciales, un service de retraites remplissant les conditions de la loi, dans des conditions déterminées par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des ministères intéressés.

Chacun des décrets agréant les sociétés ou institutions que nous venons de voir, détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses admises à assurer les retraites, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution des retraites. Les assurés peuvent exiger ce transfert de leur retraite d'une caisse à une autre ; mais l'institution peut, si ses statuts l'y autorisent, limiter ce transfert à la valeur actuelle de la portion de retraite éventuelle provenant des retenues sur le salaire et rester quant au surplus, débitrice de la retraite.

Toutes ces institutions ou sociétés doivent en vue de garantir les déficits, qui pourraient se produire dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie ; la quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finance.

3° *Constitution des retraites.*

La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés, par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'État. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive ; toute convention contraire est nulle de plein droit.

Le prélèvement sur le salaire des assurés, ainsi que le versement des employeurs, est de 2 % du salaire y compris le salaire en nature, évalué dans des conditions que déterminera un règlement d'administration publique. Les salaires d'une valeur inférieure à 1 fr. 50 sont exempts de tout prélèvement.

Les prélèvements sont inscrits sur un livret ou bien sont indiqués par des timbres-retraite collés sur une carte d'identité au moment de chaque paye, qui doit avoir lieu à des intervalles ne pouvant excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés. Le livret ou la carte sont remis gratuitement à l'assuré.

Lorsque la retraite, acquise par les versements de l'ouvrier et de l'employeur et calculée sur la base du capital aliéné, n'atteint pas 360 francs, elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'État au moyen du

fonds de bonification, pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant trente années au moins, à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

Quand, par cas de force majeure, tels que chômage involontaire ou maladie prolongée, accouchement, blessure, le nombre de 250 journées de travail ne peut être atteint par l'assuré, ce nombre sera réduit dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, sans toutefois pouvoir être inférieur à 200 journées.

Pour les ouvriers agricoles, suivant qu'ils sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sur livret individuel ou les appositions de timbres sur carte d'identité sont effectués trimestriellement ou lors de chaque paye, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances.

Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles seront opérés, par les propriétaires, les versements afférents tant aux colons partiaires et métayers et aux fermiers qu'à eux-mêmes.

Le propriétaire âgé de plus de 60 ans et sans autres ressources, qui ne perçoit pas des fermages supérieurs à 500 francs, est dispensé du versement de la contribution.

Les versements afférents aux retraites facultatives ne peuvent être inférieurs à 1 franc pour chaque compte, ni excéder 500 francs par an. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ils

pourront être remplacés par apposition de timbres-retraite sur des cartes d'identité spéciales.

4^e Liquidation des retraites.

La retraite produite par les versements des assurés et des employeurs est liquidée à l'âge de 60 ans et la majoration de l'État est définitivement arrêtée à ce moment. Néanmoins, les assurés ayant atteint l'âge de 60 ans ont droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 % sur leur salaire ; dans ce cas le versement corrélatif de l'employeur continue également à être effectué à leur compte ; dans le cas contraire il est affecté au fonds de bonification.

L'âge d'entrée en jouissance de la retraite peut être abaissé au-dessous de 60 ans jusqu'à 55 ans inclusive-ment, par règlement d'administration publique pour les ouvriers et employés des compagnies et administrations de chemins de fer, ainsi que des industries reconnues particulièrement insalubres, d'après les statistiques spéciales établies à ce point de vue par le ministre du Commerce.

L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, avec droit aux majorations est fixé à 55 ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières.

Tout assuré peut, avant l'âge de 60 ans ou 55 ans et à partir de 50 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite, dès qu'elle atteint 360 francs. En ce cas, s'il continue de travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonification.

Le tarif des retraites assurées par la caisse nationale des retraites ouvrières est calculé à un taux annuellement fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites, et, provisoirement d'après la table de mortalité de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. ¹

Des décrets devront arrêter, dès que les statistiques établies par le ministre du Commerce le permettront, de nouvelles tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

La liquidation de la retraite opérée d'après le montant des versements inscrits sur les livrets individuels ou des timbres apposés sur les cartes d'identité successives est à capital aliéné, à moins que la réserve du capital n'ait été spécifiée dès le début par l'assuré, pour les retenues opérées sur son salaire ; le montant des versements patronaux est toujours liquidé à capital aliéné.

L'assuré peut connaître chaque année dans le premier semestre le montant de la retraite qui lui est acquise au 31 décembre. Il a la faculté d'effectuer à son compte des versements volontaires.

Lorsque la retraite éventuelle, avec le complément de retraite acquis d'autre part ou pouvant résulter des versements volontaires faits par l'assuré ou pour lui, dépasse 360 francs il peut à toute époque, affecter la valeur actuelle

du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable dans les conditions d'une loi à établir.

Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé, le nombre d'années exigible, pour l'attribution de la majoration, est abaissé d'un nombre égal d'années.

Les assurés qui seront atteints en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite. La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du Commerce, sous les conditions fixées par ce règlement, dans la limite de crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finance, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation ni excéder 360 francs, bonification comprise.

En cas de décès d'un assuré, qui laisse soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés, de moins de seize ans, il est attribué par le ministre du Commerce, sur le fonds de bonification, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès.

Les retraites acquises aux assurés facultatifs sont liquidées dans les mêmes conditions que les autres. Quand

ces retraites n'atteignent pas le chiffre de 360 francs, elles seront bonifiées au moyen du fonds de bonification, d'une somme de 120 francs sans pouvoir toutefois être élevées au-dessus de 360 francs, pourvu que des versements aient été effectués au compte des assurés pendant trente années au moins et à raison de 6 francs au minimum par trimestre.

Tout employeur ayant omis les appositions de timbres-retraite ou les versements prescrits par la loi, ou ayant fait supporter le versement qu'il devait effectuer par un autre que par lui est traduit devant le tribunal correctionnel, il est passible d'une amende de seize francs à cent francs. En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente infraction, le maximum est toujours appliqué. Sont passibles d'une amende de cent francs à deux mille francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs, directeurs ou gérants de toute société ou institution recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi sans s'être conformés aux dispositions que nous avons exposées plus haut quand nous avons étudié les organes des retraites.

5° Règlement des contestations.

Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux retenues illicites de salaire, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles, ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées en dernier ressort, au chef-lieu du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire, par un tribunal

arbitral composé : du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés, et de trois membres élus par les employeurs. Les décisions du tribunal arbitral peuvent être déférées à la cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le bénéfice de l'assistance est acquis de plein droit aux assurés pour les instances ci-dessus.

Les assurés peuvent, devant le tribunal arbitral, répéter contre leurs employeurs, pendant un délai de deux ans, le montant des timbres-retraite qui auraient dû être apposés ou des versements qui auraient dû être effectués à leur profit.

Les employeurs condamnés à opérer la restitution sont, en même temps, condamnés à des dommages-intérêts fixés au double du montant desdites répétitions, sans que les assurés puissent renoncer d'avance ni à ces répétitions ni à ces dommages-intérêts. Le montant des répétitions doit faire immédiatement, par les soins de l'employeur, l'objet d'apposition de timbres ou de versements; le montant des dommages-intérêts est directement versé au fonds de bonification. Le délai de deux ans ci-dessus est toutefois réduit à six mois à l'égard des employeurs qui soumettent tous leurs carnets de paye à un contrôle administratif déterminé par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce.

6° Emploi des fonds.

La caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des versements qu'elle reçoit au

compte de la caisse nationale des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant au fonds de garantie et de bonification: 1° en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État; 2° en prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du crédit foncier. Sur l'initiative du Conseil supérieur des retraites et sur son avis favorable, elle est également autorisée à faire emploi de fonds jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, c'est-à-dire : bons du Mont-de-Piété ou autres établissements reconnus d'utilité publique; prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés; acquisition ou construction d'habitations à bon marché; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés. Et aux institutions analogues de prévoyance ouvrière déterminées par règlement d'administration publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en actions ou obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la loi du 30 novembre 1894, ou en prêts aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Les fonds correspondant aux sommes encaissées pour l'assurance des retraites par les sociétés de secours mu-

tuels agréées, sont placés dans les conditions prévues par l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898.

7° Dispositions transitoires.

Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques qui sont depuis cinq ans au moins de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de 50 ans au moment de la mise en vigueur de la loi et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente années de travail à raison de 250 journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique. La durée du service militaire est réputée équivalente à une même durée de travail. Cette allocation sera de 120 francs. Toutefois, si en ajoutant à la retraite calculée, comme nous l'avons vu plus haut, le total est supérieur aux maxima fixés par le barème ci-dessous, cette allocation sera réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants : de zéro à cinq années de versement à une caisse de retraite autorisée, 150 francs ; de cinq à dix années 200 francs ; de dix à quinze années 250 francs ; de quinze à vingt années 300 francs ; de vingt à vingt-cinq années 330 francs ; de vingt-cinq à trente années 360 francs.

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet voté à la Chambre et transmis au Sénat ; des objections lui ont été faites, il nous faut maintenant les examiner et voir aussi les charges qu'il entraînerait pour les finances de l'État.

§ 2. -- Charges qui incomberaient à l'État du fait
du texte voté par la Chambre des députés.

L'évaluation de ces charges a été faite avec beaucoup de soin dans le rapport de M. Cuvinot, actuellement soumis au Sénat, et elle amène le rapporteur à repousser le texte de la Chambre.

Le rapporteur estime que le nombre des assujettis obligatoires serait de 11.331.495, et celui des assujettis facultatifs de 2.857.839, soit ensemble 14.189.334.

« Les dépenses qui incomberaient à l'État comme conséquence de la mise en application de la loi peuvent se classer en trois catégories distinctes :

« a) Les premières correspondent aux prescriptions de la loi à l'égard des assujettis obligatoires. Il est possible de les chiffrer d'une façon très approximative, parce que, dans la plupart des cas, le nombre des intéressés est facile à déterminer.

« Telles sont : les allocations de la période transitoire ;

« Les majorations à 360 francs de la période normale ;

« Les allocations en cas de décès d'un assujetti.

« On peut comprendre enfin dans les dépenses de cette catégorie, malgré l'incertitude du nombre des intéressés, l'accroissement des majorations de la dépense normale, par suite de l'abaissement à 50 ans de l'âge de la retraite.

« b) Les dépenses de la seconde catégorie dérivent des engagements pris en faveur des assujettis volontaires. Il semblait plus difficile de les évaluer, à raison de l'indétermination du nombre des parties prenantes. Elles ré-

sultent : de l'affectation à l'assurance maladie d'une partie des retenues des assurés mutualistes, des majorations accordées aux assurés facultatifs.

« c) La troisième catégorie comprend : les dépenses administratives et les dépenses imprévues (1). »

Charges de la première catégorie. — Le rapporteur estime que l'allocation de 120 francs attribuée aux ouvriers, employés ou domestiques, et aux anciens ouvriersemployés ou domestiques âgés de 60 ans au moment de la promulgation de la loi entraînerait, en estimant leur nombre pour les vingt premières années à 2.269.000, une charge de 272.280.000 francs à partir de la vingtième année ; leur nombre irait en diminuant et deviendrait nul vers la vingt-deuxième année.

La charge résultant des allocations pour majoration des pensions inférieures à 360 francs débute à 11 millions 500.000 francs la vingt-sixième année, s'élève progressivement pour atteindre son maximum 202 millions 100.000 francs la quarante-sixième année, elle décroît jusqu'à la soixante-quinzième année et se maintient, à cette date, au chiffre constant de 156 millions.

Les allocations aux veuves et orphelins constituent une charge dès la première année de 26.700.000 francs.

Le total de ces charges s'élève la première année à 299 millions, il atteint son maximum vers la trente-cinquième année avec 318.500.000 francs, puis s'abaisse à

1. Rapport Cuvinot au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre sur les retraites ouvrières. Sénat, séance du 2 avril 1909. Annexe 104.

182.700.000 francs, vers la quatre-vingtième année pour demeurer constant à partir de cette date.

Quant à la charge résultant de l'abaissement de l'âge de la retraite de 60 à 55 ans, le rapporteur estime qu'en supposant que le nombre des bénéficiaires de cette mesure ne s'élève pas, de 1 à 20 ans, qu'à un million d'intéressés, ce qui sera certainement en dessous de la vérité, l'accroissement de la charge annuelle serait alors de 21 millions 500.000 francs.

Charges de la deuxième catégorie. — Les charges supplémentaires provenant des allocations de la période transitoire ne dépasseront jamais, estime le rapporteur, 1 million 250.000 francs. Les charges provenant des majorations à accorder aux sociétés de secours mutuels qui font également l'assurance maladie et invalidité sont évaluées à 80 millions. Les charges résultant des majorations aux retraites des assujettis volontaires sont estimées en période constante à 112 millions ; car, dit le rapporteur, tous les assurés facultatifs s'arrangeront pour obtenir au moment de la retraite le maximum de bonification, soit 120 francs.

Charges de la troisième catégorie. — Ce sont les frais d'administration et les appels à la garantie de l'Etat ; le rapporteur estime que les charges résultant de l'administration ne seront pas inférieures à 30 millions.

« En résumé, et toutes réserves faites pour les dépenses qu'il paraît impossible de chiffrer, lesquelles cependant sont loin d'être négligeables, on arrive pour les charges éventuelles probables de la période constante à une augmentation de dépenses annuelles d'au moins

243.300.000 fr. (21.300.000 + 80.000.000 + 112.000.000 + 30.000.000). De telle sorte, que la charge totale de la période serait d'au moins 426 millions de francs, et que cette charge dépasserait certainement, à l'époque du maximum, 545 millions de francs.

« En nombres ronds, la charge annuelle de l'État serait au minimum : à l'origine, de 312 millions de francs ; elle atteindrait, à l'époque du maximum, 545 millions de francs, et descendrait pour la période constante à 426 millions de francs.

« Il est bon de mettre en regard le montant des prélèvements des assujettis obligatoires et des versements patronaux, soit 405 millions de francs (1). »

Il n'est pas croyable que nos finances déjà si éprouvées puissent supporter un pareil fardeau ; l'opinion publique s'est effrayée d'une pareille charge. Ni le Sénat ni le gouvernement ne paraissent désireux de tenter l'aventure, la commission du Sénat décidée à ménager nos finances a repoussé le projet de la Chambre. En effet le bon sens, le souci de l'équilibre budgétaire, la volonté de ne pas écraser le contribuable sous les impôts nouveaux, commandent de n'agir dans cette matière qu'avec beaucoup de prudence.

§ 3. — Objections faites au texte de la Chambre.

Les autres objections qui, en dehors des charges financières, ont été faites au texte de la Chambre sont de nature

1. Cuvinot. *Ibid.*, p. 48-49. Pour tous les calculs et pièces justificatives, voir le rapport Cuvinot, p. 38 et suivantes.

diverse. La plus importante entre toutes est le principe de l'obligation que ce texte établit. Nous avons montré la nécessité de prendre pour base de l'institution des retraites l'assurance obligatoire. La commission du Sénat, comme nous le verrons un peu plus loin, a été obligée de se rallier, malgré sa répugnance, à cette même base de l'obligation.

Une seconde objection est la charge trop lourde que les prélèvements de 4 % feraient peser sur l'industrie et l'agriculture, l'enquête a bien montré que tous les intéressés trouvaient cette charge trop lourde.

L'âge d'entrée en jouissance de la retraite a été également estimé trop avancé par les uns, trop retardé par les autres; un recul de cinq années dégrèverait considérablement les charges de l'État.

On a objecté aussi que la capitalisation des versements des ouvriers et des employeurs entraînerait une accumulation de capitaux qui pourrait être nuisible au bon fonctionnement même des retraites en abaissant fortement le taux de l'intérêt; la demande toujours renouvelée de titres de rente et de valeurs de tout repos en ferait monter le cours et le taux d'intérêt s'en trouverait d'autant diminué. D'un autre côté, ce serait des sommes énormes retirées de la circulation et il ne faut pas croire que les sommes provenant de l'achat de titres retourneront au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture; nullement, elles iront en fonds d'État étrangers et ce sera autant de perdu pour l'activité nationale.

La commission du Sénat en diminuant la quotité de la cotisation ouvrière, et en limitant la capitalisation aux

seuls versements des ouvriers, a pensé ramener le capital accumulé à un total acceptable.

On a reproché aussi au système de la Chambre de favoriser les plus petits salariés et particulièrement ceux dont l'action personnelle est moindre et moindre aussi le nombre des années de travail. Il laisse de côté les ouvriers les plus méritants et les plus laborieux et conduit ainsi à une répartition injuste des subventions de l'État. Tout assujetti dont le salaire est inférieur à 360 francs serait assuré d'obtenir, sans avoir effectué aucun versement, une majoration de l'État d'au moins 280 fr. 80 ; sa pension de retraite serait supérieure à son salaire annuel. Le salaire variant de 360 à 820 francs, la majoration de l'État suivrait une progression décroissante de 280 fr. 80 à 0 franc. Les salariés gagnant plus de 820 francs par an n'auraient droit à aucune majoration.

De même un ouvrier qui se désintéresserait de son avenir en ne faisant que les versements strictement obligatoires aura droit à une forte majoration ; celui qui, au contraire, fera des versements supplémentaires et atteindra ainsi au moment de la liquidation un chiffre de retraite supérieur à 360 francs n'aura droit à aucune bonification, c'est de l'encouragement à la prévoyance à reculons.

« Au lieu d'encourager l'effort individuel, l'État fournirait une prime à l'inactivité et peut-être aussi à la fraude (1). »

La justification qu'on exige de l'ouvrier pour l'obtention de la majoration, a soulevé des critiques ; pour l'ouvrier

1. Cuvinot, *Ibid.*, p. 73.

isolé ou travaillant irrégulièrement, cette justification sera souvent impossible, surtout pour l'ouvrier agricole, qui travaille tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre suivant les besoins de chacun ; qui travaille aussi souvent pour lui, qui change de chantier plusieurs fois dans l'année, tour à tour ouvrier agricole, terrassier, manœuvre, casseur de pierre sur les routes, bûcheron, mineur, carrier. S'il est tenu de fournir lui-même la justification qu'on exige, il devra se munir de certificats des employeurs partout où il passera, les faire viser par les maires et en conserver la collection. Il est difficile d'espérer que cette obligation sera exactement remplie.

D'un autre côté, la condition exigée de trente ans de travail à raison de 250 journées par année a paru à juste titre trop rigoureuse, bien qu'il soit juste et légitime de subordonner à l'accomplissement de certaines conditions l'obtention d'une prime d'encouragement.

« Prenez l'exemple d'un ouvrier ayant travaillé très régulièrement pendant dix années et ayant affectué exactement les versements prescrits ; cet ouvrier devient patron, n'ayant pas réussi, il redevient ouvrier pendant quinze années, celui-là bien qu'ayant travaillé toute sa vie ne pourra obtenir aucune majoration (1). »

Prenons un autre exemple qui pourra souvent se produire dans les pays de métayage et de fermage. Voilà une famille de métayers nombreuse, comme elles le sont souvent ; elle cultive un grand domaine, le père est vieux ; ses fils sont déjà âgés, 40 ou 45 ans peut-être ; le père

1. Cuvinot. *Ibid.*, p. 74.

vient à mourir ; les enfants ne pouvant lui succéder, se divisent, et l'un d'entre eux non marié, ou n'étant pas suffisamment en force, au lieu de prendre un domaine, se loue, ou travaille à la journée ; comme il n'était qu'assujetti facultatif, son père n'a fait aucun versement pour lui, il lui est impossible de faire des versements pendant trente ans ; et il aura travaillé toute sa vie et, arrivé au seuil de la vieillesse, il n'aura droit à aucune majoration de la part de l'État. Une pareille disposition ne paraît pas empreinte d'un véritable sentiment de justice et ses conséquences ont conduit la commission du Sénat à chercher une autre base de répartition.

SECTION IV. — *Enquête faite par la commission du Sénat*

§ 1. — Questions posées.

La commission du Sénat, en face de la proposition de loi votée par la Chambre des députés et devant les objections qui lui étaient faites, voulut connaître l'opinion des intéressés sur ce texte et trouver ainsi un guide dans les modifications à lui apporter. Un questionnaire fut dressé par la commission et envoyé :

1° A tous les groupements consultés en 1901 : comices et sociétés agricoles diverses, syndicats agricoles patronaux, ouvriers et mixtes, unions et fédérations de syndicats, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, bourses de travail ;

2° A toutes les sociétés ou groupements mutualistes d'adultes ;

3° A toutes les associations et personnes qui en ont fait la demande.

Le nombre des questionnaires envoyés a été de 28.076 ; les réponses reçues au nombre de 9.582 se répartissent comme il suit :

1 ^{re}	catégorie groupements de salariés	.	1.372	réponses	
2 ^e	—	—	d'employeurs.	1.092	—
3 ^e	—	—	agricoles	.	1.690 —
4 ^e	—	—	mutualistes	.	<u>5.428</u> —
	Total	.	.	.	9.582 —

Le questionnaire était le suivant :

1° Êtes-vous partisan : Du prélèvement obligatoire sur le salaire? du versement obligatoire des employeurs? des versements égaux des salariés et des employeurs?

2° Les versements imposés aux ouvriers et aux patrons doivent-ils, dans votre pensée, être proportionnels aux salaires? ou fixés par journée de travail?

3° Êtes-vous d'avis que, dans le système de l'obligation, les allocations de l'État doivent bénéficier à tous les assujettis sans distinction? ou seulement aux assujettis dont la pension résultant des versements de l'employeur et de l'employé serait inférieure à 360 francs, à l'âge de la retraite?

4° Les allocations de l'État doivent-elles être accordées : sous forme de primes annuelles venant s'ajouter aux versements des employeurs et des employés? sous forme de bonification d'intérêt? ou sous forme de majoration de pensions?

5° Dans le système de l'obligation, pensez-vous que

l'ouvrier, devant, aux termes du projet de loi voté par la Chambre, subir sur son salaire une retenue pour la constitution de sa pension de retraite, pourra — même avec les avantages offerts par l'article 612 — continuer à supporter la charge des cotisations nécessaires au fonctionnement de la société de secours mutuels dont il fait partie et qui doit l'assurer contre la maladie et l'invalidité?

6° Êtes-vous partisan du système de la capitalisation? ou de celui de la répartition?

7° Préférez-vous, au régime de l'obligation, un système basé, comme dans la loi belge, sur la prévoyance libre et la mutualité, avec encouragement de l'État et comportant: des versements facultatifs des salariés et des employeurs, et des encouragements obligatoires de l'État?

8° Pensez-vous que, soit dans un système d'obligation, soit dans un système de liberté, les subventions de l'État doivent s'appliquer indistinctement à tous les modes de prévoyance et que les intéressés doivent demeurer libres à toute époque: soit d'appliquer les cotisations et subventions à d'autres modes d'assurance contre les risques de la vie et de la vieillesse? soit d'effectuer, le cas échéant, tout ou partie du capital constitutif de leur pension de retraite à l'acquisition d'une maison, d'un jardin, d'un bien de famille ou à tel autre usage indiqué par la loi?

9° Dans votre pensée, le service financier doit-il être confié à une caisse centrale unique? ou décentralisé par la création de caisses régionales, de caisses corporatives ou de caisses libres organisées notamment par les sociétés de secours mutuels pouvant fonctionner concurremment avec la caisse centrale?

10° Indiquer les répercussions probables du prélèvement et du versement de 2 % prévu par le projet de la Chambre :

a) Sur les salaires et sur la production dans votre profession ;

b) Sur la marche générale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Comparer cette charge à celle des impôts actuels.

§ 2. — Les réponses. 1° Groupements agricoles.

Sans pénétrer dans le détail des réponses en général, nous remarquerons qu'elles sont en général incontestablement favorables au système des versements facultatifs ; les salariés se sont prononcés dans ce sens dans une proportion de 22 % seulement, mais ils n'en sont pas pour cela acquis aux versements obligatoires, les réponses dans ce dernier sens ne sont que de 31,7 % et celles en faveur des versements obligatoires égaux des employeurs et employés de 30 %.

Ces chiffres sont cependant supérieurs à ceux qu'avait donnés l'enquête de la Chambre des députés de 1901. Les réponses défavorables atteignaient la proportion de 93 % et dans la seule catégorie des syndicats ouvriers, elle s'élevait à 98,5 %. La raison en était que le projet de loi qui avait servi de base à l'enquête de 1901 prévoyait un versement obligatoire de 0 fr. 10 par jour pour les ouvriers et pour les patrons et 300 jours de travail par an, c'est-à-dire 60 francs par an. Le texte voté par la Chambre abaissait au contraire le versement à une somme

moins élevée, 4 % du salaire, soit en moyenne pour l'année une somme de 36 francs. Il n'est pas surprenant que ces conditions nouvelles aient soulevé une opposition moindre. Les adhésions eussent été certainement plus nombreuses si la cotisation obligatoire avait été plus réduite.

Le système de la capitalisation et celui de la répartition ont apporté des réponses variables, suivant les catégories. Du côté des salariés, les adhésions atteignent une proportion de 76, 2 % en faveur de la répartition ; ceci n'a rien qui doive surprendre ; la répartition permet en effet d'espérer des allocations immédiates supérieures à celles que peut donner la capitalisation.

« De l'ensemble des dispositions, il est difficile de conclure, dit le rapporteur, comme on l'a souvent répété, que la proposition de loi soumise en 1900 à la Chambre des députés et la proposition votée en 1906 par elle sont attendues avec impatience par la démocratie.

« Il serait excessif aussi d'admettre que le monde du travail se désintéresse de la question des retraites ouvrières (1). »

Nous allons voir plus spécialement ce que pense le monde agricole du texte de la Chambre et quelles sont les réponses qui ont été faites au questionnaire de la commission du Sénat.

Sur la première question : êtes-vous partisan du prélèvement obligatoire sur les salaires ? nous trouvons 673 oui et 1.115 non, soit 66 % contre l'obligation. La plu-

1. Cuvinot, *ibid.*, p. 37.

part des associations agricoles disent que le salaire des ouvriers agricoles est beaucoup trop faible pour pouvoir subir un prélèvement quel qu'il soit ; beaucoup de ces associations craignent de voir retomber la charge sur les patrons, petits propriétaires ou petits fermiers, souvent aussi peu fortunés que les ouvriers qu'ils ont à leur service. « Toute retenue sur le salaire est considérée comme un impôt sur le travail, attentatoire à la dignité et à la liberté des citoyens, qui ne doivent pas être traités comme des mineurs, et de nature à porter la plus grave atteinte à l'esprit de prévoyance (1). »

Sur la question du versement obligatoire des employeurs nous trouvons 330 oui et 1.206 non, soit 71, 3 contre ce versement. Les réponses font à ce sujet observer la situation précaire de la plupart des petits cultivateurs, obligés eux-mêmes de louer leurs services une grande partie de l'année pour arriver à vivre ; il leur est impossible de supporter de nouvelles charges.

Pour les versements corrélatifs et égaux des salariés et des employeurs, nous trouvons 324 oui et 1.157 non c'est-à-dire une proportion de 78,4 % défavorables à ce versement.

Les partisans des versements obligatoires corrélatifs des deux parties en présence estiment que sans obligation les salariés de l'agriculture n'effectueraient pas de versement ; les uns réclament soit l'obligation de la prévoyance avec le choix des moyens, soit l'obligation de faire partie d'une société de secours mutuels.

1. Cuvinot, *ibid.*, p. 119, annexes.

Peu nombreuses sont les sociétés qui préconisent des versements des employeurs seulement. On trouve aussi exprimée cette opinion que l'obligation ne devrait être imposée qu'aux assujettis qui ne font pas partie déjà d'une société de secours mutuels.

D'autres groupements ont émis l'avis que les prélèvements et les versements devraient être ajournés en cas de maladie ; ceci ne saurait souffrir aucune difficulté, car du moment où l'ouvrier ne gagne plus rien, il ne saurait être question de l'obliger à verser une partie du salaire qu'il ne gagne plus. A côté de ces déclarations d'un ordre plus général, nous trouvons une infinité d'appréciations diverses ; certaines sociétés voudraient voir obliger les employeurs à effectuer sur les salaires le prélèvement des cotisations de leurs salariés ; d'autres enfin prétendent que les versements obligatoires ne seraient acceptables que pour les ouvriers payés à l'année.

D'autres associations voudraient voir exempter du prélèvement les assujettis ayant quatre enfants mineurs de 16 ans, ou bien encore que l'État prenne à sa charge les versements des ouvriers qui ont une nombreuse famille.

Certaines sociétés voudraient voir accorder une pension aux employeurs comme aux employés ; elles disent que le salarié est souvent plus heureux que le salariant, et celui-ci cependant est assujetti à un versement obligatoire en faveur de son ouvrier. Les partisans des retraites par l'État seul sont peu nombreux dans les sociétés agricoles, ainsi que les adversaires de toute retenue sur les salaires ; il n'y a dans ce sens que 17 réponses sur 1.690 parvenues à la commission du Sénat.

En ce qui concerne l'égalité des versements des salariés et des employeurs, plusieurs sociétés estiment qu'il serait peut-être nécessaire que le versement des employeurs soit plus élevé que celui de leurs ouvriers.

Sur la deuxième série de questions : Les versements imposés aux ouvriers et aux patrons doivent-ils, dans votre pensée, être proportionnels aux salaires? nous voyons que 514 sociétés ont répondu oui et 146 non, et chose à remarquer, 1.030 sociétés n'ont pas répondu à la question, soit 61 % du nombre des réponses classées.

Sur la seconde partie : ou fixés par journée de travail? il y a 265 oui et 382 non, et 1.043 abstentions, soit 61,8 % des réponses. La plupart de ces abstentions proviennent de ce que les partisans du système belge ont fréquemment jugé inutile de répondre à ces questions. Les réponses précises sont, en majorité, favorables aux versements proportionnels aux salaires, mais souvent avec une réserve, par exemple que le paiement des gages soit mensuel ou annuel. Au contraire, les partisans d'un prélèvement par journée de travail font remarquer que ce mode seul est applicable, en pratique, soit aux salariés qui changent très souvent d'employeur, soit à ceux qui subissent des chômages prolongés par suite des intempéries. Beaucoup de sociétés insistent sur les difficultés considérables qui résulteront de l'évaluation des salaires en nature.

Sur la troisième série de questions nous trouvons et pour la même raison que nous avons indiquée, un nombre relativement considérable d'abstentions, 45,7 %; sur la première partie de la question : êtes-vous d'avis que

dans le système de l'obligation, les allocations de l'État doivent bénéficier à tous les assujettis sans distinction ? les réponses fermes sont de 472 oui et 446 non. Sur la seconde partie : ou seulement aux assujettis dont la pension résultant des versements de l'employeur et de l'employé serait inférieure à 360 francs à l'âge de la retraite, il y a 42,4 % d'abstentions, 668 oui et 307 non.

La majorité des associations agricoles ayant formulé une réponse précise est favorable à la limitation à 360 francs de rente des allocations de l'État, mais d'autres objectent que cette limitation constitue en réalité une sorte de prime à la paresse ; il n'y aura le plus souvent que les ouvriers ne travaillant pas régulièrement qui toucheront la majoration de l'État, les ouvriers consciencieux et travailleurs faisant des versements réguliers qui diminueront la majoration que l'État aura à leur verser. Certains comités ou syndicats estiment qu'il ne faut pas faire de catégorie entre les travailleurs ; d'autres estiment que la limitation de 360 francs est trop basse, qu'il faut fixer la limite au-dessus de ce chiffre. Un assez grand nombre de sociétés ont fait remarquer qu'une réponse à ces questions était inutile, puisque le gouvernement déclarait que le minimum de 360 francs par an ne pourrait pas être garanti.

Pour la quatrième série de questions, nous trouvons encore un nombre considérable d'abstentions ; cela tient surtout, dit le rapporteur, à ce que la plupart des sociétés abstentionnistes se sont contentées de répondre négativement aux trois questions comprises dans la première série, estimant que le rejet des prélèvements et versements obligatoires les dispensait de répondre sur les

autres questions ; ou bien entraînerait sur ces points des réponses négatives. Pour cette quatrième série de questions relatives aux formes que doivent revêtir les allocations de l'État, nous voyons pour les primes annuelles venant s'ajouter aux versements des employeurs et employés 664 réponses favorables et 326 réponses défavorables et 700 abstentions. Pour la forme de bonifications d'intérêts, 437 oui et 774 non, pour la majoration de pensions 584 partisans et 497 adversaires. Les partisans du système belge ou du maintien du *statu quo* préconisent l'emploi simultané des trois modes d'encouragement. Dans l'ensemble, ce sont les primes annuelles qui ont motivé le plus de réponses favorables : 39 % des réponses classées.

Sur la cinquième question, la proportion des réponses des sociétés agricoles qui estiment que les mutualités pourront supporter, avec les charges de la loi, les versements nécessaires pour l'assurance maladie, ne dépasse pas 25,4 % des réponses classées. Une forte proportion des sociétés, 868 sur 1.690, soit 51,4 %, estime que les conséquences de la loi seront désastreuses pour les mutualités, l'ouvrier « ne pouvant tirer deux moutures du même sac ». Certaines sociétés font observer avec raison que des patrons, membres honoraires et bienfaiteurs des sociétés de secours mutuels, étant obligés d'effectuer pour leurs ouvriers des versements obligatoires, cesseront de faire des versements volontaires aux sociétés, et les ressources des mutualités disparaîtront peu à peu, ou du moins diminueront dans une proportion regrettable.

Sur la sixième série de questions : êtes-vous partisan du système de la capitalisation, une majorité de sociétés

agricoles a donné une réponse favorable, 758 oui contre 355 non et 579 abstentions. La plus grande partie de ces associations étant favorable au système belge, il est naturel qu'une majorité se soit également prononcée en faveur de la capitalisation. Les partisans de la répartition sont 369 contre 739 adversaires et 582 abstentionnistes, soit 21,8 % pour et 47,3 % contre. Les sociétés favorables à la capitalisation demandent souvent que les capitaux soient versés dans les caisses de crédit agricole, d'assurances contre la mortalité du bétail, contre la grêle et autres institutions de prévoyance agricole.

Ce serait un excellent moyen de rendre à la terre les capitaux qui en seraient détournés par les versements ; mais ces subventions ne pourraient être accordées qu'aux sociétés qui présentent une solvabilité à toute épreuve, pour que les capitaux ainsi engagés ne viennent pas à disparaître. Certaines sociétés, 13, préconisent les deux systèmes financiers.

Sur la septième question : préférez-vous au régime de l'obligation, un système basé, comme dans la loi belge, sur la prévoyance libre et la mutualité, avec encouragements de l'Etat et comportant : des versements facultatifs des salariés et des employeurs et des encouragements obligatoires de l'État ; 1.250 sociétés ont répondu favorablement, soit 73,9 % des réponses classées et 382 contre. La plupart des sociétés estiment que c'est la seule solution équitable de la question soumise au Sénat ; que la liberté subsidiée est de nature à développer l'esprit de prévoyance et la dignité des citoyens ; que, seule elle permet au patron de retenir les bons ouvriers en les aidant

à se constituer une retraite ; l'obligation, répondent ces sociétés, préparerait une génération de paresseux et d'égoïstes.

Les partisans de l'obligation invoquent au contraire que les ouvriers ne verseront rien s'ils n'y sont tenus obligatoirement, l'obligation est nécessaire tout au moins au début ; lorsque l'éducation des intéressés sera faite, il sera possible de revenir à un système basé sur la liberté.

Un certain nombre de sociétés font observer que le système belge est déjà pratiqué en France et qu'il suffirait, en l'état actuel des choses, d'apporter quelques retouches à la loi du 1^{er} avril 1898.

Sur la huitième question : pensez-vous que, soit dans un système d'obligation, soit dans un système de liberté, les subventions de l'État doivent s'appliquer indistinctement à tous les modes de prévoyance et que les intéressés doivent demeurer libres à toute époque : *a*) soit d'appliquer les cotisations et subventions à d'autres modes d'assurance contre les risques de la vie ou de la vieillesse ? 978 sociétés ont répondu oui, 366 non et 346 se sont abstenues, soit 57,9 % en faveur de la liberté. Sur la deuxième partie : *b*) soit d'affecter, le cas échéant, tout ou partie du capital constitutif de leur pension de retraite à l'acquisition d'une maison, d'un jardin, d'un bien de famille ou à tel autre usage indiqué par la loi ? Nous trouvons 1.055 sociétés qui répondent oui, soit 65 % des réponses classées et 341 non.

Le nombre des abstentions 346, soit 25,5 %, sur la première partie et 284, soit 16,9 %, sur la seconde, est relativement peu considérable par rapport aux abstentions

dans les autres catégories de groupements; les abstentionnistes dans les groupements de salariés sont de 62,9 % sur la première partie de la question et 63,5 % sur la seconde partie; pour les employeurs les abstentions sont respectivement de 25,2 et 24,1 %.

D'une manière générale, les sociétés agricoles paraissent estimer que la constitution d'une rente viagère est la forme de la prévoyance la plus égoïste et la moins recommandable; que la loi ne doit pas sacrifier la famille pour ne s'occuper que de l'ouvrier et que l'acquisition d'un immeuble, « la plus grande ambition du salarié », serait plus avantageuse que la constitution de rentes viagères.

A l'inverse, les adversaires de ces idées estiment que leur introduction dans la loi serait de nature à en altérer le caractère; qu'elle aurait pour conséquence de rejeter l'ouvrier dans l'assistance en faisant disparaître le capital destiné à la retraite et qu'il faut laisser à chacun le soin de pratiquer, en dehors des versements pour la retraite, le mode de prévoyance qui lui convient le mieux.

Un certain nombre d'associations expriment, d'autre part, l'opinion que le « homestead » n'est qu'une illusion généreuse; d'autres enfin admettent cette extension de la loi; mais sous la réserve formelle que les affectations susvisées ne devraient pas être autorisées tant que les rentes acquises par l'assujetti ne dépasseraient pas 360 francs.

Sur la neuvième question presque toutes les sociétés agricoles ont manifesté leur opinion: 1.266 sont défavorables à une caisse centrale, soit 75 % des réponses, et 1.259, soit 75,1 %, sont favorables à la décentralisation par la création de caisses régionales, de caisses corporatives, ou

de caisses libres organisées notamment par les sociétés de secours mutuels pouvant fonctionner concurremment avec la caisse centrale.

Quant à la dixième question relative à la répercussion probable du prélèvement de 2 % sur les salaires et la production, sur la marche générale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, les réponses varient beaucoup suivant que les sociétés préfèrent le régime belge ou les versements obligatoires.

« Les partisans de l'assurance libre estiment en général que le patron cherchera à récupérer son versement sur les salaires de ses ouvriers ; que ceux-ci chercheront également à rejeter toute la charge sur les employeurs ; que les petits patrons de l'agriculture sont souvent aussi pauvres que leurs salariés et ne pourront pas plus que ces derniers, supporter les versements obligatoires ; que l'amélioration des salaires deviendra de plus en plus difficile ; qu'il en résultera des conflits, une diminution du nombre des ouvriers agricoles, une production plus restreinte, une émigration croissante des campagnes vers les villes, la disparition de la petite culture et des petits métiers et une plus grande centralisation dans l'agriculture.

« Un certain nombre de comices et syndicats font observer qu'il s'agit, en réalité, d'un impôt nouveau destiné à peser lourdement sur l'industrie agricole et qui rendra de plus en plus difficile la lutte qu'elle est obligée de soutenir contre une concurrence étrangère chaque jour croissante et plus menaçante.

« Diverses sociétés font observer, d'autre part, que le pe-

tit cultivateur supportera une triple charge nouvelle : 1° comme salarié, 2° comme patron, 3° en qualité de contribuable.

« En résumé la proposition de loi (le texte de la Chambre) constitue un saut dans l'inconnu et risque d'entraîner la ruine de l'agriculture française (1). »

Cependant, les partisans du système belge reconnaissent la nécessité d'une loi de retraites, car, par l'application de cette loi, les communes se trouveront déchargées dans l'avenir de tout ou partie des dépenses qui leur incombent du chef de la loi d'assistance de 1905.

En sens contraire, les partisans des versements obligatoires espèrent, par la vertu de la loi, retenir l'ouvrier aux champs, arrêter l'exode vers les villes, restreindre le vagabondage ; la proposition de loi, disent-ils, ne peut avoir qu'une répercussion heureuse, les charges qu'elle impose sont insignifiantes par rapport aux impôts actuels ; elle ne soulèvera pas de sérieuses difficultés entre les salariés et les employeurs ; ils consentiront aisément, les uns et les autres, à effectuer les versements qui leur sont imposés.

L'extension du bénéfice de la loi est demandée pour les fermiers, métayers et colons partiaires, ainsi que pour les petits propriétaires agricoles. Les patrons, et surtout les petits patrons, font observer nombre de syndicats ou comices, étant aussi dignes d'intérêts que les ouvriers qu'ils emploient.

Au point de vue purement agricole, nombre d'associa-

1. Cavinot, *ibid.*, p. 128.

tions déclarent que les nouvelles charges auront pour conséquence l'exode croissant vers les villes, l'augmentation des superficies en friche et la transformation des terrains cultivés en prairies, la raréfaction de la main-d'œuvre, l'avilissement de la propriété foncière...

Si, au lieu de considérer l'ensemble des associations agricoles, nous regardons seulement les plus importantes, unions ou fédérations de syndicats ou comices agricoles, nous voyons que sur 21 ayant répondu au questionnaire du Sénat, 2 acceptent des versements obligatoires simultanés des patrons et des salariés, 1 n'accepte pas les versements obligatoires des salariés et 18 préfèrent un système analogue à celui pratiqué en Belgique.

2 groupements admettent des versements égaux des salariés et des employeurs, 6 estiment qu'ils doivent être proportionnels aux salaires et 3 qu'ils doivent être fixés par journée de travail; 14 n'ont pas répondu à ce sujet.

6 unions de fédérations estiment que tous les assujettis doivent bénéficier des allocations de l'État et 3 seulement se sont prononcées pour la limitation de ces allocations à 360 francs de rente, 9 se sont abstenues sur ce chapitre.

14 sociétés réclament comme allocation des primes annuelles; 1 des bonifications d'intérêt, et 4 des majorations de pensions.

7 sociétés seulement pensent que l'article 12 du projet permet aux sociétés de secours mutuels de continuer à fonctionner sous le nouveau régime.

9 unions ou fédérations préconisent la capitalisation, 4 la répartition; 8 se sont abstenues de répondre.

Il n'y a eu qu'une union pour admettre la caisse centrale unique et 19 se sont prononcées pour un service financier décentralisé.

2° Réponses générales.

Nous ne pouvons clore cette étude de l'enquête sans dire un mot du résultat général de l'enquête, sans distinguer entre les groupements auteurs des réponses.

On constate, en considérant l'ensemble de l'enquête, que sur 9.582 réponses classées par la commission, 1.772 admettent des versements obligatoires des salariés et des employeurs.

771 repoussent tout versement des salariés.

316 n'admettent de versements obligatoires que pour les employeurs, 315 ne les admettent que pour les salariés.

5.744 préfèrent un système analogue à celui de la loi belge du 16 mai 1900, c'est-à-dire des versements facultatifs encouragés par l'État; 8 repoussent même toute allocation de l'État;

696 n'ont pas donné de réponses précises à ce point de vue, sur lesquels 477 n'ont même formulé aucune réponse, ou bien ont déclaré formellement s'abstenir.

6.567 groupements se sont prononcés pour les versements égaux des salariés et des employeurs.

3.470 sociétés préfèrent que ces versements soient proportionnels aux salaires.

1.281 estiment qu'ils doivent être fixés par journée de travail.

3.300 sociétés déclarent préférer que les allocations de l'État soient accordées à tous sans limitation.

3.053 sociétés demandent la suppression de l'allocation dès que la rente acquise atteint 360 francs.

3.239 sociétés ont demandé que les allocations de l'État soient données sous forme de primes annuelles.

1.070 sous forme de bonification d'intérêts.

3.673 sous forme de majorations de pensions.

4.401 sociétés ont exprimé l'avis que les encouragements devraient être étendus à d'autres modes d'assurance et 4.059 qu'ils devraient même s'appliquer à toutes les formes de la prévoyance.

Enfin 1.761 groupements préconisent l'emploi d'une caisse centrale unique et 5.703 préfèrent que la gestion soit confiée à des caisses régionales, à des mutualités, etc. 2.150 sociétés n'ont pas exprimé d'opinion sur cette question.

En somme, les dispositions sont en général défavorables au système du versement facultatif; bien que les groupements de salariés ne se soient prononcés que dans une proportion de 22 % pour ce système, il ne faudrait pas croire qu'ils soient acquis au versement obligatoire; ils n'en sont partisans que dans une proportion de 37 %. Pour les prélèvements égaux des patrons et des salariés, ils ont donné 30 % de leurs réponses favorables.

Ces chiffres sont notablement supérieurs à ceux qu'avait donnés l'enquête de 1901; les conditions de l'enquête n'étaient pas les mêmes, la contribution qu'on exigeait paraissait beaucoup plus lourde que celle du texte de la

Chambre. Les adhésions eussent été plus nombreuses si la cotisation obligatoire avait été plus réduite.

« De l'ensemble des dépositions, il est difficile de conclure, comme on l'a souvent répété, que la proposition de loi soumise en 1900 à la Chambre des députés et la proposition votée en 1906 par la Chambre sont attendues avec impatience par la démocratie.

Il serait aussi excessif d'admettre que le monde du travail se désintéresse de la question des retraites ouvrières.

Mais en présence des hésitations qui se sont manifestées et des doutes qui ont été formulés au cours des deux enquêtes on est autorisé à croire que, pour faire accepter le projet de loi par l'opinion publique et par les intéressés, il conviendra de modérer le montant des cotisations obligatoires et d'appliquer avec mesure, dans les premières années, les prescriptions impératives de la loi (1). »

SECTION V. — *Projet de la Commission du Sénat,*
2 avril 1909.

§ 1. — Principes directeurs de ce projet.

La commission du Sénat, après avoir démontré que les dispositions du texte de la Chambre entraînaient des charges trop lourdes pour l'état des finances, que la contribution imposée aux ouvriers et aux employés venant s'ajouter aux charges qui pèsent déjà sur le commerce,

1. Cuvinot, rapp., p. 104

l'industrie et l'agriculture sans transition aucune, risquerait d'avoir une fâcheuse répercussion sur la production nationale et peut-être sur le montant des salaires, se trouvait dans cette alternative, ou bien de présenter simplement au Sénat l'exposé des motifs qui lui paraissaient de nature à justifier le rejet de la proposition de loi votée à la Chambre et de conclure à ce rejet, ou bien de chercher une combinaison s'adaptant mieux à notre situation financière et plus acceptable par les intéressés. La commission opta pour la seconde solution et montra ainsi sa ferme volonté d'aboutir ; elle craignait qu'on l'accusât d'ajourner de parti pris une loi nécessaire.

« Nous sommes d'accord avec les diverses commissions de la Chambre des députés et avec la Chambre elle-même sur la nécessité d'une loi relative aux retraites ouvrières. Nous sommes d'avis que cette loi peut être le point de départ d'une ère de confiance et d'apaisement profitable à la fois aux employés, aux employeurs et à l'ensemble du corps social (1). »

Le principe même de la loi étant admis, il restait à la commission à chercher les fondements d'une nouvelle rédaction ; ce sont ces bases que nous allons maintenant exposer.

Ce projet de la commission a les bases suivantes :

- 1° Les ressources nécessaires au fonctionnement de la loi seront fournies par le salarié, l'employeur et l'État ;
- 2° La contribution du salarié sera portée à son compte personnel et majorée par l'État ; les sommes versées seront

1. Cuvinot, p. 104.

capitalisées en vue du paiement des pensions de retraite ;

3° Les contributions des employeurs seront, au contraire, l'objet d'une répartition entre les intéressés ; elles serviront, concurremment avec une subvention complémentaire de l'État, à payer une allocation fixe à tous les assurés, qui, au moment de la liquidation de leur retraite, rempliront les conditions exigées par la loi ;

4° Seront à la charge exclusive du Trésor :

a) Les allocations provisoires à attribuer aux vieillards de 65 à 70 ans qui, ne bénéficiant pas de la loi des retraites, ne pourront pas encore réclamer le bénéfice de la loi d'assistance ;

b) Les allocations à attribuer à la veuve ou aux orphelins de l'assujetti décédé avant l'âge de 65 ans ;

c) Les subventions aux sociétés de secours mutuels participant au fonctionnement de la loi des retraites ;

d) Les frais de gestion auxquels donnera lieu l'application de la loi.

La commission a écarté le système de pensions incombant exclusivement à l'État parce que ce serait en réalité faire une nouvelle loi d'assistance considérablement élargie. Au lieu d'encourager la prévoyance, elle porterait une atteinte aux habitudes d'épargne qui sont heureusement pratiquées par un grand nombre de personnes ; d'un autre côté, les crédits à insérer au budget seraient trop élevés, il faudrait, aux termes du projet de la Chambre, verser une pension à 1.357.000 personnes âgées de 65 ans et au-dessus (1), et en supposant qu'on ne leur verse que

1. Cuvinot, *ibid.*, p. 84.

250 francs, le produit atteindrait 340 millions et dépasserait de beaucoup les ressources du budget. De plus, un chiffre de pension uniforme serait insuffisant pour les ouvriers des régions, où la vie est plus chère, et ceux-ci ne tarderaient pas à réclamer la création de tarifs relevés qui augmenteraient encore la charge du budget.

Mais, au contraire, avec un versement de l'ouvrier, du patron et de l'État, la nouvelle loi aura bien des chances de pouvoir réussir. Ce triple versement ne saurait être sérieusement contesté, l'ouvrier doit être le premier collaborateur et le défenseur le plus énergique de l'œuvre qui doit le mettre à l'abri du besoin pendant ses vieux jours et lui garantir l'indépendance.

Le patron doit aider à constituer la retraite de son ouvrier, ce sera un bon moyen de s'attacher son personnel et de lui inspirer confiance. .

L'État doit intervenir pour encourager les efforts des ouvriers et des employeurs ; il a, lui aussi, intérêt à ce que l'ouvrier ne manque de rien pendant sa vieillesse ; il finirait du reste par retomber à sa charge ; c'est son intérêt aussi d'encourager la prévoyance. L'ouvrier livré à ses seuls efforts est dans l'impossibilité de se constituer une retraite honorable ; plutôt que de ruiner ses efforts sans résultat, il préférera ne rien tenter. Si, au contraire, l'État lui vient en aide, il économisera avec plus de courage et plus de persévérance. Mais les encouragements de l'État ne seront peut-être pas toujours suffisants pour amener tout le monde à l'épargne, et la question s'est posée de savoir s'il ne faudrait pas contraindre les insou-

cians et les indifférents à être prévoyants, c'est le principe du versement obligatoire.

Les partisans de ce principe affirment qu'à défaut de l'obligation, la loi resterait sans effet. Ce n'est pas l'avis qui avait prévalu dans les premières propositions de loi, et les différents rapporteurs s'étaient ralliés à l'inscription facultative des intéressés. Le projet voté à la Chambre en 1906 a posé le principe de l'obligation.

La commission du Sénat a reconnu que certains assurés négligeraient de profiter des avantages de la loi, aussi elle reconnaît qu'on peut soutenir avec quelque raison que les pouvoirs publics ont le devoir d'éclairer les imprévoyants et les ignorants.

« La majorité de votre commission a pensé que le seul moyen d'obtenir ce résultat consistait à imposer à tous, dans une mesure restreinte, la pratique de l'épargne et qu'une pareille prescription, loin de porter atteinte à l'esprit de prévoyance, aurait certainement pour objet d'en hâter le développement (1). »

La commission, après avoir constaté combien était difficile l'évaluation des salaires, a été conduite à admettre un versement unique indépendant du salaire touché individuellement par chaque travailleur.

La cotisation ouvrière sera égale pour tous les travailleurs, aussi il est nécessaire qu'elle ne charge pas trop les petits salaires alors surtout que la commission a reconnu à l'exemption de versements pour les salaires infé-

1. Cuvinot, *ibid.*, p. 86.

rieurs à 1 fr. 50, contrairement à ce qu'avait décidé la Chambre des députés.

La commission s'est arrêtée à un versement uniforme de 6 francs qui correspond pour un salaire de 300 francs à un prélèvement de 2 %. Un versement de 9 francs ou de 12 francs aurait été trop élevé et aurait correspondu à un prélèvement de 3 % ou de 4 %. Ce prélèvement semble un peu faible pour un salaire de 1.200 francs, mais la commission estime qu'il est irrationnel de se proposer, comme but final, des pensions égales pour tous les travailleurs. C'est à eux qu'il appartient de préparer leur avenir en faisant œuvre de prévoyance, la loi ne saurait se substituer complètement aux assujettis. Les ouvriers pourront disposer de leurs économies pour augmenter leurs versements et accroître le montant de leur retraite.

La seule solution qui parut acceptable à la commission consiste à fixer le minimum de la retenue annuelle, en laissant à chacun la faculté d'opérer des versements complémentaires.

L'abaissement du chiffre de la cotisation avait une autre raison, c'est la crainte que manifestaient les sociétés mutualistes que leurs adhérents ne puissent continuer à payer l'assurance de maladie. Les ouvriers nécessiteux seraient contraints, si la cotisation était trop élevée, soit d'abandonner la mutualité, soit de prélever la contribution obligatoire sur le pain de leur famille ou sur le prix du logement, et par conséquent au détriment de la santé et de la salubrité.

En limitant à 6 francs par an la cotisation, la commission a pensé que, sauf de rares exceptions, les assujettis

pourraient facilement faire face à cette exigence, la commission espère que, grâce aux encouragements que prévoit la loi, les cotisations atteindront bientôt une moyenne de 9 francs par tête.

Quant à la contribution patronale, elle a été fixée au chiffre de 9 francs. Cette contribution sera effectuée, concurremment avec des subventions annuelles de l'État, à une répartition entre les intéressés admis à la retraite. Au contraire, la somme versée par l'ouvrier est portée chaque année au compte personnel de l'intéressé ; en effet, la somme versée par l'ouvrier est son bien propre, nul ne peut l'en déposséder.

La majoration de l'État, fixée au tiers de la contribution du salarié, serait définitivement acquise à l'assujetti, au même titre et dans les mêmes conditions que les versements eux-mêmes.

Cette combinaison présente deux avantages : elle établit une distinction très nette entre la pension acquise par les versements personnels de l'assujetti et l'allocation viagère qui doit conserver le caractère d'un encouragement à l'observation effective de la loi. Elle réduit en même temps, dans une large proportion, le montant de la capitalisation.

Les partisans de l'obligation absolue trouveront peut-être que ces chiffres de 9 francs et 6 francs sont insuffisants ; mais la commission a craint qu'un chiffre plus élevé ne soulève des difficultés d'application. C'est dans son désir de voir aboutir les retraites que la commission a agi ainsi.

Dans les enquêtes que nous avons exposées, un grand

nombre de travailleurs se sont élevés contre les versements obligatoires ; ce n'est pas étonnant quand on se souvient qu'on leur avait dit qu'ils avaient un droit indiscutable aux retraites, ils ont protesté quand on les a consultés sur leur participation à leur formation.

D'un autre côté, les projets qui leur avaient été soumis, exigeaient des contributions qui, à juste titre, pouvaient paraître excessives.

S'ils avaient été en face d'un projet entraînant des charges moindres, il n'est pas douteux qu'ils auraient manifesté une opposition moindre.

Les contributions patronales seront exigées comme en matière de contributions directes, c'est d'une application très simple. Pour les contributions ouvrières, les versements pourraient être faits au choix des intéressés, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une société ou à une union de sociétés de secours mutuels, soit à toute autre caisse à ce autorisée par décret et fonctionnant sous la garantie de l'État.

A condition de justifier les versements, l'assujetti demeure absolument libre. Il pourra verser entre les mains de l'employeur, en échange de timbres-retraites, la cotisation dont il est redevable, ou porter le montant de cette cotisation, soit à la société de secours mutuels, à laquelle il sera affilié, soit à la caisse qu'il aura choisie.

La commission n'a pas voulu admettre le prélèvement fait par l'employeur, mais elle a envisagé la possibilité d'un retard dans le paiement de ses cotisations pour l'ouvrier et l'État sera admis à opérer des saisies entre les

main de l'employeur qui se bornera à obtempérer aux réquisitions qui lui seront transmises.

Les sociétés de secours mutuels recevront de l'Etat des subventions à titre d'encouragement à raison des concours qu'elles prêteraient à l'État dans l'organisation et le fonctionnement de la loi des retraites.

§ 2. — Exposé du projet.

1° *Les assurés.*

Les ouvriers et employés des deux sexes, de l'industrie, du commerce, des associations ouvrières, des professions libérales et de l'agriculture et les domestiques attachés à la personne recevront, au fur et à mesure qu'ils atteindront 65 ans, une allocation viagère annuelle de 120 francs.

Ils auront droit, en outre, à une retraite de vieillesse et le cas échéant à une retraite d'invalidité.

Nous trouvons ici une différence avec le texte de la Chambre en ce qui concerne les ouvriers de l'agriculture ; dans le texte voté à la Chambre, ils faisaient une catégorie à part, ici ils sont sur le même rang que les autres salariés ; mais nous voyons en même temps disparaître les métayers du nombre des assujettis obligatoires, nous verrons plus loin qu'ils sont rangés au nombre des assujettis facultatifs.

Sont aussi admis à l'âge de 65 ans, au bénéfice de l'allocation viagère, les anciens ouvriers et employés qui,

après avoir opéré pendant au moins dix ans des versements en qualité d'assujettis, auront cessé d'appartenir aux catégories visées plus haut.

Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards sera étendu aux ouvriers et employés visés plus haut âgés de 65 ans à 69 ans au moment de la promulgation de la présente loi et reconnus admissibles aux allocations de la susdite loi d'assistance.

Les bénéficiaires des allocations gardent les avantages offerts par la loi du 14 juillet 1905, article 20, qui fixe le montant des allocations mensuelles à fournir aux assistés ; ces allocations sont de 5 francs à 20 francs.

Les agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'État demeurent sous le régime des statuts et règlements des caisses de retraite des compagnies (loi du 27 décembre 1890 et du 10 avril 1902).

Les ouvriers et employés des mines continueront à bénéficier du statut spécial établi par la loi du 29 juin 1894, par la loi de finances du 31 mars 1903 (art. 84 à 99) et par les lois subséquentes.

Les inscrits maritimes demeurent sous le régime de la loi du 14 juillet 1908.

Les ouvriers étrangers bénéficient des mêmes avantages que les ouvriers français ; toutefois, ils ne peuvent bénéficier des majorations de l'État et des allocations viagères que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Comme le texte de la Chambre, celui du Sénat fait une place aux assujettis volontaires ; les fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons qui occupent des

ouvriers en dehors des membres de leur famille, seront tenus, à l'égard de ces ouvriers, aux versements obligatoires des employeurs.

Ceux qui travaillent seuls et n'emploient habituellement que des membres de leur famille ou un seul ouvrier (1) et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille seront admis à opérer des versements à une des caisses fixées par la loi. Ces versements donneraient droit aux majorations déterminées par la loi.

Dans le texte de la Chambre, les métayers étaient assujettis obligatoires, sauf déclaration contraire de leur part ; dans le texte du Sénat, ils ne sont qu'assujettis volontaires.

Le texte du Sénat est aussi moins large que celui de la Chambre, il ouvre la faculté de l'assurance à un nombre limité de personnes, celui de la Chambre contenait une formule générale : « et généralement toute personne de nationalité française ».

2° *Organes d'assurance.*

Les versements sont faits au choix des intéressés, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une société ou union de sociétés de secours mutuels, soit à toute autre caisse à ce autorisée par décret et fonctionnant sous la garantie de l'Etat.

Nous ne retrouvons pas la Caisse nationale des retraites ouvrières, la commission du Sénat a jugé sa création inu-

1. Modification apportée au texte primitif le 22 octobre 1909.

tile à côté de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui a tous ses organes créés et qui fonctionne déjà depuis longtemps.

La question financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations. Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre des Finances et du ministre du Travail, après avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, déterminera les mesures d'exécution relatives à la gestion financière. Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et du ministre des Finances, est admise à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Il est alloué à titre de remise aux sociétés de secours mutuels une subvention annuelle de 1 franc pour chaque livret d'assujetti ou d'assuré facultatif, sur lequel il aura été inscrit, pendant l'année écoulée, un versement d'au moins 6 francs.

La même remise est accordée, dans les mêmes conditions, à la société agréée ou à l'union de sociétés agréées qui assurera directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Pour tout assujetti à la loi des retraites qui sera affilié à une société de secours mutuels, la société recevra de l'État une allocation annuelle de 1 fr. 50, réduite à 0 fr. 75 pour les assurés de 15 à 18 ans, qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation maladie de l'assujetti.

Peuvent être admis par décret à concourir au paiement des arrérages de pensions, avec le bénéfice des majorations de l'État, en dehors des caisses et sociétés visées plus haut, les chefs d'entreprises qui, avec ou sans le concours de leurs ouvriers, auraient organisé des caisses patronales ou mixtes, ou qui auraient constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire, dans les conditions générales à déterminer par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières.

Les employeurs, employés et ouvriers qui adhèrent aux caisses visées au présent article, peuvent être dispensés des versements exigés à condition que les pensions et allocations soient au moins égales à celles prévues par la présente loi.

Les demandes d'admission et d'agrément pour les caisses ou sociétés qui y sont tenues, sont adressées au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale qui devra statuer dans le délai de deux mois.

En cas de refus, les demandeurs peuvent former un recours devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

Les décrets d'admission et d'agrément déterminent le mode de liquidation des droits éventuels, des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses que nous venons de voir. Ce transfert est opéré d'après les tarifs appliqués par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

A partir de la mise en application de la présente loi,

les caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons avec le concours des ouvriers ou employés, en vue de constituer, soit des rentes temporaires, soit des pensions de retraite d'âge ou d'invalidité et qui n'auront pas obtenu l'admission prévue plus haut, ne pourront plus fonctionner que pour l'exécution des engagements antérieurement contractés, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque, que les rentes et pensions de retraite au cours d'acquisition.

Les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison de ces engagements et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

A défaut d'entente entre les employeurs et la majorité des ouvriers et employés, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la commission arbitrale qu'institue la loi.

Si les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois ni sur les mesures à adopter, ni sur les recours à la commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance.

Le rapport des liquidateurs sera soumis à l'homologation du tribunal.

3° *Constitution des retraites.*

La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des intéressés, et par des majorations de l'État.

Les versements obligatoires seront de 3 francs par an avant 18 ans (1), et de 6 francs par an depuis 18 ans jusqu'à l'âge d'entrée en jouissance de la pension de retraite.

Les versements pourront être faits à capital réservé ; ils sont payables par mois.

Chaque assuré reçoit gratuitement pour inscrire le montant de ses versements :

1° Une carte annuelle sur laquelle seront apposés les timbres-retraites représentant les versements effectués ;

2° Un livret individuel où doivent être inscrits chaque année les versements obligatoires et facultatifs opérés par lui ou en son nom et les rentes viagères correspondantes.

Dans le cas de retard, enfin d'année, du paiement d'une ou plusieurs mensualités et après une mise en demeure restée sans effet, l'employeur devra, sur simple avis du comptable du Trésor désigné à cet effet, retenir sur le salaire le montant des versements en retard, de plein droit et de préférence à toute autre créance.

Les retenues seront acquittées par l'apposition de timbres sur la carte annuelle de l'assujéti.

1. L'ancien texte disait entre 13 et 18 ans, cette modification a été introduite le 22 octobre 1905.

La majoration allouée sur les fonds de l'État est établie chaque année en prévision d'une liquidation à l'âge de 65 ans et ensuite sur le livret du bénéficiaire.

Elle sera du tiers de la rente qui serait produite par les versements des intéressés, supposés effectués à capital aliéné. Cette majoration cessera de croître lorsqu'elle atteindra 60 francs.

Elle cessera aussi de croître lorsque le déposant cessera de faire partie des catégories visées par la loi.

Les versements faits pendant le mariage par l'un des deux conjoints profiteront séparément à chacun d'eux par moitié avec majoration du tiers jusqu'au maximum de 60 francs pour chacune des deux parties.

L'allocation viagère est constituée par des contributions forfaitaires des employeurs et par une contribution complémentaire de l'État.

Les versements annuels des employeurs seront de 9 francs par ouvrier ou employé âgé de plus de 18 ans (soit de 0 fr. 75 par mois et de 0 fr. 03 par jour) et de moitié pour les ouvriers ou employés âgés de moins de 18 ans.

Ces versements seront exigibles comme en matière de contributions directes.

4° Liquidation des retraites.

L'âge pour entrer en jouissance de la retraite et du droit à l'allocation viagère est fixé à 65 ans. Mais tout assuré pourra, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa pension de retraite, mais, dans ce cas, la majoration accordée par l'État sera aussi l'objet d'une

liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

Les assurés qui seront atteints, en dehors de ceux régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique.

La majoration de l'État sera également l'objet d'une liquidation anticipée et s'ajoutera à la pension résultant des versements effectués.

La retraite liquidée sera bonifiée par l'État, sous les conditions fixées par ce règlement, au moyen de crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation, ni excéder 360 francs, bonification comprise.

Pour être admis au bénéfice de l'allocation viagère, les assujettis devront justifier :

1° Qu'ils ont fait partie des catégories énumérées à l'article premier pendant une durée d'au moins dix années avant l'entrée en jouissance de la pension de retraite ;

2° Qu'ils ont effectué les versements prescrits dans la proportion d'au moins 3/5 depuis la date de leur inscription aux catégories susvisées jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite.

Les assujettis dont l'âge sera compris entre 50 et 65 ans

lors de la mise en vigueur de la loi devront avoir effectué, depuis la date de leur inscription jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite, la totalité des versements prescrits par la présente loi.

L'allocation qui sera servie aux anciens ouvriers ou employés qui, après avoir opéré pendant au moins dix années des versements en qualité d'assujettis, auront cessé d'appartenir aux catégories visées par la loi, sera calculée d'après le nombre entier des versements annuels effectués par les intéressés, le dit nombre multiplié par 4 francs.

Le tarif des retraites est calculé à un taux annuellement fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites, d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et le taux d'intérêt des placements.

Des décrets rendus dans les mêmes formes arrêteront, sur le vu des statistiques établies par le ministère du Travail, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

L'assuré recevra gratuitement, tant de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse que des autres caisses, dans le premier semestre de chaque année par l'intermédiaire du maire de la commune de sa résidence, un

bulletin indiquant le montant de la retraite qui lui était acquise au 31 décembre précédent.

Les retraites, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables.

L'insaisissabilité ne s'applique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.

Le paiement des rentes et allocations pourra être effectué gratuitement par l'intermédiaire des bureaux de poste.

Si un assuré, ayant satisfait aux obligations de la présente loi, décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, en laissant soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de 16 ans, il est alloué :

1° A la veuve sans enfants, une mensualité de 30 francs par mois pendant deux mois ;

2° A la veuve avec un ou plusieurs enfants une mensualité de 30 francs par mois pendant six mois, augmentée de 3 francs par mois et par tête d'enfants, à concurrence d'une mensualité totale de 50 francs ;

3° Aux orphelins de père et de mère une mensualité de 30 francs par mois pendant six mois, augmentée de 5 francs par tête à concurrence d'un total de cinquante francs.

Lorsque la retraite, calculée pour l'âge de 65 ans, dépasse 180 francs, majoration comprise, l'assuré peut affecter à l'assurance contre la maladie ou contre l'invalidité, la totalité du versement obligatoire prévu par l'article 3.

L'assuré peut aussi à toute époque, affecter la valeur en capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable, dans les conditions déterminées par une loi spéciale. Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

5° *Pénalités et sanctions.*

En cas de déclaration erronée, les employeurs et employés seront passibles d'une contribution supplémentaire égale à l'omission constatée.

Sont passibles d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours, les administrateurs, les directeurs ou gérants de toute société ou institution recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi, reconnus coupables de fraude et de fausse déclaration intentionnellement faite.

Le bénéfice des circonstances atténuantes et la loi de sursis sont applicables à ces peines.

L'infraction relative aux versements patronaux pendant la période transitoire que nous allons voir tout à l'heure, celles relatives au paiement des pensions déjà acquises et qui incombent à l'employeur et la liquidation des caisses patronales, seront punies d'une amende de 16 francs à 200 francs. En cas de mauvaise foi, le chiffre de l'amende pourra être porté à 500 francs.

6° Emploi des fonds.

La caisse des dépôts et consignations, chargée de la gestion pécuniaire des retraites, est autorisée à employer le montant des versements qu'elle reçoit au compte des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant au fonds de garantie : 1° en valeurs de l'État ou jouissance d'une garantie de l'État, 2° en prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du crédit foncier.

Sur l'avis favorable du conseil supérieur des retraites, elle est également autorisée à faire emploi des fonds, jusqu'à concurrence du dixième, en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 (c'est-à-dire : construction de maisons à bon marché, prêt aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit, qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat, les constructions ou l'assainissement de ces maisons : en valeur ou obligations de ces sociétés) ou encore en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers et jusqu'à concurrence du 1/400 en acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes.

Les placements sont faits gratuitement par la caisse des dépôts et consignations.

Les sommes non employées sont versées en compte courant au Trésor dans les limites d'un maximum et à un taux annuellement fixé par la loi de finances.

Les fonds reçus par les sociétés de secours mutuels et les caisses autorisées sont employés de la même façon que ceux dont la caisse des dépôts et consignations à la gestion. La comptabilité de ces institutions sera soumise au contrôle financier du ministre des Finances.

7^o Commission arbitrale.

Il est institué une commission arbitrale pour le règlement des conflits qui pourraient naître au sujet de la liquidation des caisses de prévoyance organisées avec le concours des ouvriers et employés. Cette commission est composée de sept membres permanents nommés : deux par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, deux par le conseil supérieur de retraite, deux par la cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la cour, un, par la cour des comptes, parmi les conseillers de la cour.

La commission élira son président et son secrétaire : elle siégera au ministère du Travail, ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés, l'un par les employeurs, l'autre par la majorité des ouvriers employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte ; tous

actes, documents et pièces quelconques à produire sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à cette commission; il fixera aussi le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction, le mode de nomination du mandataire chargé de représenter les intéressés qui agiront en nom collectif.

Cette commission n'aura pas à intervenir pour les ouvriers d'agriculture il ne doit pas exister d'exploitations agricoles occupant un assez grand nombre d'ouvriers pour qu'il ait été utile de créer une caisse de prévoyance; les agriculteurs, qui assurent une retraite à leurs ouvriers, le font le plus souvent au moyen de versements à la caisse des retraites pour la vieillesse ou à des sociétés de secours mutuels.

8° *Dispositions transitoires.*

Nous avons vu que le versement patronal de neuf francs devait être affecté à une répartition entre les ouvriers arrivés successivement à l'âge de 65 ans, il sera donc perçu un dixième la première année d'application de la loi, deux dixièmes la seconde année, de manière à atteindre, par des augmentations successives de un dixième, le versement annuel de 9 francs, qui demeurera constant à partir de la dixième année.

La même règle sera appliquée pour le versement annuel de 4 fr. 50 relatif aux ouvriers et employés âgés de moins de 18 ans.

9^e Conseil supérieur des retraites.

Ce conseil est formé auprès du ministre du Travail et sous sa présidence. Il est chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la présente loi.

Ce conseil est composé de : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ;

Deux conseillers d'État élus par le Conseil d'État ;

Quatre délégués du Conseil supérieur du travail, dont deux élus par les conseillers patrons et deux par les conseillers ouvriers ;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, un parmi les patrons et un parmi les ouvriers ;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur de l'agriculture, un parmi les patrons, et un parmi les ouvriers ou employés d'exploitations agricoles ;

Deux personnes, connues pour leurs travaux sur les institutions de prévoyance, désignées, l'une par le ministre du Travail, l'autre par le ministre des Finances.

Ces membres sont nommés pour trois ans.

Sont membres de droit de la commission :

Le directeur général de la comptabilité publique au ministère des Finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale au ministère du Travail ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef du service de l'inspection générale au ministère des Finances ;

Le directeur de la mutualité au ministère du Travail.

Ce conseil élit ses deux vice-présidents et il se réunit au moins une fois par semestre.

Telles sont les dispositions générales du texte de la commission du Sénat. Nous avons été obligé de l'étudier tout entier, car nous avons déjà dit au commencement qu'il n'était fait aucune distinction entre les ouvriers agricoles et les autres et que toutes les dispositions de la loi s'appliqueraient aux uns et aux autres indistinctement. Il nous reste à voir quelles seraient les conséquences de ce texte pour les intéressés et pour l'État.

§ 3. — Conséquences du projet de la commission pour les intéressés et pour l'État.

On peut se demander d'abord quel serait le nombre des assujettis obligatoires à la loi des retraites.

Dans l'hypothèse de l'entrée en jouissance de la retraite à 60 ans le recensement de 1901 indique pour :

Industrie, commerce et professions libérales.	5.764.361
Agriculture, forêt, pêche	3.388.880
Domestiques	881.159
Soit au total	<u>10.034.400</u>

En repoussant l'âge de la retraite à 65 ans ce chiffre monte à 10.810.360 qui se décompose ainsi :

Assujettis de 15 à 18 ans. . . .	790.000
Assujettis de 18 à 65 ans. . . .	10.020.560

En possession de ces chiffres, il va être facile de déterminer le montant de la contribution des patrons et le chiffre total des versements des assujettis, nous savons que les employeurs auront à verser 4 fr. 50 par an pour les ouvriers et employés âgés de 15 à 18 ans, ce qui nous donne un versement de $790.000 \times 4 \text{ fr. } 50 = 3.555.000 \text{ fr.}$, et pour les ouvriers de 18 à 65 ans nous aurons $10.020.560 \times 9 \text{ francs} = 90.185.040 \text{ francs}$, ce qui fait une charge totale de 93.740.040 francs.

Avec un calcul analogue nous aurons pour les versements ouvriers :

$790.000 \times 3 \text{ francs}$. .	2.370.000 francs
$10.020.560 \times 6$ — . .	60.123.360 —
Soit un total de . . .	62.493.360 —

Le nombre des bénéficiaires de l'allocation viagère sera, d'après le rapporteur de la commission du Sénat pour :

Industrie, commerce, professions libérales .	854.000
Agriculture, forêts, pêches.	381.000
Domestiques	122.000
Soit en tout	1.357.000

Avec ce chiffre, nous obtenons le montant des allocations viagères qui devra être distribué chaque année; ce chiffre sera de $1.357.000 \times 120 = 162.840.000 \text{ francs}$.

Comme nous savons que ces allocations viagères sont

constituées par des versements des employeurs et des contributions de l'État, les versements des employeurs étant de 93,7 millions et le montant des allocations de 162,8 millions, la charge de l'État de ce chef serait de 162,8 — 93,7, soit 69,1 millions.

Le montant de la majoration de la pension qui est à la charge de l'État serait nul la première année, mais elle s'élèverait progressivement à 49,9 millions ; ce système de majoration recule les charges de l'État et les répartit sur les budgets postérieurs.

Le projet de la commission s'est préoccupé de la situation des anciens salariés âgés de 65 à 69 ans au moment de la mise en vigueur de la loi des retraites, qui ne bénéficieront aucunement de la nouvelle législation. Pour ceux qui seraient, à cause de la pénurie de leurs ressources, jugés admissibles à l'assistance, elle propose de leur appliquer en partie la loi du 14 juillet 1905 et de leur accorder provisoirement des allocations égales à la moitié de celles prévues par la loi sans qu'elles puissent être inférieures à 60 francs ni supérieures à 120 francs. Ce qui augmente les charges de l'État la première année de 14 millions, la deuxième de 11,2 millions, la troisième de 8,4 millions, la quatrième de 5,6 et la cinquième de 2,8 millions.

On estime les charges résultant des subventions aux sociétés de secours mutuels à 5 millions, bien qu'il soit difficile de donner un chiffre absolument exact sur cette dépense supplémentaire.

La charge de l'État résultant des assurés facultatifs est estimée à 10.500.000 francs.

Les charges totales de l'État sont résumées dans le tableau suivant qui ne comprend pas les assurés facultatifs. Le tableau est établi dans l'hypothèse d'un versement des assujettis de 6 francs par an (1).

Tableau des charges de l'État dans l'hypothèse de cotisations ouvrières de 6 francs par an et exprimées en millions.

ANNÉES	Sub- ventions pour allocations viagères	Allo- cations au décès	Sub- ventions aux Mutua- listes	Frais de gestion	Loi d'Assis- tance de 65 à 70 ans	Majo- ration de la rente acquise (1/3)	Total
1	4.	14.4	5	15	14	0	52.4
2	7.6	14.4	5	15	11.2	0	53.2
3	10.5	14.4	5	15	8.4	0	53.3
4	12.9	14.4	5	15	5.6	0.2	53.1
5	14.8	14.4	5	15	2.8	0.3	52.3
6	16.2	14.4	5	15	0	0.4	51.0
7	16.8	14.4	5	15	0	0.6	51.8
8	16.8	14.4	5	15		0.8	52.0
9	16.3	14.4	5	15		1.	51.7
10	15.0	14.4	5	15		1.2	50.6
11	22.5	14.4	5	15		1.5	58.4
12	29.3	14.4	5	15		1.8	65.5
13	35.4	14.4	5	15		2.1	71.9
14	40.9	14.4	5	15		2.5	77.8
15	45.7	14.4	5	15		2.9	83.0
20	61.7	14.4	5	15		5.3	101.4
25	67.5	14.4	5	15		8.5	110.4
30	68.9	14.4	5	15		12.4	115.7
35	69.1	14.4	5	15		17.3	120.8
38	69.1	14.4	5	15		20.6	124.1
40	69.1	14.4	5	15		23.1	126.6
50	69.1	14.4	5	15		37.0	140.5
60	69.1	14.4	5	15		47.0	150.5
70	69.1	14.4	5	15		49.6	152.1
80	69.1	14.4	5	15		49.9	153.4
—	69.1	14.4	5	15		49.9	143.4

1. Extrait du rapport Cuvinot, pages 106-107.

On voit donc que les charges de l'Etat varieraient entre 54,4 millions et 153,4 de la première à la quatre-vingtième année.

Si, à la cotisation obligatoire de 6 francs venait s'ajouter un versement facultatif de 6 francs, la charge de l'État varierait de 52,4 millions à 185,9 millions entre la première et la quatre-vingtième année.

Quels sont avec le texte de la commission les chiffres des retraites que pourraient obtenir les ouvriers à 65 ans ?

Un travailleur qui de 15 à 65 ans se bornerait à effectuer le versement annuel de 6 francs et de 3 francs de 15 à 18 ans aurait acquis à 65 ans une pension de 110 fr. 25, la majoration du tiers qu'accorderait l'État serait de 36,75, soit ensemble 147 francs. A cette somme s'ajouterait l'allocation viagère de 120 francs ce qui ferait que la rente totale serait de 267 francs. Avec un versement supplémentaire de 3 francs l'ouvrier arriverait à une rente de 220 fr. 51 ; et avec l'allocation viagère, il aurait 340 fr. 51 de retraite. Avec un versement facultatif de 6 francs il aura une rente de 400 fr. 50.

Nous avons vu que le texte réserve le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 aux assujettis, cette mesure aura pour résultat d'élever dans certains cas le montant de la rente en faveur de l'assujetti qui aura été admis à l'assistance. Pour bien comprendre les calculs que donne le rapporteur et que nous allons reproduire il faut se rappeler que l'article 20 de la loi d'assistance dit qu'au cas où la personne admise à l'assistance dispose déjà de certaines ressources, la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources. Toutefois, celles pro-

venant de l'épargne, notamment d'une pension de retraite que s'est acquise l'ayant droit, n'entrent pas en décompte si elles n'excèdent pas 60 francs. Cette quotité est élevée de 60 francs à 120 francs pour les ayants droit justifiant qu'ils ont élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Dans le cas où les ressources dépassent ces chiffres, l'excédent n'entre en décompte que jusqu'à concurrence de moitié, sans que les ressources provenant de l'épargne et l'allocation d'assistance puissent ensemble dépasser la somme de 480 francs.

Le calcul des avantages qu'obtiendrait l'assujetti admis à l'assistance peut alors se calculer comme suit :

Désignons par a l'allocation de la loi d'assistance à 70 ans.

α l'allocation viagère à 65 ans.

P la pension provenant de l'épargne y compris la majoration du tiers des rentes acquises.

S le total des sommes à recevoir par l'intéressé.

Si l'intéressé a moins de trois enfants, il recevra :

De par la loi des retraites $P + \alpha$.

Du chef de la loi d'assistance $a - \frac{P - 60 \text{ fr.}}{2} - \alpha$.

En effet, l'allocation de la loi d'assistance à 70 ans est diminuée des ressources antérieures de l'assisté, c'est dans ce cas de α allocation viagère de la loi des retraites, et diminué de la moitié des ressources provenant de l'épargne pour ce qu'elles dépassent 60 francs c'est-à-dire la

moitié de P pension provenant de l'épargne pour ce qu'elle dépasse 60 francs, soit ensemble $P + a + a - \frac{P - 60 \text{ fr.}}{2} - a = \frac{P}{2} + a + 30 \text{ fr.}$

Si donc $P = 147$ francs c'est-à-dire la rente produite par le versement de 6 francs par an de 18 à 65 ans et 3 francs par an de 15 à 18 ans et $a = 180$ francs.

Le total des sommes à recevoir $S = 103 \text{ fr. } 50 + 180 \text{ fr.} = 283 \text{ fr. } 50.$

Au lieu de 267 francs que l'assuré aurait eus sans le bénéfice de la loi d'assistance.

En faisant le même calcul, on obtient pour l'assujetti qui a élevé trois enfants jusqu'à 16 ans une rente de 313 fr. 50 (1).

Telle est la loi soumise au Sénat avec ses conséquences, elle assure une retraite moins élevée aux travailleurs, mais elle grève beaucoup moins les finances de l'État, en période constante elle n'occasionne qu'une charge de 153 millions de francs tandis que le texte de la Chambre exigeait une somme d'au moins 426 millions. Elle écrase beaucoup moins les patrons et aussi les ouvriers tout en leur laissant la liberté d'accroître leur retraite au moyen de versements facultatifs sans crainte de voir disparaître la bonification de l'État comme dans le projet de la Chambre.

Le montant de la capitalisation est aussi beaucoup moins élevé puisqu'il ne s'applique qu'aux versements des ouvriers, les sommes retirées de la circulation et jetées sur le marché des valeurs seront ainsi moins considérables.

1. La commission des finances du Sénat consultée est arrivée à des résultats analogues. V. Rapport de Ferdinand Dreyfus au nom de cette commission.

Pour toutes ces raisons, le texte de la commission du Sénat nous paraît préférable à celui de la Chambre. Quel sort lui réservent les débats; nous n'en savons rien; mais comme les élections législatives approchent, il se pourrait que le texte voté au Sénat passât rapidement à la Chambre pour que les députés reparassent devant le suffrage universel avec une loi sur les retraites qu'ils ont depuis longtemps promise.

Le Sénat a commencé la discussion du projet de la commission le 4 novembre 1909. M. Ribot a, dans un discours prononcé le 5 novembre, indiqué la nécessité de procéder à cette réforme: « Je suis avec le gouvernement dans l'œuvre sociale qu'il poursuit... Les questions sociales prennent aujourd'hui le premier rang dans nos préoccupations. Refuser de les résoudre, se confiner dans un stérile égoïsme de classes, ce serait pour les classes aisées un véritable suicide. Eh bien! je le répète, je suis pour ma part disposé à collaborer avec le gouvernement à la solution de ces problèmes. Je convie mes collègues à s'associer à lui, et nous serons trop heureux si, en réalisant une réforme attendue impatiemment par les classes laborieuses, nous pouvons répandre dans ce pays d'égalité politique plus de justice et d'égalité sociale, et, comme le disait M. Cuvinot, faire luire un rayon d'espérance sur les plus déshérités de nos concitoyens (1). »

1. Ribot, discours au Sénat, 5 novembre 1909. — La discussion continue au Sénat. De nombreux orateurs ont discuté ou approuvé le texte de la commission. M. Viviani a déposé un nouveau projet inspiré d'un amendement Ribot. Le temps et la place nous manquent pour les exposer.

CONCLUSION

Il est difficile dans un pareil sujet de faire une conclusion générale s'appliquant à tous les projets, à tous les vœux que nous avons été appelé à étudier. Si le législateur a laissé en général les exploitations agricoles en dehors de la législation ouvrière, c'est qu'il a été arrêté par la différence qui existe entre l'agriculture et l'industrie et qu'il était difficile d'établir des règles communes aux deux, mais nous avons montré que sur certains points cette exclusion de l'agriculture était injustifiée et à côté des raisons particulières à chaque loi qui militent en faveur de son extension aux ouvriers agricoles, il est une raison générale qui vaut la peine d'être envisagée.

Partout on se plaint de la dépopulation des campagnes ; partout l'agriculture manque de bras ; la question du retour à la terre est une de celles qui préoccupent le plus l'économiste, qui devraient davantage occuper le législateur.

Nous croyons, quant à nous, que ce serait un moyen de retenir l'ouvrier dans les champs que de lui faire une situation équivalente à celle de ses camarades de la ville. Ceux-ci, comme nous l'avons vu, ont des avantages évidents qui doivent contribuer à attirer l'ouvrier agricole dans les grandes cités ouvrières.

Non pas que nous voulions montrer aux travailleurs agricoles l'existence des travailleurs de l'usine comme plus heureuse que leur propre condition rurale. « Ce sont là d'odieus sophismes, dit M. Mirman... Mais à ces sophismes il serait dangereux, aussi bien pour la République que pour l'avenir économique de la France, de donner une apparence de raison, et il est incontestable que c'est un avantage sérieux pour un travailleur d'être secouru en cas d'accident professionnel, de laisser sa veuve et ses enfants à l'abri de l'extrême misère en cas de mort, comme c'en sera un plus sérieux encore peut-être d'avoir son pain assuré par la caisse des retraites lorsque les bras usés par l'âge ou paralysés par la maladie deviennent incapables d'effort.

« Il y aurait une injustice criante à accorder ces avantages aux ouvriers de l'industrie, à les refuser aux travailleurs des champs...

« J'ajoute que cette plus grande sécurité qu'il saurait devoir trouver à la ville inciterait l'ouvrier agricole à désertier les campagnes, et cet exode est trop nuisible à la fortune publique pour que nous augmentions encore les causes qui le provoquent(1). »

Ce qu'il faut empêcher c'est le départ de la campagne, la rupture des liens qui attachent le paysan à la terre et pour cela il faut que la condition de ceux qui cultivent le sol s'élève et s'améliore, en leur faisant les mêmes avantages qu'aux ouvriers des villes on les retiendra dans les campagnes.

1. Mirman. Projet de loi, p. 164, 3^e col.

« Il faut rétablir entre les avantages qu'offre le travail dans les villes et celui des campagnes, un équilibre que le législateur a rompu trop souvent au détriment des campagnes (1). »

1. Larnaude. *La loi sur les accidents du travail et l'agriculture.*

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
TRUCHY

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

ANNEXES

Annexe 1

Proposition de loi tendant à constituer des conseils de prud'hommes agricoles, présentée par MM. DELPIERRE, BOUFFANDEAU, BUTIN, CHOPINET, BAUDON, députés (Renvoyée à la commission du travail (*Doc. Parl. Ch. annexe 916, 1907, p. 282*).

Article premier. — Il est institué par la présente loi, des conseils de prud'hommes agricoles pour terminer, par voie de conciliation ou de jugement, les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage ou du règlement de travail, entre les ouvriers agricoles et les agriculteurs propriétaires, fermiers, métayers ou leurs représentants.

Art. 2. — La création d'un conseil de prud'hommes agricoles dans un canton est de droit lorsqu'elle est demandée par les deux tiers des conseils municipaux de ce canton, après avis favorable du conseil d'arrondissement et du conseil général.

Art. 3. — Le décret d'institution du conseil de prud'hommes agricoles détermine le ressort de ce conseil qui comprend toutes les communes d'un même canton ou toutes les communes rurales ressortissant des cantons urbains ayant un même chef-lieu.

Le nombre des conseillers prud'hommes sera de douze : six patrons cultivateurs et six ouvriers agricoles.

Art. 4. — Les membres des conseils de prud'hommes agrico-

les sont élus et renouvelés dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 27 mars 1907.

Art. 5. — Sont électeurs ouvriers, à la condition d'être ensuite sur la liste électorale politique d'une des communes du canton et être âgés de vingt-cinq ans révolus au moment de la confection des listes prud'hommales :

Les ouvriers agricoles, charretiers, bouviers, bergers, domestiques de ferme, journaliers, chefs de culture, contremaîtres, et d'une manière générale, tous les salariés prenant part à l'exécution matérielle des travaux agricoles depuis trois ans au moins.

Sont électeurs patrons, dans les mêmes conditions d'âge, d'inscription sur les listes électorales politiques et d'exercice de la profession, les propriétaires exploitants, les fermiers, les métayers ou, à l'exclusion du propriétaire, les régisseurs dirigeant une ou plusieurs exploitations.

Les femmes possédant la qualité de Françaises et réunissant les conditions d'âge, d'exercice de la profession et de résidence, sont inscrites sur les listes électorales si elles n'ont encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852.

Art. 6. — Sont éligibles à condition de résider depuis trois ans dans le ressort du conseil :

1° Tous les électeurs âgés de trente ans, inscrits sur les listes électorales ou justifiant des conditions requises pour y être inscrits ;

2° Les ouvriers électeurs n'ayant pas quitté la profession depuis plus de cinq ans et l'ayant exercée cinq ans dans le ressort.

Art. 7. — Le local nécessaire au conseil de prud'hommes agricole d'un canton est fourni par la municipalité du chef-lieu du canton.

Art. 8. — Toutes les dispositions de la loi du 27 mars 1907

sur les conseils de prud'hommes non contraires à la présente loi, sont applicables aux conseils de prud'hommes agricoles.

Annexe 2

Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, présentée par M. MIRMAN, député (*Doc. Parl. Ch. annexe 2028, J. off. 1900, p. 164*).

Article premier. — Toute personne participant à un travail agricole et victime, par le fait ou à l'occasion du travail, d'un accident entraînant une incapacité d'au moins quatre jours a droit, à son profit ou à celui des représentants, à une indemnité.

Art. 2. — La proportion de cette indemnité au salaire de la victime est fixée d'après les tarifs inscrits dans la loi du 9 avril 1898.

Art. 3. — Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas de salaire fixe, on prendra pour base de l'indemnité le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

Art. 4. — Tout chef d'exploitation est tenu d'assurer contre ces risques la totalité de son personnel. Le personnel s'entend de tous ceux, quels qu'ils soient, qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation; en particulier, et s'ils remplissent cette dernière condition, sont compris dans le personnel le chef d'exploitation lui-même ou les membres de sa famille.

Art. 5. — Le chef d'exploitation peut contracter cette assurance auprès d'une des sociétés ou compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes soumises à la surveillance et au contrôle de l'État, dans les conditions déterminées par les règlements d'administration publique.

Art. 6. — Tout chef d'exploitation qui ne fera pas la preuve

qu'il a contracté une assurance envers l'une de ces sociétés ou compagnies, sera considéré comme adhérent à la caisse nationale d'assurances, dont les opérations sont étendues aux risques prévus par la présente loi.

Les primes devront être calculées de manière que le risque et les frais généraux d'administration soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 14 juillet 1866.

Les opérations relatives à l'exécution de la présente loi constitueront une comptabilité distincte de celle de toutes autres opérations effectuées par la même caisse.

Art. 7. — Tout chef d'exploitation sera considéré comme retirant son adhésion à ladite caisse six mois après qu'il aura établi la preuve énoncée au paragraphe premier de l'article 6.

Art. 8. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés restent soumis à la loi du 30 juin 1889.

Annexe 3

Projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail présenté au nom du gouvernement, par MM. VIVIANI, ministre du Travail et RUAU, ministre de l'Agriculture. Texte modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociale. M. ÉMILE CHAUVIN, rapporteur (Doc. Parl. Ch. annexe 777, J. off. 1907, p. 157).

PROPOSITION DE LOI

Article premier. — La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et

aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, occupés dans les exploitations agricoles et forestières, dans les exploitations d'élevage de quelque nature qu'elles soient, de dressage et d'entraînement, dans les haras et dans les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumis à la loi du 12 avril 1906.

Elle est étendue à toutes les personnes qui, même sans salaire, sont employées par l'exploitant, à l'exception des membres de la famille de l'exploitant visés à l'article 4, paragraphe 1^{er} ci-dessous.

Art. 2. — Sont assimilés aux ouvriers agricoles ou forestiers, au point de vue de l'application de la présente loi, ceux qui sont occupés, même par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins et des parcs.

Art. 3. — Si une personne visée à l'article 1^{er} est employée par un même patron, principalement à un travail visé aux paragraphes précédents, mais accidentellement à une autre occupation, non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation.

Art. 4. — Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de leurs ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs, ne seront pas assujettis à la présente loi.

Si cependant ces exploitants emploient la collaboration accidentelle simultanée de plus de deux personnes, salariées ou non, non visées au paragraphe précédent, ils seront assujettis pour le temps de la collaboration dont il s'agit et pour tous les collaborateurs non visés au paragraphe précédent, qui prêteront à ce moment leur concours à l'exploitation.

Art. 5. — Tout employeur non assujetti par les articles précé-

dents peut se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail.

Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur le registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés.

L'employeur pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an au plus tôt après celle visée au paragraphe 2 du présent article et au regard seulement des ouvriers et employés entrés à son service postérieurement à la déclaration qui fera cesser l'assujettissement.

Art. 6. — Dans les exploitations assujetties à la présente loi, sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail.

Sera toutefois déchu du bénéfice de cette présomption, sauf le cas de force majeure dûment justifiée, la victime qui n'aurait pas, dans le mois de la date de l'accident, fait la déclaration prévue par le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 7. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou en son lieu et place la caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été

dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

Art. 8. — Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux, appartenant à plusieurs exploitants, la responsabilité leur incombe solidairement, sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

Art. 9. — En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident, et par la suite, elle sera calculée, sur le taux arrêté tous les trois ans pour chaque département par le préfet, après avis du conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire, élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière due est calculée sur le taux prévu au premier paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes, prévues par la loi de 1898, seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article.

Art. 11. — Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 et en conformité de statuts-types établis par décret, rendu sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre de l'Agriculture, pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent paragraphe ;

2° Qu'elles comprennent au moins cinquante adhérents.

La mutualité peut, par police collective, assurer tout ou partie de ses membres contre les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, soit à la caisse nationale d'assurances, soit à une des sociétés fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, sauf répartition entre les membres du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

Art. 12. — Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les mairies.

Pour les mêmes accidents, le délai de vingt-quatre heures dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième paragraphe de l'article 12 de la même loi est porté à trois jours.

Art. 13. — En vue de l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi précitée, il sera perçu annuellement

sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes et sera recouvré, en même temps que les primes, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, par les sociétés d'assurances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des compagnies d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Art. 14. — Ne sont pas applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898. Mais la présente loi ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

Art. 15. — La présente loi sera applicable trois mois après la promulgation des décrets visés aux articles 11, 12 et 13.

A partir de ladite promulgation et dans les six mois qui suivront les contrats d'assurances souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article 1^{er} pourront, même s'ils couvriraient le risque spécifié par les lois du 9 avril 1898, 22 mars

1902, 31 mars 1905 ou 30 juin 1899, être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration dont il sera donné récépissé, faite au siège social ou chez l'agent local, soit par un acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risques au minimum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui; le surplus sera restitué à l'assuré.

A partir de la même date seront abrogés les deux derniers paragraphes de la loi du 30 juin 1899.

Art. 16. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

Annexe 4

Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles, présentée par M. Paul BEAUREGARD (Seine), député (Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociale Doc. parl. Ch. annexe 1271, J. off., 1907, p. 30).

PROPOSITION DE LOI

TITRE I

Indemnités en cas d'accidents.

Article premier. — § 1. — Les accidents survenus par le fait du travail aux ouvriers et employés occupés dans les exploi-

tations agricoles, viticoles et forestières, dans les exploitations d'élevage, dans les haras et dans les dépôts et magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumises à la loi du 12 avril 1906 donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'exploitation, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

§ 2. — Les réparations courantes aux bâtiments servant à l'exploitation agricole ou forestière, l'entretien des chemins existant sur le fonds, les transports relatifs à ces réparations et à cet entretien ou imposés par le bail et les travaux nécessités par l'accomplissement des prestations mises à la charge de l'exploitation par le bail ou par la loi sont considérés comme des parties de l'exploitation, lorsqu'ils sont exécutés par les chefs d'exploitations agricoles ou forestières sans recourir à la main-d'œuvre d'autres entrepreneurs.

§ 3. — Est considérée aussi comme exploitation agricole, au sens de la présente loi, le jardinage d'art et de commerce, les pépinières, la culture de graines mais non la culture exclusive, des jardins domestiques et d'agrément.

§ 4. — Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

§ 5. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer ou, ou en son lieu et place, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 25 de la présente loi, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

§ 6. — Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants la responsabilité leur incombe solidairement sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun ; toutefois si l'accident est causé par l'un des animaux gardés, le propriétaire de l'animal reconnu auteur de l'accident, est seul tenu des indemnités dues à la victime.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

Les exploitants ainsi que les métayers ne sont point assujettis à l'égard des membres ci-après de leur famille, travaillant avec eux : conjoint, ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré.

Néanmoins, ces exploitants et métayers pourront se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient par le fait du travail agricole aux membres ci-dessus désignés de leur famille, âgés de 12 ans au moins et de 70 ans au plus, et à l'exception du conjoint. Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret ; les bénéficiaires devront y être nominativement désignés. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés.

L'exploitant comme le métayer pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an au plus tôt après celle visée au paragraphe précédent.

Le métayer sera en outre tenu d'aviser, par lettre recommandée, de la déclaration et de la cessation d'assujettissement volontaire, le bailleur qui devra supporter la moitié de la charge de cet assujettissement.

Toutefois, le salaire servant de base au calcul de toutes les indemnités dues aux susdits membres de la famille, sera le salaire moyen prévu aux paragraphes (a) et (b) de l'article 3 de la présente loi.

Art. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 800 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Art. 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, le bénéficiaire prévu à cet article a le droit:

Pour l'incapacité permanente à une rente égale à la moitié de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner lorsque, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

Toutefois, une réduction de capacité de travail correspondant à une différence de salaire de 15 % ou inférieure à ce chiffre, ne donnera lieu à l'allocation d'aucune rente au profit de la victime.

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité a duré plus de

quatre jours, une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable.

a) En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident et, par la suite, elle est égale à la moitié du salaire quotidien, arrêté tous les trois ans, pour le département de la résidence de la victime, par le préfet, après avis du conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire des ouvriers employés à l'année.

b) S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

L'indemnité journalière est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident; elle est payable aux époques et lieux de paye usités dans l'exploitation, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Elle ne sera pas servie aux victimes, célibataires ou veufs sans enfants, tant qu'elles seront nourries et logées par l'exploitant ou hospitalisées à ses frais.

Elle n'est pas due aux ouvriers étrangers qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, sauf clauses contraires des traités prévus au dernier paragraphe du présent article.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A) Une rente viagère égale à 15 % du salaire annuel de

la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir le droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B) Pour les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de quatorze ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 10 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 20 % s'il y en a deux, de 30 % s'il y en a trois et de 35 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 15 % du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 35 % du salaire, ni 50 % dans le second.

C) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 14 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 7,50 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 25 %.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire, ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu; toutefois, le tribunal peut ordonner le payement d'avance de la moitié du premier par arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour les ayants droit étrangers, cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 27.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traité dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Art. 4. — Le chef d'exploitation supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 60 francs au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien parmi ceux ci-après indiqués :

Les médecins de l'assistance médicale gratuite instituée par la loi du 15 juillet 1893, sont tenus de donner leurs soins aux victimes d'accidents et de délivrer les certificats prescrits dans leur circonscription, quand ils en sont requis.

Les pharmaciens ayant accepté la fourniture des malades inscrits à l'assistance médicale gratuite sont tenus de délivrer aux victimes d'accidents qui leur en font la demande, les médicaments nécessaires.

Tous autres médecins et pharmaciens auront la faculté de faire connaître leur volonté de se soumettre aux mêmes obligations par une déclaration écrite faite aux mairies intéressées.

Dans chaque mairie, un tableau restera constamment affiché

indiquant les noms et domiciles des médecins tenus ou ayant accepté de donner leurs soins aux victimes d'accidents et des pharmaciens tenus ou ayant accepté de leur délivrer les médicaments nécessaires.

Que le médecin ait été choisi par la victime ou par le chef d'exploitation, celui-ci ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton du siège de l'exploitation, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants du ministère de l'Agriculture, de syndicats de médecins et de pharmaciens, de sociétés agricoles et de syndicats agricoles ouvriers, patronaux et mixtes, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.

Ce tarif, en ce qui concerne les frais médicaux, sera forfaitaire tant pour les soins et certificats que pour les frais de déplacement, ceux-ci étant basés sur la distance existant entre la mairie du domicile du blessé et la mairie du domicile du médecin le plus rapproché. En ce qui concerne les frais pharmaceutiques, il devra contenir la nomenclature de tous les médicaments, objets de pansement et fournitures qui pourront être délivrés à la charge du chef d'exploitation et fixer des maxima.

Le chef d'exploitation est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 %, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris et 3 fr. 50 partout ailleurs. Ce même tarif majoré est applicable aux maisons de secours et à tous établissements hospitaliers, cliniques, etc.

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'exploitation.

Au cours du traitement, le chef d'exploitation aura toujours le droit de contrôler l'état de la victime. A cet effet, il pourra désigner un médecin qui aura accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, tous deux préalablement avisés par simple lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu et avis en sera donné au juge de paix qui convoquera la victime par lettre recommandée.

Si le médecin traitant et le médecin désigné par le chef d'exploitation ne sont pas d'accord, tant sur le traitement suivi que sur la durée de l'incapacité temporaire, le chef d'exploitation peut, s'il s'agit d'une incapacité temporaire, requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

Art. 5. — Les exploitants peuvent s'assurer pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire et les frais accessoires, à des mutuelles communales ou intercommunales d'assurances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900, pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article ;

2° Qu'elles comprennent au moins vingt adhérents ;

3° Qu'elles réassurent obligatoirement les indemnités susvisées dans une proportion qui ne sera pas inférieure à 25 %, ni supérieure à 75 %, à une des sociétés d'assurances contre les accidents du travail fonctionnant en conformité de l'article 26 de la présente loi.

Quant aux accidents occasionnant la mort ou une incapacité

permanente, les exploitants ne pourront les assurer qu'auprès des sociétés visées à l'alinéa précédent.

Art. 6. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident, autres que l'exploitant ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'exploitation des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'exploitation, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'exploitation, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Art. 7. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de quatorze ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers agricoles valides de la même catégorie occupés dans la commune du siège de l'exploitation.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de quatorze ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Art. 8. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'exploitation pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui

a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés dans l'exploitation depuis moins de douze mois avant l'accident ou dont le travail n'est pas continu, ou dont le salaire est variable, le salaire annuel en argent sera celui fixé comme il est dit à l'alinéa *a* de l'article 3.

Quant au salaire en nature, il sera toujours fixé comme il est dit à l'alinéa *b* du même article.

Art. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 10, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'exploitation.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

TITRE II

Déclaration des accidents et enquêtes

Art. 10. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par l'exploitant ou l'un de ses préposés dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, à dater du jour où il en a eu connaissance, au maire de la commune du siège de l'exploitation qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée

par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'exploitation, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent la connaissance de l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'exploitation doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident. Cette déclaration sera obligatoire, sous peine de forclusion, dans les quarante-huit heures à partir du jour où la victime aura quitté le service de l'exploitant.

Un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accident seront transmis par les mairies.

Art. 11. — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix de son canton la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat médical.

Lorsque, d'après le certificat médical produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les huit jours, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;
- 3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et leur naissance ;

5° Les éléments de nature à fixer le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6° La société d'assurance à laquelle le chef d'exploitation était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées par le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 28 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

Le remboursement pourra en être réclamé par le Trésor dans tous les cas où il résultera, soit de l'accord des parties tel qu'il est prévu à l'article 15, soit d'une décision judiciaire devenue définitive, que l'accident a entraîné la mort ou une incapacité permanente.

Art. 12. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée, de façon qu'elles reçoivent leur convocation cinq jours au moins avant la date fixée pour le commencement de l'enquête.

Toutefois, contrairement à l'article 283 du Code de procédure civile, les ouvriers et employés du chef d'exploitation, entendus comme témoins, ne pourront être reprochés.

L'assureur a le droit d'assister à l'enquête comme partie intéressée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra demander au médecin qui l'a créé de le compléter.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les exploitations administrativement surveillées, ni dans celles de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion. Dans ces divers cas, le fonctionnaire chargé de la surveillance ou du contrôle de ces exploitations transmet au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de son rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai, et, au plus tard, dans les vingt jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit par lettre recommandée les parties et l'assureur de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe où ils pourront, pendant un délai de dix jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de dix jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

Art. 13. — Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs les chefs d'exploitation ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 10.

En cas de récidive dans l'année, l'amende pourra être élevée de 16 à 300 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III

Compétence. — Juridiction. — Procédure. — Revision.

Art. 14. — Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton du siège de l'exploitation, à quelque chiffre que la

demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires.

Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente ; elles continuent, dans ce dernier cas, à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article et des septième et huitième alinéas de l'article 3.

Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au président du tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à 300 francs en dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi et excès de pouvoir.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 11 et du présent article, est celui du canton où est situé le siège de l'exploitation à laquelle est attachée la victime.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé le siège de l'exploitation à laquelle est attachée la victime, le juge de paix du canton où l'accident

s'est produit devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit, adressée, sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton du siège de l'exploitation avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'article 12. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui en avise, en même temps que le chef d'exploitation, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'article 12.

Si, par transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du siège de l'exploitation et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'article précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où s'est produit l'accident.

Art. 15. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal d'arrondissement, dans les dix jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, ou, dans le cas contraire, dans les dix jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix visé au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les dix jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 17, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef d'exploitation qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, com-

mettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, réduction qui devra exprimer la différence de salaire prévue au deuxième paragraphe de l'article 3.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans le cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal doit ordonner que le surplus sera prélevé sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur, lequel ne pourra être assigné directement par la victime, est substitué au chef d'exploitation dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre le chef d'exploitation.

Art. 16. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement, s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'exploitation ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'exploitation est affilié.

Art. 17. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

Art. 18. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans, à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou

de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 29.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 15, 16 et 21. Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi de la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 15.

Au cours des trois années pendant lesquelles peuvent s'exercer l'action en revision, le chef d'exploitation pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation, dûment visée par le président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti par l'action en revision.

Art. 19. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à

une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Sont considérées comme fautes inexcusables l'ivresse manifeste et le fait d'avoir provoqué l'accident en maltraitant l'animal qui l'aura causé.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'exploitant ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra à l'exploitant ou à ses ayants droit.

Art. 20. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 27.

En cas de revision après rachat, le montant de la rente rachetée sera réduit de plein droit du total de la rente définitivement attribuée.

Art. 21. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est dit à l'article 13 (§ 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier président de la cour sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près de la cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et mettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer, par le bureau de l'assistance judiciaire de son domicile, la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

Toutefois, si une expertise étant intervenue, la victime de l'accident en veut contester les conclusions, le bénéfice de l'assistance judiciaire à son profit sera suspendu jusqu'à ce que le bureau de l'assistance judiciaire, à la requête de l'intéressé, ait statué en la forme et dans les conditions ordinaires.

TITRE IV

Garanties.

Art. 22. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire du travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le payement des indemnités pour incapacité permanente de

travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 23. — A défaut, soit par les chefs d'exploitations débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont gestion sera confiée à ladite caisse.

Art. 24. — Pour la constitution d'un fonds spécial de garantie, il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi, une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes, dans les conditions déterminées par les sociétés d'assurances, qui en opèreront le versement aux fonds de garantie.

Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes, et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances des syndicats de garantie ou de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Art. 25. — La caisse nationale des retraites exercera un secours contre les chefs d'exploitation débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'exploitation, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'exploitation.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'exploitation débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'exploitation ou les compagnies d'assurances.

Art. 26. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera

les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas des garanties suffisantes pour permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations et par écrit dans un délai de quinzaine.

Le comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté du *Journal officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de 30 membres ; savoir : 2 sénateurs et 3 députés élus par leurs collègues, le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale ; le directeur du travail ; le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ; 3 membres agrégés de l'institut des actuaires français ; le président du tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; 2 ouvriers membres du conseil supérieur du travail ; 1 professeur de la faculté de droit de Paris ; 2 directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; 2 directeurs ou administrateurs des sociétés anonymes ou en commandites d'assurances contre les accidents du travail ; 4 personnes spécialement compétentes en matière d'assurances

contre les accidents du travail ; le directeur de l'agriculture ; 1 inspecteur général de l'agriculture, 2 membres du conseil supérieur de l'agriculture et deux présidents de syndicats agricoles ou d'unions de syndicats agricoles désignés par le ministre de l'Agriculture. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 27. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'exploitation cesse son exploitation pour quelque motif que ce soit, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'exploitation ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un décret d'administration publique.

TITRE V

Dispositions générales.

Art. 28. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

Art. 29. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'article 15 et au troisième alinéa de l'article 18, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la revision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants

droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 14, 15, 16 et 18.

Est passible d'une amende de 16 à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 francs, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal : 1° Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent ; 2° Tout chef d'exploitation ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi ; 3° Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant dans les certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

Art. 30. — La présente loi ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

Art. 31. — La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

Art. 32. — Les contrats d'assurances souscrits antérieurement à cette publication pour les exploitations visées à l'article 1^{er}, seront, même s'ils couvraient ou déclaraient couvrir les risques spécifiés par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905, 30 juin 1899 et 12 avril 1906, résiliés de plein droit à compter du jour de l'application de la présente loi.

Nonobstant toutes clauses contraires, les primes échues ou courues ne resteront acquises à l'assureur que proportionnellement à la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Le surplus, s'il en est, sera restitué à l'assuré.

Art. 33. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés ou susceptibles d'explosion, qui n'appartiennent pas au chef d'exploitation et qui ne sont pas dirigés par lui, sont à la charge de l'entrepreneur qui les exploite, savoir :

En ce qui concerne le personnel dudit entrepreneur, dans les termes de la loi du 9 avril 1898 modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905;

En ce qui concerne les autres personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, dans les termes de la présente loi.

Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou la machine susceptible d'explosion ou les fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée, son salaire sera fixé conformément aux dispositions du 5^e alinéa (a) de l'article 3.

La loi du 30 juin 1899 est abrogée.

Les lois des 9 avril 1898 (modifiée par celles des 22 mars 1902 et 31 mars 1905), 12 avril 1906 et 18 juillet 1907 ne sont pas applicables à l'agriculture.

Art. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

Annexe 6

PROPOSITION DE LOI

Présentée par la Commission des retraites ouvrières.

TITRE I

Principes fondamentaux. — Allocations et pensions de retraites.

Article premier. — Les ouvriers et employés des deux sexes, de l'industrie, du commerce, des associations ouvrières, des professions libérales et de l'agriculture et les domestiques attachés à la personne recevront, sous les conditions déterminées par la présente loi, au fur et à mesure qu'ils atteindront 65 ans, une allocation viagère annuelle de 120 francs.

Ils auront droit, en outre, à une retraite de vieillesse et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

Art. 2. — L'allocation viagère est constituée par des contributions forfaitaires des employeurs et par une contribution complémentaire de l'État.

Les versements annuels des employeurs seront de 9 francs par ouvrier ou employé âgé de dix-huit ans (soit de 75 centimes par mois ou de 3 centimes par jour) et de moitié pour les ouvriers ou employés de moins de dix-huit ans.

Ces versements seront exigibles comme en matière de contributions directes.

Art. 3. — La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des intéressés, et par des majorations de l'État.

Les versements obligatoires seront de 3 francs par an entre

15 et 18 ans, et de 6 francs par an depuis 18 ans jusqu'à l'âge d'entrée en jouissance de la pension de retraite.

Ils pourront être faits à capital réservé.

Les cotisations seront payables par mois.

Le montant de la rente sera calculé conformément aux règles fixées par l'article 13 ci-après.

Chaque assuré reçoit gratuitement :

1° Une carte annuelle sur laquelle seront apposés les timbres-retraite représentant les versements effectués ;

2° Un livret individuel où doivent être inscrits chaque année les versements obligatoires et facultatifs opérés par lui ou en son nom et les rentes viagères correspondantes.

Un règlement d'administration publique fixera les dispositions relatives à l'établissement de la liste des assujettis, à la délivrance et au remplacement des cartes annuelles, à l'emploi des timbres et au dépôt des livrets.

Dans le cas de retard, en fin d'année, du paiement d'une ou de plusieurs mensualités et après une mise en demeure restée sans effet, l'employeur devra, sur simple avis du comptable du Trésor désigné à cet effet, retenir sur le salaire le montant des versements en retard, de plein droit et par préférence à toute autre créance.

Les retenues seront acquittées par l'apposition du timbre sur la carte annuelle de l'assujetti.

Art. 4. — La majoration allouée sur les fonds de l'État est établie chaque année en prévision d'une liquidation à l'âge de 65 ans et inscrite sur le livret du bénéficiaire.

Elle sera du tiers de la rente qui serait produite par les versements des intéressés, supposés effectués à capital aliéné. Cette majoration cessera de croître lorsqu'elle atteindra 60 francs. Elle cessera aussi de croître lorsque le déposant cessera de faire partie des catégories visées par l'article 1^{er}.

Les versements faits pendant le mariage par l'un des deux conjoints profiteront séparément à chacun d'eux par moitié, avec majoration du tiers jusqu'au maximum de 60 francs pour chacune des deux parties.

Art. 5. — Tout assuré pourra, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa pension de retraite ; mais, dans ce cas, la majoration accordée par l'État sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

Art. 6. — Pour être admis au bénéfice de l'allocation viagère, les assujettis devront justifier :

1° Qu'ils ont fait partie des catégories énumérées à l'article 1^{er} pendant une durée d'au moins dix années avant l'entrée en jouissance de la pension de retraite ;

2° Qu'ils ont effectué les versements prescrits par l'article 3 dans la proportion d'au moins trois cinquièmes depuis la date de leur inscription aux catégories susvisées jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite.

Les assujettis dont l'âge sera compris entre cinquante et soixante-cinq ans lors de la mise en vigueur de la loi devront avoir effectué, depuis la date de leur inscription jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite, la totalité des versements prescrits par la présente loi.

Seront aussi admis, à l'âge de soixante-cinq ans, au bénéfice de l'allocation viagère, les anciens ouvriers ou employés qui, après avoir opéré pendant au moins dix années des versements en qualité d'assujettis, auront cessé d'appartenir aux catégories visées par l'article 1^{er} ci-dessus. Cette allocation sera calculée d'après le nombre entier des versements annuels effectués par les intéressés, ledit nombre multiplié par 4 francs.

Pour les assurés ou anciens assurés qui réclameront la liquidation anticipée de leur pension, le montant de l'allocation via-

gère sera réduit dans la même proportion que la majoration accordée par l'État.

Art. 7. — Si un assuré ayant satisfait aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse en laissant, soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère, âgés de moins de seize ans, il est alloué :

1° A la veuve sans enfants, une mensualité de 30 francs par mois pendant deux mois.

2° A la veuve avec un ou plusieurs enfants, une mensualité de 30 francs par mois pendant six mois, augmentée de 5 francs par mois et par tête d'enfant à concurrence d'une mensualité totale de 50 francs.

3° Aux orphelins de père et de mère, une mensualité de 30 francs par mois pendant six mois, augmentée de 5 francs par tête, à concurrence d'un total de 50 francs.

Art. 8. — Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux ouvriers et employés visés à l'article 1^{er} âgés de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de la promulgation de la présente loi et reconnus admissibles aux allocations de la susdite loi d'assistance; mais les allocations qui leur seront accordées seront limitées à la moitié des allocations de cette dernière loi et seront à la charge exclusive de l'État. Toutefois, ces allocations ne pourront être inférieures à 60 francs, ni supérieures à 120 francs.

Art. 9. — Les bénéficiaires des articles 1, 2 et 3 garderont les avantages offerts par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, complété par l'article 8 ci-dessus.

La pension de retraite acquise par les versements et augmentation du montant des majorations sera considérée comme provenant de l'épargne, en calculant la rente comme si tous les versements avaient été faits à capital aliéné.

Art. 10. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique. La majoration de l'État sera également l'objet d'une liquidation anticipée et s'ajoutera à la pension résultant des versements effectués.

La retraite liquidée sera bonifiée par l'État, sous les conditions fixées par ce règlement, au moyen de crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation, ni excéder 300 francs, bonification comprise.

Art. 11. — Les agents des grandes compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'État demeureront sous le régime des statuts et règlements des caisses de retraite des compagnies (lois du 27 décembre 1890 et du 10 avril 1902).

Les ouvriers et employés des mines continueront à bénéficier du statut spécial établi par la loi du 29 juin 1894, par la loi de finances du 31 mars 1902 (art. 84 à 99) et par les lois subséquentes.

Les inscrits maritimes demeureront sous le régime de la loi du 14 juillet 1908.

Art. 12. — Les articles 2 et 3 de la présente loi, relatifs aux versements, sont applicables aux ouvriers et employés étrangers.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des majorations de l'État et des allocations viagères que si des traités avec des pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Art. 13. — Le taux des retraites est calculé à un taux annuel-

lement fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites, d'après la table de mortalité de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et le taux d'intérêt des placements.

Des décrets rendus dans les mêmes formes arrêteront, sur le vu des statistiques établies par le ministère du Travail, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

L'assuré recevra gratuitement, tant de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse que des autres caisses visées par la présente loi, dans le premier semestre de chaque année, par l'intermédiaire du maire de la commune de sa résidence, un bulletin indiquant le montant de la retraite qui lui était acquise au 31 décembre précédent.

Art. 14. — Lorsque la retraite calculée pour l'âge de soixante-cinq ans dépasse 180 francs, majoration comprise, l'assuré peut effectuer à l'assurance contre la maladie ou contre l'invalidité la totalité du versement obligatoire prévu par l'article 3.

L'assuré peut aussi, à toute époque, affecter la valeur du capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra insaisissable, dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

Art. 15. — Les versements sont faits au choix des intéressés, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une société ou à une union de sociétés de secours mutuels, soit à toute autre caisse à ce autorisée par décret et fonctionnant sous la garantie de l'État.

La gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre des Finances et du ministre du Travail, après avis de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière.

La caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des versements qu'elle reçoit au compte des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant au fonds de garantie.

1° En valeurs de l'État et jouissant d'une garantie de l'État;

2° En prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier.

Sur l'avis du conseil supérieur des retraites prévues ci-après, elle est également autorisée à faire emploi des fonds, jusqu'à concurrence du dixième, en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières, ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906 et jusqu'à concurrence de 1/400 en acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes.

Les placements sont faits gratuitement par la caisse des dépôts et consignations.

Les sommes non employées sont versées en compte courant au Trésor, dans les limites d'un maximum et à taux annuellement fixés par la loi de finances.

TITRE II

Des retraites assurées par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou mixtes et les syndicats de garantie.

Art. 16. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et du ministre des Finances est admise à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Les retraites garanties par les sociétés de secours mutuels bénéficieront des majorations de l'État, aux termes de l'article 4 qui précède.

Les sommes déposées par ces sociétés à la caisse des dépôts et consignations formeront un fonds de retraites distinct et aliénable et ne bénéficieront pas de la bonification d'intérêt prévue par la loi de finances du 31 mars 1903.

Art. 17. — Il est alloué à titre de remise aux sociétés de secours mutuels une subvention de 1 franc pour chaque livret d'assujetti ou d'assuré facultatif du titre V, sur lequel il aura été inscrit, pendant l'année écoulée, un versement d'au moins 6 francs.

La même remise est accordée, dans les mêmes conditions, à la société agréée ou à l'union de sociétés agréées qui assurera directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Pour tout assujetti à la loi des retraites qui sera affilié à une société de secours mutuels, la société recevra de l'État une allocation annuelle de 1 fr. 50 (réduite à 75 centimes pour les

assurés de quinze à dix-huit ans) qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation maladie de l'assujetti.

Art. 18. — Peuvent être admis par décret à concourir au paiement des arrérages de pensions, avec le bénéfice des majorations de l'État :

1° Les sociétés et les caisses visées à l'article 15 ;

2° Les chefs d'entreprise qui, avec ou sans le concours de leurs ouvriers, auront organisé des caisses patronales ou mixtes, ou qui auront constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire dans les conditions générales à déterminer par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites ouvrières.

Les employeurs, employés et ouvriers qui adhèrent aux caisses visées au présent article peuvent être dispensés des versements prévus aux articles 2 et 3, à la condition que les pensions et allocations soient au moins égales à celles prévues par la présente loi.

Les demandes d'admission prévues à l'article 16 et au présent article sont adressées au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale qui devra statuer dans le délai de deux mois.

En cas de refus, les demandeurs peuvent former un recours devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

Art. 19. — Les fonds reçus par les institutions mentionnées aux articles qui précèdent devront être employés en placements tels qu'ils sont indiqués par l'article 15. La comptabilité de ces institutions sera soumise au contrôle financier du ministre des Finances dans les conditions qui seront arrêtées par un règlement d'administration publique.

Art. 20. — Les décrets prévus aux articles 16 et 18 détermi-

nent le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses visées par la présente loi. Ce transfert est opéré d'après les tarifs appliqués par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'État, actuellement régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition du ministre des Finances et des ministres intéressés détermineront, sur des bases analogues, le mode de liquidation, à la charge de l'État, des droits éventuels des bénéficiaires.

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 21. — Les retraites, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. L'incessibilité ne s'applique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.

Art. 22. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la loi par la caisse nationale des retraites et par les autres caisses visées à l'article 15, ainsi qu'aux encaissements et paiements dont elles sont chargées.

Le paiement des rentes et allocations pourra être effectué gratuitement par l'intermédiaire des bureaux de poste.

Art. 23. — En cas de déclaration erronée, les employeurs

ou employés seront passibles d'une contribution supplémentaire égale à l'omission constatée.

Sont passibles d'une amende de 100 francs à 2.000 francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi reconnus coupables de fraude ou de fausse déclaration intentionnellement faite.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

Art. 24. — Le ministre du Travail établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résume les résultats annuels dans un rapport annuel qui est présenté au Président de la République et qui rend compte de l'application de la loi.

Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

Art. 25. — Il est formé, auprès du ministre du Travail et sous sa présidence, un conseil supérieur chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la présente loi.

Ce conseil est composé de :

2 sénateurs et de 3 députés élus par leurs collègues ;

2 conseillers d'État élus par le Conseil d'État ;

4 délégués du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

4 délégués du conseil supérieur du travail dont 2 élus par les conseillers patrons et 2 par les conseillers ouvriers ;

2 membres choisis par le conseil supérieur du commerce et de l'industrie : un parmi les patrons et un parmi les ouvriers ;

2 membres choisis par le conseil supérieur de l'agriculture : un parmi les patrons et un parmi les ouvriers ou employés d'exploitations agricoles ;

2 personnes connues pour leurs travaux sur les institutions de prévoyance, désignées, l'une par le ministre du Travail, l'autre par le ministre des Finances.

Ces membres sont nommés pour trois ans,

Font partie de droit de la commission :

Le directeur général de la comptabilité publique au ministère des Finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale au ministère du Travail ;

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef de service de l'inspection générale au ministère des Finances ;

Le directeur de la mutualité au ministère du Travail ;

Le conseil élit ses deux vice-présidents. Ils se réunit au moins une fois par semestre.

Art. 26. — La présente loi sera applicable dans un délai d'un an après sa promulgation et trois mois après l'insertion des règlements d'administration publique au *Journal officiel*.

TITRE IV

Dispositions transitoires

Art. 27. — Le versement patronal de 9 francs prescrit par l'article 2 devant être affecté à une répartition entre les ouvriers arrivés successivement à l'âge de 65 ans, il sera perçu un dixième la première année d'application de la loi, deux dixièmes la seconde année, trois dixièmes la troisième année, etc., de manière à atteindre, par des augmentations successives de un dixième, le versement annuel de 9 francs qui demeurera ensuite constant à partir de la dixième année.

La même règle sera appliquée pour le versement annuel de 4 fr. 50 relatif aux ouvriers et employés âgés de moins de 18 ans.

Art. 28. — Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, en vertu de contrats, et dont le service incombe à l'employeur, seront fournies, comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

Art. 29. — A défaut de la création des caisses patronales ou mixtes ou du maintien des anciennes caisses, en conformité des prescriptions de l'article 18 qui précède, le montant des pensions en cours d'acquisition dont le service incombe à l'employeur en vertu de contrats sera liquidé, au jour de la mise en vigueur de la loi, par application des règlements ou des usages suivant lesquels ces pensions étaient précédemment accordées.

Le capital constitutif de la pension ainsi liquidée sera versé à la caisse des dépôts et consignations.

La rente provenant dudit capital sera inscrite au livret individuel de l'ayant droit.

L'entrée en jouissance de pension de retraite demeure, dans tous les cas, réglée par les articles 3, 5 et 6 de la présente loi.

Art. 30. — A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons avec le concours des ouvriers et employés, en vue de constituer : soit des rentes temporaires, soit des pensions de retraite d'âge ou d'invalidité et qui n'auront pas satisfait aux prescriptions de l'article 18, ne pourront plus fonctionner que pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses, en ce qui concerne, tant les pensions acquises à un titre quelconque, que les rentes et pensions de retraite en cours d'acquisition.

Art. 31. — Les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre

à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

A défaut d'entente entre les employeurs d'une part, et la majorité des ouvriers ou employés d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la commission arbitrale instituée par l'article 32 ci-après.

Si les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois susindiqué, ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribunal.

Art. 32. — La commission arbitrale prévue par l'article 31 sera composée de sept membres permanents nommés :

Deux, par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

Deux, par le conseil supérieur de retraites prévu à l'article 25 de la présente loi ;

Deux, par la cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la cour ;

Un, par la cour des comptes, parmi les conseillers de la cour.

La commission élira son président et son secrétaire ; elle siégera au ministère du Travail ; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés : l'un par les employeurs, l'autre par la majorité des ouvriers et employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte ; tous actes,

documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Art. 33. — Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les intéressés bénéficieront de l'assistance judiciaire.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif seront représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice, pour chacun d'eux, du droit d'intervention individuelle.

Art. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera : la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la commission arbitrale ; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction ; le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 33 et, d'une manière générale, les mesures nécessaires à l'application des prescriptions de la présente loi.

Art. 35. — Les infractions aux dispositions des articles 27, 28 et 29 qui précèdent, seront punies d'une amende de 16 francs à 200 francs. En cas de mauvaise foi, le chiffre de l'amende pourra être porté à 500 francs.

TITRE V

Fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons.

Art. 36. — Les fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons qui occupent des ouvriers en dehors des membres de leur famille seront tenus, à l'égard de ces ouvriers, aux verse-

ments obligatoires des employeurs, tels qu'ils sont fixés par l'article 2 ci-dessus.

Ceux qui travaillent seuls ou n'emploient habituellement que des membres de leur famille et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille seront admis à opérer des versements à l'une des caisses visées par les articles 15, 16 et 18 qui précèdent.

Ces versements donneront droit aux majorations fixées par l'article 4 du présent projet de loi.

TITRE VI

Moyens financiers.

Art. 37. — Le montant des sommes reçues pour être affectées aux allocations viagères est versé au Trésor et rattaché à un chapitre du budget du ministère du Travail par la voie des fonds de concours. Il sera pourvu, le cas échéant, à l'insuffisance au moyen d'un crédit ouvert au budget du ministère du Travail.

Il sera pourvu aux autres allocations prévues par la présente loi et aux frais de son application au moyen de crédits annuels inscrits au budget du ministère du Travail.

Annexe 6

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, le 23 février 1906 sur les retraites ouvrières (*Doc. parl.*, Sénat. Annexe 104, *J. Off.*, 1909, p. 205).

TITRE I

De la retraite obligatoire de vieillesse et d'invalidité.

Article premier. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne a droit, dans les conditions dé-

terminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

Art. 2. — Ces retraites sont assurées, conformément aux dispositions des titres I à IV de la présente loi, soit par la caisse nationale des retraites ouvrières pour la vieillesse, par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels, sous la garantie de l'État, dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après.

Les assurés ont toujours le droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, de choisir entre ces diverses caisses.

Art. 3. — La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés, par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'État. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Le prélèvement sur le salaire des assurés, comme le versement des employeurs, est de 2 % du salaire, y compris le salaire en nature, évalué dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Toutefois, les salaires quotidiens inférieurs à 1 fr. 50 sont exemptés du prélèvement.

La présente loi ne s'applique aux employés recevant des salaires supérieurs à 2.400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme.

Tout assuré âgé de moins de soixante ans reçoit gratuitement un livret individuel ou une carte annuelle d'identité, où doivent être inscrits les versements, ou apposés les timbres-retraite correspondants dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique. Lors de chaque paye, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette inscription doit être requise de la caisse qui assure la retraite, ou bien cette apposition doit

être faite par les soins des employeurs débiteurs du salaire.

Art. 4. — Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés en conformité de la loi du 8 août 1892 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi à cet égard leur sont rendues en tout ou partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas, la retraite éventuelle déjà acquise pendant les cinq premières années est doublée au moyen du fonds de bonifications prévu ci-après, et, si l'assuré est atteint d'invalidité absolue et permanente de travail ou s'il décède, application est faite des dispositions des articles 9 et 10.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les versements patronaux sont affectés au fonds de bonifications. Lesdits versements sont portés à 4 % lorsque les ouvriers ou employés étrangers ne sont point immatriculés ou ne résident pas en France.

Art. 5. — Sous réserve des dispositions spéciales qui seront adoptées à titre transitoire, la retraite produite par les versements visés à l'article 3 ci-dessus est liquidée à l'âge de soixante ans et la majoration de l'État est définitivement arrêtée à ce moment. Néanmoins, les assurés ayant atteint l'âge de soixante ans ont le droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 % sur leur salaire; dans ce cas le versement corrélatif de leurs employeurs continue également à être effectué à leur compte; dans le cas contraire, il est affecté au fonds de bonifications.

L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, avec droit aux majorations spécifiées par l'article 8, est fixé à cinquante-cinq ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières. Il peut être abaissé au-dessous de soixante ans, jusqu'à cinquante-cinq ans inclusivement, par règlement d'administration publique pour les ouvriers et employés des compagnies et administrations de chemins de fer, ainsi que des industries reconnues particulièrement insalubres, d'après des statistiques spéciales établies à ce point de vue par le ministre du Commerce.

Tout assuré peut, avant l'âge prévu aux alinéas précédents, et à partir de cinquante ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite, dès qu'elle atteint 360 francs. En ce cas, s'il continue à travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonifications.

Art. 6. — Il est institué, sous la garantie de l'État, une caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du ministre du Commerce et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations.

La caisse nationale des retraites ouvrières dirige et centralise les opérations de caisses départementales de retraites qui, suivant les conditions déterminées par règlement d'administration publique, seront organisées dans chaque département, avec des agences cantonales ou communales, et qui seront administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs.

Les caisses départementales de retraites transmettent à la caisse des dépôts et consignations les versements qu'elles reçoivent au compte de la caisse nationale des retraites ouvrières et elles opèrent les paiements à effectuer pour le compte de cette

dernière caisse avec les fonds mis à cet effet à leur disposition par les soins de la caisse des dépôts et consignations. Elles peuvent utiliser, à cet effet, l'intermédiaire des bureaux de poste et des comptables directs du Trésor.

La caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des versements qu'elle reçoit au compte de la caisse nationale des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant aux fonds de garantie et de bonifications prévus ci-après : 1° en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État ; 2° en prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du crédit foncier.

Sur l'initiative du conseil supérieur des retraites prévues ci-après et sur son avis favorable, elle est également autorisée à faire emploi des fonds jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et aux institutions analogues de prévoyance ouvrière déterminées par règlement d'administration publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en actions ou obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la loi du 30 novembre 1894, ou en prêts aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du ministre des Finances ; les achats et ventes de valeurs autres que les rentes peuvent être opérés sans publicité ni concurrence. Les sommes non employées sont versées en compte courant au Trésor, dans les limites d'un maximum et à un taux annuellement fixé par la loi de finances.

Art. 7. — Le tarif des retraites assurées par la caisse nationale des retraites ouvrières est calculé à un taux annuellement fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites, et, provisoirement, d'après la table de mortalité de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Des décrets rendus dans les mêmes formes devront arrêter, dès que les statistiques établies par le ministre du Commerce le permettront, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

La liquidation de la retraite s'opère d'après le montant des versements inscrits sur les livrets individuels ou des timbres apposés sur les cartes d'identité successives et à capital aliéné, à moins que la réserve du capital n'ait été spécifiée dès le début par l'assuré, pour les retenues opérées sur son salaire ; le montant des versements patronaux est toujours liquidé à capital aliéné.

L'assuré peut obtenir gratuitement, tant de la caisse nationale des retraites ouvrières que des autres caisses visées par la présente loi dans le premier semestre de chaque année, un bulletin indiquant le montant de la retraite qui lui était éventuellement acquise au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, du capital réservé. Il a la faculté d'effectuer à son compte des versements volontaires, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique.

Lorsque sa retraite éventuelle, avec le complément de retraite

acquis d'autre part ou pouvant résulter de versements volontaires faits par lui ou pour lui, dépasse 360 francs, il peut, à toute époque, affecter la valeur actuelle du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

Art. 8. — Lorsque la retraite acquise à l'âge déterminé par la présente loi et calculée sur la base du capital aliéné n'atteint pas 360 francs, elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'État au moyen du fonds de bonifications, pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant trente années au moins, à raison de deux cent cinquante jours de travail au minimum par année.

Si la rente a été constituée à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse au compte d'un assuré marié, la rente est calculée, pour la majoration, comme si les versements avaient été intégralement effectués au profit du titulaire.

Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé en vertu de l'article 5, le nombre d'années exigible pour l'attribution de la majoration, conformément au premier alinéa du présent article, est abaissé d'un nombre égal d'années.

Art. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du Commerce, sous les conditions fixées, par ce règlement, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi

de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation ni excéder 360 francs, bonification comprise.

Art. 10. — Si un assuré décède en laissant, soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué par le ministre du Commerce, sur le fonds de bonifications, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès.

TITRE II

Des retraites assurées par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales et les syndicats de garantie.

§ 1^{er}. — *Sociétés de secours mutuels.*

Art. 11. — Toute société ou union de société de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du ministre de l'Intérieur, est admise soit à concourir aux encaissements et aux paiements de la caisse nationale des retraites ouvrières, moyennant attribution de remises imputables sur le fonds de bonifications, soit à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Cet agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Intérieur et des Finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'État, sans mi-

nistère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme du conseil supérieur des retraites, et sauf recours devant le Conseil d'État dans les conditions susénoncées.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans l'arrondissement où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser à ces sociétés les sommes spécifiées au titre précédent, pour tous les assurés qui lui en font la demande en désignant la société à laquelle ils sont affiliés.

Au moyen de ces versements, la société doit assurer, à l'âge prévu par la présente loi, des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements d'après les tarifs en vigueur pour la caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements.

Art. 12. — Si la société de secours mutuels agréée réalise, en même temps que l'assurance contre la vieillesse, l'assurance contre la maladie et, le cas échéant, contre l'invalidité, les assurés peuvent à toute époque, par une déclaration écrite sur la carte d'identité ou le livret individuel prévus à l'article 3, affecter au paiement de leur cotisation d'assurance contre la maladie ou l'invalidité soit le quart, soit la moitié des retenues opérées sur leur salaire en vue de la retraite régie par la présente loi.

Les assurés qui, à quelque époque et par quelque mode que ce soit, ont acquis pour l'âge normal d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi une retraite éventuelle d'au moins 360 francs, gagée par des ressources certaines dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique, peuvent consacrer à l'affectation prévue par le premier alinéa du présent article l'intégralité des retenues effectuées sur leur salaire.

Art. 13. — Les sociétés de secours mutuels visées à l'article

précédent reçoivent annuellement de l'État une allocation pour chaque sociétaire affilié tant en vue de la retraite prévue par la présente loi qu'en vue d'indemnités journalières et de secours médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie ou d'invalidité, et justifiant : 1° qu'il a subi l'année précédente des retenues correspondant à huit mois de travail au moins ; 2° qu'il a concurremment acquitté la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité.

Cette allocation, intégralement affectée à la réduction de la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité due par le sociétaire pour l'année courante, sera fixée en corrélation du montant des retenues subies par lui pendant l'année précédente pour la retraite et versées à la société en conformité de la présente loi.

Elle sera calculée, dans la limite du crédit budgétaire, d'après un barème établi par règlement d'administration publique, pour tous les salaires n'excédant pas annuellement 1.000 francs, et dans des conditions telles que les allocations soient proportionnellement d'autant plus élevées que les salaires sont plus bas.

Art. 14. — Les fonds correspondant aux sommes encaissées pour l'assurance des retraites visées au titre précédent par les sociétés de secours mutuels agréées sont placés dans les conditions prévues par l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898. Toutefois, s'ils sont versés à la caisse des dépôts et consignations, ils forment un fonds de retraites distinct et aliénable sans bénéficier de la bonification d'intérêt spécifiée par la loi de finances du 31 mars 1903.

Le fonds commun de retraites inaliénable possédé lors de la promulgation de la présente loi par les sociétés de secours mutuels approuvées peut, pour des besoins exceptionnels, subir des prélèvements autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, au vu de délibérations d'assemblées générales extraordinaires remplissant les conditions déterminées par l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Art. 15. — Les sociétés de secours mutuels agréées dans les termes de l'article 11 remplissent de plein droit, sur leur demande, en ce qui concerne les assurés qui leur sont affiliés, le rôle dévolu aux agences cantonales ou communales des caisses départementales de retraite en exécution de l'article 6.

Lorsque ces sociétés sont groupées en union départementale et qu'elles comprennent parmi leurs affiliés plus des deux tiers des assurés ayant leur résidence dans le département, l'union est admise de plein droit, sur sa demande, à remplir pour l'ensemble des assurés du département le rôle dévolu aux caisses départementales de retraites, à charge de se conformer aux règles édictées pour le fonctionnement desdites caisses.

§ 2. — *Institutions patronales ou syndicales des retraites.*

Art. 16. — Sont dispensés d'effectuer les versements ou les appositions de timbres visés à l'article 3 :

1° Les chefs d'entreprise qui ont organisé des caisses patronales ou adhéré à des caisses syndicales de retraites ou constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire, après approbation du ministre du Commerce dans les conditions générales déterminées par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

L'arrêté approuvant chacune de ces institutions doit constater qu'elle est alimentée, au moins jusqu'à concurrence de moitié, par les employeurs et qu'elle assure des retraites de vieillesse au moins égales à celle de la caisse nationale des retraites ouvrières.

Les arrêtés relatifs aux caisses patronales de retraites des chemins de fer sont pris d'accord avec le ministre des Travaux publics.

2° Les établissements civils et militaires de l'État, les départements, les communes et les établissements publics qui orga-

nisent, pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis, au point de vue de la retraite, par les lois spéciales, des retraites remplissant les conditions spécifiées au deuxième alinéa du paragraphe 1^o ci-dessus, dans les conditions déterminées par décrets rendus sur la proposition du ministre du Commerce, du ministre des Finances et du ministre intéressé.

Dans les divers cas prévus au présent article, les retenues sur les salaires peuvent, du consentement des assurés, excéder 2 %, lorsque l'employeur verse au moins le double de la retenue complémentaire opérée sur le salaire.

Art. 17. — Les institutions prévues au paragraphe 1^{er} de l'article précédent ont le droit d'ester en justice et peuvent employer leurs fonds en placements déterminés par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

Elles sont soumises à la même surveillance que les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie fonctionnant en conformité de la loi du 9 avril 1898.

Art. 18. — Chacun des décrets ou arrêtés prévus à l'article 16 détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses visées par la présente loi, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution de la retraite. Ce transfert est opéré d'après les tarifs de la caisse nationale des retraites ouvrières.

L'assuré qui quitte l'entreprise correspondante ou affiliée à l'institution de retraites peut à toute époque requérir le transfert prévu par l'alinéa précédent. Toutefois, l'institution peut, si ses statuts approuvés l'y autorisent, limiter ce transfert à la valeur actuelle de la portion de retraite éventuelle provenant

des retenues sur le salaire et rester, quant au surplus, débitrice de la retraite.

En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'État actuellement régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances et des ministres intéressés déterminent, sur des bases analogues, le mode de liquidation à la charge de l'État des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de leur valeur actuelle à une des caisses visées par la présente loi.

§ 3. — *Dispositions communes.*

Art. 19. — Sur toutes les sommes reçues en conformité du présent titre, les sociétés ou institutions y mentionnées doivent, en vue des déficits qui pourraient survenir dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie dont la gestion administrative et financière est assurée conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi. La quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finances.

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 20. — Quand, par cas de force majeure, tels que chômage involontaire ou maladies prolongées, accouchements, blessures, le nombre de deux cent cinquante journées de travail visées à l'article 8 n'aura pu être atteint par l'assuré, ce nombre sera réduit dans les conditions déterminées par un règlement d'ad-

ministration publique, sans toutefois pouvoir être inférieur à deux cents journées.

Art. 21. — Les retraites, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. L'incessibilité ne s'applique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.

Art. 22. — Les versements personnels supplémentaires effectués par les assurés en vue des retraites aux diverses caisses visées par la présente loi restent soumis aux dispositions qui les régissent respectivement. Toutefois, la liquidation anticipée de ces retraites est obtenue de plein droit lorsqu'il y a invalidité reconnue dans les termes de l'article ci-dessus.

Art. 23. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la présente loi par la caisse nationale des retraites ouvrières et par les autres caisses visées à l'article 2, ainsi qu'aux encaissements et paiements prévus par le troisième alinéa de l'article 6.

Le paiement des majorations et allocations pourra être effectué gratuitement par l'entremise des bureaux de poste.

Art. 24. — Est traduit devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de 16 francs à 100 francs tout employeur ayant omis les appositions de timbres-retraite ou les versements prescrits par la présente loi ou ayant contrevenu aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3. En cas de récidive dans l'année qui suit une première infraction, le maximum est toujours appliqué.

Sont passibles d'une amende de 100 francs à 2.000 francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs,

directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi sans s'être conformés aux dispositions du titre II.

L'article 163 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

Art. 25. — Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux retenues illicites de salaires, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées en dernier ressort, au chef-lieu du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire par un tribunal arbitral composé du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés et de trois membres élus par les employeurs. Les conditions de ces élections, ainsi que la procédure devant le tribunal arbitral, sont déterminées par règlement d'administration publique rendu après avis du conseil supérieur des retraites.

Les décisions du tribunal arbitral peuvent être référées à la cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est acquis de plein droit aux assurés pour les instances prévues au présent article.

Art. 26. — Les assurés peuvent, devant le tribunal arbitral, répéter contre leurs employeurs, pendant un délai de deux ans, le montant des timbres-retraite qui auraient dû être apposés ou des versements qui auraient dû être effectués à leur profit d'après la présente loi. Les employeurs condamnés à opérer la restitution sont, en même temps, condamnés à des dommages-intérêts fixés au double du montant desdites répétitions, sans que les assurés puissent renoncer d'avance ni à ces répétitions ni à ces dommages-intérêts.

Le montant des répétitions doit faire immédiatement, par les soins de l'employeur, l'objet d'apposition de timbres ou de ver-

sements ; le montant des dommages-intérêts est directement versé au fonds de bonifications. Le délai de deux ans ci-dessus spécifié est toutefois réduit à six mois à l'égard des employeurs qui soumettent tous leurs carnets de paye à un contrôle administratif déterminé par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce.

Art. 27. — Il est formé auprès du ministre du Commerce et sous sa présidence un conseil supérieur des retraites, chargé de l'examen des questions concernant la caisse nationale des retraites ouvrières et l'application de la présente loi.

Il se réunit au moins une fois par semestre. Il élit ses deux vice-présidents.

Ce conseil est composé de :

Trois sénateurs et cinq députés élus par leurs collègues ;

Un conseiller d'État nommé par le Conseil d'État ;

Trois délégués du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

Deux délégués patronaux et deux délégués ouvriers du conseil supérieur du travail ;

Quatre délégués des chambres de commerce, six délégués des syndicats professionnels ouvriers et deux délégués des bourses du travail, élus dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique ;

Quatre représentants des exploitants agricoles et six représentants des ouvriers et employés de l'agriculture élus dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et de l'Agriculture ;

Quatre personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance, dont deux membres agrégés de l'institut des actuaires, désignés par le ministre du Commerce ;

Deux personnes désignées au même titre par le ministre des Finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale au ministère du Commerce ;

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef du service de l'inspection générale au ministère des Finances.

Les membres autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.

Le conseil supérieur des retraites nomme une section permanente composée : 1° de douze membres pris dans son sein, dont deux employeurs et deux ouvriers ou employés de l'industrie et du commerce, deux exploitants et deux ouvriers agricoles, et un délégué du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ; 2° du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale, du directeur général de la caisse des dépôts et consignations et du directeur du mouvement général des fonds au ministère des Finances ou de leurs délégués. La section permanente donne son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées, soit par le conseil supérieur, soit par le ministre du Commerce.

Art. 28. — Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du conseil supérieur des retraites, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion administrative de la caisse nationale des retraites ouvrières.

Le ministre du Commerce établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résume les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi. Ce rapport est publié au *Journal officiel*, et distribué aux Chambres.

Art. 29. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre des Finances, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière de la caisse nationale des retraites ouvrières.

Art. 30. — A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont abrogées toutes les dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, le titre II de la loi du 29 juin 1894, l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890, en ce qui touche les retraites, et, en ce qui concerne les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895, sur les majorations de retraites.

Il n'est rien innové à la législation en vigueur sur la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

TITRE IV

Dispositions transitoires.

Art. 31. — La présente loi sera applicable un an au plus tard après sa promulgation.

Art. 32. — Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article 1^{er}, qui seront, depuis cinq ans au moins, de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente années de travail à raison de deux cent cinquante journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.

Cette allocation sera de 120 francs.

Toutefois, si en s'ajoutant à la retraite calculée comme il est spécifié à l'article 8, le total est supérieur aux maxima fixés par le barème ci-dessous, cette allocation sera réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants :

De zéro à cinq années de versement à une caisse de retraite autorisée, 150 francs ; de cinq à dix années, 200 francs ; de dix à quinze années, 250 francs ; de quinze à vingt années, 300 fr. ; de vingt à vingt-cinq années, 330 francs ; de vingt-cinq à trente années, 360 francs.

Art. 33. — Les versements prescrits par les articles 3 et 4 doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, être effectués pour les assurés visés à l'article 32.

Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics, détermine les conditions dans lesquelles les dispositions du titre IV de la loi du 29 juin 1894 et de la loi du 31 mars 1903 (art. 34 à 99) peuvent continuer à être appliquées aux ouvriers et employés des mines qui se trouvent régis par le présent titre.

TITRE V

Retraites des ouvriers et employés de l'agriculture.

Art. 34. — Les dispositions des titres précédents sont applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers ou fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qu'ils ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs.

Art. 35. — Suivant que les assurés sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sur livrets individuels ou les appositions de timbres sur cartes d'identité sont effectués trimestriellement ou bien lors de chaque paye, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances.

Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles seront opérés, par les propriétaires, les versements afférents tant aux colons partiaires et aux métayers ou fermiers visés à l'article précédent qu'à eux-mêmes.

Le propriétaire âgé de plus de soixante ans et sans autres ressources, qui ne perçoit pas des fermages supérieurs à 500 francs, est dispensé du versement de la contribution.

Art. 36. — Les retraites régies par le présent titre peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués en conformité de la loi du 21 mars 1884, comportant des conseils d'administration composés par moitié au moins de représentants élus des assurés et agréés par le ministre du Commerce dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

Les métayers ou colons partiaires et fermiers qui, par une déclaration faite à la mairie de leur domicile, auront fait connaître leur volonté d'être affranchis de l'obligation de la retraite, seront parmi les bénéficiaires de l'article 37.

TITRE IV

De la retraite facultative.

Art. 37. — Les ouvriers et employés visés aux articles 1^{er} et 34 qui auraient cessé de se trouver dans les conditions prévues auxdits artisans, façonniers, commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des membres de leur famille, et généralement toutes personnes de nationalité française non visées par les articles précédents, qui ne sont pas imposés à l'âge des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs sont admis, ainsi que leurs femmes ou veuves et les femmes ou veuves des associés régis par la présente loi, à opérer trimestriellement des versements à l'une des caisses visées à l'article 2 pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse.

Ces versements ne peuvent être inférieurs à 1 franc, pour chaque compte, ni excéder 500 francs par an. Le règlement d'administration publique prévu à l'article 28 déterminera les conditions dans lesquelles ils pourront être remplacés par apposition de timbres-retraite sur des cartes d'identité spéciales.

Art. 38. — La retraite acquise en vertu de l'article précédent est liquidée dans les conditions prévues au titre I^{er} et bénéficie des dispositions de l'article 9.

Lorsque cette retraite, à l'âge d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi et calculée dans les conditions spécifiées à l'article 8, n'atteindra pas 360 francs, elle sera bonifiée, au moyen du fonds de bonifications, d'une somme de 120 francs, sans pouvoir toutefois être élevée au-dessus de 360 francs, pourvu que des versements aient été effectués au compte des

assurés pendant trente années au moins dans les conditions fixées à l'article précédent et à raison de 6 francs au minimum par trimestre.

TITRE VII

Moyens financiers.

Art. 39. — Il est pourvu aux différentes allocations prévues par la présente loi et aux frais de son application au moyen d'un crédit annuel inscrit au budget du ministère du Commerce et d'un fonds de bonifications dont la gestion administrative et financière est assurée conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi.

Les opérations de la caisse nationale des retraites ouvrières font l'objet d'un budget annexe rattaché au budget du ministère du Commerce.

Le fonds de bonifications est alimenté :

- 1° Par les versements prévus aux articles 4, 5 et 26 ci-dessus ;
- 2° Par le montant des amendes prévues à l'article 24 ;

3° Par les capitaux qui, ayant été réservés en conformité de l'article 7, tomberaient en déshérence ou ne seraient point réclamés dans les trente années suivant le décès du titulaire de la retraite correspondante ;

4° Par le montant des majorations et allocations prévues aux articles 8, 9, 10 et 32, qui, restant dues aux bénéficiaires au moment de leur décès, n'auraient point été réclamées par leurs héritiers dans le délai de deux ans à compter du décès ;

5° Par les arrérages non perçus, prescrits au bout de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil ;

6° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 ;

7° Par les dons et les legs qui peuvent être faits à l'État, avec affectation audit fonds.

Le fonds de bonification supporte le prélèvement des frais de gestion administrative et financière de la caisse nationale des retraites ouvrières. Il est placé dans les conditions prévues à l'article 6 et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé au dernier alinéa dudit article.

Art. 40. — En cas d'insuffisance des ressources budgétaires, les sommes nécessaires au service des dispositions transitoires pourront être avancées chaque année, dans une proportion déterminée par la loi de finances et qui ne pourra pas excéder la moitié des contributions patronales, par la caisse nationale des retraites ouvrières au taux d'intérêt annuel fixé pour les tarifs de cette caisse.

En représentation de ces avances, le Trésor remettra à la caisse des obligations terminables dont la loi de finances déterminera la durée.

Art. 41. — Pour l'élaboration des règlements d'administration publique prévus par la présente loi, le Conseil d'État procédera dans les formes déterminées à l'article 14 de la loi du 24 mai 1872.

Art. 42. — Une loi spéciale déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

Annexe 7

*Texte voté à la Chambre étendant aux bûcherons la loi du
9 avril 1898, le 15 février 1909.*

Article premier. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail est étendue aux entreprises de coupes forestières de plus de trois hectares.

Art. 2. — Les articles 2, 3 et 5 de la loi du 12 avril 1906, relatifs aux contrats d'assurance et au fonds de garantie sont applicables aux entreprises visées à l'article précédent.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRILLART (HENRI). — Le métayage en France et son avenir. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1885. Les populations agricoles de la France. Paris, 1885-1893.
- BELLOM. — Les lois d'assurance ouvrière à l'Étranger. Paris, 1892-1904.
- BLONDEL. — Les populations rurales de l'Allemagne. Paris, 1897.
- BOURGUIN (M.). — Le socialisme et l'évolution économique. Paris, 1907.
- CABOUAT (JULES). — Traité des accidents du travail. Paris, 1901-1907.
- CAHEN (GEORGES). — Le repos hebdomadaire, ext. *Revue politique et parlementaire*, 1909.
- CAUVÈS. — Traité d'économie politique, 3^e édit. Paris, 1893.
- CHEVALIER. — Rapport à l'exposition d'économie sociale, 1900.
- CHOLEAU. — Condition actuelle des ouvriers ruraux bretons. Paris, 1907.
- Le journalier agricole du pays de Vitré, Vannes et Paris, 1905.
- CONVERT. — Les retraites ouvrières agricoles. Rapport à la section agricole du Musée social, 1902.
- FREVILLE. — Les retraites ouvrières. Bibliothèque socialiste. Paris, 1906.
- OLPHE GALLIARD (G.). — Le problème des retraites ouvrières. Paris, 1909.
- GIDE (CH.). — Principes d'économie politique, 8^e édition. Paris, 1905.
- JAURÈS. — Discours sur le métayage à la Chambre des députés, le 22 novembre 1905.

- JAY (RAOUL). — L'assurance ouvrière. Revue politique et parlementaire, 1895.
- L'assurance ouvrière et la caisse des retraites pour la vieillesse, *id.*
- La protection légale des travailleurs. Paris, 1904.
- LARNAUDE. — La loi sur les accidents du travail et l'agriculture. Paris, 1899.
- LEROUX (TH.). — Nos ouvriers agricoles. Beauvais, 1907.
- LOUBAT. — Des accidents agricoles. Paris, 1902.
- MÉLINE (JULES). — Le retour à la terre. Paris, 1906.
- MEPLAIN (A.). — Dialogue sur le métayage.
- MERLIN (ROGER). — Le métayage et la participation aux bénéfices. Paris, 1898.
- MONOD. — Rapport au Congrès de l'économie sociale de 1900.
- PIC (PAUL). — Traité élémentaire de législation industrielle. Paris, 1909.
- PLANIOL. — Traité élémentaire du Droit civil, 3^e édition 1904.
- RENARD (GEORGES). — Histoire socialiste. La République de 1848.
- ROBIN (MAURICE). — Questions agricoles. Bernard et Cie, 1903.
- ROCQUIGNY (DE). — Les syndicats agricoles et le socialisme agraire. Paris, 1893.
- Les syndicats agricoles et leur œuvre. Paris, 1906.
- ROUSSELLE (E.). — La loi sur les retraites ouvrières de l'agriculture. Rapport à la Société des agriculteurs de France. Bulletin de la Société, 1901-1902, 1903-1905.
- SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie. Paris, 1884.
- SAUZET. — Responsabilité des patrons. Revue critique, 1883.
- TOURDONNET. — Traité pratique du métayage en France.
- Situation du métayage en France.
- TOUVENEZ. — Rapport au Congrès international du repos hebdomadaire en 1889. Compte rendu du Congrès.
- VACHER (MARCEL). — L'agriculture et la main-d'œuvre. Paris, 1892.
- VALETTE. — Les retraites ouvrières et la proposition de loi soumise au Sénat. Paris, 1907.
- ZOLLA. — Question agricoles d'hier et d'aujourd'hui. Paris, 1894.

Rapports et projets parlementaires.

- AUDIÉFRED. — Rapports et propositions de lois sur les retraites ouvrières, 1896.
- BEAUREGARD (PAUL). — Proposition de loi sur les prud'hommes agricoles, 16 fév. 1899.
- Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles, 24 octobre 1907.
- BOUFFANDEAU-DELPierre. — Proposition de loi sur les prud'hommes agricoles, 1907.
- CHAIGNE. — Avis au nom de la commission de l'agriculture, 4 juillet 1907.
- CHAUVIN. — Rapport au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociale, 1907.
- CUVINOT. — Rapport au nom de la commission des retraites ouvrières au Sénat, 2 avril 1909.
- DARBOT. — Proposition de loi sur les prud'hommes agricoles, 1^{er} mars 1904.
- DEMÔLE. — Rapport au Sénat, 16 décembre 1893. J. Off., 1893, ann. 28.
- GUIEYSSE. — Rapports sur les retraites ouvrières et propositions de lois, 1893, 1900, 1902, 1904.
- LACHIEZE ET REY. — Proposition de loi sur les prud'hommes agricoles, 17 mai 1894, ann. 631.
- MIRMAN. — Proposition de loi étendant le risque professionnel à l'agriculture, 13 décembre 1900.
- MARTIN-NADAUD. — Rapport à la Chambre, 1882.
- RICARD. — Rapport au Sénat sur les projets de lois relatifs aux accidents du travail, 25 février 1892.
- RUAU. — Projet déposé au nom du gouvernement étendant aux accidents agricoles la loi de 1898, 5 novembre 1906.

Thèses.

- AUPÉTIT (ALBERT). — Responsabilité des accidents du travail. Th. Paris, 1901, 92.

- BAFFOS (ROBERT). — La Prud'homie, son évolution. Th. Paris, 1908.
- BECU (FRANÇOIS). — Le travail agricole et la condition des ouvriers agricoles dans le département du Pas-de-Calais. Th. Lille, 1907.
- BÉNARD (LOUIS). — Étude sur les ouvriers agricoles de l'Indre. Th. Paris, 1907.
- BERNIGUET. — Des accidents du travail dans les exploitations agricoles. Th. Paris, 1903.
- BIDOUET (EUGÈNE). — La population agricole et son organisation dans le Bas-Berry contemporain. Th. Paris, 1907.
- DUBOYS-FRESNEY (ROBERT). — L'extension aux ouvriers agricoles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Th. Paris, 1907.
- GERVAIS (HENRY). — La rémunération du travail dans la viticulture méridionale. Th. Paris, 1908.
- HARCOURT (RAOUL D'). — Le repos hebdomadaire en France. Th. Rennes, 1905.
- JAMET (ROBERT). — Les retraites ouvrières dans l'agriculture. Th. Paris, 1907.
- MATILLON. — Les syndicats d'ouvriers agricoles. Thèse Paris, 1908.
- MONNIER. — La main-d'œuvre agricole dans l'arrondissement de Châteaubriant. Th. Paris, 1909.
- MOULIN. — Les diverses propositions d'extension de la loi du 9 avril 1898. Th. Paris, 1905.
- MUTEAU (HENRI). — L'évolution économique au point de vue agricole d'un département français dans le cours du dernier demi-siècle. Th. Paris, 1906.
- PASSAMA. — Condition des ouvriers viticoles dans le Minervois. Th. Paris, 1906.
- PECQUET. — Retraite des ouvriers agricoles. Th. Paris, 1902.
- SARRAUSTE DE MENTHIÈRE. — Les accidents des ouvriers agricoles. Th. Paris, 1903.
- SEUILLET. — Le Métayage. Th. Paris, 1905.
- TARBOURIECH. — Des assurances contre les accidents du travail. Th. Paris, 1889.

- VANNOZ (LÉON). — De l'extension aux ouvriers agricoles de la loi du 9 avril 1898. Th. Paris, 1906.
- VITALI. — La question des retraites ouvrières devant le Parlement français. Th. Grenoble, 1904.

Publications et Revues.

- Annales du Musée Social, 1908.
- Bulletin du Comité permanent des accidents du travail, 1893, 1897.
- Compte rendu du Congrès international du repos hebdomadaire, 1889.
- Compte rendu du Congrès du repos du dimanche, 1900.
- Journal de l'Agriculture, 1908.
- Journal Officiel, 1882, 1883, 1884, 1887, 1888, 1889, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1899, 1900 à 1909.
- Moniteur judiciaire de Lyon, 1884.
- Recueil Dalloz, 1868, 1888, 1893, 1899.
- Recueil Sirey, 1902.
- Revue catholique de Droit, 1896.
- Revue d'Économie Politique, juin 1907.
- Statistique agricole décennale de 1882-1892.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Les ouvriers agricoles	10
<i>Section I.</i> — Nécessité et difficulté de définir l'ou- vrier agricole	10
<i>Section II.</i> — Classification des exploitations agricoles.	12
<i>Section III.</i> — § I. — Les salariés de l'agriculture .	17
§ II. — Les salaires	26
§ III. — Quelques salaires agricoles	28
Pas-de-Calais	30
Oise	31
Seine-et-Marne.	32
Bretagne.	33
Côte-d'Or.	36
Indre	37
Berry	38
Creuse	38
Midi viticole	40
<i>Section IV.</i> — Le fermier	41
Le métayer	43
 CHAPITRE II. — Points communs entre l'agriculture et l'industrie. Quelques différences.	 55
<i>Section I.</i> — Points communs	55
1. Coalition.	56
2. Syndicats.	59
3. Arbitrage.	61
4. Saisies sur les salaires	63

<i>Section II.</i> — Quelques différences.	64
Travail des femmes et des enfants.	64
Travail des adultes.	65
Hygiène et sécurité des travailleurs	67
CHAPITRE III. — Les prud'hommes agricoles	69
<i>Section I.</i> — Histoire des tribunaux de prud'hommes.	69
<i>Section II.</i> — Caractère de l'institution des prud'hommes.	74
<i>Section III.</i> — Doit-on étendre la juridiction des prud'hommes à l'agriculture?	78
<i>Section IV.</i> — Propositions de lois	85
Lachieze et Rey, 1894.	86
Amendement Darbot, 1904	87
Paul Beauregard, 1899.	90
Delpierre-Bouffandeau, 1907.	92
CHAPITRE IV. — Les accidents du travail.	99
<i>Section I.</i> — Situation actuelle des ouvriers agricoles victimes d'accidents	99
§ I. — La responsabilité dans le Code civil	99
§ II. — Histoire de la loi du 9 avril 1898.	106
§ III. — La loi de 1898.	117
§ IV. — La loi de 1899. Accidents régis par la loi de 1898	123
<i>Section II.</i> — Faut-il étendre le principe du risque professionnel à l'agriculture?	126
§ I. — Arguments des adversaires	127
1. Augmentation des procès.	127
2. Augmentation des accidents.	130
3. Les raisons qui ont fait introduire le risque professionnel dans l'industrie ne se retrouvent pas dans l'agriculture.	132
4. Charges imposées à l'agriculture	137
§ II. — Arguments en faveur de l'extension	143
1. Les ouvriers agricoles sont aussi victimes d'accidents	143

2. Insuffisance de la protection actuelle des ouvriers agricoles victimes d'accidents.	147
3. Impossibilité de justifier la situation d'excepti- on faite à l'agriculture.	149
<i>Section III. — Comment faut-il étendre le risque professionnel à l'agriculture?</i>	151
§ I. — Loi nouvelle ou loi d'adaptation?	151
§ II. — Sur quelles bases cette extension doit-elle se faire?	161
<i>Section IV. — Projets et propositions d'extension de la loi de 1898 aux accidents agricoles</i>	166
§ I. — Proposition Mirman	168
§ II. — Projet du gouvernement.	172
1. Exploitations assujetties	173
2. Personnes protégées	174
3. Accidents protégés	177
4. Personnes responsables	178
5. Salaire de base	180
6. Mutualités communales	183
7. Fonds de garantie	187
§ III. — Critiques de la commission de l'agricul- ture à la Chambre	190
§ IV. — Projet Paul Beauregard	196
1. Exploitations assujetties	198
2. Personnes assujetties	199
3. Ouvriers protégés	200
4. Calcul des indemnités et rentes.	201
5. Les Mutualités	203
§ V. — Vœux.	205
1. Du congrès des syndicats agricoles tenu à Angers	205
2. Vœu de l'Association française pour la pro- tection légale des travailleurs	207
<i>Section V. — 1. Loi du 18 juillet 1907 permettant l'assujettissement facultatif à la loi du 9 avril 1898.</i>	211
2. Extension de la loi de 1898 aux bûcherons.	214

CHAPITRE V. — Le repos hebdomadaire dans l'agriculture.	220
<i>Section I.</i> — Généralités	220
1. Nécessité du repos.	222
2. Histoire du repos	226
3. Loi du 13 juillet 1906.	228
4. Comment est respecté le repos dans l'agri- culture	232
<i>Section II.</i> — Faut-il étendre le repos hebdomadaire à l'agriculture?	234
<i>Section III.</i> — Difficultés d'une législation en cette matière	240
CHAPITRE VI. — Les retraites ouvrières agricoles . . .	245
<i>Section I.</i> — § I. — Nécessité des retraites ouvrières en général	245
§ II. — Nécessité de comprendre les ouvriers agri- coles dans une législation sur les retraites ouvrières	250
§ III. — Nécessité de l'obligation dans l'institution des retraites	253
<i>Section II.</i> — Histoire de la question des retraites ouvrières en France	261
<i>Section III.</i> — § I. — Texte voté à la Chambre des députés	275
1. Les assurés	275
2. Organes d'assurance	277
3. Constitution des retraites.	282
4. Liquidation des retraites	284
5. Règlement des contestations.	287
6. Emploi des fonds	288
7. Dispositions transitoires	290
§ II. — Charges qui incomberaient à l'état du fait du texte voté par la Chambre des députés . .	291
§ III. — Objections faites au texte de la Chambre.	294
<i>Section IV.</i> — Enquête faite par la commission du Sénat	298
§ I. — Questions posées	298

§ II. — Les réponses : 1. Groupements agricoles . . .	301
2. Réponses générales. . .	314
Section V. — Projet de la commission du Sénat . .	316
§ I. — Principes directeurs du projet	316
§ II. — Exposé du projet	324
1. Les assurés	324
2. Organes d'assurance	326
3. Constitution des retraites	330
4. Liquidation des retraites	331
5. Pénalités et sanctions	335
6. Emploi des fonds	336
7. Commission arbitrale	337
8. Dispositions transitoires	338
9. Conseil supérieur des retraites	339
§ III. — Conséquences du projet de la commission pour les intéressés et pour l'État	340
Tableau des charges de l'État.	343
CONCLUSION	348
ANNEXES. — Proposition de loi sur les prud'hommes agri- coles.	351
Proposition de loi sur les accidents agricoles de M. Mirman	353
du gouvernement	354
de M. Beauregard	360
Proposition de loi sur les retraites ouvrières.	388
Texte de la Chambre des députés	403
Accidents des bûcherons	425
BIBLIOGRAPHIE	426

